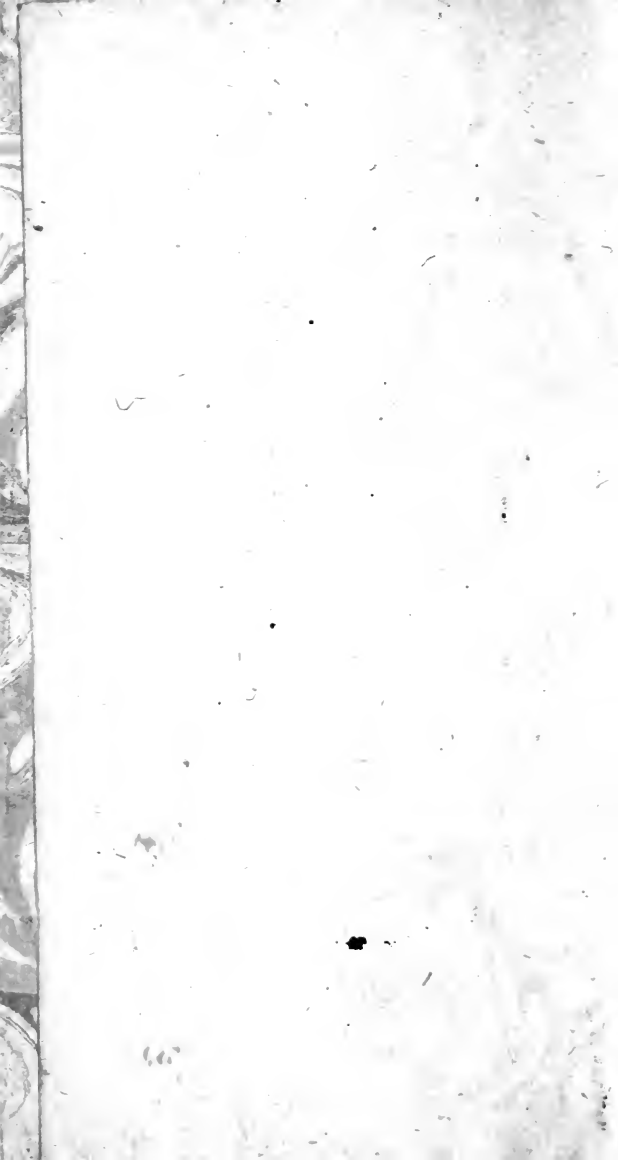






Universitäts-
BIBLIOTHEK
Ottaviensis





CE



CAUSES
CELEBRES
ET
INTERESSANTES,
AVEC
LES JUGEMENS
QUI LES ONT DECIDEES.

RECUEILLIES
Par Mr. GAYOT DE PITAVAL,
Avocat au Parlement de Paris.

TOME SEPTIEME.



A LA HAYE,
Chez JEAN NEAULME.
M. DCC. XLIX.



HV

6211

.G39

1747

V.7

Call. Spec.



AVERTISSEMENT.

ME voilà arrivé , sans que j'aye pu presque m'en défendre , à la fin des septieme & huitieme Volumes , entraîné par l'espérance flatteuse de plaire au Public en poursuivant un Ouvrage auquel il a fait un accueil favorable. Ce n'est pas que la nation des Critiques , qui a été créée pour empêcher que la vapeur de l'encens ne donne dans la tête des Auteurs , car la plupart ne l'ont pas trop bonne , ne se soit signalée dans cette occasion. Afin qu'on puisse juger s'ils ont raison , & si j'ai bien rempli mon dessein , je l'exposerai naïvement. Quand j'ai voulu donner au Public un choix exquis de Causes qui pussent exciter sa curiosité , une foule d'Arrétistes s'est présentée à moi , presque tous hérissés des épines du Barreau , relégués dans les Cabinets des Avocats , ou des Plaideurs de profession , qui n'ont jamais entrepris de les lire d'un bout à l'autre , & qui ne les consultent que dans un besoin pressant. Le sort de ces Auteurs ne m'a point tenté : j'ai eu l'ambition d'avoir une Cour nombreuse de Lecteurs , dussai-je avoir bien des Critiques ; car tant-pis pour l'Ouvrage dont on ne dit rien , c'est à coup sûr un Livre qui moisit chez le Libraire. Je ne le dissimulerai point , j'ai souhaité même d'avoir des Lectrices. On voit que dans ce dessein je devois tâcher de plaire aux gens du Palais , & aux gens du beau monde ; là où les premiers s'attachent , s'instruisent , les derniers se rebu- tent & s'ennuyent. Ce n'est pas que parmi les gens du Palais il n'y en ait plusieurs qui ayent l'esprit délicat , qui allient la Science avec les Belles - Lettres ; mais

avouons qu'ils ne composent pas le plus grand nombre. Voulez-vous tout sacrifier au gout des premiers ? votre Livre est respecté par les derniers , qui le laissent en paix , & ne veulent rien avoir à démêler avec lui. Il a donc fallu prendre une voie pour avoir les suffrages des uns & des autres.

Il a fallu ne mettre en œuvre que des Causes curieuses & célèbres qui invitassent tout le monde. En faveur des gens du Palais , il falloit en rapporter les Moyens , les Autorités , & les Jugemens dans le stile qui leur est consacré. En faveur des gens du monde , il a fallu en rechercher les circonstances les plus curieuses , employer tous les ornemens de l'Eloquence , auquel le sujet a donné lieu , & où le génie de l'Orateur a éclaté. A l'occasion des Causes que j'ai traité , j'ai rapporté à la fin tout ce qui pouvoit y avoir quelque trait ; j'ai ramené à mon sujet ce que j'ai cru qui y avoit quelque liaison , & qui pouvoit être agréable. Ainsi avant que de porter aucun jugement sur les matériaux que je pouvois faire entrer dans cet Ouvrage , que l'on considère que pour remplir mon dessein , je devois faire la conquête de deux especes de Lecteurs ; ceux qui cherchent plus l'utilité que l'agrément , & ceux qui cherchent plus l'agrément que l'utilité. On trouvera des Causes où j'ai voulu plaire aux premiers , on en trouvera où j'ai eu en vue les derniers. Ce partage que j'ai fait les doit empêcher de murmurer. Après tout , si les premiers pensent que j'ai trop voulu donner à l'agrément , qu'ils considèrent qu'en rendant les Causes familières aux gens du beau monde , j'ai pris la voie qui pouvoit l'unir avec les Jurisconsultes , & qui pourra lui faire aimer leur science ; il n'y a qu'à gagner pour eux , ils en seront plus recherchés , leur commerce en sera plus agréable , ils en profiteront tous. En tâchant de plaire aux gens du monde , & aux gens du Palais d'un gout délicat qui pensent comme eux , je me suis attaché au stile , non à celui qui a
pour

pour objet d'arranger plutôt les paroles que les pensées, mais à celui où on a pour but d'arranger plutôt les pensées que les paroles, & à les rendre d'une manière vive & naturelle; car un style trop châtié, trop limé, affoiblit, énerve les idées. Je ne puis laisser échapper cette occasion d'expliquer ma pensée sur l'art des Ouvrages d'esprit. Dès que j'ouvre un Livre, mon premier objet est de regarder si un Auteur a de l'imagination: s'il peint bien ce qu'il exprime, s'il en donne une idée nette & vive, s'il le fait d'une manière naturelle & singulière; c'est, selon moi, un Ecrivain distingué. Le nombre, l'harmonie, la pureté ne sont point à négliger; mais ce n'est pas là où consiste principalement l'art d'écrire: on peut avoir un style nombreux, harmonieux, peut-être élégant, sans atteindre à la première classe des Ecrivains. Rien n'est plus commun que de voir des Ouvrages écrits poliment, où les règles de la Grammaire sont observées; notre Langue abonde en Ecrivains de ce genre: mais rien n'est plus rare que de voir des Auteurs qui peignent bien leurs pensées, & qui les savent bien arranger; ceux-là seuls méritent, selon moi, le nom d'Ecrivain. Je refuserois, sur ce pied-là, ce nom à bien des Auteurs à qui on le donne libéralement: cette idée, qui paroitra juste, prononce d'abord leur arrêt de condamnation.

Revenons à mes Critiques. Je ne prétens pas répondre à ceux qui, emportés par le penchant qu'ils ont à la malignité, saisissent les endroits les plus foibles d'un Ouvrage, & les chargent avec toute la fureur d'un Caustique plutôt que d'un Critique: ils se dispensent de rendre raison de leur censure; par une épithète injurieuse ils croient proscrire un Ouvrage. Leur amour-propre leur persuade, parce qu'ils ont relevé un défaut dans de grands Ecrivains, qu'ils leur sont supérieurs; comme s'ils ne voyoient pas que rien n'est plus aisé que d'appercevoir ces sortes de taches; elles sont saisies souvent par les vues les plus foibles.

Ils sont bien éloignés du caractère d'un Critique dont on a dit , qu'il louoit avec plaisir , qu'il censuroit avec modération , & paroïssoit toujours douter quand il condamnoit ; il approuvoit au contraire sans hésiter , & pour ainsi dire , jusqu'à l'admiration. Qui ne sent pas le beau comme il doit le sentir , n'est ni digne ni capable de reprendre les fautes. Qu'on se charge de faire des observations sur tous les Ecrits modernes , dans des Ouvrages périodiques , & qu'on prétende par-là acquérir de la gloire ; ce sera une gloire acquise facilement & à grand marché , & sans une grande contention d'esprit. Qu'un Censeur se figure que la meilleure critique d'un bon Ouvrage est fort au dessous de l'Ouvrage censuré , & qu'il y a une distance infinie entre la capacité de ce Critique , & celle de l'Auteur critiqué , qui est souvent un grand Peintre , tandis que le Censeur sait à peine broyer les couleurs. L'Art de Momus est bien au-dessous de celui d'Apollon. Or si l'on censure avec tant de facilité un grand Ecrivain , quoi de plus aisé que de critiquer un stile médiocre ! Parmi mes Censeurs , les uns ont jugé que je refondois dans mes Causes tous les Factums que j'employois ; d'autres ont pensé que je ne faisois que les compiler , & les extraire : ils ont tous raison à certains égards. Quand j'ai trouvé dans quelques Causes , des Factums des Maîtres de l'Art , je me suis borné à les extraire , & à les abréger ; mais quand il est tombé sous ma main dans d'autres Causes des Factums mal digérés , où les Moyens étoient entassés , & mal distribués , je les ai refondus. Dans les uns , & dans les autres , je ne me suis point refusé à une pensée qui m'a paru solide , lorsqu'elle s'est présentée à moi , à un ornement que je n'ai pas cru superflu , à une grace de stile qui s'enchaîne naturellement dans l'Ouvrage. Ainsi on ne me rendroit pas justice , quand on diroit que dans le cours de ce Recueil je suis toujours compilateur ; sans compter que j'ai donné des Causes où j'ai moi-même écrit.

AVERTISSEMENT. VII

Il faut maintenant que je rende raison des Causes que j'ai insérées dans les septieme & huitieme Volumes.

La premiere est un Mariage déclaré abusif après vingt-quatre ans de cohabitation , & la mort de l'épouse : j'y ai joint une Dissertation qui y avoit quelque rapport ; elle est d'un Avocat. profond , qui a creusé cette matiere avec son érudition ordinaire. Il est certain que la défense d'épouser la sœur de sa femme n'est que de Droit Ecclesiastique ; & le mariage du Marquis de Sailly n'a été déclaré abusif que par un vice de forme dans l'obtention de sa Dispense. Cette Cause pourroit bien avoir le sort de plaire plutôt aux Avocats , qu'aux gens du monde.

La seconde Cause est celle d'une Concubine donataire , dont la donation a été confirmée. La Justice s'accorde en cela avec l'humanité. Le desordre n'est point autorisé , dès qu'on retranchera les donations immenses , & qu'on ne tolerera que celles qui sont modiques en faveur d'une Concubine , sur-tout lorsqu'on l'a séduite. Le Plaidoyer de M. Talon ne laisse rien à desirer : quelque abondante recolte qu'eussent fait les Avocats , il a encore enchéri sur eux.

Je ne dirai rien des quatrieme & cinquieme Causes , parce que les Mémoires que je donne là-dessus sont de ma façon.

La sixieme Cause a un Préambule qui me dispense d'en parler.

La septieme Cause qui a pour objet la femme adultere , condamnée à perdre sa liberté , & qui la recouvre après la mort de son mari par un second mariage , est dans les Arrêts d'Henry : c'est une Jurisprudence dont on n'avoit point vu d'exemple ; & par cette singularité , elle avoit droit d'entrer dans ce Recueil. Le Parlement a laissé aux femmes adulteres condamnées une planche dans leur naufrage ; mais pourront-elles esperer d'avoir le bonheur de trouver un mari assez hardi pour les faire rentrer dans le monde ?

VIII AVERTISSEMENT.

La huitieme Cause, qui est la fausse Testatrice, nous retrace des exemples que nous avons vu dans l'Histoire Grecque & dans l'Histoire Romaine; les passions des hommes renouvellent dans tous les tems les mêmes spectacles.

La Cause suivante est un enfant reclamé par deux meres. Elle est bien différente dans son espece, des deux Causes qu'on a vu dans ce Recueil sous le même titre: celle-ci approche le plus de l'espece qu'a jugé Salomon; elle y seroit plus conforme, si les deux meres modernes n'étoient pas dans la bonne foi. J'ai rapporté exactement les Plaidoyers, tels qu'ils ont été prononcés.

M. Talon, alors Avocat-Général, a traité cette affaire en Magistrat, qui dans des Causes douteuses évite de grossir, ou d'exténuer les objets, & les mesure à la vérité, à la justice, & ouvre la voie qu'il faut suivre. L'enfant reclamé par les deux meres n'a gueres servi à cette célèbre dispute. On applaudira au Jugement de la Cause qui termine le premier Volume.

Le second commence par l'Histoire de M. de Cinq-Mars & M. de Thou, condamnés comme criminels de lèse-Majesté. Le dernier a été défendu par une savante Apologie de M. Dupuy; je n'ai pas adopté tous ses raisonnemens, & j'ai cru en devoir réfuter quelques-uns, à mesure que je les rapportois. J'ai tâché de remplir dans cette Relation l'idée que j'avois de l'art que demande l'Histoire: c'est un tableau où l'Historien doit peindre ses personnages avec un pinceau naturel & véridique, de sorte que le Lecteur croye les avoir devant les yeux.

On a dit de quelques Peintres célèbres, qu'ils étoient vrais dans leurs tableaux, parce que l'air de vérité qui y étoit répandu, frappoit tous ceux qui les voyoient; tel doit être l'Historien. Je me suis attaché particulièrement à peindre le Cardinal de Richelieu; & comme c'est par les maximes & par les sentimens des grands Hommes qu'on représente leur cœur & leur esprit, j'ajouterai à ce que j'ai

AVERTISSEMENT. IX

J'ai dit , que sa maxime étoit , qu'il connoissoit mieux les bonnes qualités des hommes par les médisances que l'on en publioit , que par leurs éloges ; parce que le médisant pour rendre croyable le mal, & donner une idée de sa sincérité , ajoute le bien, & n'a garde de l'exagerer , mais il le dit tel qu'il est. La Relation de la mort de M. de Cinq-Mars & de M. de Thou est si édifiante , que je l'ai regardée comme le plus bel ornement de cette Histoire : j'ai cru n'en devoir omettre la moindre circonstance. Cette Histoire s'est passée depuis 1640 , jusqu'au 12. Septembre 1642 , jour de l'Arrêt de la condamnation de M. de Cinq - Mars & de M. de Thou. Le Cardinal ne leur survéquit que de deux mois & vingt six jours , étant mort le 4. Décembre suivant ; & le Roi Louis XIII mourut le 14. Mai 1643 , le même jour qu'Henri IV mourut en 1610.

La Cause de l'abolition du Congrès étoit destinée à ce Recueil : elle a été rapportée exactement par les célèbres Auteurs du Journal du Palais.

Dans l'obligation que je me suis imposée d'insérer dans mon Ouvrage des Causes singulieres & intéressantes , dès que j'avois été prévenu par des Auteurs sur le travail desquels je ne crois pas qu'on puisse encherir , il ne me restoit plus que le parti de rapporter leur rédaction , en leur rendant la justice que je leur dois. M. de Lamoignon dont on verra le Plaidoyer , y a rempli l'idée qu'on avoit de ce grand Magistrat. Afin qu'on ne me reproche pas qu'il n'y a rien de moi dans cette Cause , j'y ai ajouté quelques Observations.

Le Chanoine qu'un Chapitre a refusé d'admettre à cause de sa petite taille , a donné lieu à une Cause assez extraordinaire. J'ai extrait fidèlement les Mémoires des Avocats qui ont parlé pour & contre. J'ai cru avoir quelque droit , à propos de cette matière , de traiter quelques questions curieuses à la fin de cette Cause : je ne puis être blâmé que

par quelque Critique de mauvaise humeur ; j'ai considéré que je délasserois peut-être par-là des Lecteurs, qui ne sont pas familiers avec la science du Palais.

Dans la Cause suivante je donne un Mémoire de ma façon ; & comme il y a de l'affectation à dire du bien ou du mal de soi, je garde le silence là-dessus.

Enfin je termine ce Volume par plusieurs Jugemens, dont les uns sont tirés de l'Histoire, les autres sont répandus dans le monde, sans qu'on sache les Juges qui les ont rendus. Ils m'ont paru singuliers, intéressans, amusans ; je n'ai pas eu besoin d'autres titres pour les insérer ici. Je puis dire en un mot, que le fonds de mon Ouvrage est utile & agréable, & qu'il n'y manque que l'art du Rédacteur. Cet aveu, qui coûte à mon amour-propre, ne désarmera point ni le Misanthrope, ni le Critique : je n'y attends.

POUR l'Intelligence de cette première Cause, il faut expliquer les mots de *consanguinité*, d'*affinité*, d'*empêchement dirimant*, d'*empêchant*, d'*dispense d'honnêteté* & de *justice*. *Consanguinité*, est la liaison qui se forme entre des personnes du même sang & de la même race. *Affinité*, est la liaison qui se forme par le mariage entre deux différentes familles, de sorte que les parens du mari deviennent les parens de la femme, & ceux de la femme deviennent les parens du mari. *Empêchemens dirimans*, sont ceux qui rendent le mariage nul. *Empêchemens empêchans*, sont ceux qui le rendent illicite. *Dispense d'honnêteté* & de *justice*, est une dispense qui s'accorde pour un degré d'affinité, lorsque le mariage où on a contracté ce degré n'a pas été consommé.



CAUSES CELEBRES

ET
INTERESSANTES;
AVEC LES JUGEMENS
QUI LES ONT DECIDE'ES.



MARIAGE DECLARE' ABUSIF

*Après 24. ans de cohabitation , & la mort
de l'Eponse.*

ON voit tous les jours au Palais des Plai-
deurs qui s'érigent en Défenseurs de la
sainteté du Mariage ; ils crient à la pro-
fanation de ce Sacrement , & guidés
par un zèle amer , ils accablent à ce
sujet d'invectives ceux qu'ils appellent Violateurs
des Loix divines & humaines. Ils font de longues
dissertations où ils s'épuisent à prouver qu'il faut
les réprimer sévèrement pour l'intérêt de la Re-
ligion & du Public. Ce qui gâte ce beau zèle ,
c'est que leur propre intérêt en allume la viva-
cité ; ils déclament contre les mariages qui sont des
obstacles

obstacles qui les empêchent de recueillir une succession considérable : semblables aux dévots qui assassinent , suivant le langage de Moliere , leurs ennemis avec un fer sacré , couvrant leurs propres intérêts du voile de la Religion , & soutenant leur propre querelle , ils disent qu'ils soutiennent celle de Dieu. On va voir un exemple d'un Plaideur illustre de cette espece , dans la Cause que je vais rapporter.

François de Crequy épousa en premières noces Elizabeth de Sailly : il eut de ce mariage Jérôme , Adrienne-Elizabeth , & Charlotte de Crequy ; Jérôme fut tué à l'Armée , les deux sœurs demeurèrent héritières du premier lit. François de Crequy épousa en secondes noces Bonne de Crequy. François-Leonor de Crequy qui a intenté ce Procès , est né de ce mariage ; il avoit survécu à plusieurs freres tués au service du Roi , il n'a point laissé de posterité. En 1671 , Charles de Sailly , Oncle d'Adrienne-Elizabeth & de Charlotte de Crequy , les éleva dans sa Maison. L'intérêt qui est le grand mobile des mariages , fit proposer celui de Louis-Aymard de Sailly fils de Charles avec Adrienne-Elizabeth : il étoit alors cadet de sa Maison , & les cadets sont peu avantagés dans les Coutumes de Picardie où les biens étoient situés. Cette différence étrange que les Loix mettent entre un aîné & un cadet , c'est-à-dire , entre des personnes d'un même sang , revolte d'abord. L'alliance fut formée par les deux familles ; & le mariage fut célébré avec beaucoup d'éclat entre tous les parens , le 12. Avril 1679. Rien n'est plus riant que ces solemnités , qui sont souvent suivies de jours bien tristes. On a voulu mettre dans le doute si l'époux donna la perfection à son mariage ; trois jours après elle tomba malade , elle mourut au bout de 43. jours de son hymenée , c'est-à-dire , que le flambeau de l'Hymen s'éteignit pour faire place à une torche funebre. Cette mort fit

une

une grande breche à la fortune d'Aymard de Sailly, Charlotte sœur de la défunte recueillit les biens qu'il avoit possédés. Pour remédier à cette révolution, l'idée d'épouser la cadette se présenta à lui. Si on reçoit le soupçon que donna la Supplique qu'il présenta en Cour de Rome, elle avoit du goût pour lui, & l'amour avoit fait du chemin dans son cœur: il s'allume facilement entre des personnes qui demeurent sous un même toit.

Il falloit obtenir une Dispense du Pape pour pouvoir resserrer les nœuds de ce mariage: il s'adressa au Sieur le Maire Banquier-Expéditionnaire en Cour de Rome, qui exposa au Saint-Pere le 25. Septembre 1679, après le décès d'Adrienne, que Louis-Aymard de Sailly ayant perdu sa femme après 43. jours de mariage, desiroit épouser Charlotte sa sœur, Le Banquier jetta un doute sur la consommation du mariage, *Dubitatur an satisfecerit debito matrimoniali*, & répandit un soupçon sur la conduite des futurs qui étoient à portée de se voir, de s'aimer & de faire bien du progrès: *Sed quia dicta Carola cum dicto Adhemare Ludovico commoratur, unde orta est suspicio, licet falsa, eos se carnaliter cognovisse, ne dicta Carola innupta & diffamata remaneat, necnon cum dicta Carola sit in vigesimo quinto suae ætatis anno & amplius constituta, & cum alio nubere non possit.* Les Suppliques, comme on voit, ne sont pas infiniment chastes: les agrémens de Charlotte de Crequy fortifioient le soupçon; on suspecte plus facilement la vertu d'une aimable personne, on la croit capable de sentir l'amour qu'elle inspire: le soupçon, peut-être, n'avoit d'autre fondement que l'adresse du Banquier qui sacrifioit l'honneur de Charlotte de Crequy pour obtenir plus aisément la Dispense, croyant pouvoir faire ce sacrifice, parce que le mariage futur devoit tout couvrir,

Il demande une Dispense dans le premier degré d'affinité , & dans le troisieme & quatrieme degré de consanguinité. Ce doute répandu sur la consommation paroît absurde , on ne présumera pas que l'Epoux eût pu avoir ce doute , & que ses idées se soient effacées de la sorte : regardons-le donc encore comme une adresse du Banquier. A la seconde Supplique que le même Banquier présenta le 23. Fevrier 1680 , le mystere fut éclairci : il ne douta plus & demanda la même Dispense : il apporta une attestation de l'Evêque de Noyon qui expose tous les faits favorables à cette Dispense , l'interêt de l'Epoux & de l'Epouse qui sont d'une illustre Maison , il n'oublie pas le soupçon dont l'honneur de l'Epouse est taché : *Ex continuo convictu inter ipsos Oratores orta est suspicio , licet falsa , quod se carnaliter cognoverint.* L'attestation du Prélat n'est pas plus chaste que la Supplique du Banquier : il dit que l'Epouse est morte , *absque conceptu prolis* , sans avoir conçu aucun enfant , ce qui laisse à penser qu'il croyoit que le mariage avoit été consommé ; s'il n'y eût point eu de consommation , il n'auroit pas été nécessaire de dire qu'il n'y a point eu conception d'enfant.

Le Pape qui occupoit alors le Trône Pontifical étoit Innocent XI. dont on ne manioit pas l'esprit facilement ; il refusa cette Dispense , quoique le Cardinal d'Estrées Protecteur des affaires de France la sollicitât lui-même , & que le Sieur de Sailly se fût jetté aux pieds de Sa Sainteté pour lui demander cette grace : soit que ce Pape eût le cœur ulcéré contre la France , ou qu'il pensât que cette Dispense faisoit une playe à la discipline , il fut inflexible. Le Marquis se flatta d'être plus heureux sous Alexandre VIII. successeur d'Innocent XI. C'étoit un esprit plus liant. & plus aisé : un autre Banquier présente une Supplique pour le Marquis le 7. Mai 1690 , où il expose que l'Epoux a eu pour son Epouse

Epouse la nuit des noces un respect qui n'est pas or-
 oinaire : *Omnino intacta, & in nullo penitus atten-*
tata, c'est-à-dire qu'il n'a pas commis le moindre
 attentat, si on peut donner ce nom à une liberté
 légitime ; sur ce fondement, il demande une Dis-
 pense au premier degré d'honnêteté de Justice *, &
 au 3^{me}. & 4^{me}. degré de consanguinité. Alexandre
 VIII. commet l'Official de Noyon pour faire une in-
 formation de la vérité, & l'excommunie au cas
 qu'il ne remplisse pas son devoir dans cette infor-
 mation, & dans l'exécution du Bref, c'est-à-dire au
 cas qu'il fasse quelques faveurs, reçoive quelque
 présent & n'apporte pas une attention singulière à
 s'éclaircir de la vérité.

* C'est-à-
 dire la per-
 mission d'é-
 pouser en
 secondes
 noces la
 sœur de sa
 première
 femme,
 lorsque le
 premier
 mariage n'a
 point été
 consommé.

Cet Official, qu'on appelloit Mannier, usa d'une
 extrême diligence, il créa un Vice-Promoteur qui
 étoit son frere, il reçut & répondit la Requête des
 Supplians, il la communiqua à son nouveau Pro-
 moteur qui prit des conclusions, il fit l'information,
 il fit subir un interrogatoire au futur & un autre à
 la future, & rendit sa Sentence, tout cela sans
 interruption dans cinq heures. Après cela, peut-
 on reprocher à la Justice de n'être point expéditive ?
 Il dispense par sa Sentence du 27. Janvier 1691,
 les futurs de l'empêchement du premier degré d'af-
 finité, comme aussi de celui du 3^{me}. & 4^{me}. de
 consanguinité qui étoient entre eux, & il prononce
 que des fiançailles ayant été faites, & un ban de
 mariage publié au lieu de Sailly sans opposition, les
 enfans qui proviendront du mariage seront légit-
 mes. Sur le fondement de ce Jugement, le Con-
 trat de Mariage fut passé, il contient une donation
 mutuelle de tous les biens des deux Epoux au profit
 du survivant : le Mariage fut célébré le 4. Février
 1691 ; l'Acte de célébration ne fut signé que de
 deux Témoins. Ils vécurent ensemble 24. années,
 sans que leur mariage fût attaqué. Charlotte de
 Crequy mourut sans posterité le 2. Janvier 1715 : le
 Comte

Comte de Crequy son frere entra en possession des Terres qui provenoient de son chef, & qui portoient son nom : le Marquis de Sailly forma sa complainte & s'autorisa de sa donation.

Après un circuit de formalités par-devant les premiers Juges, le Comte de Crequy porta l'affaire à la Grand-Chambre du Parlement, par un Appel comme d'abus qu'il interjetta de l'exécution du Bref de la Sentence d'homologation, & de l'Acte de célébration de Mariage. Le Marquis de Sailly n'oublia rien pour faire renvoyer la contestation devant des Commissaires du Conseil; Arrêt en 1720, qui le débouta de sa prétention. Voici les moyens d'abus qu'exposa le Comte de Crequy par l'organe de Mre. Chevalier son Avocat, l'Affaire ayant été appointée.

Premier Moyen d'abus.

Il n'est pas question d'examiner si le Pape a pu accorder Dispense du premier degré d'affinité, puisqu'il est incontestable dans le fait, que le Sieur Marquis de Sailly l'a demandée & sollicitée pendant plus d'onze années, & que le Pape l'a constamment refusée.

Les motifs de ce refus ont été puisés dans la Loi divine, dans la Loi naturelle, & dans les décisions des Conciles.

On trouve dans le Chapitre 18. du Lévitique cette interdiction générale, *Omniis homo ad proximam sanguinis sui non accedet: Ego Dominus.* „ Nul „ homme n'approchera de sa parente: Je suis le „ Seigneur; ” & tous les Peres & les Commentateurs de l'Ecriture conviennent que les prohibitions prononcées dans ce Chapitre ne doivent pas seulement s'appliquer aux personnes qui y sont désignées, mais encore à toutes celles qui sont placées dans un égal degré de proximité ou d'affinité : le Chapitre

pitre 20. s'explique ailleurs disertement au sujet de l'alliance avec les deux sœurs, elle est textuellement proscrire.

Sans qu'on puisse tirer avantage de ce qu'un frere étant mort sans laisser de posterité, son frere pouvoit *suscitare semen fratri suo*, susciter de la génération à son frere ; car cette alliance est bornée à un cas , & les autres sont exclus.

Par la Loi naturelle que le Créateur a gravé dans le cœur de tout les hommes lorsqu'il anima le Chef de la nature humaine , les unions incestueuses sont en horreur ; toutes les Nations qui ont conservé quelque sentiment d'humanité , quelque reste de ce souffle divin , les ont condamnées.

C'est par ces principes que les Loix Romaines avoient fixé les degrés d'affinité , & interdit les noces *inter affines primi gradus*, entre ceux qui ont de l'affinité au premier degré , comme on le peut voir dans la Loi 4. ff. *De gradibus & affinibus*. Voici les termes du §. 7. *Hoc itaque inter se quod affinitatis causâ parentum inter se liberorumque loco habentur , matrimonio copulari nefas est*. Il est défendu à ceux qui par l'affinité représentent les peres & les enfans de s'unir par les liens du mariage. La Loi 4. Code Theodosien *De incertis nuptiis*, des noces incertaines , la Loi 5. Cod. Just. *De incertis & inutilibus nuptiis*, portent la même réprobation : de sorte que les Législateurs Chrétiens n'ont fait que confirmer ce qui avoit été statué par les Législateurs Payens.

Quant aux décisions de l'Eglise , elles sont en si grand nombre , si repetées dans tous les siècles , qu'il faudroit un volume pour les transcrire : le Canon 18. du premier Concile d'Orleans , le Canon 4. du 4me. Concile de Paris , le Canon 12. du Concile d'Autun , ceux de Mayence , de Wormes , de Reims , tous prononcent anathême & interdiction. *Non liceat duos sorores altera*

post alteram in conjugium accipere. Il n'est pas permis de se marier aux deux sœurs, l'une après l'autre, ce qui semble être renfermé dans ces expressions des Capitulaires de Charlemagne, chap. 101. & 127. liv. 5. & 7. *Si quis viduam uxorem duxerit, & postea cum filiastrâ suâ fornicatus fuerit, seu duabus sororibus nupsierit, tales copulationes anathematizantur.* C'est-à-dire :

„ Si quelqu'un a épousé une veuve, & commet
 „ ensuite le péché de la chair avec la fille de sa fem-
 „ me, ou épouse les deux sœurs, ces approches
 „ sont frappées d'anathème.”

On ne trouvera aucun exemple dans les XI. premiers siècles de l'Eglise qu'elle se soit relâchée de cette sévérité : au contraire personne n'ignore que la prohibition du mariage étoit portée jusqu'au 7me. degré de consanguinité, & celle d'affinité jusqu'au 4me. & qu'à l'instar de ces alliances, la Discipline Ecclésiastique avoit compris dans les mêmes prohibitions la cognation spirituelle * ; en sorte que, suivant S. Augustin, *Factum etiam licitum propter vicinitatem horrebatur illiciti, de Civit. Dei, liv. 5. chap. 16.* „ On a même en horreur un fait qui est licite, „ parce qu'il a quelque analogie avec un fait illicite.” On pourroit citer cent exemples de la fermeté des Papes, & du courage des Evêques, pour résister aux sollicitations des Rois & des Empereurs au sujet de la concession des Dispenses de mariage dans des cas même de simple affinité spirituelle, ou dans des degrés éloignés. Tel est celui du Roi Robert qui voulut épouser Berthe sa marraine ; celui d'Orthon IV. Empereur pour se marier avec Marie de Suabe sa cousine au 4me. degré, fille de Philippe avec lequel il avoit eu de longues guerres ; d'Edouin d'Angleterre qui voulut épouser Marguerite de Flandres sa cousine au 3me. degré, & une infinité d'autres.

* C'est celle qui se contracte entre un Parrain, une Marraine & ceux dont ils tiennent les enfans, & encore entre un Parrain & sa Filleule, la Marraine & son Filleul.

Il fuffiroit d'observer , que le relâchement qui s'étoit introduit depuis le XII. siècle sur le fait des Dispenses de mariage , paroît avoir été arrêté par les Canons du Concile de Trente : les chap. 3. 4. & 5. de la Sess. 24. *De Reform. Matrim.* confirment la réduction des degrés qui formoient des empêchemens dirimans , tant à l'égard de l'affinité que de la consanguinité. Celui-là a deux degrés , celui-ci en a quatre ; mais en même tems on prononce que les Dispenses sont rares , & gratuites , que jamais on n'en accordera du premier degré de consanguinité ou d'affinité : & à l'égard du second , *In secundo verò gradu nunquam dispensetur , nisi inter magnos Principes , & propter causam publicam.* „ Si ce „ n'est entre de grands Princes , & à cause de l'intérêt public. ”

L'objet du Concile a été de réparer les playes que les trois ou quatre siècles précédens avoient faites à la pureté de la Discipline & à l'observance des anciennes règles.

Il suit de ces principes , que si le Pape avoit accordé au Marquis de Sailly une Dispense du premier degré d'affinité , elle seroit vicieuse & abusive , comme contraire à la Loi divine , à la Loi naturelle & civile , & aux décisions des Conciles , & spécialement à celle du Concile de Trente.

Employons encore un moyen très pressant. Une maxime des plus respectables & des plus inviolables de notre Droit est , que le Mariage étant composé du Sacrement & du Contrat civil , le Contrat reçoit son être & sa perfection de la Loi du Prince , & de l'autorité du Magistrat ; on anéantiroit l'autorité Royale dans le Prince & dans les dépositaires de son pouvoir , si on adoptoit le langage des Adulateurs de la Cour de Rome , qui ne donnent point d'autres bornes à la puissance du Souverain-Pontife que sa volonté.

Ainsi toute dispense qui passe les limites du Droit commun , qui blesse la disposition des saints Decrets , ou les usages & la police publique doit être rejetée , & ne peut produire aucun effet , à moins qu'elle ne soit confirmée par des Lettres Patentes enregistrées ; cet argument est appuyé sur l'article 42. de nos Libertés , & le 22. de l'Ordonnance d'Orleans.

Le Pape ne peut dispenser pour quelque cause que ce soit , de ce qui est de Droit divin & naturel , ni de ce dont les saints Canons ne lui permettent pas de le faire. Tel est le texte de l'article 42. Voici celui de l'Ordonnance.

Défendons à tous Juges de notre Royaume d'avoir aucun égard. aux Dispenses octroyées contre les saints Decrets & Conciles , à peine de privation de leurs Offices. & ne pourront les impetrans de telles Dispenses s'en aider , s'ils n'ont de nous congé & permission. Le Marquis de Sailly n'a obtenu aucune permission , ni Lettres Patentes du Roi. Ces deux Loix sont conformes à l'Instruction que le Roi Charles IX. avoit fait donner à ses Ambassadeurs , & aux Prélats qui devoient assister au Concile de Trente. *Retineantur antiqui , aut novi constituantur consanguinitatis , affinitatis , & cognationis spiritualis gradus , intra quos non liceat obtentu cujusvis dispensationis matrimonium contrahere , nisi solis Regibus & Principibus , & propter bonum publicum.* „ Que l'on conserve les anciens & les nouveaux degrés de consanguinité , d'affinité & de „ cognation spirituelle ; qu'il ne soit pas permis à „ ceux qui en sont liés d'obtenir des Dispenses , sinon „ aux Rois , aux Princes , & à cause de l'intérêt public : ” c'est l'article 28. de l'Instruction.

Pour faire usage dans cette occasion de ces saintes & sages Loix , qui avoient été inspirées à ceux qui devoient représenter l'Eglise de France

dans

dans un Concile , il fuffit d'avoir démontré que la Dispense du premier degré d'affinité est contraire au Droit divin , naturel , & aux saints Canons ; d'autant plus que le Concile de Trente a accordé au Roi sa demande : il a réglé les degrés de consanguinité , d'affinité , & de cognation spirituelle ; il a prononcé une exclusion absolue de toute sorte de Dispense au premier degré de consanguinité & d'affinité , il ne la tolere dans le second degré , *nisi inter magnos Principes, & propter publicam causam* ; si ce n'est entre de grands Princes , & à cause du bien public. Donc toute autre Dispense est défendue par le Concile même. *Donc les Canons ne permettent pas au Pape de faire grace* : ce sont les termes de l'article 42. de nos Libertés , lorsqu'il s'agit de dispenser au premier degré d'affinité.

En tout cas , le Contrat civil est dans la main du Souverain. L'Ordonnance anéantit tout l'effet de ces graces odieuses , contraires à l'ordre public , si on n'a point obtenu le *congé & la permission du Roi*.

Les Capitulaires de Charlemagne avoient déjà anathématisé , comme nous l'avons vu , ces alliances incestueuses. Ainsi tout se réunit pour proscrire une Dispense si illégitime : la Loi Divine & Ecclésiastique , les décisions des Conciles de tous les tems. S'il étoit possible de tolerer un abus si notoire quant au Sacrement , il seroit impossible que le lien civil pût subsister ; l'article 42. de nos Libertés , & le 22. de l'Ordonnance d'Orléans reprouvent cette entreprise : enforte que la donation portée au Contrat du Marquis de Sailly doit être annullée. Et comme l'interêt a causé toutes les fraudes & les déguisemens mis en pratique pour tromper le Pape , il est juste que l'interêt du Marquis de Sailly en souffre , afin que ce qui a fait son crime fasse

sa punition. *Per quæ peccat, quis per hæc torquetur.*

Second Moyen comme d'abus.

La Dispense est obreptice, & subreptice; le mensonge, la mauvaise-foi l'ont extorquée; il règne dans toute la conduite que l'on a tenu à Rome pendant onze années. Les principes sont certains sur cette matière; c'est la bonne-foi & la vérité qui sont les sources des grâces, parce qu'elles seules déterminent la volonté & le consentement du Supérieur, & le mettent en état de mesurer les bornes de son pouvoir & d'en faire usage: de-là vient cette clause vulgaire, *Si preces veritate nitantur*, qui prouve que sans la vérité, il n'y a point de grace. *Mendax Orator careat impetratis*, celui qui trompe le Supérieur est indigne de profiter de son bienfait.

On commet l'obreption & la subreption, lorsque l'on expose au Pape un fait faux pour le rendre plus facile à accorder la grâce, ou qu'on lui dissimule une vérité qui l'auroit rendu plus difficile; & l'effet de l'obreption & de la subreption est d'annuler radicalement la Dispense, en sorte qu'elle ne puisse jamais produire aucun effet. *Qualibet vel minima subreptio, vel obreptio, funditus gratiam ab initio annullat, ita ut nunquam postea convalescere possit.* C'est ainsi que M. Charles Dumoulin & M. Louet en ont parlé sur le nomb. 8. de la Règle de *verisimili notitiâ*.

Or l'obreption est démontrée par le parallèle des trois Suppliques. Dans la première du mois de Novembre 1679, le Marquis de Sailly demande précisément la Dispense du premier degré d'affinité, qui n'a pu se contracter que par la consommation du mariage; donc il reconnoit qu'il l'a consommé; car le doute du Banquier, *An satisfecerit debito*

debito matrimoniali, ne peut jamais être le doute du Marquis, qui ne peut être accusé là-dessus d'une mémoire chancelante. Dans la seconde Supplique du 18. Fevrier 1689, le Banquier ne doute plus, il est parfaitement éclairci, on demande la Dispense au premier degré d'affinité : cette vérité est confirmée par le Certificat de l'Evêque de Noyon qui a entendu, dit-il, des Témoins dignes de foi ; le plus certain & le plus digne de croyance est le Marquis, qui n'a pas sans doute voulu tromper son Evêque : la consommation du Mariage est donc un fait qu'on ne peut révoquer en doute, il a été allégué dans les six premiers mois qui ont suivi immédiatement le mariage & la mort d'Adrienne de Crequy, dans un tems par conséquent où la mémoire des événemens étoit récente : on a suivi le même plan pendant plus de 10. années ; c'est dans cette idée que le Marquis de Sailly a fait un voyage à Rome, qu'il a agi & sollicité & employé ses protecteurs. Il s'ensuit évidemment que tous les faits qui ont servi de fondement à la concession de la Dispense du premier degré d'honnêteté publique sont faux ; c'est l'erreur & le mensonge qui ont donné l'être à la grace ; elle est par conséquent obreptice & abusive. En effet on a exposé qu'Adrienne de Crequy n'avoit point consommé le mariage ; *Omniò intacta & in nullo penitus attentata* : c'est sur ce fondement que le Pape enjoint à l'Official d'informer, afin que si par l'information, il apprend qu'il n'y a point eu de premier degré d'affinité de contracté, il accorde la Dispense du premier degré d'honnêteté publique : Voici les termes du Bref : *Quod primi publicæ honestatis justitiæ, ex præmissis provenientius*, c'est-à-dire, que si l'exposé est fidele, il n'est plus question que d'une Dispense de cette nature. On feroit en vain une équivoque sur le mot d'affinité qui est dans le Bref,

Actertii ex uno & quarti ex altero consanguinitatis vel affinitatis graduum impedimentis dispensat. Il est d'usage & de style dans tous les Brefs & Bulles de Dispense qu'on obtient en Cour de Rome, d'ajouter cette alternative, *consanguinitatis vel affinitatis* ; mais l'objet principalement par lequel commence la Dispense, c'est le premier degré de justice d'honnêteté publique ; & ce qui dissipe là-dessus jusqu'au moindre doute, c'est que le cas du premier degré d'affinité, & le cas du premier degré d'honnêteté de justice publique, ne peuvent point subsister ensemble ; quand le premier subsiste, l'autre s'évanouit. En un mot, ou le mariage est consommé, ou il ne l'est point : s'il est consommé, voilà le cas de la Dispense d'affinité : s'il n'est pas consommé, c'est le cas de la dispense d'honnêteté publique.

Il faut conclure qu'après que le Marquis de Sailly a dit dans les premiers tems, appuyé du témoignage de son Evêque, qu'il étoit dans le cas du degré d'affinité, il a imposé au Pape quand il a dit dans sa dernière Supplique, qu'il étoit dans le cas de la Dispense du premier degré d'honnêteté publique. Il s'ensuit évidemment que la Dispense qu'il a obtenu est nulle.

Troisième Moyen d'abus.

Tous les vices qui peuvent infecter un Acte se rencontrent dans la Sentence de fulmination de l'Official de Noyon. Point de conclusions du Promoteur, car on ne peut pas donner ce nom à celui qui en a fait les fonctions ; où est la Commission ? Point d'information ; car on ne peut pas appeller ainsi une Enquête informe, composée de deux Témoins qui ne donnent pas la plus légère instruction des faits de la Supplique. Quelle procédure précipitée ! tout se consume dans cinq heures.

L'Official

L'Official ne fait pas seulement déposer dans son Greffe la Commission qui lui étoit adressée, dont il étoit l'exécuteur. Peut-on craindre que la Cour canonise un Jugement, ouvrage de la corruption, ou de l'ignorance la moins excusable ?

Au fond, cet Official a passé toutes les bornes de son pouvoir ; en sorte qu'il s'est fait l'Auteur de la Dispense, & qu'il a attribué au Pape une volonté qu'il n'avoit pas.

Quelles étoient les bornes du pouvoir du Commissaire ? il devoit informer s'il étoit vrai que les impétrans n'avoient besoin que de la Dispense du premier degré d'honnêteté publique, & que le mariage n'eût point été consommé. Quelle est la condition essentielle que le Pape appose ? il faut que les faits exposés soient conformes à la vérité, attestée par des gens dignes de foi, sans quoi la Dispense n'est d'aucun usage, *Et si per informationem eandem preces veritate niti repperis*. L'Official a trahi son devoir, il n'a point rempli la condition essentielle de sa Commission, il n'a entendu aucun Témoin sur la non-consommation ; sa conscience étoit chargée de cette procédure essentielle : *Superque*, dit le Pape, *conscientiam tuam oneramus*. Il ne se débarrasse point de ce poids, il méprise la Loi écrite dans le Bref, & il dispense du premier degré d'affinité. Nul exemple d'une contravention & d'un abus moins tolérable.

Quatrieme & dernier Moyen d'abus.

Il ne pouvoit y avoir de mariage sans Dispense. On vient de voir que la fulmination fourmille d'abus, & que la Dispense est nulle ; par conséquent point d'Acte de célébration. Le Curé marie le Marquis de Sailly avec Charlotte de Crequy, comme deux personnes libres : il ne fait point mention dans l'Acte de célébration, ni de la Dis-

pense , ni de la Sentence de fulmination , ni de la publication des Bans : il n'y a eu que deux Témoins, quoique l'Ordonnance de Blois en exige quatre à peine de nullité : nulle personne de la parenté de Crequy n'assiste à ce mariage ; on avoit intérêt d'empêcher que cet ouvrage de ténèbres ne fût éclairé des yeux de la famille : le Marquis de Sailly avoit en son pouvoir le Bref & la Sentence de fulmination , qu'il recela avec grand soin ; il vouloit que ces mysteres de ses fausses démarches fussent impénétrables.

Réponse du
Marquis de
Sailly.

Voici la réponse que le Marquis de Sailly , par le ministère de Mre. de Blaru , a fait au Comte de Crequy. La consanguinité & l'affinité ne marchent pas d'un pas égal , la différence est sensible : l'empêchement qui provient de la consanguinité a sa source dans le sang & dans la nature ; l'empêchement qui provient de l'affinité n'est fondé que sur la bienséance & l'honnêteté publique ; les degrés d'affinité ne sont que des fictions. *Consanguinei jure naturali, & intrinseco conjuncti sunt , affines ab extrinseco.*

Aussi la consanguinité forme un empêchement qui va jusqu'au 4me. degré ; l'empêchement qui résulte de l'affinité est terminé au deuxième degré.

On n'a jamais prétendu que le Pape pût accorder une Dispense au premier degré de consanguinité , ni en directe ni en collaterale ; il n'est pas douteux qu'il en accorde dans le premier degré d'affinité.

C'est enfin une erreur de penser que l'empêchement au premier degré d'affinité soit de droit divin & naturel. Le Comte de Crequy a eu recours au Levitique , mais il faut distinguer dans le Levitique les préceptes qu'on appelle , *Leviticalia* , & *Judicialia* , d'avec ceux qui sont fondés sur le droit naturel ; il n'y a que ces derniers dont le Pape ne peut point dispenser ; cette observation est faite

par

par Fevret l. 5. chap. 3. n. 5. & il cite à cette occasion le dernier Concile. Or on ne peut pas dire qu'un empêchement politique , qui tire son origine d'une fiction , provienne du droit naturel.

Que si on a recours même au Texte du Levitique chap. 18. v. 18. on n'y trouvera pas que le mariage de deux sœurs soit prohibé que dans le cas où elles sont vivantes l'une & l'autre. *Sororem uxoris tue in pellicatum non accipies , nec revelabis turpitudinem ejus adhuc illa vivente.*

Il faut donc chercher dans le droit positif la source de l'empêchement qui provient de l'affinité au premier degré , & l'on ne doute point que le Pape qui a le pouvoir de lier & de délier , ne puisse dispenser de ce qui a été prescrit par le droit positif. La Dispense est appelée , *Relaxatio Juris communis* , *Remotio obstaculi*. C'est un relâchement du droit commun , c'est un obstacle qu'on lève ; elle ne détruit pas la Loi , elle l'autorise : c'est une exception qui confirme la règle dans d'autres cas ; en un mot , comme dit Rebuffe , *De Dispensat. in gradibus prohibitis*, *In primo gradu affinitatis datur Dispensatio , quia hoc impedimentum est à Jure Canonico inventum*. C'est-à-dire :

„ On donne une Dispense dans le premier degré
„ d'affinité , parce que cet empêchement est une
„ invention du Droit Canonique. ”

Ajoutons à ces sentimens l'autorité de M. l'Avocat-Général Bignon , portant la parole dans la Cause du mariage de Charles Barbier qui avoit épousé Barbe Barbier sa Niece ; il y avoit eu dispense au second degré de consanguinité & au premier degré d'affinité : ce Magistrat représenta qu'à l'égard de la première Dispense , le Pape avoit ses Partisans qui soutenoient que son pouvoir s'étendoit jusques-là , & ses adversaires qui le lui disputoient ; mais qu'à l'égard de l'affinité ou cognation spirituelle qui n'est point de droit divin & naturel , mais simplement

plement établi par les Constitutions canoniques , on ne peut pas douter que le Pape n'en puisse dispenser , comme il le peut faire à l'égard de tout ce qui est de droit positif. L'Arrêt est rapporté par Soefve tom. 2 Cent. 3. ch. 29. il est aussi dans le Journal des Audiences. Les exemples de ces sortes de Dispenses sont en si grand nombre, que c'est une étrange témérité de contester aux Papes un droit dont ils sont en possession depuis si longtems , comme Chefs de l'Eglise. On pourroit citer plusieurs exemples des Souverains dont les mariages ont été fondés sur de semblables Dispenses; & si on oppose que tels mariages ne tirent point à conséquence , on répondra que tous les hommes à quelque dignité qu'ils soient élevés sont soumis à la même Loi ; que si l'empêchement du premier degré d'affinité étoit de droit divin , les plus grands Seigneurs de la Terre ne pourroient pas valablement en être dispensés ; que les mêmes noces ne peuvent être permises à l'égard des uns , & criminelles à l'égard des autres. Aussi les Papes n'ont jamais accordé des Dispenses dans le premier degré de consanguinité aux Puissances les plus élevées , mais seulement au premier degré d'affinité ; le droit divin ne se plie point & ne connoit point d'inégalité parmi les hommes. La consanguinité & l'affinité ne se règlent donc pas par le même principe. Mais retranchons-nous dans un exemple qui a plus de rapport à celui-ci.

Charles de Crequy Maréchal de France , a épousé successivement en 1595. & 1623 , Magdelaine de Bonne , & Françoise de Bonne les deux sœurs , filles du Connétable de Lefdiguieres ; & Charles de Crequy second du nom son fils , a épousé Catherine de Bonne sa Tante : on comprend bien qu'ils ont obtenu des Dispenses du Pape. En 1654 , le Sieur Vaillant Médecin de Beauvais , épousa Antoinette Adrian dont il eut plusieurs enfans ;
durant

durant ce mariage il eut une habitude avec Louise Adrian sœur de sa femme ; de ce commerce , il étoit né un enfant sous les yeux de l'épouse légitime : celle-ci étant décédée , le Sieur Vaillant & Louise Adrian furent à Rome & s'y marièrent en vertu d'une Dispense du Pape : le mariage fut attaqué par un Appel comme d'abus ; par l'Arrêt du 22. Janvier 1683 , il fut dit , qu'il n'y avoit abus. Combien d'autres exemples pourroit-on citer ? ils sont rapportés dans le Journal des Audiences tom. 4. liv. 6. ch. 2. à l'occasion de l'Arrêt rendu en faveur du Sieur Vaillant. La conséquence que le Pape peut dispenser au premier degré d'affinité , a un fondement inébranlable. Ces Dispenses ne sont pas nouvelles , puisque le Comte de Crequy est convenu qu'elles étoient rares avant le 11^{me}. siècle , & qu'elles sont devenues fréquentes ; anéantira-t-il toutes les Dispenses en pareil cas accordées depuis six siècles ? Ces Dispenses ont été confirmées par les Arrêts de la Cour , autant de fois que l'occasion s'en est présentée : si elles n'eussent pas été obtenues , plusieurs personnes illustres ne jouïroient pas des biens & des honneurs qui ont appartenu à leurs ancêtres.

Que devient l'application qu'a voulu faire le Comte de Crequy de l'article 42. des Libertés de l'Eglise Gallicane , & de l'article 22. de l'Ordonnance d'Orléans ? L'empêchement du degré d'affinité n'est point de droit divin. Quoique nous ne reconnoissions pas en France dans le Souverain-Pontife un pouvoir absolu & arbitraire , on ne s'est point encore avisé de lui disputer le droit de dispenser d'un empêchement qui n'est que de bienséance & de politique , & qui est fondé sur les Loix humaines , & les dispositions canoniques : les Conciles ne lui ont point ôté ce pouvoir. De l'article 22. de l'Ordnance d'Orléans , le Comte de Crequy tire une induction ; cet article , dit-il , fait défense
aux

aux Juges d'avoir aucun égard aux Dispenses accordées au préjudice des Decrets des Conciles , & déclare que les impétrans ne pourront s'en servir sans la permission du Roi ; les permissions s'accordent par Lettres Patentes enregistrées. Où sont les Lettres Patentes du Marquis de Sailly ? On répond que cet article ne concerne que les Dispenses accordées dans les Provisions de Bénéfice : les termes , *Désendons à tous Juges* , en jugeant le possessoire des Bénéfices , devoient bien empêcher que le Comte de Crequy ne se fit illusion , puisqu'ils prouvent évidemment que l'article est renfermé dans ce seul cas. S'il étoit vrai que la Dispense au premier degré d'affinité fût contraire au droit divin & naturel , les Lettres Patentes ne pourroient lever un tel empêchement : le droit divin est au-dessus de toutes les Puissances ; il n'a jamais été d'usage d'obtenir des Lettres Patentes dans la matiere dont il s'agit , où il n'est question que de dispenser d'un empêchement qui provient du droit canonique : si on en obtenoit , elles seroient surabondantes.

La Dispense est attaquée par l'obreption : le Comte de Crequy accuse le Marquis de Sailly d'avoir fait au Pape un exposé contraire à la vérité , lorsqu'il a allégué que le mariage n'avoit point été consommé , ce qui ne produit qu'un empêchement d'honnêteté publique ; il avoit pourtant besoin d'une Dispense au premier degré d'affinité , Dispense qui auroit été beaucoup plus difficile sur ce fondement : on soutient la Dispense nulle , parce que la vérité est la condition essentielle des graces qu'on accorde.

On répond que le Marquis de Sailly n'est ni Jurisconsulte , ni Canoniste , ni Théologien ; tout ce qu'il fait , est qu'il a épousé Adrienne de Crequy , & qu'il n'a point consommé le mariage , & qu'il l'a ainsi exposé au Pape. Il n'a jamais fait la distin-

distinction , *inter matrimonium ratum , & matrimonium consummatum*. Il n'a point su si la Dispense étoit plus difficile dans un cas que dans un autre , ni quel nom ces deux sortes de Dispenses avoient : en tout cas , il a obtenu la Dispense en cas de consommation , puisque la grace en est accordée dans le Brevet du Pape. Le mot d'affinité qui y est inséré n'est point de style , il n'étoit point nécessaire d'ajouter que c'étoit le premier degré d'affinité , après que le Marquis de Sailly avoit exposé qu'il demandoit d'épouser sa belle-sœur. Vainement disoit-on , qu'il faut convenir que la consommation suivit de près la célébration ; qu'à la vérité Adrienne-Elizabeth de Crequy est tombée malade peu de jours après la célébration , mais qu'avant la maladie dont elle est décédée , le Marquis de Sailly a eu plus de tems qu'il ne lui falloit pour consommer le mariage ; qu'en 1679 , dans une première Supplique , le Marquis de Sailly a demandé une Dispense au premier degré d'affinité , qui ne lui étoit nécessaire qu'en supposant la consommation , ce qui emporte une reconnoissance de la consommation.

On convient qu'un Amant & une Maitresse qui deviennent mari & femme s'empressent de remplir leurs desirs : mais ces vivacités ne sont pas si générales , qu'elles ne soyent souvent arrêtées par des contretems que la pudeur ne permet pas de dévoiler. Toutes les nouvelles Mariées ne se livrent pas avec une égale facilité , il en est qui fuient , qui évitent , qui se dérobent , soit par modestie , soit par artifice ; une indisposition feinte ou véritable leur sert de prétexte , ou de raison.

Mais il ne faut pas chercher bien loin la cause qui a empêché la consommation du premier mariage du Marquis de Sailly. Il a exposé qu'Adrienne-Elizabeth de Crequy *omnino intacta fuit , & in nullo penitus attentata* : elle étoit languissante , sa maladie s'est déclarée peu de jours après , la mort a suivi.

Le

Le Comte de Crequy , pour donner quelques couleurs à une action aussi injurieuse , fera-t-il recevable à faire valoir une présomption de consommation , destituée de toute preuve , & démentie par un fait positif , allégué dans un tems non suspect ?

Les deux Suppliques du Marquis de Sailly ne se contrarient point : le doute du Banquier n'est d'aucune considération , & n'est point du fait du Marquis de Sailly. On peut enfin demander le plus , quand on n'a besoin que du moins ; toute la conséquence qu'on en pourroit tirer , est qu'en supposant la consommation , la Dispense en auroit été accordée , comme on le prouve par la Componende * de

* **Taxe**
qu'on fait
en Cour
de Rome
pour les
graces
qu'on y
demande
dans des
Suppli-
ques : on
appelle
aussi Com-
ponende
l'Office de
celui qui
fait cette
Taxe.

24000. livres qui a été exigée. Où sont l'obreption & la subreption ? Y a-t-il quelque contradiction entre le doute du Banquier , & le fait positif que le mariage n'a point été consommé ? L'obreption & la subreption sont une fausseté cachée , & une vérité recelée , *falsitas suggesta* , *tacita veritas* ; il n'y a dans la Supplique rien de pareil. Il n'y a point d'abus dans l'homologation , & la fulmination du Rescrit de la Cour de Rome. Vainement reproche-t-on à l'Officiel de Noyon sa précipitation , la matiere n'étoit pas contentieuse , n'exigeoit aucun delai : il ne s'agissoit que de vérifier les empêchemens dont les Parties avoient obtenu la Dispense. Il y avoit trois faits à éclaircir : le premier , si les Parties avoient exposé leur véritable degré de consanguinité , on ne prétend point qu'ils fussent plus proches qu'ils ne l'ont exposé , ainsi à cet égard il n'y a pas la moindre apparence de critique. Le second fait étoit , le premier mariage contracté avec Adrienne-Elizabeth de Crequy , sœur germaine de Charlotte de Crequy. Le troisieme étoit surabondant , il consistoit à savoir , si le mariage n'avoit pas été consommé , ainsi que le Marquis de Sailly l'avoit exposé ; il a été interrogé , il a parlé dans son interrogatoire le langage de sa Supplique : un ample éclaircissement étoit

étoit inutile , d'autant plus qu'en supposant la consommation , le Pape le dispensoit précisément du degré d'affinité.

Pour ce qui concerne le pouvoir de l'Official , il a suivi littéralement ce qui étoit porté par le Rescrit en dispensant du premier degré d'affinité , sans qu'il fût obligé de démêler si cette Dispense étoit absolument nécessaire , ou si elle n'avoit été que surabondante. En un mot , l'Official ayant suivi les termes du Rescrit , s'est renfermé dans les bornes de son pouvoir.

Il est aisé de répondre à la critique de la célébration de Mariage. Si on n'y a point fait mention de la publication des Bans , ni de la Dispense , on ne doit pas conclure qu'il n'y ait eu un Ban de publié & la Dispense des deux autres ; le Curé atteste qu'il n'est pas en usage , comme on le voit dans ses Registres , de rappeler les Bans dans les Actes de Célébration. A l'égard de la Dispense & de la Sentence de fulmination , ne suffit-il pas que tout cela existe ? Le défaut de deux Témoins , quand il produiroit une nullité , ne seroit-il pas couvert par la longue possession de l'état des Mariés ? D'ailleurs la Dispense a été publique , puisqu'elle a été passée en présence des personnes les plus considérables de la famille.

Après qu'on a détruit tous les Moyens d'abus , on oppose au Comte de Crequy des fins de non-recevoir invincibles , c'est-à-dire des Moyens légitimes qui lui ôtent le droit de contester le mariage.

Le droit d'attaquer le Mariage n'appartient qu'à ceux qui ont puissance & autorité sur ceux qui se marient , tels que sont les Peres , Meres & autres ascendans : ce droit même en leur personne n'est bien fondé qu'autant qu'ils n'ont pas consenti ; car s'ils ont donné leur consentement ou dans le tems du Mariage , ou depuis le Mariage contracté , la Justice cesse de les écouter. Com-

me le droit de contester les Mariages est un droit exorbitant ; on ne demande pas même que le Père ait consenti expressément au Mariage lors de la célébration ; c'est assez qu'il ait ou reçu les enfans issus du mariage , ou donné à la personne épousée la qualité de femme de son fils ; l'on se contente qu'ayant connu le mariage , il l'ait laissé subsister long-tems sans s'en plaindre ; on conclut que son silence a force d'approbation : & on refuse aux autres enfans la faculté d'attaquer le mariage de leur frere ; si on pouvoit admettre les collatéraux pour contester le mariage , on conçoit aisément que le moindre degré d'approbation suffiroit pour les dépouiller de cette action.

Ici on trouve de la part du Comte de Crequy l'approbation de la recherche , la qualité de Marquise de Sailly donnée à Charlotte de Crequy , des Contrats passés avec Charlotte de Crequi en qualité d'Epouse autorisée du Sieur Marquis de Sailly ; & des Actes depuis le décès , dans lesquels le Comte de Crequy donne à feu Charlotte de Crequy la qualité de Marquise de Sailly : tout cela est prouvé par des Lettres & des Actes qu'on a produit.

Après cela ne se recriera-t-on pas contre le Comte de Crequy qui attaque la mémoire des morts , qui se laisse entrainer à un vil intérêt pour deshonor sa sœur , qui combat une possession d'état de 24. années , qui prend des Lettres de Rescision contre tant d'Actes geminés ? c'est oublier jusqu'à la pudeur.

Replique
pour le
Comte de
Crequy.

On replique que le Comte de Crequy n'a point été informé du Contrat de Mariage ; qu'il ne l'a point signé , ni aucun parent du nom de Crequy ; qu'on ne l'a point mis dans la confidence des démarches faites en Cour de Rome pour obtenir la Dispense , qu'il a présumé qu'elle étoit régulière ; que c'est sur ce fondement qu'il a appelé sa sœur la

Mar.

Marquise de Sailly : il ne jugeoit que sur les apparences extérieures : l'erreur de fait étoit impénétrable , par les artifices dont le Marquis de Sailly avoit enveloppé ses démarches.

Jamais il n'a montré ni produit son Contrat de Mariage que par Extrait , l'Acte de célébration n'a jamais paru, la Dispense est toujours demeurée dans sa possession , & n'a vu le jour qu'en 1718 , depuis le Procès commencé.

Or c'est par l'inspection seule de ce Bref que l'on pouvoit connoître la nullité & l'artifice mis en pratique pour tromper le Pape. C'est de ce Bref seulement que résultent les égaremens de l'Official de Noyon dans son Jugement de fulmination : nulle prudence humaine ne pouvoit dévoiler cette erreur , tant que le Marquis de Sailly a tenu ce Bref caché.

Les Lettres de Rescision dans ces circonstances sont très favorables : la Justice ne peut canoniser le mensonge , elle ne peut aussi condamner un collatéral trompé par de fausses apparences.

Mais indépendamment de ces réponses victorieuses , les fins de non-recevoir ont toujours été opposées sans succès lorsqu'il y a abus , & que la Loi & l'ordre public ont été violés. *L'abus étant une fois formé , ne peut plus être couvert ni par prescription , ni par fins de non-recevoir*, dit Fevret Liv. 1. chap. 2. n. 20. *Perpetuo gravat in perpetuum appellatur*, dit Rebuffe, *in praxi de Unionibus*. M. Louet *De Infir.* n. 30. suit la même doctrine, *Abusus causa deterior , quò antiquior*. Selon Chopin, *De sacrâ politia* liv. 2. tit. 6. dans les choses qui intéressent la Discipline de l'Eglise , ou les Loix du Royaume , on a toujours la liberté d'appeler comme d'abus, quelque silence que l'on ait gardé , parce que l'on ne peut prescrire contre la vérité. Une infinité d'Arrêts ont consacré ces maximes , nos Livres en sont pleins.

Si par quelques Arrêts en petit nombre, (on ne peut gueres citer que celui de 1692.) on a déclaré des héritiers collatéraux non-recevables, des Peres & Meres même, dans l'Appel comme d'abus du mariage de leurs parens & enfans; c'est en premier lieu, parce qu'il n'y avoit aucun doute sur la validité du Mariage quant au Sacrement, que le Contrat par rapport à la Loi publique faisoit seul la matiere du doute; des enfans nés dans la bonne foi du Mariage, excitoient la compassion & entretenoient le suffrage des Juges; une partie de la famille approuvoit leur état; la longue possession avoit en quelque sorte imposé silence à la Loi.

L'inaction des Pere ou Mere, quelque apparence de réconciliation faisoient présumer leur consentement à une alliance qu'ils auroient pu faire annuler: voilà les cas où l'indulgence de la Cour a puni l'ancienne inaction des Parens.

Mais dans l'espece du Procès, on ne doit point avoir égard aux fins de non-recevoir que l'on propose. En effet le Mariage ne peut donner aucune force à la Dispense dans le cas de l'inceste, c'est la Dispense qui a dû donner l'être au Mariage pour sauver l'inceste. Il faut conclure de ce qu'on a dit, qu'il n'y a ni Sacrement ni Contrat civil, par conséquent point de possession d'état; car pour posséder un état, il faut que cet état ait pu exister; il n'y en peut avoir à l'égard d'un homme qui épouse sa belle-sœur, la Loi Civile & la Loi Ecclesiastique s'y opposent également.

Qu'opere donc le silence des Parens? Il ne peut fournir plus d'avantage que leur consentement formel. Or leur consentement n'empêcheroit ni l'abus, ni la profanation du Sacrement dans le cas d'une alliance incestueuse: donc on ne peut trouver d'obstacle dans les fins de non-recevoir; donc ces exceptions sont mal imaginées.

Le Défenseur du Comte de Crequy soutient ensuite la force de ces Moyens d'abus. Quand on voit les Moyens des deux Avocats qui se combattent, & qui trouvent le Pour & le Contre dans le même Texte, tant ils ont l'art de le manier, on est surpris d'un semblable contraste : quand on s'est déclaré pour le premier, on s'en repent pour se ranger du côté du second ; & puis le premier par sa réplique vous regagne, & vous devez ensuite la conquête du second, c'est l'ouvrage de sa duplique : l'art de plaider n'est-ce pas une espèce de jeu ? Qu'arrive-t-il souvent de tous ces efforts que font les Avocats pour détruire les opinions les uns des autres, & établir la leur sur la ruine de l'opinion contraire ? vous étiez incertain avant qu'ils eussent parlé ; quand ils se sont bien épuisés, vous êtes souvent plus incertain qu'auparavant.

L'Avocat du Comte de Crequy prétend que les Dispenses de consanguinité, l'une & l'autre au premier degré, vont d'un pas égal, que le Pape n'en peut pas dispenser. M. Mornac sur la Loi 42. au Dig. *De ruptu nuptiarum*, rapporte deux Arrêts qui ont déclaré abusives des Dispenses surprises dans les premiers degrés d'affinité. Quant aux exemples, si l'on retranche celui de Vaillant, il n'y en a pas un seul qui ne soit réduit au premier degré d'honnêteté publique ; tel est celui d'Henri VIII, il fut prouvé juridiquement que le Prince Artus n'avoit pas consommé le Mariage ; tel est celui du Prince de Portugal ; tel est celui des deux frères Rois de Pologne, sept Témoins du plus haut rang affirmèrent la non-consommation sur les Evangiles. Si le Maréchal de Crequy épousa successivement les deux filles du Connétable de Lesdiguières, c'est parce que l'aînée mourut subitement en sortant de l'Eglise.

A l'égard de Vaillant, c'est un exemple solitaire ; il étoit allé à Rome, il y avoit acquis un domicile

cile par un séjour de près de deux ans avec sa belle-sœur. Là le Pape le dispensa ; là il fut marié comme diocésain du Pape ; il n'imposa point au Pape , la fulmination fut régulière. Il obtint ensuite des Lettres Patentes confirmatives , enregistrées ; ainsi le Sacrement & le Contrat Civil furent confirmés par l'Arrêt , qui reçut pourtant de grandes contradictions.

Malgré toutes ces raisons , je dirai qu'on ne doit point mettre dans le même rang les degrés d'affinité & de consanguinité , ils ne dérivent point des mêmes sources ; la Dispense accordée à Vaillant prouve que le mariage au premier degré d'affinité n'est point défendu par la Loi divine , le Pape ne peut pas dispenser du premier degré de consanguinité. On a d'ailleurs pour garant l'autorité de M. Bignon qu'on a cité , qui établit parfaitement cette différence. M. Chevalier est mieux fondé lorsqu'il jette un ridicule sur l'ignorance qu'épale le Marquis de Sailly qui ignoroit la différence , *inter Matrimonium ratum & inter Matrimonium consummatum* : différence si sensible : n'étoit-il pas à portée de s'éclaircir auprès de son Banquier ? présumera-t-on qu'il ait négligé de le faire dans une question si importante pour lui ? Présumera-t-on aussi qu'étant âgé de trente ans seulement , il ne se soit marié qu'en idée avec Adrienne de Crequy qui n'avoit que 24. ans , jeune & bien faite ? Qui pouvoit s'opposer à l'union qu'ils souhaitoient tous deux également , & que leur amour souhaitoit avec encore plus d'ardeur ? La maladie ne s'est pas d'abord déclarée , ce ne fut que quelques jours après ; ainsi elle est morte , non pas *intacta* , mais seulement , *absque conceptu prolis*. Le Tau de la Componende qui fut d'abord de 30000. livres , & ensuite réduit à 24000. livres prouve qu'il s'agissoit d'une Dispense du premier degré d'affinité à laquelle avoit donné lieu la consommation du Mariage avec la première

miere Epouse, car le Tau de la Dispense pour le premier degré d'honnêteté publique ne monte pas à cinq-cens écus. Comme j'évite avec grand soin les redites, & que je ne rapporte que ce qui est dit de nouveau dans les Repliques & les Réponses, je me contenterai de rapporter ce que dit alors un nouveau Défenseur * du Marquis de Sailly. A la maxime qu'on lui a opposé, que l'abus ne peut pas se couvrir, *Abusus causa deterior, antiquior*, Le tems qui affoiblit tout ne sert qu'à empirer la cause de l'abus.

* Mrs.
Guerin de
Richeville.

Il répond que la règle qui établit que l'abus ne peut jamais se couvrir, est sujette à distinction. L'abus proposé par voye de discipline & de correction ne peut jamais se couvrir, parce que celui qui en est coupable ne peut dire que le tems ait formé en lui le droit de vivre au mépris des Loix, & contre les bonnes mœurs. *Nemo potest asserere jus sibi esse violandæ Legis & peccandi*. L'abus proposé comme Moyen par celui qui le relève seulement pour secourir un intérêt temporel, est sujet aux fins de non-recevoir, parce que la faculté d'user d'un pareil Moyen est un droit auquel on peut renoncer. *Quilibet potest renuntiare juri pro se introducto*. Si on peut renoncer à un pareil droit, on peut se rendre non-recevable à s'en servir : & c'est par cette raison que les Livres sont remplis d'un nombre infini d'Arrêts, qui déclarent des Appellans non-recevables en leur Appel comme d'abus.

Tel est en particulier l'Arrêt intervenu en la Grand' Chambre le 31. Mars 1680, dans une espèce du genre de celle dont il s'agit.

Charles de Cleves avoit épousé en secondes nocces Jeanne Clement niece de sa premiere femme. Après la mort de ce particulier, le nommé le Doux son parent & héritier, interjeta Appel comme d'abus de la célébration du Mariage, fondé sur ce que Charles de Cleves, & Jeanne Clement, al-

liés au second degré d'affinité, s'étoient mariés sans Dispense; mais le Doux avoit approuvé le mariage pendant la vie de Charles de Cleves, & même depuis sa mort. Feu M. le Président de Lamoignon, alors Avocat-Général, releva l'affinité, le défaut de Dispense, & dit qu'il y ait abus, mais que l'approbation de le Doux le rendoit non recevable à le proposer, ce qui fut ainsi jugé par l'Arrêt qui déclara le Doux non-recevable en son Appel comme d'abus. Inutilement opposera-t-on, qu'en ce cas l'affinité n'étoit qu'au second degré; car le défaut de Dispense faisoit un abus certain; & d'ailleurs l'Arrêt ne décide pas par le mérite du fonds, & ne juge pas l'Appel; il declare seulement le Doux non-recevable à prétendre à le poursuivre: c'est ce qui établit le principe général, qu'un parent qui une fois a approuvé le Mariage, ne sauroit plus le combattre par un Appel comme d'abus.

Le Comte de Crequy est mort durant le cours de cette guerre du Palais. Marie-Antoinette d'Escouette, sa veuve, reprit l'Instance en qualité de Mere & Tutrice de ses enfans; elle confia sa défense à M. Duperray, que le Barreau a perdu depuis peu d'années: il a donné au Public plusieurs Ouvrages qui sont des monumens de sa capacité dans les Matieres Canoniques. Comme il a passé & refassé les Moyens qui ont été mis en œuvre par le Défenseur du Comte de Crequy, suivant sa méthode ordinaire, je ne rapporterai que ce qu'il a dit de nouveau.

Il dit que sur la consommation du Mariage, la seule présomption de droit est suffisante, *Solus cum sola, nudus cum nuda* *. S. Ambroise écrivant à Paterne, lui mande qu'une fille étant mise entre les mains de son époux, est censée sa femme. *Si quis desponsata sibi tradita utatur, rectè conjugium* appel-

* Chap.
10. De
presump-
tionibus.

appellatur *. Il suffit que la fille ait dormi avec le mari, pour présumer le Mariage. M. Dargentré remarque qu'il suffit au mari d'avoir mis le pied au lit pour faire gagner le Douaire à sa femme, parce qu'il y a des choses qui se présument, & que l'honnêteté ne permet pas de prouver. *Sed præsumpta congressu consuetudo contenta est, ut pedem intuisse lecto geniali sufficiat, quod non nisi argumentis & præsumptionibus probari possit* *. La conduite des Papes sur cette matiere confirme cette maxime.

* *Ambrosius ad Paternum.*
Cause 27.
Quæst. 2.

* Sur l'Art. 429. de la Coutume de Bretagne, gloss. 2. n. 2.

Le Cardinal d'Osât † rapporte l'exemple de Sigismond Prince de Transilvanie qui avoit épousé une Archiduchesse d'Autriche; il voulut se séparer d'elle, & faire déclarer le Mariage nul; il demandoit Dispense du Mariage qu'il avoit contracté. La principale question fut de savoir s'il avoit été consommé. Clement VIII. fit faire une Congrégation de huit Cardinaux, de quatre Auditeurs de Rote, & de deux Théologiens, qui conclurent que le Mariage étoit présumé consommé, & que la preuve de la non-consommation étoit rejetée sur les Parties; & quoique le Prince prouvât la non-consommation par trois personnes, & la Princesse par quatre, entre lesquelles étoient leurs Confesseurs, on ne trouva pas que la preuve fût suffisante; on renvoya sur les lieux pour informer plus pleinement sur la non-consommation du Mariage.

† Lettre 180. écrite à M. de Villeroi le 14. Juillet 1599.

Cette espece est bien éloignée de celle du Marquis de Sailly, qui non seulement ne prouve pas la non-consommation, mais qui a prouvé la consommation par ses Suppliques aussi-bien que par l'attestation de l'Evêque de Noyon.

Quoique sur cette matiere l'imagination aille fort vite, & fasse souvent consommer des mariages qui n'ont pas été ébauchés, cependant on doit croire la consommation quand on n'y voit point d'obstacle.

Eloge de
Mrs. Begon.

Dans cette conjoncture , le Marquis de Sailly implora le secours d'un nouveau Défenseur , ce fut celui de Mrs. Begon ; le Barreau se ressent de la perte qu'il a fait de cet Avocat depuis plusieurs années ; son style pressant , & plein de feu & de force , animoit les moyens les plus indifferens ; il avoit l'art , dans des sujets susceptibles de plaisanterie , de la tourner en raison , de sorte qu'il avoit de son côté les Rieurs & les gens sérieux ; on trouve dans ses Ouvrages des traits d'un naturel heureux , & des profondeurs d'une érudition vaste & exquise. Il ne se renferma dans cette Cause que dans les fins de non-recevoir ; car , dit-il , le fond a été si curieusement épluché , qu'il seroit également inutile & ennuyeux d'y toucher. Comme il donne un nouveau jour à ce qu'on a déjà dit pour le Marquis de Sailly , & qu'il emploie toute la force de son style , je ferai un extrait succint de son Mémoire qui aidera à faire connoître cet Avocat célèbre.

Il est constant , dit-il , que ce Mariage a été connu de toute la Maison , & en particulier du Comte & de la Comtesse de Crequy ; constant que cette recherche n'a été désapprouvée de qui que ce soit de la famille ; constant que le Comte de Crequy s'y est plus particulièrement prêté que tout autre ; constant qu'il y a eu un Contrat de Mariage public , par lequel Charlotte de Crequy a donné cinq à six Terres au Marquis de Sailly son Epoux , avec tous les biens qu'elle laisseroit au jour de sa mort ; constant que le Mariage a été célébré en face d'Eglise.

Qu'il a été suivi d'une cohabitation connue du Public , pendant laquelle les deux Epoux ont vécu comme mari & femme , ont été reconnus de tout le monde pour tels , & ont parlé comme tels en tous Actes judiciaires ou non judiciaires.

Cet

Cet état de paix & d'union a duré pendant toute la vie de Charlotte de Crequy , c'est-à-dire pendant le cours de 24. ans ; & même pendant les trois années qui ont suivi sa mort , le Comte & la Comtesse de Crequy n'ont point refusé à sa mémoire le titre de Marquise de Sailly. De ce concours de circonstances , il résulte un corps insurmontable de fins de non-recevoir. Premièrement , on demande à la Comtesse de Crequy quel titre , quel droit son mari avoit pour combattre le mariage dont il s'agit. Le Comte de Crequy n'étoit qu'un simple Collateral à qui la Loi refuse cette action , car elle ne la donne qu'aux Peres , Meres , Tuteurs qui tiennent les personnes mariées sous leur puissance ; encore après un certain âge , le droit des Peres & Meres s'éclipse comme celui de Tuteur ; & ce qui est encore de plus pressant , les Peres & Meres ne sont pas même écoutés lorsqu'ils réclament contre le mariage d'un enfant mineur , après l'avoir , on ne dit pas approuvé , mais simplement reconnu & toléré.

En vain on s'écrie que l'abus parle de lui-même , que c'est un vice qu'aucun silence ne couvre , & qu'aucune approbation ne peut juger ; ces grandes maximes auroient pu être de saison si elles avoient été proposées par Messieurs les Gens du Roi pendant que le mariage dont il s'agit subsistoit.

Mais dans la bouche du Comte & de la Comtesse de Crequy , elles n'ont jamais pu avoir de force , sur-tout après la dissolution du mariage. Car en ce cas l'exclusion du Collateral est double ; il est exclus parce qu'il est Collateral , & il est exclus parce que le prétendu abus dont il se plaint n'est pas un abus présent , mais un abus passé qui ne l'intéresse en rien directement.

Et de-là il s'élève une seconde fin de non-recevoir ; car on demande à la Comtesse de Crequy si le mariage dont elle se plaint a fait préjudice au
feu

feu Comte de Crequy ou à ses Enfans ? On ne trouve dans les Ecritures de la Dame de Crequy qu'exclamations pathétiques sur la sainteté du Sacrement & sur le sacrilège d'un mariage incestueux ; mais quel intérêt prend-elle à vanger le Sacrement ? En quoi la prétendue profanation & le prétendu sacrilège , ont-ils offensé sa fortune , ses biens ou sa conscience ? On dit sa fortune , car pour l'honneur , c'est lui-même qui se l'est ôté , en faisant passer pour concubinage , & pour inceste , le mariage d'une sœur que tout le Public tenoit pour une valable & légitime conjonction.

Il faut que la Comtesse de Crequy dise , que ce qui blesse ses Enfans , n'est pas le Mariage , mais la Donation portée par le Contrat ; c'est en effet ce qu'elle fait bien sentir par son exagération , quand elle dit que cette Donation est immense ; ainsi voilà le masque levé , ce n'est plus la prétendue profanation , ni le prétendu silence qui a excité le zèle du Comte de Crequy , c'est un intérêt d'une autre sorte ; un intérêt non-seulement profane & sordide , mais indigne , indirect & éloigné. Si Charlotte de Crequy n'avoit point fait de donation , son Mariage auroit été Canonique : il n'est devenu concubinage incestueux , que parce qu'elle a donné. L'intérêt de la Comtesse de Crequy est étranger au Mariage en foi : pour débattre un Mariage , il faut prendre intérêt en la personne ; car à l'égard des biens & de la disposition qui en a été faite par le traité du Mariage , comme elle ne touche point à l'union sacramentale des deux Epoux , aussi est-elle indifférente , & par conséquent incapable de former un intérêt légitime qui autorise à révoquer en doute la validité du Sacrement.

L'intérêt qu'un Seigneur haut-Justicier trouveroit à faire déclarer bâtarde les enfans de son Justiciable , ne le rendroit pas Partie capable pour débattre le mariage de leur pere , quoique ce mariage déclaré

é nul ouvrît à ce Seigneur cette succession à titre de deshérence. S'il y avoit un cas où il fût permis aux Collatéraux d'intenter une pareille action, ce seroit lorsqu'il y auroit des enfans provenus d'un mariage clandestin, ou célébré sans forme ni solennité; car alors il s'agit d'empêcher que des Bâtards ne s'introduisent dans la ligne, & n'enlèvent à perpétuité le bien qui n'appartient qu'au vrai & légitime lignager; encore dans ce cas-là même, les Collatéraux qui ont admis & approuvé ce mariage, ne sont pas en droit de l'attaquer; la possession publique pendant un tems considérable est un antidote qui en guérit tous les vices.

Il s'ouvre ici une troisième fin de non-recevoir, qui se tire de la connoissance que le Comte de Crequy a eu du Mariage de Charlotte sa sœur avec le Marquis de Sailly, connoissance suivie de mille approbations, réitérées en toutes occasions, sans mélange d'aucune réclamation, ni protestation contraires.

N'est-il pas en effet étrange de voir aujourd'hui la Comtesse de Crequy traiter sa belle-sœur de concubine incestueuse, après qu'en toutes rencontres son mari & elle l'ont publiquement, & à la face de toute la terre, traitée & regardée pendant 24. ans entiers comme femme & légitime Epouse du Marquis de Sailly? Qu'a-t-elle fait pour mériter que le tombeau ne fût pas un asyle pour sa mémoire?

Cette 3me. fin de non-recevoir en produit une 4me. Car le Comte de Crequy ayant laissé vivre Charlotte sa sœur en possession paisible de son Mariage, il n'a pas été recevable à le combattre après la mort de cette sœur: & celle-ci n'est pas seulement fondée sur les considérations d'humanité & de religion qui veulent que le sépulcre soit un asyle inviolable contre toute recherche de la vie & des actions des morts, elle est encore fondée sur l'indignité

dignité de la politique dont a usé le Comte de Crequy.

Il a vu le Mariage dont il s'agit, il a vu la Donation qui en faisoit la principale condition; il n'a pas cependant ôsé contester le Mariage pendant que sa sœur a vécu, car cette sœur pouvoit mourir après son mari, auquel cas sa Donation devoit s'évanouir, & pour-lors il auroit été dangereux de l'avoir offensée, parce qu'en le privant de son bien elle pouvoit punir l'attentat du Comte de Crequy. Voilà pour-quoi pendant qu'elle vit, le Comte de Crequy honore son inceste d'un respectueux silence; mais quand elle est morte, & quand elle ne peut plus ni ôter ni donner, c'est pour-lors que ses cendres commencent à devenir les cendres d'une incestueuse. Or la Cour jugera si une accusation d'inceste étouffée par politique & par intérêt pendant la vie, peut commencer après la mort. Mrs. Begon prétend ensuite prouver par une foule d'Arrêts la force des fins de non-recevoir (a).

Il en cite encore plusieurs autres qui n'ont pas été recueillis. C'est l'usage du Palais dans les Ecritures des Avocats, de rapporter plusieurs Arrêts; mais pour qu'ils soient concluans, il faudroit qu'il n'y eût pas précisément la moindre circonstance qui pût les distinguer de l'espece à laquelle on les applique: y a-t-il quelque légère circonstance de différence, l'application est fautive. Encore l'Arrêt
cité

(a) Ils sont tirés du Journal des Audiences, tome 3. liv. 6. ch. dernier. tome 3. liv. 7. ch. 17.

Bardet, tome 2. liv. 2. chap. 52.

Bardet, tome 2. liv. 9. chap. 11.

Soefve, tome 1. Cent. 1. ch. 20. tome 1. Cent. 2. ch. 29. tome 2. Cent. 4. ch. 92.

Journal des Audiences, tome 5. liv. 7. ch. 11. tome 5. liv. 8. ch. 1.

sité s'ajuste-t-il parfaitement à l'espece ? on dira qu'il est solitaire , ou que la Jurisprudence a changé , ou enfin que la situation d'esprit des Magistrats dans des affaires douteuses , leur inspire différens Arrêts.

On repliqua que la qualité de Collateral n'a jamais formé par elle-même un titre d'exclusion en cette matiere ; on cita la Loi *principaliter* au Cod. *De liberali causâ* : elle décide qu'on ne peut pas mettre en doute l'état d'un défunt ; mais si on réclame des biens qu'il a possédés qui composent sa succession qui pourroient être recueillis par ses fils , alors on peut faire décider la question de son état, & demander une décision solennelle (a). Cette Loi est confirmée par l'Edit du mois d'Avril 1695. article 34. *Si ce n'est qu'il y eût Appel comme d'abus , ou qu'il s'agit d'une succession , ou autres effets à l'occasion desquels on traiteroit de l'état des personnes décédées , ou de celui de leurs enfans.* Dans tous les Arrêts cités par le Marquis de Sailly , ou il étoit question du Mariage d'Enfans mineurs mariés contre la volonté de leur pere ou mere , ou bien d'hommes qui entretenoient des femmes qu'ils ont à la fin épousées : nulles de ces personnes-là n'avoient besoin de Dispense au premier degré d'affinité : leurs alliances étoient dans l'ordre commun & suivant les Loix de la Religion & du Royaume , par tant nulle application à l'espece présente.

Dans celle de l'Arrêt de Charles de Cleves , la bonne-foi des Parties étoit connue , les parens des deux côtés furent présens à la célébration du Contrat

(2) *Principaliter de statu defuncti agi non potest ; si verò ex peculio quodam ejus quem tu bona reliquisse commemoras res vindicetur , vel ejus filii moveatur status quæstio , hæc omnia solummodo præjudiciali notione decidi debent.*

Contrat de Mariage , il n'y avoit eu nulle fraude pratiquée , nul titre recelé.

Après cela on devroit bien guérir de la fureur que l'on a au Palais de citer des Arrêts , puisqu'il est impossible moralement qu'il y en ait aucun dont toutes les circonstances soient semblables à l'espece dont il s'agit.

A l'égard des fins de non-recevoir , peuvent-elles jamais avoir leur source dans la figure du Mariage du Marquis de Sailly avec sa belle-sœur , Mariage couvert du voile de l'erreur & du mensonge , au mépris des Loix & de la Religion ? Voici l'Arrêt qui fut rendu sur cette célèbre contestation.

Notre Cour faisant droit sur le tout , ayant égard aux Lettres de rescision prises le 25. Janvier 1721. par Francois-Léonor de Crequy-Canaples , au lieu duquel l'Instance a été reprise par les Dames Antoinette d'Escouette sa veuve , & Antoinette de Crequy-Canaples es noms par Acte des 9. Janvier & 19. Fevrier 1722 , & icelles enterinant autant que touche l'Appel comme d'abus de l'exécution du Bref du 17. Mai 1790 , Sentence de fulmination d'icelui , & Acte de célébration de Mariage du 27. Janvier & 4. Fevrier 1691 , sans s'arrêter aux fins de non-recevoir , dit qu'il a été mal , nullement , & abusivement procédé , exécuté ; déclare le Mariage fait en conséquence nul , abusif , & non valablement célébré , contracté & exécuté ; condamne ledit de Sailly en tous les dépens.

Donné en Parlement le 19. Juin l'an de grace 1723.

Malgré tout l'art des Défenseurs du Marquis de Sailly , il est évident que la Dispense qu'il a obtenue est obreptice & subreptice . Il n'a pas laissé le moindre doute par les premières démarches qu'il a faites ; sa première Supplique & le Certificat de M. l'Evêque de Noyon prouvent qu'il a con-

sommé

Comme le mariage , par conséquent il avoit besoin d'une Dispense au premier degré d'affinité ; il ne l'a obtenue qu'au premier degré d'honnêteté sur son exposé ; d'où il s'ensuit que son mariage étant contracté sans la Dispense qui lui étoit absolument nécessaire , est nul : voilà le motif qui a déterminé l'Arrêt.

J'ai cru que la Dissertation suivante où Mre. Ca-
bon Avocat au Parlement traite la question qu'on
vient d'agiter , par rapport à la succession de Leo-
bold-Eberard de Wirtemberg-Montbeliard Prince
de l'Empire , seroit ici à sa place.





D I S S E R T A T I O N

Où l'on démontre que la défense de se marier dans les degrés d'affinité, n'est pas de Droit Divin, mais de Droit positif & Ecclésiastique.

A ne consulter que les Loix Romaines, il ne peut se former d'affinité que par une conjonction légitime. *L. non facile §. Sciendum ff. de Gradib. & Affinib.* Mais parce que les dispositions canoniques suivies à cet égard dans les Eglises Protestantes, ont établi une maxime contraire aux décisions du droit Romain; examinons si selon ce même Droit Canonique, tel qu'il s'observe chez les Protestans, un Mariage dans le premier degré d'affinité est légitime ou non.

Le divorce d'Henri VIII. Roi d'Angleterre avec Catherine d'Arragon, auparavant veuve d'Artus son frere, donna lieu à presque toutes les Universitez de l'Europe, & à presque tous les Savans du siècle, de discuter si la prohibition du Mariage dans le premier degré d'affinité de la ligne collaterale étoit de Droit naturel & divin, ou seulement de Droit positif. Ceux qui s'étoient dévoués au Roi d'Angleterre, & qui vouloient favoriser sa passion, prétendoient que la sœur de son mari, ou de sa femme, étant regardée comme sa propre sœur, de la même maniere qu'il étoit défendu de Droit naturel d'épouser celle-ci, il étoit également défendu par le même Droit naturel d'épouser la femme de son frere, ou le mari de sa sœur, ou la

la sœur de sa femme. Que si pareil Mariage n'avoit pas été défendu de Droit naturel , S. Jean n'auroit pu reprocher avec justice à Herode Tetrarque de Galilée qui n'étoit point soumis aux Loix des Hébreux , ni lui faire un crime de ce qu'il avoit épousé la veuve de son frère décédé avant ce Mariage au sentiment de S. Chrysostome , *in Matthæum Hom. 14.* & de Tertullien , *adversus Marcionem cap. 13.* Ils citoient Joseph , *Lib. 27. Antiquitatum , cap. ult.* & Hégésippe , *de excidio Hierosolymitano , lib. 2. cap. 2.* qui parloient avec exécution du Mariage qu'Archelaüs Tetrarque de Judée avoit contracté avec Glaphyre , veuve d'Alexandre son frère : Denys d'Halycarnasse , *lib. 4. Antiquit.* qui parlant du Mariage que Tarquin le Superbe , 7e. Roi des Romains , avoit contracté avec Tullia sœur de sa femme , s'explique en ces termes : (a) „ En épousant sa belle-sœur , sœur de sa femme , par un Contrat detestable , il introduisit le premier dans cette Ville un usage impie & abominable , & chez les Grecs & les Barbares. ” Gregoire de Tours , *lib. 4. Histor. Franc. cap. 3.* & 9. déteste également le Mariage du Roi Clotaire avec la sœur de la Reine sa femme , & assure que S. Germain Evêque de Paris excommunia le Roi Caribert fils du même Clotaire , qui avoit également épousé la sœur de sa femme , Mariage que le second Concile de Tours , *Can. 22.* condamna comme incestueux. Enfin ils se servoient du chap. 18. du Levitique , vers. 16. qui défend d'épouser la veuve de son frère : *Turpitudinem uxoris fratris tui non revelabis , quia turpitu-*

D 2

fratris

(a) *Ducens virgineam sponsam in sororis Thalamum , ex pacto nefario , primus ac solus inducens in hanc urbem morem impium , apud omnes Græcos & Barbaras Nationes simul abominabilem.*

fratris tui est. D'où ils tiroient la conséquence , que par une parité de raison , il étoit également défendu d'épouser la sœur de sa femme décédée.

Ceux qui défendoient la cause de Catherine d'Aragon , soutenoient au contraire que le Mariage dans le premier degré d'affinité de la ligne transversale , étoit si peu défendu par le Droit naturel ou divin , que le chap. 25. du Deuteronomie prescrit au frere l'obligation d'épouser la veuve de son frere décédé sans enfans ; que d'épouser les deux sœurs étoit si peu contraire aux loix de la nature , que nous lisons dans la Genese que Jacob avoit même eu pour femmes deux sœurs en même tems. Que le Lévitique avoit si peu défendu d'épouser successivement les deux sœurs , qu'au vers. 18. du même ch. il ne défend d'avoir commerce avec la sœur de sa femme que pendant sa vie , ou malgré elle , ou de peur de la contrister. *Sororem uxoris tue in pellicatum illius non accipies , nec revelabis turpitudinem ejus , adhuc eâ vivente & contradicente.* Au lieu que dans le vers. 16. il défend purement & simplement d'épouser la veuve de son frere : les Interpretes de l'Ecriture n'ont pu s'empêcher de conclure presque unanimement de ce vers. 18. qu'après la mort de sa femme , il étoit permis selon la loi du Lévitique d'épouser sa sœur. Mais une preuve que ces sortes de Mariages n'ont jamais été regardés comme contraires au Droit naturel & divin , c'est que les Empereurs Constantin & Constans , qui les premiers les ont défendus , avouent dans la

* *Lib. 2. Loi qu'ils firent publier à cet égard ** , que de leur

Cod. Theod. de incest. Nupt.

tems on les croyoit permis de Droit commun. *Et si licitum veteres crediderint , nuptiis fratris solutis , ducere fratris uxorem : licitum etiam post mortem mulieris contrahere cum ejusdem sorore conjugium , &c.* Auroient-ils pu être autorisés dans l'usage , même depuis le regne des Empereurs Chrétiens , s'ils avoient été prohibés de Droit naturel

ou divin ? L'Abbréviateur des Basiliques expliquant ce qu'on doit entendre par Mariage incestueux, dit : que c'est celui qui est contracté entre les ascendans & les descendans ; que par rapport aux collatéraux, le Mariage est seulement défendu en certains degrés. *Incesta nuptiae sunt quae inter ascendentes & descendentes coeunt, in vetitis autem, quae ex latere contrahuntur.* Solon avoit défendu le Mariage entre les freres & sœurs germains ; les Egyptiens les permettoient aux uns comme aux autres. Les Loix des Visigoths, en défendant le Mariage avec la veuve de son frere, ou avec la sœur de sa femme, ajoutent l'exception : à moins qu'ils ne soient contractés par la permission du Roi, de qui on obtenoit alors la Dispense de se marier dans les degrés prohibés. Si les Rois avoient l'autorité de permettre, & s'ils permettoient en effet de célébrer pareils Mariages ; la conséquence est certaine, que ni eux, ni leurs Peuples, qui faisoient profession du Christianisme, ne pensoient pas qu'ils fussent défendus de Droit naturel & divin. Aussi la Loi des Lombards qui les défend, n'en donne d'autre raison, sinon que telle étoit la disposition des Canons. Le Concile d'Elvire, Can. 61. celui d'Agde, Can. 65. celui d'Epaone, Can. 30. le 4e. d'Orléans, Can. 27. le second de Tours, Can. 22. ne les défendoient que pour le tems présent & pour l'avenir, sans toucher à ceux faits auparavant. *Quod in presenti tempore prohibemus, ita ut ea quae sunt antea instituta non solvamus* ; parce que, dit le 3e. Concile d'Orléans, Can. 10. il étoit juste d'avoir de l'indulgence pour ceux qui n'avoient péché que par ignorance. Cette ignorance ne pouvoit pas être du Droit naturel, parce qu'il est très certain qu'elle n'auroit pu alors mériter la moindre indulgence. Le Pape S. Gregoire, & le Pape Innocent III. à son exemple, ont permis aux Habitans de la Livonie, qui avoient épousé les sœurs

de leurs femmes, de continuer de vivre maritalement avec elles. *Cap. Deus qui Ecclesiam, de Divort.* Auroient-ils pu laisser subsister pareils Mariages, s'ils avoient été contraires au Droit naturel ou divin ?

Ils répondoient à l'argument tiré de ce que le frere du mari est censé frere de la femme, comme la sœur de la femme est censée être la sœur du mari; que ce n'est qu'une fiction de la Loi: Que les allies ne descendant point d'une même souche, on ne pouvoit point les dire d'un même sang, ni par conséquent conclure d'une simple similitude que le Mariage fût également défendu entre eux.

A l'égard de l'induction tirée de la prédication de S. Jean, ils soutenoient avec le plus grand nombre des Peres, qu'Herode avoit épousé la femme de son frere, lui vivant: c'est en effet le sentiment de S. Jérôme & de S. Thomas, de Joseph *lib. 18. Antiq. cap. 9.* d'Hegesippe, *lib. de excidio Hierosolymitano cap. 15.* d'Eusebe, *lib. 3. Histor. Ecclesiast. cap. 11.* de Nicephore Callixte, *lib. 1. Histor. cap. 19.* d'Abulensis *in cap. 18. Matthæi, quæst. 18.* de Cajetan *in Opus, tom. 8. Tract. 13.* de Bellarmin *tom. 2. Controv. lib. 1. de Matrim. cap. 27.* qui tous assûrent qu'Herode avoit enlevé à son frere sa femme pour en faire la sienne. Ce fait constant, rien de plus digne du zèle de S. Jean, que de s'être élevé contre un Mariage aussi odieux. En supposant Philippe mort, ils soutenoient qu'aux termes de la Loi de Moïse, qui avoit alors toute son autorité, Herode son frere n'avoit pu épouser sa veuve, parce que Philippe en avoit eu une fille qui avoit survécu, la même qui dansa devant Herode: Que quoique ce Prince fût Iduméen, il n'étoit pas moins soumis aux Loix des Hébreux, y ayant plus de cent ans que lui & ses peres avoient quitté l'idolâtrie pour faire profession de la Religion Judaïque.

Joseph

Joseph & Hefesippe n'avoient de même blâmé le Mariage d'Archelaüs, que parce qu'il étoit contraire à la Loi de Moïse, à laquelle il étoit soumis: Alexandre son frere ayant laissé deux enfans de sa femme, qu'Archelaüs avoit ensuite épousée.

Denys d'Halicarnasse n'a parlé avec horreur du Mariage de Tarquin le Superbe avec la sœur de sa femme, que par les circonstances exécrables qui l'avoient précédé; Tarquin vivant en adultere avec Tullia, convint avec elle de se défaire de sa femme; & elle de son mari; & tous les deux de leur père, & de leur beau-père, pour se marier ensuite, ce qu'ils exécuterent.

Si les Mariages des Rois Clotaire & Caribert ont été condamnés, ce n'a pas été parce qu'ils étoient contraires à la Nature, ou au Droit divin; mais parce qu'ayant été célébrés sans la Dispense du saint Siège, ils étoient nuls, selon les sacrés Canons. L'un & l'autre avoient d'ailleurs été célébrés du vivant des premières femmes de ces Princes, ce qui étoit une polygamie. Ils prouvoient enfin que la prohibition du Lévitique & de la Loi écrite, avoit cessé par la Loi de grace; que par conséquent elle n'obligeoit plus: elle n'a même jamais défendu à l'homme d'épouser successivement les deux sœurs, mais seulement à la femme d'épouser successivement les deux freres, y ayant beaucoup plus de raison de défendre l'un que l'autre.

Ce dernier sentiment est incontestablement conforme à la Religion & aux règles. C'est aussi l'opinion commune parmi les Theologiens, qu'il n'y a aujourd'hui de Mariage prohibé de Droit divin, qu'autant qu'il est défendu de Droit naturel: Que tous les degrés défendus dans le chapitre 18. du Lévitique, ne l'étoient pas de Droit naturel: Que cette Loi ne défendant d'avoir pour concubine la sœur de sa femme que pendant sa vie seulement,

Sororem uxoris tuæ in pellicatum illius non accipies, nec revelabis turpitudinem ejus, adhuc illâ vivente, fournissoit une preuve sans réplique, que selon elle, il étoit permis après la mort de sa femme d'épouser sa sœur. Il en est peu qui ne conviennent qu'abstraction faite des Loix humaines & du Droit positif, l'on ne puisse épouser la veuve de son frere avec la Dispense du saint Siege, & que le Pape n'ait droit d'accorder cette Dispense pour de justes causes; qu'à plus forte raison, il peut également permettre d'épouser successivement les deux sœurs.

Telle est la doctrine de S. Thomas, 1. 2. *quest.* 98. *art.* 1. & *quest.* 104. *art.* 3. du Maître des Sentences, in 4 *Sentent. Dist.* 3. de S. Antonin, *tom.* 3. *Summ. tit.* 1. *cap.* 11. de Cajetan, *tome* 3. *Opuscul. Tract.* 14. de Covarruvias, *tome* 1. de *Matrim. part.* 2. *cap.* 6. *ff.* 10. *n.* 14. de Bellarmin, *lib.* 1. de *Matr. cap.* 28. & *tome* 3. de *Controv. de Matr. cap.* 27. de Sanchez, de *Matr. lib.* 7. *disp.* 66. de Cujas, *ad tit. Cod. de incert.* & *inutilib. nupt.* Ce dernier convient que la prohibition en collaterale entre les parens n'est que de Droit positif. *Omnis prohibitio inter Cognatos à latere est juris positivi. . . res tota pendet ex arbitrio legum;* l'affaire dépend entièrement des Loix arbitraires. Il dit encore qu'entre les Alliés la prohibition n'a sa source que dans le Droit civil, c'est-à-dire, celui qui a pour principe les Constitutions des Empereurs, même entre ceux qui tiennent lien d'ascendans ou de descendans; *Inter affines tantum prohibitæ fuerunt Jure Civili nuptiæ, & habitæ pro incestis, qui parentum vel liberorum locum inter se obtinent.* C'est le sentiment de Duarenus, *ad titulum solut. Matrim. §. de Nuptiis n.* 3. & un grand nombre d'autres qu'il seroit inutile de citer, enseignent la même maxime.

Les Docteurs Protestans pensent de même à cet égard. Luther consulté sur le divorce d'Henri VIII. fut de l'avis de l'Université de Louvain, réfutant l'objection de ceux qui vouloient que le Mariage de ce Prince avec la veuve de son frere fût contre le Droit divin; il prouve qu'en supposant qu'Henri VIII. eût été soumis à la Loi de Moïse, (ce qui n'étoit pas) loin qu'il eût pu répudier la Reine Catherine, il auroit été obligé de l'épouser; selon le Chapitre 25. du Deuteronomie. Il fait voir que la Loi de Moïse ayant cessé après Jesus-Christ, ne le lioit plus, loin de l'obliger à rompre un Mariage que la Loi de Dieu & le Droit divin déclaroient également devoir être perpétuel & indissoluble: que supposant que le Roi en épousant la femme de son frere eût péché contre la Loi humaine, en la répudiant il pécheroit contre la Loi divine. Que dans le concours de ces deux crimes, la Loi humaine devoit céder. Il fait voir que Moïse, en défendant dans le Lévitique d'épouser la femme de son frere, avoit si peu pensé à le défendre purement & simplement, que dans le Deuteronomie il ordonne au contraire au frere d'épouser sa veuve lorsqu'il n'auroit point laissé d'enfans; que S. Jean n'avoit repris Hérode de ce qu'il avoit pris pour sa femme celle de son frere, que parce que ce frere étoit encore vivant. Qu'il n'y a aucune comparaison à faire entre l'affinité au premier degré, & la consanguinité au même degré, soit en directe, ou entre freres & sœurs. Qu'il n'y avoit aucun exemple dans l'Ecriture de Mariages entre parens de la ligne directe, ni même au premier degré de consanguinité, excepté les enfans d'Adam; au-lieu qu'il y en avoit plusieurs de freres avec les veuves de leurs freres, ou de maris avec des sœurs de leurs défunes femmes. Qu'enfin le Roi en répudiant la Reine faisoit un très grand crime

contre la Loi divine : (a) Ce que Dieu a uni, l'homme ne le sépare point : Donc tous ceux qui dissuadent au Roi ce divorce si impie , si détestable , doivent faire en sorte que des Sophistes ne lui fassent pas illusion , de peur qu'il ne soit livré à des chagrins , & des remords de conscience perpétuels. Moi , je ne puis faire autre chose que de m'adresser à Dieu , afin qu'il empêche ce divorce & jette un esprit de vertige dans l'ame de l'Achitophel qui le voudroit persuader ; & qu'il affermissé tellement la foi , la fidélité & la conscience de la Reine , qu'elle ne doute pas qu'elle est & sera Reine d'Angleterre , malgré toutes les portes de ce monde & de l'Enfer.

Melanchthon dans sa Consultation datée de la même année , prouve également que la Loi de Moïse ne nous oblige pas davantage qu'elle obligeoit ceux qui vivoient avant elle , qu'il n'y a que ce qui s'y trouve de conforme au Droit naturel , qui soit une Loi pour nous : Que la prohibition du Mariage entre parens collatéraux , n'est point de Droit naturel & immuable , puisque l'Auteur de la Nature a mis lui-même les enfans d'Adam dans la nécessité

(a) *Quod Deus conjunxit homo non separet.* Il conclut en ces termes : *Ergo opera pretium facturi sunt omnes quotquot Regi tam nefarium & sceleratum divortium dissuasi sunt , ne ille à Sophistis deceptus , perpetuam calamitatem , & morsum conscientia tandem sentiat ac patiatur. . . . Ego qui aliud non possum , oratione ad Deum versâ precor , ut Christus hoc divortium impediât , & infatuât consilia Achitophelis illud suadentis : aut Regina saltem fortem fidem , & constantem conscientiam donet , ut non dubitet se esse , & fore Reginam Anglia legitimam & veram , invitis omnibus portis mundi & inferni , Amen. Witteberge 3. Septemb. ann. 1531.* Il établit les mêmes principes tom. 2. *Genensf. Germ. tit. Vom Ehlichen leben , c'est-à-dire , du Mariage , ff. die andere &c. fol. 152.*

cessité de le violer : Qu'avant la Loi écrite, il étoit d'usage d'épouser la veuve de son frere : Que par celle du Deuteronome, ce Mariage a été de principe en un cas, ce qui prouve évidemment qu'il ne sauroit être contraire au Droit naturel : d'où il conclut qu'il n'y avoit aucun doute que le Roi d'Angleterre ne dût garder la femme de son frere qu'il avoit épousée. Selon Melanchthon, le Mariage d'Hérode avec la femme de son frere avoit été tellement fait, le frere vivant, que S. Luc assure que S. Jean commença de prêcher la quinziesme année du regne de Tibere, & selon Joseph, Philippe frere d'Hérode n'est mort que la 22me. année du même regne; & selon S. Jean, S. Matthieu, & S. Marc, S. Jean-Baptiste fut décollé dans le tems que Jesus-Christ commença de prêcher, & selon l'opinion commune la 17me. année du même regne.

Bruckner, Conseiller & Assesseur du Consistoire du Duc de Saxe-Gotha, dans son Traité, *Juris Matrim. Controv. cap. 25. de conjugio cum fratris viduâ*, rapporte les deux Consultations de Luther & de Melanchthon. Dans le chap. 7. il prouve que le Mariage avec la sœur de sa défunte femme, n'est point défendu par la Loi de Moïse, beaucoup moins par le Droit naturel. *Nos non dubitamus*, dit cet Auteur, *ad partes eorum accedere, qui tale matrimonium Juri Divino Mosäico, sive naturali, sive positivo non repugnare. . . . docent.* Après avoir cité pour garans de sa proposition, Luther, Melanchthon, Brentius tom. 1. *Comm. in Levit. 18.* * & un très grand nombre de Protestans, même des dé-

* Le même
in suo Libel.
lo, von Ehe.
Sachen,
quest. 2.

ment

ment point défendu de l'épouser après que la femme ne vivroit plus. 2°. Parce que le Lévitique prononce la peine de mort , par rapport à certains Mariages , au lieu qu'il se contente de menacer celui dont il s'agit de suites fâcheuses : ce qui fait assez connoître que les premiers étoient naturellement défendus , & que celui-ci ne l'étoit que pour un plus grand bien , & par une Loi purement positive. Il rapporte l'exemple d'un Particulier , qui après avoir eu un enfant d'une fille qu'il entretenoit , & qui s'étoit mariée depuis , avoit pris sa sœur à son service , & lui avoit promis étant dangereusement malade de l'épouser. Ce Particulier , sa santé rétablie , voulut exécuter sa promesse. Il se présenta avec cette sœur pour recevoir la Bénédiction nuptiale , qui lui fut refusée par le Ministre de sa Paroisse ; malgré ce refus , ils vécurent en mari & femme , il en eut six enfans. Le Ministre prononça contre eux une Suspension , comme contre des incestueux. Ce Ministre ayant changé le Particulier eût recours à son Successeur pour en obtenir tant la Bénédiction nuptiale , que la levée de l'Interdit. Le nouveau Ministre consulta le Docteur Spener , qui fut d'avis que quoique , les choses entières , on n'eût pas dû accorder la permission ou la Dispense de célébrer un tel Mariage ; ayant été contracté depuis longues années , en étant né plusieurs enfans , on ne pouvoit ni refuser la Bénédiction nuptiale , ni d'admettre les mariés à la participation des Mysteres. Richard Super-Intendant du Prince de Waldeck à Corbach , & le Ministre Mizen de l'Eglise Lutherienne à Maffrick , furent de même avis. L'Auteur assure que quelques années auparavant , le Consistoire de Friedestein * avoit accordé pareille Dispense.

* C'est ce-
lui du Duc
de Saxe-
Gotha.

Benedictus Carpzovius , *Jurisp. Ecclesiast. lib. 2. tit. 7. defin. 110. n. 1. ad 8. de Nuptiis Personarum illustrium* ; après avoir établi la difference essentielle

entielle qu'il y a entre la prohibition de Droit naturel & divin , & celle de Droit positif , en tire la conséquence : que ce Droit positif dépendant absolument de la volonté des Princes Souverains qui n'y sont pas fournis , leurs Mariages dans ces sortes de degrés n'en sont pas moins légitimes. *Re ipsa inter illustres personas , consuetudine moderna matrimonia hisce in gradibus contrahi videntur nec offint , nec debeant illegitima pronuntiari in gradibus jure positivo prohibitis , cum Principes sint jure illo superiores ex quo etiam jus dispensandi ipsi competit.*

Combien d'autres Docteurs (a) ne pourroit-on pas citer , qui ont solidement établi que le Mariage au premier degré d'affinité n'est défendu que de Droit positif ? Aussi combien d'exemples de pareils Mariages qui ne permettent pas de douter, qu'ils n'ont jamais été regardés comme contraires au Droit naturel ? Tiraqueau , *De Legibus connubial. cap. 7.* prouve par le témoignage des historiens que chez les Arabes , les Perses , les Parthes , les Medes , les Ethiopiens , les Egyptiens , & plusieurs autres Peuples , on approuvoit le Mariage de personnes bien plus proches , que tel étoit le Droit naturel & commun de ces Peuples ; ce qui avoit fait dire à Ovide dans ses Métamorphoses :

Gentes

(a) Grotius , *Epist. ad Ruarium* 377. Christoph de Lincker , *Conf. 5. 6. & 126. per tot.* Joannes Brentius , *de Casib. Matrim. cap. 2.* Scherzer , *Syst. Theol. tit. 27. f. 8.* Stryck. *de sponsalib. sect. 5. §. 21. & 28.* Spener , *Conf. Theol. part. 2. cap. 4. sect. 8.* Christoph. Besoldus *Conf. 178. v. 7. 8. & 12.*

*Gentes esse feruntur ,
In quibus & nato genitrix & nata pa-
renti
Jungitur , ut pietas geminato crescat amo-
re.*

La Liaison qui se forme par le sang est bien plus forte , que celle qui a pour principe l'affinité , qui dans le fond n'est qu'une fiction , introduite par des raisons de bienfiance que les circonstances peuvent faire cesser. Au-lieu que les degrés de consanguinité sont formés par la Nature même. Aussi le Jurisconsulte dans la Loi 4. de *Gradib.* & *affin.* dit qu'à proprement parler , il n'y a point de degré d'affinité : *Gradus affinitatis propriè nulli sunt , quia affines ab affinibus non generantur* : ce qui a fait dire à Vincent Fillimius , *Tract. 10. part. 2. c. 7. n. 218.* que la liaison est infiniment plus étroite entre les parens au second degré de la ligne transversale , qu'entre les alliés au premier degré de la même ligne , ceux-là étant joints intérieurement de Droit naturel : d'où il conclut que n'y ayant point d'empêchement de Droit naturel entre cousins & cousines germaines , il ne peut y en avoir beaucoup entre alliés au premier degré.

Du tems de la République de Rome , l'affinité faisoit si peu d'obstacle au Mariage , que Crassus ayant épousé la veuve de son frere , Plutarque en rapportant le fait , dit de lui , que quant aux femmes , il avoit toute sa vie été autant réformé , que nul autre Romain de son tems. Cicéron de *Divin.* & Valere Maxime , *lib. 1. cap. 5.* parlant du Mariage que Metellus contracta avec la sœur de Cécilia sa femme , qu'il venoit de perdre , ne disent point que ce Mariage eût rien de contraire aux Loix ni aux mœurs de leur tems. Il n'en étoit pas de même de la parenté , puisque l'Empereur Claude ayant voulu

voulu épouser Agrippine sa niece , il fallut que Vitellius , Censeur , prévint le Senat , & l'engageât de faire un Règlement pour autoriser ce Mariage : Règlement que l'Empereur Neron fit abolir par un autre Senatus-Consulte. Ce qui a fait dire à quelques Jurisconsultes , que l'affinité se contractant par le moyen des mariages , dès-lors qu'ils étoient dissous , l'affinité s'évanouissoit , de même que celle qui venoit de l'adoption.

L'Empereur Honorius , Prince Chrétien , ayant épousé sur la fin du 4^{me}. siècle successivement les deux sœurs , filles de Stilicon , aucun Pere de l'Eglise ne s'est élevé contre ce second Mariage : ce n'a été que depuis que les Conciles ont non seulement adopté la Loi du Lévitique par rapport au premier degré d'affinité , mais l'ont étendue jusqu'au 7^{me}. degré ; ce qui a souffert des modifications & des changemens , & a enfin été restreint au 4^{me}. degré , où ces fortes de Mariages ont été défendus. On ne voit point d'autre raison de cette prohibition , sinon que la liaison que l'affinité forme dans ces quatre degrés a paru assez forte , pour ne point y ajouter encore celle du Mariage , qui dans l'esprit des Canons , doit servir à unir d'autres familles. Mais depuis ces dispositions canoniques , combien de Mariages faits parmi les Catholiques avec Dispense du Pape , & parmi les Protestans avec celle du Prince Souverain , ou de leur Consistoire ?

Emmanuel Roi de Portugal , par Dispense du Pape Alexandre VI. épousa successivement les deux sœurs.

Henri VIII. Roi d'Angleterre ; par Dispense de Jule II. confirmée par Clement VII. épousa la veuve de son frere.

Gregoire VIII. accorda en 1575. * une Dispense à une Comtesse de S. Jadée pour épouser son oncle paternel , qui auparavant avoit épousé la sœur

* Alois.

Ricci.parr.

3. deus.

de 50. v. 3

de cette Comtesse sa niece , en vertu d'une première Dispense.

Clement VIII. accorda à un Particulier la Dispense

* Pontius * d'épouser la sœur de sa défunte femme.

de Matrim.

lib. 7. cap.

32. n. 10.

Sigismond - Auguste Roi de Pologne épousa en 3^e me. noce Catherine , sœur d'Elizabeth sa première femme , petite-fille de l'Empereur Ferdinand premier.

Jean-Cazimir , Roi de Pologne , a épousé , par Dispense du Pape , Louise-Marie de Gonzague & de Cleves , veuve de Wenceslas , aussi Roi de Pologne , son frere.

Le Comte de Galas , Vice-Roi de Naples , a eu successivement pour femmes deux sœurs de la Maison de Dietrichstein.

Goes Super-Intendant de Quedlimbourg , de l'avis de Thomafius fameux Jurisconsulte d'Allemagne , fit un pareil Mariage avec la sœur de sa défunte femme.

Diane de Château-Morant épousa Amé & Honoré Durfé , freres. Il est vrai que le premier Mariage avoit été dissous pour cause d'impuissance.

Auguste Duc d'Holstein épousa en 1649 , (a) Sidonie fille du Comte d'Oldembourg d'Elmenhorst , sœur de Claire sa première femme qu'il avoit épousée en 1645.

Albert-Ernest Prince d'Oettingen (b) épousa en 1692 , Eberhardine de Wirtemberg sœur de Christine-Friderique de Wirtemberg sa précédente femme

(a) Bucholz , *in responsò de lod. Matrim. nomine Facult. Rintelenfis.*

(b) Ce Prince fit consulter toutes les Universités Protestantes & les Savans de l'Europe , & a fait imprimer leurs avis , dans un Recueil fait exprès , où la Proposition avoit été si solidement démontrée qu'on n'en a plus douté depuis.

ne, qu'il avoit épousée en 1663. Ces deux Princesses étoient Tantes paternelles de M. le Duc de Wirtemberg-Stougard regnant.

Le Roi Louis XIII. donna Dispense à un Lieutenant de Robbe-Courte de la Ville d'Issoudun, qui faisoit profession de la Religion Protestante, afin qu'il pût épouser la sœur de sa défunte femme.

Le Maréchal de Crequi, Pere, a épousé par Dispense du Pape les deux sœurs.

Le Sieur de Recourt Capitaine de Cavalerie a le même épousé successivement les deux sœurs, par Dispense du Pape Innocent X.

Le Sieur de la Chenaye Gentilhomme de feu M. le Comte d'Armagnac, a de même épousé les deux filles de la Dame de Beaufort. Il n'obtint la Dispense d'un Légat *à latere*, qu'après la consommation du second Mariage.

Le Sieur Vaillant Médecin, si connu parmi les Savans par les Ouvrages qu'il a donnés au Public par rapport aux Médailles anciennes, avoit épousé en 1654, Antoinette Adrian, & en avoit eu plusieurs enfans. Pendant ce Mariage il eut un mauvais commerce avec Louise Adrian sœur de sa femme, qui fut suivi de la naissance d'un enfant, dont Louise Adrian accoucha dans la maison du sieur Vaillant à la vue d'Antoinette Adrian sa sœur. Après le décès d'Antoinette Adrian, le Sieur Vaillant obtint une Dispense du Pape Alexandre VII. en vertu de laquelle il épousa à Rome Louise Adrian le 15. Janvier 1664.

Un Oncle de Louise Adrian la deshérिता par son Testament. Son motif fut l'injure qu'elle avoit faite à sa famille par son mauvais commerce avec le Sieur Vaillant. Louise Adrian se plaignit de cette exhérédation. Elle prétendit qu'ayant réparé ce désordre par un Mariage légitime, elle devoit parta-

ger la succession de son Oncle avec ses freres & sœurs.

Ceux-ci pour soutenir l'exhérédation interjetterent Appel comme d'abus au Parlement de Paris de l'exécution de la Dispense du Pape Alexandre VII.

Louise Adrian décéda pendant le procès. Le Sieur Vaillant, Pere & Tuteur des enfans qu'il avoit eu d'elle, le reprit.

Pour principal moyen d'abus, on disoit que la Dispense étoit au premier degré d'affinité; avec ces deux circonstances, l'une, qu'il y avoit trois filles vivantes du Mariage de la premiere sœur; la seconde, que pendant le Mariage, le Sieur Vaillant avoit vécu dans un commerce incestueux avec Louise Adrian, sœur de sa femme. On n'oublia rien pour prouver qu'une Dispense au premier degré d'affinité étoit reprouvée par les Constitutions Canoniques. On cita le Canon 18. du premier Concile d'Orleans (a): *Que le frere qui a survécu à son frere, n'usurpe point son lit nuptial, ou que le frere ne fasse point succéder à sa femme la sœur de cette même femme; que s'ils le font, ils soient frappés des Censures de l'Eglise.* Le Canon 4. du troisieme Concile de Paris, le Canon 12. de celui d'Auvergne, le Canon 30. de celui d'Autun, le Canon 14. du cinquieme Concile de Paris, le Canon 8. de celui de Reims, le Canon douzieme de celui de Worms, le Canon 2. de celui de Compiègne, & le Canon 56. de celui de Mayence, sont conformes au Concile d'Orleans. Les Capitulaires de Charlemagne, lib.

5. cap.

(a) *Ne superstitus frater thorum defuncti fratris usurpet, neve quisquam amissa uxoris sorori audeat sociari; quod si fecerint, Ecclesiastica districtione feriantur.*

cap. 101. & lib. 7. cap. 127 : (a) Si quelqu'un épouse une veuve, & qu'ensuite il commette le péché de la chair avec sa belle-fille, ou qu'il épouse les deux sœurs, qu'il soit frappé d'anathème. On prétendoit qu'un tel Mariage n'étoit pas moins condamné par les Loix civiles. On citoit la Loi 4. au Code Theod. de incest. Nuptiis, qui declare incestueux celui qui avoit épousé successivement les deux sœurs. Les Loix cinq & huit au même titre du Code Justinien. Mornac sur la Loi, *semper in conjunctionibus*, de Ritu Nupt. qui a cru que le Pape ne pouvoit dispenser au premier degré d'affinité, & que s'il y avoit quelques exemples de pareilles Dispenses, outre qu'elles n'avoient été accordées selon lui qu'à des Têtes couronnées, par la considération du bien public, ce n'avoit été que parce que les premiers Mariages n'avoient point été consommés : en sorte que n'y ayant point eu d'affinité contractée, ce n'étoient plus que de simples Dispenses de l'honnêteté publique.

On fit tous ses efforts pour persuader qu'il est défendu de Droit divin d'épouser successivement les deux sœurs, & que par conséquent le Pape ne pouvoit dispenser de son exécution en aucun cas.

La Cause appointée & instruite de part & d'autre sur les Productions respectives des Parties, & les Conclusions du Procureur-Général, intervint Arrêt contradictoire le 22. Janvier 1682, qui déclara n'y avoir eu abus dans la célébration du Mariage du Sieur Vaillant & de Louise Adrian, & que par conséquent il avoit été légitime. Sans avoir égard au Testament de l'Oncle qui fut déclaré nul, & aux donations de deux sœurs, les enfans nés de ce

E 2

Mariage

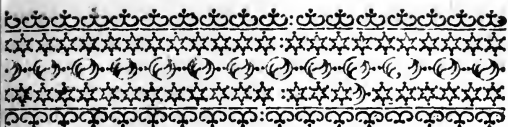
(a) Si quis viduam uxorem duxerit, & postea cum filiastrâ sua fornicatus fuerit, seu duas sorores duxerit, tales copulationes anathematisantur.

68 MARIAGE DECLARE' ABUSIF.

Mariage furent maintenus dans les successions dont étoit question ; les Appellans comme d'abus furent condamnés à l'amende & aux dépens.

Depuis cet Arrêt rendu en très grande connoissance de Cause, on n'a plus douté dans le Royaume de France, que la prohibition du Mariage au premier degré d'affinité transversale, ne soit purement de Droit Ecclésiastique & positif, & que le Pape ne puisse en dispenser, selon les circonstances, & ainsi qu'il le juge à propos. Aussi la Princesse de Sobieski, petite-fille du Roi de Pologne de ce nom, a épousé dans les derniers tems par Dispense du saint Siege successivement les deux freres de la Maison de Bouillon.

Si le Pape peut dispenser parmi les Catholiques du degré d'affinité, parce qu'il n'est qu'un empêchement de Droit légitime & humain ; on ne sauroit également contester que les Princes Souverains ne puissent en dispenser parmi les Protestans. Par le Traité de Passau de 1552, inséré dans la Diète de l'Empire de 1555, confirmé par le Traité de Westphalie, art. 48. & 49. chaque Prince de l'Empire, de la Confession d'Ausbourg, a toute la Jurisdiction Ecclésiastique dans ses Etats, qu'il y exerce dans toute sa plénitude, & n'a point de Supérieur à cet égard.



CONCUBINE DONATAIRE,

Dont on a confirmé la donation.

A Légataire du Marquis de Béon, taxée d'être sa Concubine, fut jugée indigne de son legs. On a confirmé à la Donataire du Sieur Perraud sa donation, quoiqu'on lui imputât le même libertinage.

Les deux Arrêts rendus par les mêmes Juges se suivent de fort près, il n'y a qu'un intervalle de deux années. Nous devons juger qu'aucun mélange des vues humaines, contraires à une équité épurée, n'est entré dans les motifs des Juges qui ont dicté le Jugement; c'est une justice que nous devons rendre à la Cour, l'équité étant toujours la même: quelle est donc la cause de la différence de ces Jugemens? On peut même dire à l'avantage de la Légataire du Marquis de Béon, que les caractères du concubinage étoient recelés sous les dehors de la vertu qui paroissoit avoir succédé au libertinage, & que le legs avoit un motif pieux. Voyons si en racontant exactement le fait de ce Procès, & rapportant fidelement les moyens qu'on a mis en œuvre, nous pourrions discerner les motifs qui ont porté les Juges à faire à cette seconde Concubine un sort différent de celui qu'a éprouvé la première.

Louise-Françoise de Grand-maison, fille de Jean Tissierant & de Dorothee Varichon, est née dans un village près de Dole. Sa naissance obscure a été

un peu relevée par des Emplois que son pere & ses freres ont eu ; le pere prit le nom de Grand-maison qui lui sembla beau : un beau nom & de belles armes sont des vernis qu'on passe sur une basse naissance. La Nature avoit partagé la Demoiselle de Grand-maison de ces agrémens vifs & picquans , qui font d'abord leur impression ; elle lui avoit donné un esprit de commerce propre à les faire valoir : qui pourroit se défendre des graces du corps unies à celles de l'esprit ? tous les goûts se réunissent en faveur des personnes du sexe qui ont ces avantages. Elle parut avec éclat dans les compagnies à Dole : le Sieur Perraud , Grand-Maitre des Eaux & Forêts de Bourgogne , fut d'abord frappé de ses charmes. C'étoit un vieux Garçon qui avoit de grands biens : quel tresor pour une fille disposée à sacrifier sa vertu à son indigence ?

La Demoiselle de Grand-maison n'avoit que 16. ans , le Sieur Perraud en avoit 61. On dira qu'il n'y avoit point de symétrie entre ces deux âges si disproportionnés ; mais l'amour intéressé n'a pas le même goût qu'un autre amour , il ne s'arrête pas à la difference des âges. La facilité de la Demoiselle de Grand-maison éclata bientôt , puisqu'elle devint grosse. Elle fit valoir auprès du Sieur Perraud l'état où elle se trouvoit , pour obtenir les secours dont elle avoit besoin. La Lettre qu'elle lui écrivit le 25. Octobre 1711 , & qu'elle a desavouée par des raisons qui semblent frivoles , est conçue dans les termes les plus pressans : c'est un mélange artificieux de plaintes , de reproches , de tendresse , & de tout ce qu'une fille adroite, expérimentée, fait mettre en usage pour parvenir à son but. Mais n'auroit-elle pas réussi plus sûrement , si , avant que d'être réduite à cet état, elle eût fait acheter des faveurs dont l'espérance augmente le prix , & dont la réalité le diminue ? Je ne prétens point autoriser les

es maximes de la coquetterie , je déclare que je les condamne en les rapportant. Rien n'est plus incommode qu'une grossesse , qui annonce au Public les mysteres qu'il ne faisoit que soupçonner. La Demoiselle de Grand-maison alla à Paris se délivrer de ce fardeau incommode. Quand elle en fut débarrassée , elle vint dans la maison que le Sieur Perraud avoit louée à Paris , où elle demeura toujours avec lui depuis ce tems-là ; elle écrivit à son frere , curieux de savoir sur quel pied elle étoit chez le Sieur Perraud , qu'elle y étoit en qualité de volontaire ; ce terme mitige un peu le sens de libertine. Sa mere avoit dissimulé le commerce , parce qu'elle s'étoit flattée que le mariage répareroit en quelque façon l'honneur de sa fille , & qu'elle avoit cru que l'esprit insinuant de la Demoiselle de Grand-maison vaincroit l'esprit indocile du Sieur Perraud , & la répugnance qu'il avoit pour le Mariage ; & comme elle vit que sa fille ne pouvoit pas parvenir à ce but, la haine de l'hymen étant trop enracinée dans le cœur du Sieur Perraud , elle rendit une plainte où elle intenta une accusation de rapt contre lui devant le Lieutenant-Criminel de Dole. Afin d'effrayer le Sieur Perraud par l'appareil d'une Procédure criminelle , on informa , la Procédure fut portée par Appel au Parlement de Besançon , il fut déchargé de l'accusation par un Arrêt du 13. Juillet 1720. Il fut seulement permis à Dorothee Varichon de se pourvoir , comme elle le jugeroit à propos, pour faire revenir sa fille dans sa maison. On pensa que la mere ne pouvoit pas se plaindre qu'on lui eût ravi sa fille , qu'elle avoit bien voulu laisser entre les bras du Sieur Perraud.

La Demoiselle de Grand-maison eut grand soin de persuader à son Amant qu'elle n'avoit aucune part à cette procédure , & qu'affranchie des scrupules qu'inspire un mariage , & s'étourdissant là-

dessus, elle n'aspiroit qu'à demeurer avec lui. Le Sieur Perraud crut un amour reconnoissant, qui lui conseilla de mettre une rente viagere de 1000. livres chaque année sur la tête de sa Maitresse : il ne crut pas encore que sa reconnoissance eût assez d'étendue, il lui donna le 22. Juin 1722. l'usufruit d'une maison qu'il possédoit au village de Lahy ; cette maison rendoit plus de 1500. liv. de revenu. Il lui donne en même tems l'usage des meubles, des ustensiles, des bestiaux, qui font un objet considérable, & de ses meubles & de sa vaisselle d'argent de Paris ; outre cela il lui donne un fonds de 6000. livres à prendre sur la même maison, & elle est déchargée de toutes les réparations de la maison & des bâtimens qui en dépendent, & on ne peut avoir aucun recours contre elle pour la dégradation ou l'enlèvement des meubles. On a observé que le Sieur Perraud lors de cette donation avoit 85. ans : dans un vieillard amoureux, à mesure que les forces de l'ame s'affoiblissent, l'amour se fortifie & regne sur lui en tyran : une fille habile fait tellement redoubler les chaines d'un tel amant, qu'il ne lui est pas possible de se soustraire à son empire ; & on doit admirer comment, malgré la force de l'amour, la Demoiselle de Grand-maison n'a pas pu conduire le Sieur Perraud au mariage.

D'abord après la mort du Sieur Perraud, elle trouva dans les parens une résistance à la laisser jouir de cette Donation qui lui avoit été faite ; elle fut obligée d'essuyer un Procès qui fut d'abord porté au Châtelet. Dans les premières défenses qu'elle employa, elle dit aux Héritiers : *Il y a bien des gens qui pensent que la Généalogie du feu Sieur Perraud n'a pas été d'une situation capable à lui donner des Héritiers du sang, & que sa filiation ne peut pas se prouver. Il faut donc que les Demandeurs établissent sa*

à filiation, qu'ils rapportent la preuve de sa Généalogie, & qu'ils établissent la leur.

Les Héritiers firent de ce langage un moyen d'ingratitude qu'ils employèrent pour annuler les Donations. La succession avoit trois Héritiers, le Sieur Mucie Trésorier au Bureau des Finances de Dijon, & ses deux sœurs, dont l'ainée avoit épousé le Sieur Masson de Gendrier Ecuyer, & la cadette, qui ouïssoit de l'état de fille, ne voulut pas entrer dans le Procès.

Ceux qui suscitèrent la contestation confièrent leur défense à Mre. Laverdy, & la Demoiselle de Grand-maison confia la sienne à Mre. Manoury.

L'Affaire portée à l'Audience, les Juges ne balancèrent pas long-tems les moyens : ils crurent que l'Arrêt de la Cour rendu depuis peu le 4. Mars 1727, leur avoit tracé la voye qu'ils devoient suivre ; c'est l'Arrêt dont on a parlé, rendu contre la Demoiselle Gardel Légataire du Marquis de Béon. Ainsi le 30. Juin 1729, Sentence intervint au Châtelet conformément aux Conclusions de M. Dauneuil Avocat du Roi, qui annulloit les Donations, & condamna la Demoiselle de Grand-maison à restituer tous les meubles qu'elle pouvoit avoir appartenans à la succession du Sieur Perraud.

Elle interjeta Appel à la Grand-Chambre. Mre. Normand, qui a donné une preuve si éclatante de sa modestie, fut son défenseur, & M. Joly de Fleury, à présent Avocat-Général & alors Substitut des Gens du Roi, consacra son ministère aux Héritiers ; il déploya cette éloquence qui le rend digne du glorieux ministère qu'il exerce. Mre. Terrasson consacra aussi sa plume à la même Cause, dans un Factum où l'on retrouve tout son génie & la politesse de son stile. Comme j'évite autant que je puis d'user de redites ; suivant l'usage que j'observe dans les

Causes qui ont été agitées dans deux Tribunaux , je ne mets en œuvre les moyens que lorsque l'histoire m'a conduit au Tribunal supérieur ; & je compense alors les Plaidoyers , d'une partie de tout ce qui a été dit par les divers Défenseurs.

Plaidoyer
des Héritiers du
Sieur Perraud contre la Demoiselle de Grand-maison.

Voici les moyens des Héritiers. Le premier est fondé sur les preuves du concubinage , & la première preuve se tire des Lettres de la Demoiselle de Grand-maison écrites en différens tems au Sieur Perraud. Elle ne peut pas recuser un témoignage qui vient d'elle-même : on verra si son stile est celui d'une personne vertueuse qui n'emploie que des expressions d'amitié & d'estime ; ou si ce n'est pas le stile emporté d'une fille qui s'abandonne sans ménagement à sa passion , & qui ne trouve pas de termes assez forts à son gré pour en exprimer tous les mouvemens.

Dès le mois de Mai 1706 , le Sieur Perraud & la Demoiselle de Grand-maison étoient en commerce de Lettres : les noms familiers de *mon cher maître* , de *mon cher ami* , déjà introduits dans ce commerce , nous montrent que cette passion avoit déjà fait un grand progrès.

La Lettre du 9. Juin est une peinture si vive de l'amour de la Demoiselle de Grand-maison , qu'elle laisse tout deviner. *Je suis bien benneuse* , dit-elle , *d'avoir affaire à un homme qui connoit mieux que tous les autres ensemble le véritable langage du cœur*. Elle ajoute , *Si vous relisez mes Lettres six fois , je fais bien autre chose aux vôtres ; quand ce seroit vous-même , je ne vous témoignerois pas plus de tendresse , car je pris celle dont vous êtes si content de la réponse , & je la couchai toute la nuit entre mes bras*.

Les conséquences qu'on tire de ces expressions sont parlantes ; dans une Lettre du 27. Juin elle marque au Sieur Perraud : *J'eus le plaisir de me laisser aller à tous les mouvemens de joye que je ressent*

ressens en lisant ce que vous m'écrivez. Elle ajoute, Si je pouvois , mon cher grand , trouver des termes assez forts pour bien exprimer tout ce que je renferme dans le fond de mon cœur touchant ce que nous avons réciproquement à nous dire ! Hélas ! mon cher maître, je ne saurois aller plus avant dans mes pensées sans mourir de plaisir.

Une passion qui donne dans l'extravagance des saillies, n'a point de bornes, & est capable des plus grands excès : on ne la soupçonnera jamais d'être spirituelle & dégagée du commerce des sens. Celle de la Demoiselle de Grand-maison est d'autant plus criminelle , qu'elle ne pouvoit pas espérer de conduire son Amant au mariage; elle s'étoit accommodée à l'averfion qu'il avoit pour un bail à vie.

Dans une troisième Lettre, elle enchérit encore sur ce qu'elle a dit ; voici comme elle parle : *Je n'ai pas encore senti, ni avec tant de vivacité, ni plus parfaitement que je le sens tous les jours, combien je suis à vous, & avec quelle tendresse je vous aime : je ne le connois pas moi-même, tant mon amitié est sans fin, sans réserve & sans bornes. Je ne crains point de vous dire tout cela. . . . j'y ai une si grande sensualité, que vous l'envieriez pour peu que je voulusse vous dire jusqu'où elle va.* Ensuite dans une espèce de transport elle ajoute : *Le comprenez-vous bien, mon cher maître ? pour moi je sens dès à présent que je donnerois de bon cœur la moitié de mon sang pour que vous m'aimiez comme je vous aime. Il ne tient qu'à vous qu'il ne m'en coûte pas tant, & même de m'ordonner de le conserver, afin d'en avoir plus à vous offrir & à consommer à votre service.*

Ce texte est trop clair pour avoir besoin de commentaire, on ne pourroit en exposer le sens qu'aux dépens de la pudeur, & il faut être plus esclave des bienséances que ne l'a été la Demoiselle de Grand-maison.

Les hommes les plus passionnés , quand ils veulent exprimer leur amour , & un amour vif , demeurent court ; les femmes sont bien plus habiles ; en voici la preuve. *Tout ce qui est en moi* , dit la Demoiselle de Grand-maison au Sieur Perraud , *ne respire que pour vous , jusqu'à la moëlle de mes os qui est toute pénétrée & imbue de l'amitié dont je vous parle , & je sens distinctement tout le plaisir qu'elle en ressent : c'est toute autre chose dans ce qu'il y a de plus sensible en moi.*

La pudeur ne permet point de creuser le sens de ces expressions ; mais une fille qui a violé cette vertu , ne craint pas de la blesser par les termes.

Dans une cinquième Lettre du 22. Octobre 1711 , elle déclare sa grossesse au Sieur Perraud , & cette déclaration est le véritable commentaire du sens caché des Lettres précédentes : elle n'y emploie plus les jolis noms de *mon cher maître & mon cher ami* , elle feignoit d'être fâchée contre le Sieur Perraud. Cette Lettre est une peinture triste de sa situation. *Je ne prétens* , dit-elle , *que ce qui pourra être absolument nécessaire pour ma conservation , & pour celle du malheureux fruit de notre amour , pour sauver du naufrage entier les débris de l'honneur que vous m'avez enlevé. Je vous crois bonnête homme , & dans la persuasion que j'en ai toujours eu , je m'abandonne à vous entièrement ; mais écrivez-moi ce que vous voulez faire pour mon secours , & sur quoi je dois compter.* On voit dans cette Lettre que la colere de celle qui écrit s'apaise , elle devient amante tendre , il lui faut de nouvelles protestations. Cette Lettre finit par ces mots : *Adieu , prenez pitié d'une malheureuse qui ne l'est que pour vous avoir trop aimé , & à qui vous avez fait une injure & des torts que vous ne réparerez jamais que par l'excès de votre bon cœur.*

Toutes les Lettres passionnées ne sont pas sur le même ton ; une fille grosse est sujette à bien des

des réflexions tristes qui font diversion à sa passion: le débris de son honneur dont elle parle est une expression qui ne laisse rien à désirer. Elle a voulu se dérober une Lettre si parlante , en la mettant sur le compte d'une amie à qui elle a prêté sa main , dit-elle , & son stile ; mais malheureusement les quatre lettres initiales L. D. G. M. qui sont à la fin de cette Lettre trahissent cette supposition , puisqu'elles désignent *Louise de Grand-Maison*. D'ailleurs son voyage de Paris , dont l'époque quadre avec celle de la grossesse , confirme cette vérité ; ainsi des lettres qui parlent plutôt aux sens qu'à l'esprit , soutenues par une Lettre où la preuve de la grossesse est déclarée , ne forment-elles pas la preuve du concubinage ?

La seconde preuve de la débauche de la Demoiselle de Grand-maison est que le Parlement de Besançon ne l'a point regardée comme une fille séduite qui mérite le secours des Loix , mais comme une fille adroite , expérimentée , qui avoit tendu des pièges au Sieur Perraud dans la vue de son bien , & qui s'étoit livrée volontairement au péril pour en profiter.

Deux motifs humilians pour la Demoiselle de Grand-maison ont donné lieu à cet Arrêt ; les Témoins dans l'Information ont rapporté des faits volontaires de débauche qui ne laissoient pas lieu à l'accusation du rapt , & on a vu une fille qui a formé le dessein de retrouver dans la bourse du Sieur Perraud son patrimoine perdu ; elle ne perd pas de vue ce dessein , il est peint dans toutes ses démarches ; avec une attention continuelle , elle arrive à son but.

Le second motif est que la mere & les autres parens ont souffert & favorisé le commerce de la Demoiselle de Grand-maison avec le Sieur Perraud , & ont toujours eu en vue de le rendre utile à leur fortune. Ici non-seulement le concubinage est prouvé ,

prouvé, mais un concubinage infidieux : tous les traits qui peignent la passion, la dépeignent intéressée. Les murs ne publient pas les mystères de l'impureté dont ils sont ordinairement les seuls témoins, ainsi la Justice n'exige pas le témoignage des yeux, au défaut de cette preuve elle admet des présomptions ; mais a-t-on besoin de présomptions quand on a des preuves littérales aussi convaincantes que celles qu'on vient d'employer ; preuves où le crime se peint lui-même ?

Il est inutile de chercher dans l'ancien Droit des dispositions & des préjugés favorables au concubinage, il suffit que la pureté de nos mœurs l'ait défendu parmi nous ; & dès que le concubinage n'est pas permis, on ne sauroit permettre ni autoriser les Donations qui en sont le prix.

Nous avons plusieurs Coutumes qui déclarent nulles expressément ces sortes de Donations. L'article 246. de la Coutume de Touraine est conçu en ces termes : *Don fait en concubinage ne vaut, tant entre Nobles que Roturiers.* La Coutume de Loudunois au titre des Donations art. 11. celle d'Anjou art. 342. celle du Perche art. 100. & celle du Maine art. 354. contiennent les mêmes dispositions, & dans les mêmes termes. La Coutume de Normandie art. 437. & 438. va encore plus loin. Elle défend de donner aux enfans bâtards, & de-là il est aisé de conclure que si l'enfant qui n'a point de part au crime du père & de la mère est incapable de recevoir d'eux aucune Donation, le Concubinaire & la Concubine sont à plus forte raison incapables de se faire des Donations l'un à l'autre.

Quoique notre Coutume ne décide rien par rapport aux Concubines, elle défend les Donations & toutes sortes d'avantages directs ou indirects entre mari & femme ; & à ce sujet Dumoulin observe que les Coutumes qui défendent les Donations entre mari & femme, doivent avoir lieu à plus forte raison

raison contre les Concubines. *Cum autem hac ratio fortius militet in impudicis, quæ solent esse blandiores & rapaciores, multo magis habebit locum statutum in Concubinâ, quæ etiam non debet esse melioris conditionis quàm pudica & legitima uxor.*

Il y a dans nos livres une infinité d'Arrêts qui ont consacré cette Jurisprudence. Ricard dans son Traité des Donations part. 1. chap. 3. sect. 8. num. 414. en rapporte un du 16. Mars 1661, qui a été rendu sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Bignon, & dans une espece dont les circonstances sont singulieres. Un particulier après avoir vécu longtems avec une fille en qualité de Concubine, prit le parti de l'épouser, & par Contrat de mariage, il lui fit une Donation de tous ses biens, indépendamment des conventions ordinaires. Après la mort de ce particulier, ses héritiers contesterent tout à la fois la Donation & les autres conventions portées par le Contrat de mariage. La femme soutenoit que le mauvais commerce qu'elle avoit eu avant son mariage, avoit été effacé par le Sacrement, & qu'ayant été rétablie dans tous les droits de la qualité de femme, elle n'étoit plus sujette à la peine des Concubines. Cependant parce que le Donateur & la Donataire avoient vécu en mauvais commerce avant leur mariage, & que c'étoit pendant la durée de ce mauvais commerce que la Donation avoit été faite, la Cour déclara la Donation nulle, & confirma seulement les autres conventions. Or si cette Donation a été anéantie par le seul vice du mariage du principe, & malgré toute la faveur du mariage subséquent, comment pourroit-on soutenir deux Donations faites pendant le cours d'un concubinage qui n'a jamais été interrompu, & qui a duré jusques à la mort du Donateur?

L'Arrêt

L'Arrêt célèbre du 4. Mars 1727, qui fut rendu il y a quelques années sur les conclusions de M. l'Avocat-Général Gilbert, découvre bien sensiblement que la Jurisprudence n'a jamais été plus exacte ni plus rigoureuse qu'elle l'est aujourd'hui en cette matiere, puisqu'elle a retranché à la Demoiselle Gardel tout ce qu'elle tenoit de la libéralité du Marquis de Béon, quoiqu'une Sentence des Requêtes du Palais lui en eût ajugé la moitié. Le motif de différence qu'on a crû trouver entre ces deux cas, c'est que dans le premier il s'agissoit d'un concubinage adulterin qui est infiniment plus odieux, au lieu que dans celui-ci il s'agit d'un concubinage simple entre deux personnes libres, qui est beaucoup moins criminel. Mais il n'est pas question de juger de ces deux sortes de concubinages par le plus ou le moins de blâme que la Religion y attache, on n'a besoin que de les comparer ensemble par rapport au motif qui fait déclarer les Donations nulles. Or dans l'un & dans l'autre concubinage, c'est toujours l'empire de la Donataire sur l'esprit du Donateur qui donne lieu à la nullité des Actes; & cet empire se trouve dans un mauvais commerce avec une personne libre, comme dans celui qu'on auroit avec une personne mariée; il faut donc conclure que ces deux cas sont également sujets à la rigueur de la règle.

C'est ce que Ricard a parfaitement établi à l'endroit qu'on a cité n. 408. & 409. en ces termes : *Quant à la question de savoir, dit-il, si ceux qui sont dans un simple concubinage sont incapables parmi nous de se donner, c'est une difficulté diversement agitée par nos Auteurs, dont les uns soutiennent l'affirmative, & les autres leur sont directement opposés; & tous alleguent l'usage en leur faveur, sans apporter aucun Arrêt qui ait nettement jugé la question. Pour mon particulier, afin de ne pas demeurer irrésolu, je crois avoir sujet de me ranger du côté de*

ux qui les estiment non-valables; & en effet comment pouvons-nous voir que les Loix interdisent les conjoints par mariage de se pouvoir donner, ne mutuo amore invicem spolientur. l. 1. ff. de donat. inter vir. & uxor. & cependant permettre que ceux qui ont été prévenus d'un amour qui n'est pas moindre pour la violence, soient capables de se donner? Car si la Loi suppose qu'il y a lieu d'appréhender que deux personnes unies par mariage ne puissent modérer leurs libéralités par la cause de la grande affection qu'ils doivent réciproquement se porter; combien y a-t-il plus lieu de craindre que ceux qui sont engagés dans le même sujet d'amour, & qui n'y persévèrent que parce que le feu en augmente tous les jours, puissent mieux conserver leur liberté, puisque l'empire de cette passion ne leur permet pas seulement de faire réflexion sur la turpitude de leur conduite? Il y a encore cette différence qu'à l'égard des premiers, l'excès d'un amour légitime est modéré par l'honneur d'une vie réglée, qui leur sert d'obstacle pour les empêcher qu'ils ne se portent à des actions extraordinaires; au-lieu que de l'autre côté, la même passion qui les aveugle, leur fait quitter toute considération publique: de sorte qu'il faut nécessairement déclarer une action vicieuse plus favorable qu'un Sacrement, ou bien interdire les Donations dans un cas comme en l'autre.

Contre le sentiment de Ricard on oppose quelques Arrêts, & il faut convenir qu'il y a eu des tems où les Juges, par des motifs de commisération dont ils ne voyoient pas alors tout le danger, ont confirmé des dons modiques au profit des Concubines; encore ce n'a été que dans le cas où la foiblesse d'une fille avoit été séduite par les artifices d'un homme, sans qu'on pût reprocher à la fille d'être prêtée elle-même à la séduction, & de l'avoir recherchée. Mais dans la suite on a bien vu qu'en autorisant ces fortes de dons, on favoriseroit le torrent des concubinages qui n'étoit déjà que

Tome VII. F trop

trop répandu dans le monde ; on a cru que le seul moyen d'en arrêter le cours étoit de condamner comme illégitimes tous les dons qui émanoient de cette source , & c'est ce qui a donné lieu à la sévérité des derniers Arrêts qui ont retranché aux Concubines sans modification & sans réserve le prix entier de leur débauche. Une Jurisprudence que la pureté de nos mœurs a introduite , & que le danger des conséquences a perfectionnée , mérite sans doute d'être fixée dans son point de perfection.

On dira qu'à l'égard du legs de Mademoiselle Gardel , il s'agissoit de la propriété d'un fonds considérable , au-lieu qu'ici il s'agit seulement d'un usufruit , ainsi la Jurisprudence de la Cour n'avoit pour objet que d'ôter aux Concubines la propriété. On répond qu'elle auroit laissé à la Demoiselle Gardel l'usufruit de son legs , ou du moins une pension alimentaire pour sa subsistance , si elle eût approuvé les Donations modiques faites aux Concubines.

Vainement la Demoiselle de Grand-maison exagère la fortune du défunt , afin que ce point de vue fasse voir la modicité de son legs : la nullité d'une Donation dans une Concubine ne dépend pas du plus ou du moins de fortune dans le Donateur ; ce qui en décide , c'est la passion déréglée qui a produit cet Acte ; & par-tout où on trouve le même motif , on y applique la même décision.

La Cour ne chancelle point dans ses principes , elle soutient avec fermeté ce que sa sagesse a établi pour l'ordre public. Jamais débauche ne fut moins équivoque que celle qui a produit les deux Donations dont il s'agit. Elle est prouvée par les propres Lettres de la Demoiselle de Grand-maison , & par une Information faite à la requête de sa mère ; elle a été notoire à Paris par une cohabitation de 20. années avant le décès du Sieur Perraud , & elle l'avoit

avoit été auparavant à Dole par une grossesse dont toute la Ville avoit murmuré. C'est donc une débauche publique , qui mérite plus qu'aucune autre la sévérité des Loix.

La Demoiselle de Grand-maison prétend être dans l'exception de la règle générale qui interdit une donation aux Concubines , parce qu'elle a rendu des services au Sieur Perraud ; qu'elle nous dise quels services elle lui a rendu , si on excepte celui de la débauche. Elle a été , dit-elle , la consolation & l'appui de sa vieilleffe , la compagne assidue de ses pas & de ses actions , elle a conservé sa santé par toutes les attentions & les soins qui dépendoient d'elle , & elle l'a soigné & secouru jusqu'à la mort , & ne s'éloignant pas un moment d'auprès de lui. Mais dans tout cela il n'y a rien dont les Concubines dans tous les tems n'ayent été capables. Elles feignent d'être sincèrement attachées à ceux qu'elles ont séduit , & ce n'est pas pour eux , c'est pour elles-mêmes qu'elles ont cette ostentation de zèle. Elles ont en connoissance de leurs affaires pour en avoir le secret , & être plus à portée d'en profiter : tout cela , encore une fois , convient à toutes les concubines indistinctement , & la Demoiselle de Grand-maison n'a rien fait qui fût étranger à son état.

L'affiduité des soins , qui est un mérite dans les vertus ordinaires , aggrave le blâme du concubinage , parce que les commerces qui sont fondés sur le crime ne sauroient finir trop tôt , & que la persévérance en augmente toujours l'horreur. Ainsi plus la Demoiselle de Grand-maison a demeuré dans la maison du Sieur Perraud , plus elle s'est rendue coupable ; car dès qu'une fois il y a eu un mauvais commerce , la continuité de la demeure en perpétue le scandale.

On dit que le Sieur Perraud étoit dans un âge avancé qui écartoit le soupçon du crime ; il avoit

60. ans, quand il a connu la Demoiselle de Grand-maison, & il en avoit 89. quand il est mort. Quel moyen de se persuader que les sens soient entrés pour quelque chose dans un commerce qui a été formé si tard, & qui a duré si longtems!

C'est avec peine que les Héritiers du Sieur Perraud relevent sur un point délicat une objection qui attaque leur Oncle. Mais sans faire aucune application particuliere, on fait en général que les liens du concubinage sont très difficiles à rompre, & que souvent l'habitude les soutient jusqu'au dernier moment de la vie. C'est cette malheureuse habitude qui empêche de briser des chaines qu'on ne brise jamais bien, tant qu'on en conserve l'objet; c'est elle qui malgré des pas chancelans & un corps glacé, fait quelquefois réveiller de nouveaux feux sous une vieille cendre.

Il n'y a point eu d'interruption dans la cohabitation de la Demoiselle de Grand-maison avec le Sieur Perraud, plus de 20. années se sont écoulées entre eux sous le même toit; on ne peut donc pas dire que depuis la cessation du concubinage il y ait eu de la part de la Demoiselle de Grand-maison des services innocens dont la reconnoissance fût permise: il n'y a point eu de vuide ni d'intervalle dans ce commerce, il y a toujours eu les mêmes apparences & le même scandale; & par conséquent le concubinage est le seul motif des Donations faites à la Demoiselle de Grand-maison.

Le second moyen d'indignité qu'on oppose à la Demoiselle de Grand-maison, est l'injure qu'elle a faite dans ses écritures à la mémoire du Sieur Perraud; on négligeroit volontiers ce moyen quelque puissant qu'il soit, & on pourroit en faire le sacrifice à la Demoiselle de Grand-maison, mais les Héritiers du feu Sieur Perraud se doivent à eux-mêmes de confondre une pareille calomnie, & la Justice ne la laissera pas impunie. La Loi 9. §. 2. ff. de
bis

is quæ ut indignis auferuntur, est formelle sur ce point. Si autem, porte ce §, *statûs ejus contrariam movit, denegatur ejus quod testamento accipit persecutio*. La reconnoissance doit être le triomphe des libéralités qu'on a reçues, y manquer c'est rendre indigne du bienfait. Quoique les Donations entre vifs aient le caractère d'irrévocabilité, l'ingratitude du Donataire rend au Donateur la liberté de retirer son bienfait, & de punir celui qui en est rendu indigne. La Donation n'est censée faite que sous la condition implicite de la reconnoissance : le Donataire ingrat sera-t-il donc impuni, parce que le Donateur est décédé ? l'injure qu'il a faite à sa mémoire ne pourra-t-elle être réprimée ? Non, elle le sera. L'héritier propose alors le moyen de l'indignité ; & si l'injure est de qualité à former une insulte qualifiée capable d'opérer la révocation de la Donation, le Magistrat déclarera le Donataire indigne des grâces de celui dont il a flétri la mémoire. Tout se réduit donc au genre d'injure qui a été fait, & en est-il de plus outrageant que celui qui attaque l'état ? Le Sieur Perraud parvenu à l'âge de 89. ans, d'une famille distinguée, qui avoit vieilli dans des emplois considérables, est accusé de n'avoir ni naissance ni origine. C'est un vil bâtard qui a commencé & fini sa famille ; ses parens qui se présentent aujourd'hui avec le titre de ses neveux & de ses nieces, sont des imposteurs qu'il avoit adoptés pendant sa vie, & qui veulent envahir sa succession après sa mort. Et qui est-ce qui fait cette playe à la mémoire du Sieur Perraud & à sa famille ? c'est la Demoiselle de Grand-maison, la Concubine & la Donataire du Sieur Perraud, & enfin sa calomniatrice.

Toutes les preuves de la filiation & de la généalogie du Sieur Perraud, les provisions de la Charge de Grand-Maitre des Eaux & Forêts de Bourgogne dont il a été revêtu pendant si longtems, sa

reception, toutes les preuves de la parenté de ses Héritiers, sont rapportées; ils ont paru avec avantage à l'Audience.

La Demoiselle de Grand-maison a desavoué l'injure, elle a donné sa déclaration par écrit; mais le moyen d'indignité est acquis, ainsi sa retractation fait sa condamnation.

Que peut-elle opposer aux deux moyens d'indignité qu'on employe contre elle? Le premier est fondé sur la pureté de nos mœurs, sur la juste vérité de nos Loix; & le second sur la Loi naturelle gravée dans tous les cœurs. Il est vrai, dit M. Joly de Fleury dans la même Cause, que la Demoiselle de Grand-maison a fait choix d'un Orateur qui possède les sources les plus cachées de la persuasion; mais tout l'art du raisonnement, le talent le plus sublime de la parole peuvent élever des doutes, mais ils n'ont pas le pouvoir de les transformer en raisons lorsqu'on s'élève contre les Loix Civiles & Naturelles, & des vérités évidentes: tout le fruit qu'on recueille alors de l'éloquence, est l'admiration pour l'Orateur, stérile pour sa Cause, infructueuse à sa Partie.

Plaidoyer
pour Mademoiselle
de
Grand-
maison.

Le défenseur de Mademoiselle de Grand-maison répondit que les Héritiers du Sieur Perraud avoient rassemblé toutes les circonstances qui pouvoient lui présenter à la Cour sous une face odieuse, que rien n'étoit échappé à la malignité de leur critique. Son grand crime est le titre de Donataire du Sieur Perraud d'une rente viagère de 800. livres, de l'usufruit d'une maison de campagne de 20000. livres, & d'une modique somme de 6000. livres. Peuvent-ils voir avec indifférence que leur Oncle ne leur ait pas transmis une succession de 600. mille livres dans son intégrité, & qu'il en ait fait quelque retranchement en faveur d'une fille de famille qui lui a consacré ses soins pendant plus de vingt ans, jusqu'à l'âge de 89. ans qu'il est mort? Qu'on conside

re qu'ils ont soupiré longtems après cette succession, & qu'il est bien triste pour eux de ne pas voir remplir entierement leur espérance ; on se met à leur place, en vérité ils méritent d'être plaints. Qui souffriroit aussi patiemment qu'eux des pertes aussi considerables ? Est-il étrange que ces Héritiers frappés de l'injustice que leur fait leur Oncle, soulagent leur douleur dans des satires sanglantes qu'ils font de la Demoiselle de Grand-maison ? On ne doit pas douter que la Justice n'entre dans leur ressentiment, & que pour satisfaire leur juste animosité, elle ne leur sacrifie les alimens qui ont été donnés à la Demoiselle de Grand-maison, l'unique récompense de ses soins & de ses peines, & qu'on juge que le Sieur Perraud a dû être ingrat pour remplir l'avidité de ses Héritiers. Qu'on prenne le contresens de cette ironie, on aura une idée juste de cette affaire.

Quel tableau odieux n'a-t-on pas fait de la Demoiselle de Grand-maison ! On la dépeint comme une fille qui a immolé son honneur au Sieur Perraud, on a cru voir dans 4. de ses Lettres la preuve entiere de son crime, & une image vive des plaisirs d'un amour défendu. Mais parce qu'on ne trouve pas encore dans ces 4. Lettres le langage qu'on auroit souhaité, on s'attache à une cinquieme Lettre qui se présente écrite de la main de la Demoiselle de Grand-maison ; cette Lettre ne laisse pas d'équivoquer sur le crime, elle en contient l'aveu le plus formel ; mais elle n'a jamais été écrite au nom de la Demoiselle de Grand-maison, ni pour le Sieur Perraud. La Demoiselle de Grand-maison n'a fait en cela que prêter son nom à une personne malheureuse qui craignoit que son écriture ne décelât ses malheurs ; si l'on veut confronter de bonne foi le stile de cette cinquieme Lettre avec les quatre autres, la différence frappera. On trouvera dans cette cinquieme Lettre un stile plus serré,

plus exact & moins libre ; les noms de *mon cher maitre* & de *mon cher grand* qui sont dans les autres Lettres , ne sont point dans celle-ci , même à l'endroit où , selon l'Adversaire de la Demoiselle de Grand-maison , la colere de celle qui écrit s'apaise , elle devient amante tendre , il lui fait de nouvelles protestations. Les lettres initiales du nom de la Demoiselle de Grand-maison n'y sont pas , puisque , suivant son Extrait-Baptistaire , elle s'appelle Louise-Françoise de Grand-maison.

Mais enfin , quelque portrait que fassent les Héritiers du Sieur Perraud de la Demoiselle de Grand-maison , ils ne pourront jamais présenter à la Justice qu'une fille séduite par un homme âgé , une fille qui lui a donné ses soins , & qu'il a récompensé ; & loin de pouvoir réussir par-là à la frustrer de la récompense modique qu'il lui a donnée , eu égard à une succession considérable , ils ne travailleront qu'à faire censurer les Donations. Ils ne tenoient pas pendant la vie du Sieur Perraud le langage qu'ils tiennent à présent.

En 1720 , le Sieur Perraud âgé de 83. ans fut très malade : la Demoiselle de Grand-maison en avertit aussi tôt le Sieur Mucie son neveu , à qui elle a aujourd'hui obligation de ce Procès. La réponse qu'il lui fit le 8. Mai 1720 , paroitra assez curieuse , si on la rapproche des moyens qu'il a fait imprimer.

Je vous rends grace de tout mon cœur , Mademoiselle , de votre obligeante attention à calmer autant qu'il est en vous la juste inquiétude que vous prévoyez que je pouvois ressentir sur une santé qui m'intéresse aussi vivement que celle de mon Oncle. Je ne puis être pleinement rassuré par le détail qu'il vous plait me faire très exactement de la triste situation où il se trouve , qu'en me rendant près de lui pour contribuer à sa prompte convalescence , que je désire aussi vivement que vous. Je me persuade que vous
n'avez

avez rien oublié pour l'engager à faire choix d'un bon Médecin , par le vigilant attachement que vous avez pour lui. Je me rendrai incessamment auprès de lui ; ce ne sera pas pour moi une médiocre consolation de vous y trouver. Je crois inutile d'exciter vos vœux par mes prières en sa faveur , je sai depuis longtems que vous vous dévouez toute entiere avec autant d'application que de succès à les donner à sa conservation , & j'en suis , je vous assure sincèrement , très reconnoissant : soyez-en , s'il vous plait , fortement persuadée , & du desir que j'ai de vous en reconnoître essentiellement.

Dans une seconde Lettre il écrit à la Demoiselle de Grand-maison qui s'étoit absentée pour quelques jours :

Je crois que vous feriez bien de hâter votre retour , pour contribuer avec nous au prompt soulagement de mon Oncle.

Le Sieur Perraud étoit encore malade. *Je serai , poursuit le Sieur Mucie , en mon particulier très harné de vous voir.*

Comment ôse-t-il aujourd'hui taxer de Concubine une personne qu'il rappelloit auprès de son Oncle , & lui disputer une Donation remuneratoire après qu'il a reconnu que la Donataire étoit attachée au Donateur , & lui avoit conservé ses jours avec soin ? Le Sieur Perraud a vécu les quatre dernières années accablé sous le poids de ses infirmités , il étoit devenu sourd , il étoit toujours malade : les maladies n'ont servi qu'à engager la Demoiselle de Grand-maison à renouveler ses soins , & elle lui a donné jusqu'au dernier moment la plus grande assiduité. Elle n'a été troublée dans ses soins par aucun des parens du Sieur Perraud. Leur affection pour leur Oncle n'étoit pas importune , ils avoient l'art de l'entretenir dans l'absence , & ils se reposoient tranquillement sur les soins de la Demoiselle de Grand-maison. Elle s'est trouvée seu-

le à la mort du Sieur Perraud , elle a pu voler sa succession , donc elle l'a fait : feroient-ce les propres sentimens du Sieur Mucie qui lui fourniroient de pareilles conséquences ?

A l'égard de la dépense & de la recette , la Demoiselle de Grand-maison en tenoit un Registre exact , quoique rien ne l'y obligeât. Elle a offert même de rendre compte au Sieur Mucie du détail de ce Registre ; il y auroit vu toute la recette dans les dernières années de la vie du Sieur Perraud , & il y auroit trouvé en même tems toute la dépense.

On ne sauroit justifier qu'elle ait fait aucun emploi pour elle , ni aucune acquisition : ces soupçons de recelé & de vol sont donc des calomnies indignes.

Le Sieur Perraud mort , ses Héritiers arrivent avec empressement pour recueillir une succession de 600. mille livres , c'est-à-dire , le Sieur Mucie & ses deux sœurs qui la partagent ; l'une s'associe avec lui dans cette Cause , & l'autre n'a point voulu s'y prêter ; le respect qu'elle a pour la mémoire de son Oncle , & la reconnoissance qu'elle doit aux soins de la Demoiselle de Grand-maison le lui ont interdit , exempte de la cupidité qui est plus vive que les sentimens de respect & de reconnoissance dans le cœur de son frere & de sa sœur. Qu'on ne dise pas que si elle garde le silence , elle n'en prouve pas moins leur conduite. Voici une de ses Lettres datée du 12. Avril 1727 , où elle écrit à la Demoiselle de Grand-maison.

Voici une semaine où , à l'imitation du Sauveur , (c'étoit la Semaine Sainte) il faut souffrir. Il y a long-tems qu'on vous le fait imiter , ma chere Demoiselle ; ce n'est pas depuis un nombre de jours , mais depuis plusieurs années. Dites-moi où vous en êtes , & si la fin de Mai suffira pour que l'on décide au Châtelet. Il me faut savoir où vous en êtes , pour savoir ce que je ferai. Je suis toujours dans

lans la pensée d'aller prendre langue pour mes intérêts.

Je vous souhaite assez de graces du Ciel pour vous obtenir : je voudrois en pouvoir obtenir , je les demanderois préféablement à tout , parce que l'innocence opprimée me touche beaucoup. Je suis, Mademoiselle, avec tendresse & beaucoup d'estime , signé Mucie.

Il faut observer que tous les biens du Sieur Peraud sont des acquêts , & qu'il n'a laissé aucuns propres ; & on fait qu'on peut disposer des acquêts en faveur des étrangers.

Les Héritiers allèguent pour premier Moyen d'indignité dans la Donataire , le concubinage qu'ils lui attribuent : mais jamais la Jurisprudence des Arrêts la plus suivie n'a disputé à celle qu'on a voulu flétrir de ce titre , des Donations modiques. La pureté des mœurs ne proscriit pas les Loix de la Justice ; avec quelque sévérité que l'on condamne une fille qui a un commerce criminel avec un homme , quand on trouve dans ce commerce les circonstances d'une fille séduite , d'une fille qui a rendu des secours essentiels à son Donateur , qui a conservé ses jours , qui a veillé à ses intérêts avec une pureté de conduite rare sur cet article ; est-ce qu'on ne discerne pas le crime d'avec les soins officieux , & les services légitimes & l'attention utile aux intérêts du Donateur ? est-ce qu'on porte la sévérité jusqu'à l'inhumanité , en retranchant des alimens à une telle fille ? Autorisera-t-on l'ingratitude par la haine du crime , jusqu'à laisser sans récompense des services légitimes ? c'est-à-dire que l'on permettra à un Donateur d'être ingrat & inhumain envers une fille , qu'il aura séduite par un commerce criminel. Tels sont les hommes , ils ne gardent jamais de juste milieu , ils confondent le bon avec le mauvais , ils ne démêlent rien ; emportés par leur cupidité , ils lui sacrifient leur discernement. Mais les Juges agissent par d'autres principes. Il est vrai
que

que les Héritiers citent le Journal des Audiences tome 1. chap. 57. où l'on trouve un Arrêt du 13. Décembre 1629, qui décide sur un legs fait par Renaud, Prévôt de Poissy, à Perrette du Bailly sa servante, & à Antoine du Bailly son frere, d'une somme de 600. livres chacun, & de tous ses meubles, acquêts & conquêts, immeubles & quint des propres. Il avoit abusé pendant son mariage de Perrette du Bailly & commis adultere avec elle, le legs fut déclaré bon & valable pour la somme de 600. livres, comme étant plutôt un dédommagement de la séduction; elle qui étoit entrée jeune en sa maison & à son service; mais pour les meubles, & acquêts, & quint des propres, qui lui étoient légués conjointement avec son frere, la Cour la déclara indigne, & ajugea le legs universel au frere par une espece de droit d'accroissement.

On sent aisément la difference des deux especes; dans celui de l'Arrêt, c'est un commerce adulterin & un legs universel; dans l'espece présente, on ne suppose qu'un commerce entre personnes libres, & il ne s'agit que d'un simple usufruit & d'alimens.

Et l'Arrétiste remarque, que l'on alléguait fort à propos pour Perrette du Bailly la Nov. 34. de l'Empereur Leon, qui dispose, à l'exclusion du Fisc, des biens du Séducteur, au profit de la fille qu'il a séduite.

Principe, continue l'Arrétiste, conforme au précepte de la Loi de Dieu au Deuteronomie chap. 22. vers. 28. & 29. qui oblige celui qui a débauché une fille à la doter, *Quia humiliavit eam, aut uxorem perpetuò habere, aut dotare alteri.* Principe conforme à la Loi Civile qui donne à la fille *actionem in stupratorem de stupro sibi illato, cum esset virgo*, en la Loi 7. Cod. ad Leg. Jul. de adult.

Principe qui a fait rendre cet Arrêt qui confirme un legs de six-cens livres fait par une personne dont la succession étoit modique, à une servante
avec

avec laquelle il avoit vécu dans l'adultere. Arrêt dans lequel on ne peut appercevoir les moyens qu'employent les Héritiers du Sieur Perraud.

Ils invoquent ensuite Mre. Jean-Marie Ricard , traité des Donations part. 1. chap. 3. sect. 8.

Dans ce chapitre on examine si les Donations faites de Concubinaire à Concubine , & de Concubine à Concubinaire , sont valables.

Et l'on distingue d'abord le concubinage en deux especes ; l'un qui se fait entre deux personnes libres, & qui par les Loix seroient capables de s'épouser au bout de leur fréquentation ; l'autre au contraire qui est entre deux personnes qui ne pouvoient pas contracter mariage ensemble. Cet Auteur cite ensuite plusieurs Arrêts qui ont pros crit des Donations faites dans le cas d'un commerce adulterin , & c'est aux Nombres que l'on cite contre la Demoiselle de Grand-maison , au Nombre 401. & suivans.

Et dans cette espece , quelque défavorable qu'elle soit , l'Auteur convient au Nombre 406. *que comme en qualité de Chrétiens la vengeance que nous tirons des crimes est particulièrement animée de charité ; nous autorisons les Donations modiques quoique faites entre personnes tachées d'adultere , pourvu qu'elles soient destinées pour servir d'alimens au Donataire ; ce que nous avons admis afin que la Donataire ait moyen de vivre hors du vice , & non pas pour favoriser son crime.* Et il cite des Arrêts qui l'ont ainsi jugé.

Et au nombre 416. il ajoute , *que ces Donations sont bien plus favorables entre simples Concubinaires.* l'Ai remarqué, dit-il , jusqu'à quatre Arrêts qui sont intervenus dans cette espece. Le premier a été prononcé à la Notre-Dame d'Août de l'an 1582 , par lequel la Cour a ordonné qu'une Concubine jouiroit par forme d'alimens , sa vie durant seulement , des choses à elle données en propriété par son Concubinaire ;

nnaire ; & on peut même dire que cet Arrêt avoit jugé la question principale , en ce qu'il a réduit à un simple usufruit une Donation qui avoit été faite en propriété.

Le second a été donné le 18. Février 1610 , sur les Conclusions de M. l'Avocat-Général le Bret , & il le rapporte en ses Décisions liv. 1. chap. 12.

Le troisieme , rapporté par Mre. Antoine Mornac sur la Loi Ambiguitatem 12. Cod. de usufr. & habit. a aussi été rendu en l'Audience de la Grand-Chambre le 15. Juin 1617. Et le quatrieme , prononcé aussi à l'Audience le 1. Juillet 1610 , est à la fin du troisieme Plaidoyer de M. Le-Maitre.

Ce sont donc ces quatre autorités que les Adversaires de la Demoiselle de Grand-maison lui veulent bien administrer , dont elle leur est redevable , & qui l'ont conduite à ce Plaidoyer du savant Le-Maitre , d'où ils lui permettront de prendre cette apostrophe si frappante & qui convient si bien à son espece :

Malheureux Héritiers ! qui comme un autre Cham venez ici produire la nudité de votre Bienfaiteur , au lieu de la couvrir du voile d'un respectueux silence ! qui venez prostituer en public sa réputation. In conspectu Solis hujus denudatis opera tenebrarum. Considérez que toutes les injures que vous donnez contre celle pour qui je parle , retombent sur votre Oncle , & que vous ne sauriez accuser ma Partie sans que vous le rendiez coupable.

Ce sont encore des Arrêts donnés contre des Concubines adulterines , qui se trouvent dans Brodeau sur M. Louet lettre D. sommaire 43. au lieu indiqué par les Héritiers du Sieur Perraud , & il ne s'y agissoit pas d'alimens.

Il résulte donc de tous ces principes & de notre Jurisprudence , que l'on peut , que l'on doit même donner des alimens à une Concubine.

On

On peut laisser des alimens à toutes sortes de personnes, la nécessité de vivre n'admet aucune incapacité à cet égard. Or ce sont de simples alimens qu'a laissés le Sieur Perraud à la Demoiselle de Grand-maison, c'est 800. livres de rente viagere, & l'usufruit d'une maison de campagne.

A l'égard de l'Arrêt rendu contre la Demoiselle Gardel qu'on oppose à la Demoiselle de Grand-maison, il se présente d'abord plusieurs différences essentielles. Dans la première espece il s'agissoit d'un testament, ici c'est l'effet d'une Donation entre vifs que l'on reclame. On connoit l'avantage de la Donation entre vifs sur la Donation testamentaire ; le legs est une liberalité sans cause, & une Donation une cause essentielle.

Ajoutons, que le Sieur de Béon étoit engagé dans les liens respectables du mariage, & le commerce que l'on imputoit à la Demoiselle Gardel étoit adulterin ; au-lieu que celui qu'on impute à la Demoiselle de Grand-maison est entre deux personnes libres. Peut-on comparer un commerce qui viole les Droits d'un sacrement, commerce pros crit par la Loi naturelle, par la Loi ancienne & la Loi nouvelle, avec un commerce qui n'est défendu que par la grande pureté de la Religion Chrétienne, & qui étoit toléré autrefois parmi le peuple de Dieu par indulgence ? Est-ce que les bâtards adulterins ont les mêmes droits pour les alimens que les bâtards simples ? Le legs de la Demoiselle Gardel étoit de près de 20. mille écus, & absorboit une partie considérable des propres du Testateur ; propres sur lesquels les parens ont des droits légitimes : au-lieu que les alimens donnés à la Demoiselle de Grand-maison sont une portion très modique des acquêts du Sieur Perraud.

D'ailleurs les Arrêts sont rendus sur des circonstances particulieres qui les renferment dans leurs

leurs especes , & ne peuvent point servir de règle à d'autres décisions ; il faut toujours revenir aux principes généraux qu'il faut discuter : or ces principes qui sont pour la Donataire , on vient de les puiser dans les sources mêmes indiquées par les Héritiers du Sieur Perraud.

Le second Moyen qu'ils opposent est fondé sur l'ingratitude qu'ils reprochent à la Demoiselle de Grand-maison ; elle a contesté , dit-on , l'état de son Bienfaiteur dans ses défenses. Elles ne sont point son ouvrage , elle ne les a point signées , & elle a desavoué le Procureur qui les a employés. De quel front les Héritiers du Sieur Perraud ôsent-ils faire ce reproche à la Demoiselle de Grand-maison , eux qui flétrissent la mémoire de leur Oncle en le représentant comme un homme plongé dans le libertinage ? En s'élevant contre l'injure qu'ils disent que la Demoiselle de Grand-maison a fait à la mémoire de son Bienfaiteur , ils font ce qu'ils condamnent.

D'ailleurs il faut observer qu'en supposant que la Demoiselle de Grand-maison fût coupable , les Héritiers du Donateur ne pourroient pas se servir de ce Moyen pour faire annuler la Donation ; il faut qu'un moyen d'ingratitude soit dans la bouche du Donateur lui-même , pour être efficace. Enfin on dira qu'on n'annule point par des Moyens d'ingratitude une Donation causée pour récompense de services ; elle est le juste prix des soins & des assiduités de la Demoiselle de Grand-maison , elle a l'équité pour principe ; ce n'est donc pas une pure libéralité qui puisse être détruite dans la suite. Qu'on fasse ici une espece de parallele entre la Demoiselle de Grand-maison & les Héritiers du Sieur Perraud. Parvenue aujourd'hui à l'âge de 46. ans , elle n'a vécu , pour ainsi dire , que pour son Donateur. Elle a consumé dans les services qu'elle lui a rendu , la fleur de ses années si précieuses au sexe , où
brillent

brillent ces avantages qui plaisent aux sens & sont le fondement de l'établissement de celles qui en sont ouées. Les Héritiers recueillent une succession de 600. mille livres dont leur Oncle pouvoit les priver, à cause de la nature des biens qui la composent. Quels soins, quelles assiduités, quels services lui ont-ils rendus ? Après cela comment ont-ils le front de disputer à la Demoiselle de Grand-maison des alimens que le Sieur Perraud lui a donnés pour récompense ? Accablés des bienfaits de leur Oncle qu'ils n'ont attirés par aucuns services, ils ont obtenu une Donation modique, inspirée par son mérite.

M. Talon Avocat-Général, après avoir raconté le fait que nous avons déjà rapporté, vient aux Moyens des Parties. Nous ne rendons point, dit-il, à ces Moyens les couleurs brillantes que l'esprit & la science leur ont donné, ce n'est point de nous qu'ils attendoient leur éclat, ils l'ont déjà reçu d'une main qui, en rappelant les principes de la Cause, a suivi son heureux penchant, en faisant voir qu'ils sont conformes aux maximes de la vertu ; quelles espérances ne fondons-nous pas sur son Plaidoyer qui nous annonce qu'il remplira avec dignité les premiers emplois de la Magistrature !

Quant à nous, nous réduisons cette contestation à deux questions. Les Donations dont il s'agit sont différentes par rapport aux effets qui ont été données, mais elles émanent toutes du même Donateur, toutes ont le même objet de libéralité, & les mêmes motifs semblent les avoir toutes dictées ; peut-on les attaquer dans leurs principes & les détruire comme le fruit de la débauche ? c'est la première & la plus importante question. Peut-on les révoquer du moins par l'ingratitude dont on accuse le Donataire ? seconde question. L'une & l'autre tendent à imprimer aux Donations dont il s'agit lesonteux caractères de débauche & d'ingratitude :

il s'agit d'effacer ces caractères, ou d'anéantir ces Donations.

Quant au prétendu commerce illicite, ce n'est point dans les Loix Romaines que nous puiserons les lumières qui peuvent nous éclairer dans cette Cause. Guidés par des principes que l'aveuglement du Paganisme avoit adoptés & que la Religion réproûve aujourd'hui, les Loix autorisoient en même tems le concubinage, & les Donations qui en étoient la récompense; en permettant le commerce illicite, elles étoient forcées par une juste conséquence à légitimer des libéralités dont ce commerce étoit la source. Mais nos Loix plus équitables proscrivent également la licence des mœurs, & les Donations qui pourroient la faciliter. Nous apprenons d'une infinité de vos Arrêts, Messieurs, qu'on ne peut pas faire une Donation considérable, bien moins encore une institution universelle, en faveur d'une Concubine; & lorsque ces sortes de question se présentent, on est toujours réduit à constater deux sortes de faits.

D'abord on examine si le honteux commerce du Donateur & de la Donataire est suffisamment prouvé, pour ne pas établir la punition d'un crime sur de simples présomptions, & pour ne pas légèrement couvrir d'opprobre ceux qui soutiennent ces sortes de Donations. En second lieu, si le fait du mauvais commerce est démontré, on met dans la balance de la Justice, d'un côté ce qui seroit nécessaire pour les alimens de la Donataire, & de l'autre les effets qui lui ont été donnés, afin de prescrire de justes bornes à des libéralités qui ne doivent pas être immenses, & plutôt pour rendre à la Donataire ce qui lui est exactement dû, que pour lui donner lieu de s'applaudir de son crime.

Nous avons l'honneur de vous proposer ces principes avec d'autant plus de confiance qu'un de vos Arrêts les a tout récemment adoptés, en confirmant une

ne Donation faite à la nommée la Roche, qui étoit
 lez médiocre pour ne pas excéder de simples ali-
 ens : cependant l'Héritier du Donateur demandoit
 prouver des faits de débauche. Réduisons-nous
 donc à examiner si dans l'espece particuliere le
 mauvais commerce est prouvé, & qu'elle est l'éten-
 due des Donations dont il s'agit.

D'abord il est certain que le Sieur Perraud & la
 demoiselle de Grand-maison ont habité ensemble
 pendant plusieurs années à Paris & en Province.
 Cette cohabitation a même excité deux sortes de
 plaintes : celle que le feu Sieur de Grand-maison
 pere de la Demoiselle de Grand-maison a fait au
 Sieur Perraud lui-même du départ de sa fille en
 1712, qu'il avoit conduite à Paris sans le consente-
 ment de ce pere, plainte alors naturelle à un pere
 dont l'autorité avoit été méprisée, mais plainte qui
 commence à justifier présentement que la Demoi-
 selle de Grand-maison s'étoit soustraite à une auto-
 rité légitime, pour se livrer à un commerce suspect.
 Cette première preuve est tirée d'une Lettre écri-
 te par le Sieur de Grand-maison au Sieur Perraud
 le 20. Avril 1712, & cette Lettre n'est point con-
 stée.

Joignons-y une Lettre écrite en 1719. à la De-
 moiselle de Grand-maison par sa mere, Lettre qui
 est pareillement reconnue, & où cette mere parle
 des murmures excités dans sa famille même, par les
 peres de la Demoiselle de Grand-maison au sujet
 de son voyage de Paris, & parce qu'elle demouroit
 avec le Sieur Perraud. Ces aveux peuvent être de
 quelque conséquence dans la bouche des pere &
 mere de la Demoiselle de Grand-maison, & dans
 des tems où la vérité devoit parler sans déguise-
 ment. Il y a même des termes dans la Lettre du
 Sieur de Grand-maison qui semblent annoncer une
 grossesse ; *il parle du mal qui la pressoit*, ce sont
 ces termes ; & c'est la raison à laquelle le Sieur

de Grand-maison attribue le départ précipité de sa fille.

Après ces deux Lettres nous devons examiner celles que la Demoiselle de Grand-maison a écrites elle-même au Sieur Perraud , & qu'elle n'a point desavouées dans cette contestation. Ce langage ne feroit-il pas du moins une forte présomption du mauvais commerce dont il s'agit ? Ces Lettres réunies à la cohabitation du feu Sieur Perraud & de la Demoiselle de Grand-maison , nous engageroient du moins à faire des recherches plus particulières de ce fait , si nous n'avions pas dans des dépositions authentiques des témoignages trop convaincans de la débauche de la Demoiselle de Grand-maison.

Vous avez remarqué , Mrs. dans le détail du fait, qu'en 1719. il y a eu une plainte rendue au Lieutenant-Criminel de Dole par la mere de la Demoiselle de Grand-maison ; elle avoit accusé le Sieur Perraud de rapt envers sa fille ; cette plainte a été suivie d'une information , d'un decret ; & quoique dans la suite le Sieur Perraud a été renvoyé de l'accusation , il seroit difficile de méconnoître à la vue des Témoins , les faits de débauche qu'il s'agit de prouver. L'Arrêt qui absout le Sieur Perraud n'efface pas la tache de la débauche : on l'accusoit à la vérité d'un rapt de violence que les Canonistes appellent , *Raptus in parentes* , & il a été décidé que l'accusation étoit téméraire & injuste. La raison en est sensible ; vous verrez dans les dépositions des Témoins , que le commerce du Sieur Perraud & de la Demoiselle de Grand-maison avoit été public en quelque manière , qu'il s'étoit passé même chez les pere & mere de la Demoiselle de Grand-maison , qu'ils avoient eux-mêmes donné un asyle suspect au Sieur Perraud , & qu'ils n'avoient point cherché à arrêter par leur autorité le scandale que cette cohabitation avoit produit. Des peres & meres peuvent-

ils

se plaindre d'une séduction à laquelle ils semblent avoir donné les mains ; & auroit-on pu appeler *raptus in parentes*, le départ précipité de la Demoiselle de Grand-maison après une cohabitation connue de la mere, & après l'aveugle condescendance qu'elle avoit eue pour le mauvais commerce du Sieur Perraud & de sa fille.

C'est ainsi que l'on peut concilier l'Arrêt qui a renvoyé le Sieur Perraud de l'accusation, avec les preuves que les dépositions renferment. Nul rapt à l'égard de la mere de la Demoiselle de Grand-maison, parce qu'elle savoit, & qu'elle sembloit autoriser cette intrigue : mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu un mauvais commerce entre le Donateur & la Donataire, suivant les dépositions les plus essentielles.

Après ces dépositions, ces Lettres de la Demoiselle de Grand-maison, ces aveux de ses pere & mere, cette cohabitation publique à Paris & en Province, ne doutons donc plus du mauvais commerce que l'on oppose à la Demoiselle de Grand-maison : on ne voit dans tout cela ni trace ni espérance de mariage ; & une cohabitation aussi longue & aussi publique, mérite sans doute le nom honteux de concubinage. Voyons présentement quelle est l'essence des Donations qui en a été le fruit, & si ces Donations passent les bornes que la sévérité de nos Loix leur prescrit.

D'abord le Sieur Perraud a donné à la Demoiselle de Grand-maison une somme de 25000. livres en effets qui avoient cours en 1720. La condition de cette Donation a été, que ces mêmes effets seroient employés à une rente viagere sur la tête & pendant la vie de la Demoiselle de Grand-maison, que cependant le Sieur Perraud en jouiroit pendant sa vie. Donation qui assure aujourd'hui à la Demoiselle de Grand-maison une rente

viagere de 800. livres , que les Héritiers du Sieur Perraud réclament.

A cette première libéralité a succédé celle de l'usufruit d'une maison située à Lahy , & des meubles qui étoient alors dans cette maison. Le Sieur Perraud a porté son attention jusqu'à prévenir les recherches que ses Héritiers pourroient faire un jour des réparations de cette maison , & il en a affranchi la Demoiselle de Grand-maison , & sa succession.

Enfin il lui a donné les provisions qui se trouveroient alors dans cette maison de Lahy , les meubles qui étoient dans le premier étage de la maison qu'il occupoit à Paris , une somme de 6000. livres à prendre spécialement sur la maison de Lahy , & quelque vaisselle d'argent.

Regardons comme un principe , que les alimens peuvent être donnés à une Concubine : disons même plus , il est des circonstances où ces alimens sont dûs , & où ils font plus l'effet de la justice , que d'une pure libéralité. Combien de Donations n'ont pas été autorisées par vos Arrêts sous ce titre favorable d'alimens ? D'autres fois les Arrêts ont réduit des Donations qui étoient trop fortes , pour être regardées comme de simples alimens ; & en général vos décisions , Mrs. semblent avoir eu une attention particulière à fixer à un simple usufruit, les Donations faites à une Concubine , & à empêcher que les Héritiers appelés par la nature & par la Loi , soient dépouillés par ces sortes de Donations.

Nous voyons même que dans l'esprit de la Loi , on peut ajouter quelquefois aux alimens un dédommagement convenable pour réparer la honte & le dérangement que le mauvais commerce du Donateur avec la Donataire peut avoir produit.

La Loi , disent les Jurisconsultes , vange l'honneur d'une personne séduite , lorsque d'ailleurs sa conduite a été irréprochable. La Loi Romaine pronçoit

onçoit les peines les plus graves contre celui qu'elle appelle *Stuprateur* ; & les Canons reçus dans ce royaume , desirerent que ce dédommagement soit fait , *aut ducendo aut dotando* , pour parler le langage des Jurisconsultes.

Dans l'espece particuliere , il semble que l'on ne peut refuser des alimens à la Demoiselle de Grand-maison ; & ces alimens , elle peut les trouver dans la rente viagere que le Sieur Perraud lui a laissée. Vous jugerez peut-être que cette rente est proportionnée à la qualité de la Demoiselle de Grand-maison.

Mais en rendant ainsi ce que nous croyons devoir l'exemple , aux bonnes mœurs , à notre ministere , l'équité demande de nous que nous observions aussi quelques circonstances qui peuvent rendre moins précieuses les Donations dont il s'agit , & qui vous détermineront peut-être à joindre aux alimens quelque dédommagement parmi les effets qui ont été donnés , & sur la succession du Sieur Perraud.

Le commerce illicite du Sieur Perraud & de la Demoiselle de Grand-maison paroît avoir commencé en 1712. La Demoiselle de Grand-maison née en 1682 , n'étoit alors âgée que de 20. ans , elle étoit mineure & sous la puissance de ses pere & mere ; le Sieur Perraud étoit alors âgé de plus de 60. ans , sa fortune a été considérable , il n'a point laissé de postérité légitime , & ses Héritiers collatéraux trouvent encore dans sa succession beaucoup de biens. Les Donations principales qu'il a faites à la Demoiselle de Grand-maison sont l'usufruit de la maison & des terres de Lahy , & de la rente viagere de 6000. livres. Cette rente a été formée d'effets peu solides en 1720 , & les Donations dont il s'agit n'entament la succession du Sieur Perraud que pour la somme de 6000. livres que les Héritiers de la Demoiselle de Grand-maison pourront prendre sur

la maison de Lahy. Les circonstances semblent exiger quelques dédommagemens & pourroient ne soumettre les Donations dont il s'agit qu'à une réduction médiocre , & peut-être à empêcher que la succession du Sieur Perraud ne soit un jour dépouillée des 6000. livres qui ont été données à prendre sur la maison de Lahy : le surplus est purement viager , il consiste aussi en meubles de peu de conséquence , parce que nous avons observé que dans la Donation de la propriété des meubles qui se trouvoient au premier étage de la maison de Paris , le Sieur Perraud a excepté quelques meubles considérables.

La disproportion d'âge , la fortune considérable du Sieur Perraud , les avantages que les Héritiers trouvent dans la succession , les éloges que le Sieur Mucie donne dans quelques Lettres aux soins que la Demoiselle de Grand-maison avoit du Sieur Perraud dans un âge décrépit , les intérêts des Héritiers collatéraux menagés par le Sieur Perraud & sans atteinte de la part de la Demoiselle de Grand-maison , toutes ces circonstances peuvent autoriser avec les alimens une sorte de dommages & intérêts. Il nous reste à voir si l'ingratitude que l'on oppose à la Demoiselle de Grand-maison pourroit être une autre source de la réduction des Donations.

Cette question nous oblige d'examiner en peu de mots le caractère des Donations dont il s'agit , & les circonstances de l'injure que l'on prétend que la Demoiselle de Grand-maison a faite à la mémoire de son Donateur en voulant contester son état.

La Demoiselle de Grand-maison vous a présenté les Donations qu'elle défend comme des Donations rémunératoires. Il semble cependant que les actes de Donation mêmes y résistent , puisqu'elles ne parlent point des bons offices que la Demoiselle

elle de Grand-maison peut avoir rendus au Sieur Perraud dans un état d'infirmité. Ces Donations l'expliquent qu'un seul motif: c'est l'estime & l'affection que le Sieur Perraud dit avoir eu pour la Demoiselle de Grand-maison. Il est vrai qu'un des Témoins entendus dans l'Information faite à Paris lors de la procédure sur le prétendu rapt, parle des services que la Demoiselle de Grand-maison rendoit au Sieur Perraud dans l'administration de ses affaires, & que tous les autres Témoins de la même Information parlent unanimement & avantageusement pour la Demoiselle de Grand-maison: mais ces services prétendus ne sont pas prouvés; & puisque même le Donateur n'en parle pas, nous ne croirions pas devoir regarder ces prétendus services comme le motif de ces Donations.

Si ces services étoient prouvés, & si effectivement ils avoient fait naître les Donations dont il s'agit, l'ingratitude que l'on oppose à la Demoiselle de Grand-maison ne pourroit être d'aucune conséquence, parce que, selon l'opinion la plus commune, les Donations rémunératoires ne sont point révoquées par l'ingratitude du Donataire. Si ses services ont précédé & ont été rendus dans tous les tems, ils peuvent justifier la Donation & la faire subsister comme une justice rendue à cette Donataire, plutôt que comme une grace qui lui a été faite.

Mais écartons des Donations dont il s'agit toute idée de récompense dont elles ne parlent point, & voyons si l'injure prétendue faite à la mémoire du Donateur pourroit donner atteinte aux Donations. C'est une Loi célèbre & connue qui autorise la révocation des Donations pour ingratitude, & en particulier cette Loi exprime parmi les justes causes de la révocation de la Donation, si le Donataire fait à son Donateur quelque injure atroce, *ita ut injurias atroces in eum effundat*, ce

sont les termes de la Loi au Code , *de revocandis Donationibus.*

Or il feroit difficile d'imaginer une injure plus atroce que celle que l'on a faite à un homme dont on conteste l'état , dont on semble révoquer en doute la légitimité , sur-tout si on révèle sur cela des secrets inconnus au public.

Pendant trois raisons nous empêcheroient de nous arrêter à l'injure dont on accuse la Demoiselle de Grand-maison. Premièrement , la Loi que nous avons citée ne permet qu'au Donateur personnellement de poursuivre son Donataire pour cause d'ingratitude. Elle en exclut expressément les héritiers du Donateur. *Nulla licentia concedenda Donatoris successoribus hujusmodi querimoniarum primordium instituire.* L'action est en effet trop odieuse pour l'éterniser , à plus forte raison pour la transmettre à ceux qui n'ont pas reçu l'injure.

En second lieu , si la Demoiselle de Grand-maison a proposé quelques doutes sur la légitimité de son Donateur , elle paroît ne l'avoir fait que dans la nécessité d'une légitime défense , & pour assurer dès l'entrée de la contestation la qualité de ceux avec qui elle contestoît ; doutes qu'elle a abandonné dans la suite , & où elle n'a point persévéré avec cette aigreur qui caractériseroit l'injure atroce.

Enfin puisque nous ne regardons point les Actes dont il s'agit comme de pures libéralités , & que nous croyons qu'ils doivent seulement subsister à titre d'alimens & de justes dommages & intérêts , il n'est plus question d'ingratitude ni de révocation. Toute la Cause nous paroît réduite à fixer ces alimens & ces dommages & intérêts , à remplir des vues d'équité que le Donateur pouvoit avoir , & dont votre Arrêt saura décider sans autoriser le crime.

M. l'Avocat - Général conclut que l'appellation
 Et ce dont est appel sera mis au néant , émeudant
 sans

us s'arrêter à la Requête des Héritiers du Sieur Peruid dont ils seront déboutés, ordonner que les Aâles ont il s'agit seront executés jusqu'à telle concurrence u'il plaira à la Cour ; faire main-levée à la Demoiselle e Grand-maison des saisies sur les effets qui lui seront jugés.

L'Arrêt intervint le 28. Mars 1730, M. Portail Premier Président prononçant ; l'appellation fut mise au néant ; émendant , la Donation exécutée selon sa forme & teneur , main-levée de toutes les saisies , les Héritiers condamnés aux dépens tant de cause principale que d'appel , même en ceux réservés.

Ce Jugement fut fort applaudi du Public , on bat- Observa-
tion sur
l'Arrêt.
tit des mains à l'Audience. Quand les applaudis-
semens ne sont point mendiés & qu'ils ne sont point
l'ouvrage de la cabale , & que le Public lui-même se
livre à ses sentimens sans contrainte , rien n'est plus
flatteur pour les Juges.

Le concubinage ne fut point révoqué en doute ,
M. l'Avocat Général , comme on a vu , l'a établi ;
mais on mit dans la balance une succession de 600.
mille livres , l'âge du Donateur de 89. ans , qui
avoit séduit à 61. ans une fille de 20. qui lui avoit
consacré ses soins jusqu'à sa mort. On envisagea la
Donation comme des alimens ; la demande des Hé-
ritiers se présenta à la Cour comme l'effet de leur
dureté & de leur avidité , eu égard à toutes ces cir-
constances.

Deux grandes differences s'offrent ici entre la
Demoiselle Gardel Légataire , & la Demoiselle de
Grand-maison Donataire : la première étoit accusée
d'un commerce adultérin qui est infiniment odieux
& d'une conséquence très dangereuse. On ne sau-
roit trop s'élever contre un pareil crime qui interesse
le repos des familles & la sainteté du mariage.

Le concubinage de la Demoiselle de Grand-mai-
son , quoique très blâmable suivant la pureté de
notre

notre Religion ; n'est pas d'une si grande conséquence.

La Seconde difference est que le legs de la Demoiselle Gardel étoit le tiers des propres du Sieur de Béon : quoique le Testateur en pût disposer suivant la Coutume d'Angoumois où le bien étoit situé, il est certain que les propres sont toujours présumés affectés aux Héritiers , & c'est la cause de la dénomination de *propres* ; au-lieu que les acquêts sont une nature de biens dont un Testateur peut disposer en faveur d'un étranger. Je n'établirai point une difference entre ces deux especes , parce que dans la première il s'agissoit d'un legs , & dans la seconde d'une Donation ; le legs après la mort du Testateur est aussi irrévocable qu'une Donation. Je ne dirai point encore , que le legs étoit très considérable , & que la Donation étoit très modique , & n'étoit qu'un usufruit qui n'a été envisagé que comme des alimens ; ce n'est pas ce qui a déterminé les Juges à retrancher entierement le legs , parce qu'ils pouvoient le diminuer & le convertir en usufruit du tout , & même d'une partie.

Ainsi on n'a pas dû faire valoir l'Arrêt qui proscriit le legs de la Demoiselle Gardel , contre la Demoiselle de Grand-maison.

D'ailleurs à l'égard des Arrêts qui ne sont point rendus en forme de Règlement , on doit se souvenir du bon-mot de M. le Premier Président de Thou , qui disoit aux Avocats qui les citoient , *bon pour ceux qui les ont obtenus*.

On ne voit point dans ces Arrêts le motif de la décision , comme dans les Arrêts de Règlement : on ne peut donc pas faire une application juste de ces premiers Arrêts , car le motif est l'ame d'un Jugement ; se servir d'un Arrêt sans en rapporter le motif , c'est se servir d'un corps sans ame.

Arrêts

Mrs. Bignon * & Talon Avocats - Généraux
disoient

isoient que les Arrêts decidoient du passé, & que de Bardet.
es Loix étoient des règles pour l'avenir. Tome I.

Justinien * a précisément défendu *que nul ni Juge* page 161.
ni Arbitre ayant égard aux Jugemens mêmes des & 264.
Magistrats ; car si la question n'a pas été bien décidée, * Nemo Cod.
la faute d'un Juge ne doit pas faire celle des autres, de Sentent.
c'est par les Loix, non point par les exemples, qu'il & Interlo-
aut juger. Qu'on n'examine pas, dit ce Législa- cut.
teur, si la Sentence a été rendue par un Magistrat
constitué en grande dignité : nous ordonnons à tous nos
Juges de suivre les Loix, la vérité & les vestiges des
Loix, & de la Justice.

M. Cujas * à l'occasion de cette Loi cite un Trai- * Paratit.
té qu'on attribue à S. Cyprien, où on dit *que les Ar-* au Cod.
êts sont appelés des conjectures de droit, dont les Lib. 5. tit.
Praticiens de mauvaise foi se servent pour renverser 45.
les principes & éluder les dispositions des Loix ; &
pour surprendre les Juges, ils objectent souvent des
exemples qui n'ont aucun rapport.

Après tout, il ne seroit pas étrange que les Juges
jugassent différemment dans deux especes qui sont
précisément semblables. Il y a souvent dans un
point de droit deux côtés contraires qui paroissent
égalemeut persuasifs, chaque côté entraîne des suf-
rages de poids ; il est des tems où les esprits sont
disposés à recevoir les impressions de ce côté, &
l'autres tems où ils sont portés à recevoir les impres-
sions de l'autre côté.

Les esprits les plus éclairés & les plus integres,
sont sujets à cette vicissitude : telle est la foiblesse de
l'homme.

Cela me rappelle ce que j'ai dit ailleurs, † sur la
misere des Plaideurs. ‡ C'est une grande hardiesse
que d'entreprendre un Procès, & de commettre sa
fortune aux Jugemens des hommes ou ignorans ou
corrompus : mais supposons les Juges éclairés,
integres, tels qu'on a lieu de les présumer dans
un Parlement tel que celui de Paris ; ils sont
hommes ;

† Biblio-
theque des
Gens de
Cour. page
193. Tome
2.

‡ Un Plai-

deur pour-
ra faire
usage de
ces réflexions
pour se
guérir de
l'ardeur
du Procès.

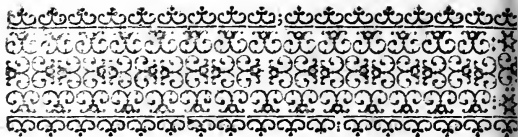
hommes , tremblez , Plaideurs ! Vous gagnez un grand Procès d'une voix seulement , cette voix pouvoit vous manquer , & vous étiez ruiné sans ressource. Vous avez été jugé à cette Chambre du Parlement , si vous aviez été jugé à une autre , vous perdriez ce Procès. Que dis-je ! vous deviez être jugé ce matin , votre Cause auroit eu un sort malheureux ; elle a été différée à l'après-dinée , & vous avez gagné. Un Juge qui s'est déclaré pour vous étoit dans une situation d'esprit favorable , parce qu'il a une prétention pareille à la vôtre. Celui-ci étoit distrait , & celui-là dormoit , car le sommeil est souvent involontaire ; si ces Magistrats eussent été bien attentifs , vous n'auriez pas eu leurs suffrages. Ce Rapporteur que vous dites être l'ame de votre affaire , est venu à la Chambre prévenu contre vous : ferme , ce semble , dans le dessein de vous condamner ; il a parlé à un Juge habile , il a changé de sentiment , il vous donne gain de Cause. Vos raisons m'ont ému , ébranlé , entraîné hier ; vous me les redites aujourd'hui , elles glissent sur mon esprit & n'y entrent point. Ce qui paroît une démonstration à un Juge , est un sophisme pour un autre : tous deux néanmoins sont éclairés. En recueillant les voix , on a commencé d'un côté ; si on avoit commencé de l'autre , ou qu'on les eût prises en renversant l'ordre , le Procès auroit été jugé autrement , parce que celui qui a opiné le premier a enlevé les suffrages , & que ses opinions sont contagieuses. Voilà ce qui arrive naturellement à l'égard des Juges ; & vous ôsez plaider ! Mais vous admirerez votre témérité , quand vous apprendrez qu'outre ces accidens qui arrivent à une Cause décidée par des hommes qui sont les Oracles de la Justice , vous pouvez être jugé par d'autres hommes qui se laissent guider par le crédit & la faveur , qui ont le cœur ouvert aux charmes

harmes d'un sexe trompeur , qui consultent leur enchant , leur amitié qui les entraînent vers vos parties ; car dans les Compagnies des meilleurs Juges , il peut se glisser de tels sujets.

Après cela plaidez , si vous l'ôsez. Vous déplorez l'aveuglement de ce Joueur qui commet à la fortune du dé , du lansquenet , une somme d'argent considérable : votre folie est pire. Si ce Joueur gagne , voilà riche. Mais vous , Plaideurs , qui courez le même hazard , souvent vous êtes ruinés après avoir gagné votre Procès. Vous vous réfugiez dans le Temple de la Justice. Le Procureur vous vole impunément dans cet asyle , il vous dépouille en vous protégeant , il vous égorge en vous défendant. C'est une Baleine qui vous engloutit pour vous sauver des fureurs de la tempête , & qui dans le calme vous rejette tout nud sur le rivage. Après cela plaidez , si vous l'ôsez !

Je citerai encore au sujet des Procureurs , cet Apologue que rapporta M. de Novion Premier Président , dans une Mercuriale où il parla de ces Officiers de la Justice. *Une brebis , dit-il , voulant se mettre à l'abri des injures de l'air , se réfugia dans un buisson ; quand elle en voulut sortir , elle y laissa sa laine.* A l'application,





P I P E U R S

C O N F O N D U S.

DANS le tems que j'exerçois ma Profession à Lyon , le Sieur Fruferi me confia une affaire qu'il avoit contre des Pipeurs qui l'avoient trompé au jeu. Il avoit payé comptant une partie de leur gain , & avoit fait un billet pour le reste ; quand il fallut le payer , il ouvrit les yeux & vint me consulter. Je fus si frappé de la filouterie dont il avoit été la victime , que je lui conseillai de rendre une plainte contre eux. Que ne tente - t - on point pour rompre les nœuds d'une obligation qui n'est pas légitime ?

La mauvaise réputation des Pipeurs fut mise dans tout son jour dans l'information qui en fut un fidèle tableau. Je donnai au Public le Mémoire suivant qui eut , je puis dire , un grand succès , puisqu'il falut le réimprimer pour satisfaire l'empressement & la curiosité de tout le monde. Je ne prétens pas par ce succès me donner ici un grand relief : après que j'ai vu des Ouvrages couverts de poussiere chez les Libraires , qui ont été en vogue dans le tems qu'ils ont paru , dorenavant je ne regarderai cette réussite que comme un heureux caprice. Je compare cette fortune à celle du jeu : ainsi ,
donner

onner un Livre au Public , c'est courir le hazard du Lansquenet. Que d'infortunés Auteurs ont les Ouvrages se vendent à la livre , peuvent dire :

Vingt fois coupe-gorge , & toujours premier pris !

On peut dire que la fortune du jeu préside aux evenemens de la vie.





M E M O I R E

*Pour le Sieur Pierre Fruferi Bourgeois
de Lyon , Accusateur.*

*Contre les Sieurs Nadiour , Rocgece & Ribau ,
Accusés.*

ON met au rang des pestes de la Société civile , celui qui exerce l'art de tromper au jeu ; c'est un Voleur familier à qui on se livre sans défiance ; il ne vous ôte pas la bourse par violence , mais par surprise , ou plutôt vous la lui cédez , parce que vous croyez être vaincu par le sort , tandis que vous l'êtes par un art supérieur au sort même. Vous pensez être en butte aux caprices de la fortune , & lorsqu'elle vous est contraire , vous vous flattez qu'un heureux revers vous vengera ; & vous êtes en proie à un Pipeur qui maîtrise la fortune , & ne lui permet de vous dispenser ses faveurs qu'autant qu'il le juge à propos.

Un Voleur vous épie au coin d'un bois où il est en embuscade ; s'il vole à la ville , c'est ordinairement la nuit , il est soigneux de se dérober aux regards des témoins. Le Pipeur vole en plein jour dans un lieu public , il vous dépouille devant tout le monde , souvent sous les yeux mêmes des spectateurs les plus attentifs. La trahison qui ajoute à un grand crime le dernier degré de noirceur , forme le caractère de cette espece de larcin ; ce voleur infeste la société civile , empoisonne les plus doux

nusemens de la vie par l'appât du jeu , il vous attire dans le précipice de l'indigence.

La punition de ce délit importe extrêmement à l'intérêt public. On a besoin d'un grand exemple pour contenir la licence des Joueurs , qui foulant aux pieds la bonne foi qui doit être l'ame du jeu , causent la ruine de plusieurs familles. L'Accusateur est soutenu dans cette poursuite par un grand motif , puisque l'intérêt public est mêlé avec le sien , & qu'il travaille pour l'utilité générale.

Voici l'histoire fidèle des artifices que l'on mit en œuvre pour lui voler plus de 800. livres. Nadiour l'aborda à l'Opera ; après un petit prélude de honnêteté , il lui dit : *Je me souviens que je vous ai prêté une pistole depuis quelques années , pour m'acquitter je vous offre à souper chez Chalamel **. Le sieur Fruferi le remercia , & para cette fois le piège qu'on lui vouloit tendre. Nadiour ne se rebuta pas ; semblable à un Pêcheur qui n'abandonne pas sa pêche , parce qu'il a retiré ses filets vuides. Il fit épier le sieur Fruferi par des Emissaires qui lui rendoient compte de ses démarches. Enfin le 15. Septembre 1716 , accompagné de Ribau homme de son caractère , il le trouva à la Place du Change , il lui offrit de dîner au cabaret de la Cage. Celui-ci qui ne pénétra pas leurs desseins , accepta la proposition. Ils se rendirent à ce cabaret , où Rocgece associé avec deux Pipeurs , étant averti que le poisson étoit dans la nasse , vint pour aider les autres à retirer les filets.

Ils proposerent au sieur Fruferi de jouer au Dés sur la nasse , en attendant le dîner ; il s'en défendit d'abord , mais il fut obligé de céder à leurs instances vives & pressantes : il perdit six Louis , c'étoit tout l'argent qu'il avoit sur lui. Il soupçonna qu'on l'avoit trompé avec des Dés pipés ; il se plaignit : mais il ne s'arrêta pas pour-lors à ce soupçon. Il fin d'employer toujours la même figure , l'on dira

* Trai-
teur.

que c'étoient - là les efforts du poisson qui se débat vainement dans les filets. Voilà le premier acte de la piece , le diner servit d'intermede.

Le Sieur Fruferi après le repas voulut se retirer , mais les Pipeurs avoient résolu d'en faire le Héros de la piece qu'ils vouloient jouer , & un Héros ne quitte pas la scene après le premier acte où il n'a fait encore que décliner son nom. C'est dans les actes suivans où il doit paroître avec éclat , & montrer qu'il est l'ame de l'ouvrage. Rocgece eut recours aux insinuations les plus fortes pour engager le Sieur Fruferi à jouer. Celui-ci lui dit qu'il n'étoit pas en argent : le Pipeur eut bientôt levé cet obstacle , il lui offrit de jouer sur ses Billets. Alors le Sieur Fruferi se rendit ; il fit deux promesses de 400. liv. chacune datées de ce jour-là , payables dans les payemens courans à l'ordre de Rocgece : elles furent mises sous le chandelier ; autant auroit valu que cet Affronteur les eût mises dans sa poche ; il pouvoit deviner à coup sûr que la fortune lui seroit favorable , puisqu'il en dispoit à son gré. Rocgece & Nadiour jouerent avec lui au Berlan. Ribau feignit de parier. C'est un artifice ordinaire des Pipeurs , l'un d'eux gage pour celui qui est duppé , afin d'avoir un prétexte de voir son jeu , & de le faire connoître par signes à son Associé. Graces à d'heureux génies tels que ceux des Accusés , l'art de tromper au jeu a été conduit de notre tems à sa perfection , & ils ont laissé à leurs successeurs peu de découvertes à faire. Ribau s'acquitta parfaitement de son rôle de feint parieur , qui couvroit celui de trompeur. Rocgece emporta les deux Billets , la récompense de son funeste talent : ce fut le dénouement de l'ouvrage, où l'on voit au préjudice des règles judicieuses du théâtre , le vice récompensé. Mais il est réservé à la Justice de mettre la dernière main à cette piece ,

d'y ajouter un autre dénouement, & de la ramener aux véritables règles.

Le Sieur Fruferi, qui avoit lieu de croire qu'on l'avoit trompé, fit des reproches amers & piquans aux Accusés; ainsi ils recueillirent de l'argent & des injures: on est obligé malgré soi de moissonner l'yvraie avec le bled.

Le Sieur Fruferi paya l'un des deux Billets, quoiqu'il fût persuadé de l'infidélité qu'on lui avoit faite: mais il étoit retenu par la crainte du Procès & par une fausse honte de passer pour duppe; quoique les plus honnêtes gens puissent avoir ce sort-là, parce que la défiance ne jette pas des profondes racines dans l'ame de ceux qui ont la candeur & la sincérité en partage.

Mais ayant consulté des personnes intelligentes qui lui représenterent que la réputation des Accusés dépoisoit contre eux, & ayant réfléchi qu'il pouvoit établir leur infidélité, & que l'intérêt public exigeoit qu'ils fussent connus, il rendit sa plainte à M. le Lieutenant Criminel, qui lui permit d'informer. Il a fait ouïr vingt Témoins qui ont dévoilé non seulement le crime dont l'Accusateur se plaint, mais plusieurs autres de même espece qui sont les fruits d'une habitude de tromper envieillie dans leur cœur. Ils ont été décrétés d'ajournement personnel. Quoiqu'ils aient mis tout en usage pour receler la vérité qui les condamne, elle les a trahis dans leurs réponses personnelles malgré leurs artifices.

On établira deux propositions. La première, qu'en supposant que la cause de la véritable promesse fût de l'argent gagné au jeu aussi légitimement qu'il l'est illicitement, elle ne formeroit jamais un véritable engagement.

La seconde proposition. On établit que la promesse dont il s'agit, est le fruit de l'art de tromper

que possèdent les Accusés, & est par conséquent nulle.

P R E M I E R E P R O P O S I T I O N.

Une promesse dont la véritable cause est le jeu, ne peut jamais causer un véritable engagement.

Comment pourroit-on soutenir qu'une semblable promesse pourroit obliger ? Nulle obligation sans cause * : quelle est la cause de cette promesse ? Ce ne pourroit être que l'incertitude de l'événement : cette incertitude n'est ni assez solide ni assez réelle pour produire cet engagement mutuel qui lie les parties l'une envers l'autre , & que l'on nomme *Synallagmatique*. Voici la convention des joueurs.

Je m'engage, si le hazard vous favorise, de vous payer une telle somme.

Cet engagement porte donc uniquement sur le hazard : je vous dois cette somme , parce que vous avez été plus heureux que moi. Cette cause de mon Obligation est-elle raisonnable ? est-elle fondée sur l'équité ? n'est-ce pas une cause aussi bizarre & aussi capricieuse que le hazard même ?

Dès que la raison & l'équité même s'élèvent contre une cause, ne doit-on pas proscrire l'engagement qu'elle anime ?

On distingue quatre especes de jeu. Il y a des jeux où le hazard décide tous les coups , comme le Berlan , le Lanfquenet , la Bassette ; on ne peut les

* *Cum nulla subest causa propter conventionem, hic constat non posse constitui obligationem. Lib. 7. §. 4. ff. de pactis.*

es jouer que par des vues d'intérêt, & ces jeux-là sont de véritables trafics; examinons-les sur ce pied-là. Qu'est-ce qu'un commerce dont le profit n'est fondé que sur des causes qui sont contraires à la raison & à l'équité, comme nous venons de le démontrer? Il y a des jeux où la science du Joueur emporte uniquement le prix, sans que le hazard y ait la moindre part; ces jeux-là sont plutôt des études que des jeux.

Montagne dit, par exemple, que le jeu des Echecs n'est pas assez jeu. Un habile Joueur d'Echecs est sûr de son gain, quand il se commet avec un Joueur beaucoup moins habile: ne viole-t-il pas les règles de la Justice, quand il joue contre lui de l'argent à ce jeu-là? n'est-ce pas un piège infailible qu'il lui tend? Toute la différence qu'il y a entre le vol qu'il lui feroit d'un argent qu'il trouveroit sous sa main, & le gain qu'il fait contre lui à ce jeu, n'est qu'il le vole encore par-là plus adroitement & plus subtilement.

Il y a une troisième sorte de jeu où la fortune & la science du Joueur, ce semble, triomphent tour à tour; comme le Piquet, l'Hombre & le Trictrac; & ce sont les plus beaux de tous les jeux, parce que l'application qu'ils demandent, n'est pas une contention d'esprit qui épuise, & que les caprices de la fortune, ménagés par la science du Joueur, produisent un véritable plaisir qui se soutient sans l'attrait d'un gros intérêt.

On peut opposer contre ces jeux-là les mêmes raisons que l'on a employé contre les jeux où le hazard uniquement domine, & ceux qui ne dépendent que de la science du Joueur.

Enfin il y a des jeux qui dépendent de l'adresse, comme la Paume, le Billard. Dans ces jeux, la prudence ne veut pas que l'on se commette avec un fort Joueur, ni qu'on hazarde avec lui du moins une grosse somme, parce que ce Joueur

fait si bien sa partie , qu'il fait toujours succomber le Joueur médiocre , connoissant dans le dernier degré de précision sa force & celle de son Adversaire. Il faut conclure en général , que la cause de tous les engagemens des jeux blesse les règles de la Justice ; mais afin de me renfermer dans l'espece du Procès qui a pour objet uniquement le jeu de hazard : La cause en est si injuste , que chez les Romains , la Loi ne donnoit non seulement aucune action à celui qui avoit gagné au jeu de hazard , quand il n'avoit pas été payé ; mais elle accordoit même l'action de la condiction contre lui s'il avoit été payé , jusques-là même que si un fils de famille avoit perdu son argent au jeu contre son Pere , & l'esclave contre son Patron , ils avoient action contre eux pour le répéter (a) : Cujas sur cette Loi observe que ceux qui faisoient profession de jouer aux jeux de hazard , étoient réputés infames , & que dans l'ancien Droit celui qui avoit gagné à ces jeux-là , étoit condamné à restituer le quadruple , liv. 3. *De Aleatoribus & Alearum lusu*. Justinien défendit le jeu de hazard même dans les maisons des Particuliers , & donna l'action à ceux qui y auroient perdu leur argent , ou à leurs Héritiers , à leur défaut au Fisc pour le répéter , sans que l'on pût opposer la prescription de trente ans (b).

Les

(a) *Adversus Parentes & in Patronos repetitio ejus , quod in alea lusu est , utilis ex hoc Edicto danda est. L. ultim. ff. de Aleat.*

(b) *Victum in alea lusu non posse conveniri , & si solverit habere repetitionem tam ipsum quam Hæredes ejus adversus Victorem , & ejus Hæredes , idque perpetuo etiam post triginta annos : quod si vel ipse vel ejus Hæredes repetere neglexerint , liceat cuicunque volenti & præcipue civitatis in qua id factum est Primati vel Defensori repetere , & in opera*

Les cautions du Joueur qui a perdu, sont entièrement dégagées. *Perezius* sur la même Loi conclut que celui qui a joué à crédit & à un jeu de hazard, n'est pas obligé de payer ce qu'il a perdu ; il cite l'Ordonnance de Charles V. donnée en Espagne, qui l'ordonne ainsi. Il ajoute que la Coutume qui autorise les jeux de hazard, est contre les bonnes mœurs : elle a bien pu adoucir la Loi, en telle sorte que ces sortes de jeux soient imposables ; mais elle n'a pu priver ceux qui ont perdu leur argent, de l'action qu'on leur a accordé pour le répéter.

Guimier sur le titre de la Pragmatique, *De spectaculis in Ecclesiâ non faciendis*, décide suivant le sentiment d'*Hostiensis* & autres Canonistes, que celui qui a gagné au jeu de hazard est tenu de restituer son gain. Il remarque ensuite que l'Obligation dont la véritable origine est le jeu, est nulle suivant l'opinion de *Barthole*. Il en est de même, dit-il, si celui qui joue avec moi ou qui me regarde jouer, me prête de l'argent pour continuer le jeu ; il ne peut répéter l'argent qu'il m'a prêté, suivant la Glose, in L. I. *in principio*, & in L. fin. *super verbo accepit pecuniam. ff. de aleâ*. *Julius Clarus* dit qu'une transaction faite au sujet du jeu, n'est pas permise, & que c'est le sentiment de tous les Docteurs. Comme on ne peut pas plaider, dit-il, à cause du jeu, on ne peut pas transiger pour le même sujet, *Præterea in ludo vel occasione ludi non est licita transactio. Ita tenent communiter Doctores ; cum enim occasione ludi non possit esse lis, pariter non cadit transactio. Julius Clarus ff. Ludus.*

Brunemannus sur le titre 43. de *Aleatoribus* au
H 5 Cod.

in civitatibus id expendere : datâ autem super aleæ usu cautio sit irrita & condici possit. L. 1. Nulli liceat in publicis vel privatis domibus vel locis ludere. L. 3.

Cod. & Jean Faber liv. 3. au Cod. tit. 43. décident que celui qui a perdu à un jeu de hazard peut répéter son argent. Nous avons plusieurs Ordonnances qui ont défendu les jeux de hazard, celle de S. Louis en 1254. celle de Charles V. en 1369. l'Edit de 1511. & l'Arrêt du Parlement de la même année qui défendent en général les jeux de Dés & les Berlans, ce qui comprend les Académies & les lieux où on donne à jouer publiquement. L'art. 59. de l'Ordonnance de Moulins a encore été plus loin, en voici les termes.

Et parce que nous avons entendu que plusieurs de nos Sujets Mineurs, en bas âge, ont été tirés par induction à jeux de hazard auxquels ils ont perdu & consumé leur jeunesse & substance, avons ordonné que les deniers & biens perdus en tels jeux, pourront être répétés par les Mineurs, leurs Peres, Meres, Tuteurs, & Curateurs, ou proches Parens, & voulons iceux biens leur être rendus pour employer au profit des Mineurs & éviter leurs ruine & destruction; sans par ces présentes approuver tels jeux entre Majeurs, pour le regard desquels entendons les Ordonnances de nos Prédécesseurs être gardées, & y être tenue la main par nos Juges, ainsi que la matière y sera disposée.

Enfin l'Ordonnance de 1629. a poussé la prévoyance jusqu'où elle pouvoit aller sur cette matiere, il est important d'en rapporter les termes.

Art. 138. *Déclarons toutes dettes contractées par le jeu, nulles, & toutes Obligations & Promesses faites pour le jeu, quelque déguisées qu'elles soient; nulles & de nul effet, & déchargées de toutes obligations civiles & naturelles; voulons que pour icelles le fait du Juge soit reçu; voulons & ordonnons que toutes les promesses soient cassées, & les Porteurs d'icelles, soit le premier Créancier, ou les Cessionnaires, soient non seulement déboutés de leur demande à fin de paiement des sommes portées par les Promesses, mais*
aussi

aussi étant prouvé qu'elles viennent du jeu, condamnés envers les Pauvres en pareille somme que celles qui se sont contenues es promesses ; défendons à toutes personnes de prêter argent, pierreries, ou autres meubles pour jouer, ni répondre pour ceux qui jouent, à peine de perdre leurs dettes & nullité des Obligations, comme dit est, & de confiscation de corps & de biens, comme séducteurs & corrupteurs de la jeunesse, à cause des maux innombrables que l'on voit provenir chaque jour.

Art. 141. Et d'autant que l'effrénée passion du jeu porte quelquefois à jouer des immeubles, Nous voulons & déclarons que nonobstant la perte & délivrance des immeubles, quoique déguisée en vente, en échange, ou autrement, les hypothèques demeurent entièrement aux femmes pour leurs conventions, & aux Créanciers pour leurs dettes, nonobstant tous decrets, s'il est prouvé que l'aliénation des immeubles procède du jeu : le tout sans déroger à notre Edit du mois de Mai 1611, fait pour les Berlans & jeux de hazard, & Arrêt de notre Cour de Parlement sur ce donné le mois de Juin ensuivant, lesquels voulons demeurer en leur force & vertu.

L'Ordonnance d'Orleans art. 101. défend les jeux de Dés & indistinctement tous les jeux de hazard, à peine de punition corporelle. De-là il s'ensuit que dans le cas d'une promesse pour cause de jeu de hazard déguisée sous le nom de prêt, la preuve par Témoins est recevable : mais il faut que celui qui la demande, articule que la promesse est simulée. Ce qui est toujours certain, c'est que supposé qu'on n'eût pas égard à cette demande, s'il n'y avoit pas de présomption de fraude & de piperie, il est incontestable que cette preuve a lieu quand il y a des indices de fraude & de mauvaises voyes pratiquées ; c'est ce que notre Langue exprime parfaitement par les termes d'*escamoter* & d'*extroquer*, qui sont synonymes avec celui de *filouter*. Cette preuve de la fraude se peut faire par les personnes qui

qui ont vu jouer celui qu'ils ont vu tromper ; quoiqu'il semble qu'on ne doive pas recevoir leur témoignage , à cause que les spectateurs du jeu sont des gens oisifs , dont la réputation n'est pas entière , & qu'ils sont eux-mêmes souvent Pipeurs & Affronteurs.

• Mais Guimier dans l'endroit de la Pragmatique qu'on a cité , dit qu'on est obligé de s'en rapporter à ces sortes de gens , dont la réputation est de mauvais aloi , parce qu'on ne trouve point d'ordinaire d'honnêtes gens dans ces lieux-là *.

Au contraire la preuve n'est point permise en faveur des Joueurs qui ont gagné , quand ils articuleroient que depuis le jeu fini , celui qui a perdu a promis de les payer ; non seulement dans les jeux de hazard , mais encore dans les jeux permis ; parce qu'il n'y a point d'action pour l'argent gagné au jeu. C'est la décision de Danty dans son Commentaire sur le Traité de Boiceau de la Preuve par Témoins , addition sur le dixieme chap. n. 48. & 49.

Le même Auteur n. 52. dit que les mêmes maximes ont lieu contre ceux qui ont parié au jeu pour les Joueurs , & contre ceux qui leur ont prêté de l'argent pour jouer ; la Preuve par Témoins n'est pas recevable en leur faveur , car il faut les regarder eux-mêmes comme des Joueurs qui excitent les autres à jouer & qui ne méritent aucune faveur. Aussi Guimier dans l'endroit qu'on a cité , dit que c'est comme s'ils jouoient eux-mêmes †.

II

* *Et si velles probare quod luserit cum falsis Taxillis , potest probari per homines aleatores & similis conditionis , & vita , quia in tali loco & ludo non consueverint adesse homines bonæ famæ & vite.*

† *Item non tantum ludens punitur , sed etiam particeps ipsius ludi , licet ipse non ludat , nam particeps in ludo , dicitur*

Il s'ensuit encore , & la conséquence n'est susceptible d'aucune difficulté , que la preuve de la Pipe-rie est ouverte contre un Billet dont la véritable cause est le gain qu'elle a produit ; parce que les Ordonnances qui défendent les preuves des conventions & les preuves contre des actes par écrit , n'ont aucune application au crime ; venons donc à la preuve.

SECONDE PROPOSITION.

On établit que la Promesse qui est l'objet de ce Procès , est l'effet de l'art de tromper au jeu que les Accusés ont pratiqué , & est nulle par conséquent.

On commencera par les présomptions , ainsi on ira par degrés à la vérité. La première présomption se tire de la profession que les Accusés font d'être Joueurs , nous avons vu que cette profession parmi les Romains étoit notée d'infamie.

Rien n'est plus contraire, je ne dis pas seulement à la probité Chrétienne , mais encore à la probité mondaine, que de mettre l'enseigne de Joueur, d'apprendre au Public que l'on consacre tout le tems de sa vie au jeu , qu'on y rapporte toutes ses vues , & qu'il nous poursuit jusques dans le sommeil , si , par une grâce singulière , il permet que nous nous y livrions. Tous les Citoyens d'une ville sont les membres d'un Corps politique , qui est l'Etat ; ils doivent donc tous lui être utiles ; autrement il les faut retrancher , comme des membres qui lui sont à charge. Quelle utilité apporte un Joueur ? Si nous devons tous concourir par nos fonctions à faire regner dans un Etat une harmonie qui nous unit

citur facere fraudem Legi & statuto , qui ludit per interpositam personam.

unit & nous lie les uns aux autres, ne doit-on pas dire qu'un Joueur n'est propre qu'à faire des dissonances ? Aussi les hommes conviennent tous de les regarder comme le plus inutile fardeau dont la terre puisse être chargée , parce que l'expérience apprend qu'il foule aux pieds les devoirs de la vie civile *, & qu'on ne sauroit offrir aux peres , aux enfans , aux maris & aux amis un plus mauvais modele. Un célèbre Jurisconsulte dit que la Loi présume qu'un Joueur est un prodigue (a). Suivant l'esprit de la Loi , on peut interdire à un Joueur l'administration de son bien. L'Auteur des Observations sur les matieres criminelles dans le titre des Jeux , dit qu'un Joueur de profession ne doit pas être reçu en Justice pour rendre un témoignage ; il cite un Jurisconsulte qui est de cette opinion †.

* Bald.
Supra au-
thentic.
quo loco c.
de Coll. in
fine.

† *Gramma-*
ticus.

Il est moralement impossible qu'un Joueur de profession ne trompe pas au jeu. Dans des occasions délicates les tentations sont trop fréquentes ; comment n'y pas succomber , tandis qu'on est dévoré par l'envie de recouvrer ce qu'on a perdu ? Si les premières tentations nous ébranlent , les dernières nous renversent entierement ; il suffit de connoître le cœur de l'homme , pour être persuadé que lorsqu'il commet si souvent sa vertu à un danger , elle fait naufrage à la fin. D'ailleurs qui la pourroit retenir ? seroit-ce sa raison ? mais n'est-elle pas offusquée & éteinte dans la perte ? Comment croire qu'un Joueur qui fait tous les stratagèmes du jeu , ne déployera pas sa science pour retenir son bien que le sort bizarre du jeu lui veut arracher ? Si sa vertu avoit toujours été supérieure dans tant de revers , il faudroit qu'il eût été pétri d'un limon privilégié , dont la masse des hommes n'a pas été formée.

Quoique

(a) *Lex præsumat ipsum ludentem delapidatorem bonorum suorum , & ipsum male uti substantiâ sua.*

Quoique la Jurisprudence ne soit gueres familiere avec la Poësie , cependant comme celle-ci embellit la raison , s'insinue dans l'ame par les images qu'elle presente & par les sons agréables dont elle flatte l'oreille, la Jurisprudence peut avoir recours à elle pour persuader les motifs qui animent ses Loix. Ainsi écoutons ce que dit Madame Deshoulieres.

Les plaisirs sont amers , d'abord qu'on en abuse.

Il est bon de Jouer un peu :

Mais il faut seulement que le jeu nous amuse.

Un Joueur , d'un commun aveu ,

N'a rien d'humain que l'apparence ;

Et d'ailleurs il n'est pas si facile qu'on pense ,

D'être fort honnête homme , & de jouer gros jeu.

Le desir de gagner qui nuit & jour occupe ,

Est un dangereux aiguillon.

Souvent quoique l'esprit , quoique le cœur soit bon,

On commence par être dupe ,

On finit par être frippon.

La grande raison qui a inspiré aux Législateurs de condamner les Jeux de hazard , est le dessein qu'ils ont eu d'éviter la ruine des familles , causée par les pertes que font ceux qui sont entraînés par la passion du jeu. On doit aussi considerer que le jeu est une occasion de blasphèmes & d'impiétés horribles. Un Joueur qui perd se persuade que le sort du jeu est une Divinité bizarre & capricieuse , qui par une préférence aveugle le dépossède de son bien pour le donner à son adversaire ; frappé de cette injustice , il s'élève contre cette Divinité dont il se fait une si fausse idée : Il s'en prend par conséquent à Dieu , puisqu'il n'y en a point d'autre que celui-là seul que nous adorons.

La Poësie nous fournira encore des traits pour peindre ce Joueur malheureux.

Despréaux
Satire IV.

Et

pag. 27.

Edit.

d'Amst.

1702.

Voyez les

Amuse-

mens sé-

rieux &

comiques

page 71.

& suiv.

Edit.

d'Amst.

1699.

Et qui fans cesse au jeu , dont il fait son étude ,
 Attendant son destin d'un quatorze ou d'un sept ,
 Voit sa vie ou sa mort sortir de son cornet.
 Que si d'un fort fâcheux la maligne inconstance
 Vient par un coup fatal faire tourner la chance ,
 Vous le verrez bientôt les cheveux hérissés ,
 Et les yeux vers le Ciel de fureur élançés ,
 Ainsi qu'un Possédé que le Prêtre exorcise ,
 Fêter dans ses sermens tous les Saints de l'Eglise.
 Qu'on le lie , ou je crains à son air furieux ,
 Que ce nouveau Titan n'escalade les Cieux.

Voici le langage de la Loi :

Quelques-uns jouent fans savoir le jeu , ils perdent tous leurs biens , ils jouent le jour & la nuit. Dans la fureur dont ils sont transportés , ils vomissent des blasphêmes contre Dieu : voilà ce qui déterminâ Justinien à proscrire les jeux (a).

Que les Accusés soient Joueurs de profession des jeux de hazard , le Public dépose cette vérité. Le Sieur Martial Dubal 6me. Témoin , la confirme. Urbain Bouvard 8me. Témoin , dit en propres termes que Rocgece est un Joueur de profession. Claude Allard 12me. Témoin , tient le même langage. Etienne Dupré 14me. Témoin , dit qu'il a vu plusieurs fois Rocgece jouer dans des Académies , & en d'autres endroits. Genevieve Creuset 16me. Témoin , dépose que les Accusés sont Joueurs de profession. C'est une vérité si constante que si on la vouloit cacher , les murailles mêmes des Académies la

(a) *Quidam enim nec ludentes , nec ludum scientes , proprias substantias perdididerunt diu noctuque perdendo ; consequenter autem ex hac inordinatione blasphemare Deum conantur. Commodis Subjectorum prospicientes , hanc Lege generali decernimus , ut nulli liceat in publicis vel privatis domibus , vel locis , ludere neque in specie.*

se dépoferoient hautement , & *ipsi parietes clama-*
unt. On a vu qu'une pareille profession n'annonce
 pas la probité , & si elle n'étoit pas morte encore
 dans un Joueur , elle auroit tous les symptomes de
 agonie. Bien des gens sont portés à croire qu'un
 fripon & un joueur de profession different comme
 de genre de l'espece. S'il pouvoit conserver sa pro-
 bité entiere dans l'ardeur du jeu , il renouvelleroit
 le miracle de ces flâmes qui respectèrent autrefois
 les Israélites dans la fournaise.

Non seulement les Accusés sont Joueurs de pro-
 fession , mais ils ne permettent pas de douter qu'ils
 sont Pipeurs ; c'est la seconde présomption. Le
 sieur Martial Dubal depose qu'il a appris que les
 Accusés sont profession d'être subtils Joueurs , &
 que peu de personnes jouent avec eux sans être
 trompés. Il ajoute qu'ils sont dans une si mauvaise
 réputation , qu'on leur refuse des cartes dans les endroits
 où ils demandent à jouer. Il dit positivement qu'on
 ne voit par-tout qu'ils friponnent au jeu.

Le Sieur Nicolas Petro de Chamblançay, Conseil-
 ler au Parlement de Dombes, 7e. Témoin , dit que
 c'est un bruit commun répandu dans la Ville , que
 Girard , Rocege & Ribau ne jouent pas fidele-
 ment. Girard 9e. Témoin depose de même que
 les Accusés sont en réputation de tromper au jeu ;
qui est si bien reconnu , ajoute-t-il , *que personne*
ne veut jouer avec eux. Bernardin Jomar. 10e. Té-
 moin dit qu'ayant joué dans une partie où étoit Na-
 our & d'autres Particuliers du même caractère ,
 perdit son argent , & que le lendemain plusieurs
 personnes lui dirent , *qu'il s'étoit bien adressé , que*
les Particuliers ne faisoient que tromper dans le jeu ,
traher les uns & les autres , & même qu'on leur
faisoit des cartes dans les jeux publics.

Thomas Grassot 11e. Témoin , dit qu'il a été a-
 verti par plusieurs personnes que les Accusés é-
 toient d'intelligence ; & que lorsqu'on jouoit avec

l'un, il falloit prendre garde que l'autre ne vit pas le jeu.

Claude Allard 12e. Témoin, dit que les Accusés passent dans les jeux publics pour de subtils Joueurs, qui ne jouent pas fidelement.

Genevieve Creuset dépose qu'elle a appris qu'ils ont beaucoup de subtilité dans l'art du jeu.

Voilà une réputation constante, soutenue par le témoignage de gens de distinction, & du peuple. Car le Sieur Martial Dubal dit qu'il a appris cette vérité de plusieurs personnes de considération; la plus saine partie du monde & le monde entier concourent à rendre le même témoignage. Toutes ces voix qui s'élèvent en même tems, semblent n'en former qu'une seule; c'est un de ces cris qui percent les Cieux, c'est le cri de la vérité irritée contre les Accusés.

Troisième Présomption. Ce décri universel est soutenu par plusieurs infidélités qu'ils ont commises, entraînés par un penchant funeste qui les a confirmés dans le crime.

On voit par les dépositions des Sieurs Martial Dubal & Petro de Chamblançay, qu'ils ont été trompés en jouant avec eux. Urbain Bouvard dit qu'il crut s'appercevoir que jouant au Piquet avec Rocgece, celui-ci s'accommoda du talon, & supposa d'autres cartes; ce qui l'obligea de quitter la partie. Claude Allard dépose que jouant au Piquet avec deux Particuliers, Rocgece voyoit son jeu & le faisoit connoître par des signes à ceux qui jouoient contre lui. Une preuve évidente de l'infidélité de Rocgece, c'est que ce Témoin ayant perdu huit louis, Rocgece eut sa part avec ceux qui les gagnèrent. C'est ainsi qu'Allard le témoigne; il ajoute qu'il a souvent remarqué que Rocgece ne jouoit pas fidelement, s'accommodant des cartes du talon, & qu'il en substituoit d'autres. Ce Témoin étant confronté avec Rocgece lui soutint que jouant au Piquet

quet contre deux particuliers , ce Pipeur qui étoit de moitié avec eux , voyoit le jeu de ce Témoin , & manioit le talon malgré lui.

Etienne Dupré raconte un tour de subtilité de Rocgece.

Il est encore certain par les dépositions de plusieurs Témoins que les Accusés ont contribué à la ruine de Gardel l'Employé , en lui gagnant infidèlement au jeu des sommes considérables.

La quatrième présomption est fondée sur le caractère des Accusés. Tous les Auteurs conviennent que la connoissance des mœurs d'un Accusé & de sa conduite passée , est très importante pour l'éclaircissement d'un crime , & que l'Accusateur en peut rechercher les preuves. Ce principe est établi solidement par Menochius *de præsumption*. chap. 1. quest. 79. & par Damhouderius *Prætic. crim.* chap. 36.

S'il est vrai qu'un mauvais penchant a souvent sa source dans le sang , quel sang doit couler dans les veines de Nadiour , lui dont le pere exerçoit la profession odieuse de Picqueur d'onces de Soyes * , & dont la mere accusée d'un libertinage & d'un larcin énorme , a été condamnée à un supplice infamant par une Sentence des Juges Conservateurs ? Si on remontoit plus haut , on lui trouveroit un ayeul flétri par le dernier supplice. Voilà un arbre généalogique dont le tronc est bien infecté, les branches n'en peuvent tirer qu'une fève corrompue.

Ribau * est fils d'un homme qui étoit affublé d'une mandille , que l'on appelle à présent le juste-aucorps à brevet de la fortune. Il s'enrôla dans sa jeunesse avec des Operateurs ; c'est dans cette école où il s'est formé , & où il s'est raffiné dans l'art de tromper au jeu. Son industrie étoit son unique patrimoine. Il a laissé ses maitres bien loin derrière lui. Il est lié avec Nadiour par une alliance

* Vendeurs de Soyes en détail, suspects, ordinairement Receleurs.

* Il a été laquais chez M. Pécoil Prévôt des Marchands à Lyon.

étroite : mais il l'est encore plus fortement par la conformité de leurs caractères.

Rocgece, Gascon, est d'une nation féconde en aventuriers ; on diroit qu'il a été pétri avec le levain le plus fin de ce pays-là. Le son que le mot de *Gascon* fait à l'oreille, réveille d'abord l'idée de la subtilité de l'esprit & de la main. Je ne fai quelle gentillesse qui brille dans les maniere des gens de cette nation, plait, impose d'abord : mais souvent leur tour d'esprit les conduit au-delà des limites de la probité, qu'ils franchissent sans scrupule. Celui-ci associé avec Girard, Marchand Drapier, lui a fait plusieurs infidélités criminelles, comme on le voit par la plainte de ce Marchand jointe à la procédure.

Doit-on être surpris qu'il y ait une si grande sympathie entre ces trois hommes dont les humeurs sont si bien assorties ? Claude Allard dit qu'ils sont inséparables. La nature a jetté tous les fondemens de ce Triumvirat, elle les a mis tous trois au même niveau : dès qu'ils se sont vus, ils ont entendu au fond de leur cœur une voix qui leur a crié : Nous sommes faits les uns pour les autres.

La cinquieme présomption résulte de leur situation. Ils se parent du titre de Négocians : tout le monde fait que les femmes de Nadiour & de Ribau qui négocioient avant qu'ils les eussent épousées, conduisent leur commerce sans que les maris y entrent. A l'égard de Rocgece, depuis la dissolution de la société qu'il avoit contracté avec Girard, le commerce & lui se sont dit un adieu réciproque.

Il est vrai qu'ils ne sont pas pour cela oisifs, car leurs mains ne sont jamais dans l'inaction. Ils font une dépense excessive en habits, en repas ; cependant ils n'ont eu en partage qu'un bien très médiocre. Quel est le fonds qui les peut soutenir ? Dirait-on que c'est le commerce qu'exercent les femmes de Nadiour & de Ribau ? Qui ne voit pas que dans
la

la langueur où est le négoce , les petits Marchands ne subsistent qu'à peine ? Qui ne conclura que puisque les Accusés se font une occupation continuelle du jeu , il leur ouvre une source d'or intarissable ? & puisque cette source coule sans cesse , on doit juger qu'ils ont le secret de fixer la fortune. Car l'on n'ignore pas que dès que l'on laisse agir le destin du jeu , tantôt il vous met au haut de la roue , & tantôt il vous met au bas , & que la misere est souvent le sort de ceux qui se laissent guider au branle de cette roue. Mais quand on a le secret , comme les Accusés , de la clouer , on se rit des caprices de la fortune. Ainsi l'union de ces trois personnages qui s'annonce au Public par l'uniformité de leurs habits , leurs dépenses excessives toujours également soutenues , quoiqu'ils aient été deshérités par la fortune ; tout cela ne prouve-t-il pas évidemment que l'art de tromper au jeu est leur pere nourricier , & un pere qui les traite en enfans gâtés , puisqu'il leur fournit abondamment le nécessaire , le comode , & le superflu ?

Voici la 6me. Présomption. Ils ont tous les artifices des Joueurs infideles. Quand ils tiennent une duppe entre leurs mains , ils lient la partie dans des cabarets , ils évitent les regards des Témoins , parce que des spectateurs murmureroient & leur arracheroient le couteau des mains lorsqu'ils sont sur le point d'égorger la victime. S'ils le pouvoient , ils ne feroient leurs sacrifices que dans les lieux souterrains , semblables à ces Prêtres des Infideles qui sacrifioient à la Déesse Eleusine. C'est dans un cabaret qu'ils ont surpris l'Accusé. Le Sieur Martial Dubal dit que lorsqu'il fut trompé par Nadiour & Ribau , la scene se passa dans le cabaret de la Joyard. Le Sieur Petro de Chamblançay fut trompé dans le logis de la Blancherie auprès de S. George. Genevieve Creuset dépose qu'ils ont ruiné Gardel son mari en jouant avec lui dans plusieurs

cabarets. Jaques Dunan 19e. Témoin, hôte d'un logis, Doulin & sa femme, déposent que les Accusés ont joué chez lui avec Gardel. Rocgece dans sa confrontation avec Allard 12e. Témoin, dit qu'il a joué avec lui dans le logis du Cœur de France. On voit donc que Mercure emprunte le territoire de Bacchus pour y exercer ses tours subtils.

Mais encore, pourquoi choisissent-ils les cabarets? C'est afin de pouvoir enivrer leurs duppes. Le Sieur Martial Dubal dit dans son recollement, que lorsqu'il jouoit contre Nadiour, Ribau affectoit de lui verser souvent à boire, pour l'enivrer & le rendre moins attentif à son jeu. Bernardin Jomard dépose que lorsque Nadiour eut jetté son plan sur lui, il le conduisit au cabaret, qu'il invita la compagnie à boire, tandis qu'il buvoit très-peu sur le prétexte qu'il étoit incommodé. Il dit qu'ils burent entre quatre 18. bouteilles de vin, & qu'on profita de l'état où il étoit pour lui gagner 400. livres. Un Pipeur a beau jeu avec des duppes qui ont laissé leur sens & leur raison au fond de la bouteille. Au milieu des enchantemens de Bacchus, la victime étourdie ne sent pas le coup qui l'égorge.

Un des artifices des Pipeurs, c'est de jouer sur la parole de leurs duppes, parce qu'ils savent que l'on joue plus hardiment quand l'on ne met pas de l'argent sur table. Je dois payer à présent, ou je payerai dans la suite, voilà deux sortes d'obligations qui frappent l'imagination diversément. Le Sieur Petro de Chamblançay dit que Nadiour ayant joué contre lui sur sa parole, il perdit 300. livres.

Une autre ruse des Pipeurs, qui est grossière parce qu'elle est usée, c'est que l'un d'entre eux parie ordinairement pour la duppe. Il veut avoir le prétexte de voir son jeu, & le faire connoître par des gestes à son associé. Le Sieur Martial Dubal dépose que Ribau parioit pour lui lorsqu'il jouoit contre

Nadiour

Nadiour au Piquet, afin, ajoute-t-il, d'avoir occasion de voir mon jeu, de maniere que je perdis mon argent sans avoir pu gagner une partie, & je n'eus pas le tems de me reconnoître.

Grassot dit que tandis qu'il jouoit contre Rocgece, Ribau se mit de son côté pour voir son jeu, sous prétexte qu'il parioit pour lui. Ce Pipeur travesti en parieur decouvroit le jeu à Rocgece. Ce nouveau Magicien qui révéloit à son associé les mysteres les plus cachés, rendoit ses Oracles par des gestes dont le sens n'est connu qu'à ceux qui sont initiés aux secrets de l'art.

Rien n'est plus insinuant qu'un Pipeur qui veut attirer une duppe. On voit dans Julius Clarus que ceux qui par leurs paroles artificieuses vous engagent à jouer à des jeux de hazard, méritent d'être punis. *Adde Aleatorum pœnas, quando ad ludendum blanditiis alliciunt, additi. supra § ludus.*

Les Accusés épioient le Sieur Fruferi, ils étoient à l'affut pour le surprendre ; l'Accusateur fut pris enfin dans les filets comme un oiseau, & il ne vit pas le danger qu'il couroit, afin d'user des expressions de l'Écriture sainte, *veluti si avis festinet ad laqueum, & nescit quod de periculo animæ illius agitur.* Proverb. chap. 7. vers 23.

Ils se servirent de plusieurs voyes insinuanes pour attirer Gardel dans le précipice, comme on le voit par la déposition de Genevieve Créuset. Ils avoient un émissaire qu'ils lui lâchoient pour le faire venir dans divers cabarets, où ils vouloient le surprendre. Ce Témoin ajoute qu'ils eurent une grande facilité de le gagner, parce qu'il ne savoit pas jouer, & qu'il n'avoit pas assez de subtilité pour connoître si dans cet exercice on le trompoit. Enfin ils l'ont ruiné entierement, & ils se sont partagé ses dépouilles; ces renards expérimentés n'ont pas laissé la moindre plume à cet oison.

Ils ne s'en tiennent pas au butin qu'ils font dans la Ville. Ces oiseaux de proie prennent souvent leur essor dans des Diligences, des voitures publiques. Malheur à celui qui est entre leurs serres, *Et nescit quod de periculo crumena illius agitur.*

Que l'on rassemble toutes ces présomptions, on sera convaincu du crime dont ils sont accusés. Des Joueurs de profession; que dis-je? des Joueurs qui ont la réputation de Pipeurs, d'affronteurs dans l'esprit de la saine partie du monde & du peuple; des Joueurs qui ont commis plusieurs infidélités, disons plusieurs friponneries, afin de ne pas affoiblir la vérité; des Joueurs qui sont d'ailleurs d'un caractère suspect, dont les mœurs sont souillées & infectées; trois hommes que le vice a unis parfaitement, qui n'ont qu'un patrimoine médiocre, sur-tout Rogee dont le coffre-fort sans le jeu ne peseroit pas trois grains, il ne laisse pas de faire de grandes dépenses; trois hommes tout coufus des ruses & des artifices des Pipeurs, qui rapportent tout au dessein de surprendre une duppe: Ces trois personnages là engagent l'Accusateur à jouer; il joue d'abord contre l'un & puis contre l'autre, le troisieme feint de parier. Qui ne jugeroit que l'Accusateur a été trompé, quand on emprunteroit les yeux-mêmes de la charité chrétienne? Il a été aux prises avec des Pipeurs, il a perdu son argent, donc il a été trompé; n'est-ce pas là une de ces conséquences qui se tirent toutes seules sans le secours de la Dialectique? N'est-ce pas là une de ces présomptions nécessaires, une de ces preuves muettes que la Loi regarde comme certaines & indubitables? La seule réputation des Accusés soutenue de quelques admicules suffit pour les condamner, suivant le sentiment des Jurisconsultes qui ont commenté Julius Clarus quest. 63. *Adde, disent-ils, quod ubi vertitur difficultas probationis, fama sola junctis aliquibus*

bis adminiculis inducit plenam probationem , que sufficit ad condemnandum. La preuve du crime d'un Pipeur est très difficile , puisqu'il le commet étant éclairé de plusieurs Témoins qui ne le peuvent surprendre. N'y a-t-il pas de ces Pipeurs qui filent la carte avec tant de dextérité , qu'ils vous avertissent avant que de faire leur exercice ? en-vain avez-vous les yeux collés sur leurs mains & sur leur jeu , leur subtilité vous échappe. Qui pourroit convaincre un affronteur qui fait des signes à son associé ? ces signes sont équivoques ; si vous vous plaignez , il dira que vous êtes un visionnaire , & que vous attaquez à un geste innocent un sens criminel qui n'a aucun fondement. Prenez des juges dans l'assemblée , vous serez encore condamné. Voilà un crime qui se dérobe à l'attention des spectateurs , c'est un serpent qui vous évite par ses replis tortueux ; il faut donc employer contre lui les présomptions , lorsque les démonstrations manquent. Ne se fert-on pas de présomptions pour établir l'adultère , parce que la preuve en est extrêmement difficile ? mais on n'a pas besoin de cette Loi favorable. Que l'on réunisse seulement les circonstances du crime établies par les dépositions , & il se présentera tel qu'il est.

21. Premièrement , il est certain que le Sieur Fruferi a joué avec les Accusés dans le cabaret de la Cage , & qu'il a fait une perte considérable dans le mois de Septembre 1716. Cela est prouvé par Claudine Favet premier Témoin , Antoinette Garrian second Témoin , Claudine Marmand troisieme Témoin , Jeanne Chevalier fixieme Témoin , Antoine Girard neuvieme Témoin. Les Accusés dans leurs réponses personnelles conviennent de cette vérité.

22. Secondement , il est constant que la perte alloit du moins à 800. livres. Antoinette Garrian dépose que l'Accusateur dit après le jeu dans la chambre

où il jouoit , qu'il avoit perdu 800. livres. Antoine Girard dépose que le Sieur Fruferi lui dit le même jour qu'il avoit perdu cette somme-là. On a déjà dit que si l'Accusateur a joué avec les Accusés & perdu son argent , leur caractère, leur réputation flétrie démontrent qu'ils l'ont trompé , parce que jouer & tromper pour un Pipeur sont des termes synonymes. Cette conséquence est si naturelle , que tous ceux qui ont appris que le Sieur Fruferi avoit joué avec les Accusés & perdu son argent , ont conclu qu'il avoit été trompé. Les Sieurs Dubal , Petro de Chamblançay & Grassot , qui n'ont point été Témoins oculaires de cette scène , ne laissent pas de conclure que le Sieur Fruferi avoit été surpris & trompé , parce qu'il a joué avec eux & qu'il a perdu. Vous avez passé dans un bois , vous avez été arrêté par des voleurs , vous ne pouvez plus me montrer votre bourse ; n'en dites pas d'avantage , je suis persuadé que vous êtes volé.

Voici encore des circonstances dont les unes précèdent , les autres accompagnent naturellement un pareil larcin. Nadiour a tenté d'abord de prendre l'Accusateur dans les filets d'un discours captieux qu'il lui tint à l'Opéra. Il n'a pas osé dans ses réponses nier qu'il lui eût tenu un pareil langage. Il s'est retranché à dire qu'il ne s'en souvenoit pas. La vérité l'a frappé , il n'a pas eu le front de la dévouer formellement.

Ribau paria pour le Sieur Fruferi , afin de voir son jeu & de le découvrir par ses signes à son associé. On a déjà vu qu'ils ont mis plusieurs fois en usage cet artifice. Que Ribau ait parié pour Fruferi , Chevalier l'a déposé , & il nous dit la posture de ce parieur : il étoit , dit-il , appuyé sur le dossier de la chaise du Sieur Fruferi. Ainsi il pouvoit faire connoître le jeu de l'Accusateur , sans que ce dernier s'en apperçût. Il pouvoit , sans craindre

re d'être surpris , user de son chiffre mystérieux pour expliquer sa pensée. Le Sieur Dubal qui connoît Ribau à fond , dépose qu'il ne paria que pour voir le jeu de l'Accusateur & le faire connoître à Rocgece. Nadiour dans ses réponses dit que Ribau paria ; Ribau en est convenu aussi-bien que Rocgece ; est donc un fait constant. Ce qui démontre que le pari n'étoit qu'une affectation , c'est l'histoire même que Nadiour fait pour prouver que la gageure étoit sincère.

Il dit qu'après la partie du Sieur Fruferi , Rocgece donna la revanche à Ribau ; & Chevalier dépose que ce pari en deux parties se racquilla. Il fit cette comédie pour imposer au Sieur Fruferi , & joua si bien son rôle de parieur , que la vérité même ne l'auroit pas mieux représenté. Il composoit son visage sur celui du Sieur Fruferi. Il témoignoit avec lui de la douleur , on auroit pris l'art pour la nature. Dans un besoin Ribau auroit feint d'évanouir ; alors tous les cordiaux du monde ne l'auroient pas rappelé , ainsi que cela est arrivé à des Pipeurs. Une preuve que ce pari étoit feint , c'est qu'il n'auroit pas gagé sérieusement pour le Sieur Fruferi qui n'a pas l'esprit du jeu. Rocgece lui-même dit dans ses Réponses , qu'il vit faire beaucoup de fautes au Sieur Fruferi.

Ce qui démontre encore le dessein criminel des Accusés , c'est l'offre que fit Rocgece à l'Accusateur de jouer sur ses Billets ; il est certain que cette offre a été acceptée & exécutée. Chevalier dépose que l'Accusateur dit en présence des Accusés , qu'ils avoient ses Billets. Le Sieur Dubal dit qu'il a appris qu'ils avoient joué sur les Billets de l'Accusateur. Graftot & Claude Allard témoignent la même vérité. Girard dit que l'Accusateur lui déclara le même jour qu'il avoit perdu 800. livres en deux Billets. Nadiour dans ses réponses personnelles dit que lorsque le Sieur Fruferi se plaignit de sa perte,

te, *Rocgece lui dit qu'il n'avoit que du papier.* Rocgece n'a pas pu trahir entierement la vérité, il l'a affoiblie autant qu'il l'a pu; il est néanmoins convenu que dans les sommes qui composent les Billets, il y a 200. livres causées pour le jeu. La Cour est suppliée de donner son attention à cette déclaration, où la vérité quoique déguisée se produit en partie.

Voici encore une preuve de l'infidélité des Accusés. Chevalier dit que l'Accusateur leur reprocha qu'ils l'avoient duppé; qu'il auroit ses Billets, quand ils seroient dans le poutre de la chambre. Nadiour convint que le Sieur Fruferi reprocha à Rocgece de l'avoir gagné en profitant d'un grand avantage. Chevalier ne dit point que Rocgece répondit à tous ces reproches, il avoit ces couleuvres sans rien dire; s'il avoit eu seulement le masque d'un honnête homme, auroit-il gardé le silence?

On est frappé de l'affectation qui regne dans les réponses des Accusés, ils donnent toute leur attention à ne se point déceler, & ils s'efforcent de se dérober à la pénétration du Magistrat qui les interroge. Nadiour & Ribau ne pouvoient pas ignorer qu'on eût joué sur les Billets du Sieur Fruferi; ils affectent de cacher ce fait quand on les questionne là-dessus. Telle est pourtant la force de la vérité, que Nadiour se donne un démenti à lui-même, en rapportant que Rocgece dit au Sieur Fruferi *qu'il n'avoit de lui que du papier*: donc ce Témoin n'ignoroit pas qu'on eût joué sur les Billets du Sieur Fruferi. Il s'ensuit encore que Nadiour dément aussi Rocgece qui dans l'histoire fauleuse qu'il a composée, prétend que les Billets ne furent faits que le lendemain. Le crime des Accusés est donc prouvé avec une extrême évidence. Rocgece a affecté de dire que le Sieur Fruferi lui avoit gagné quelque tems auparavant 60. Louis; c'est

est une vaine allégation. Girard dans son recollection a dit que c'étoit une supposition ; que Rocgece avoit jamais joué avec le Sieur Fruferi que lorsqu'il trompa au cabaret de la Cage.

M. le Procureur du Roi à qui on a confié l'intérêt public, représentera sans doute combien il est important de punir un délit qui cause de si grands désordres, & il observera qu'un Pipeur est un voleur pillé de plusieurs larcins, & qu'il est d'autant plus criminel, qu'il exerce ses pirateries dans le sein des villes, & qu'il se pare du dehors de la bonne-foi pour tendre des pièges inévitables.

L'Accusateur demande non seulement la restitution de la somme de 400. livres contenues dans un Billet qu'il a acquitté ; mais encore la restitution du second Billet d'une pareille somme, fait à l'ordre de Rocgece.

On a établi que l'argent gagné au jeu de hazard est sujet à restitution, à plus forte raison peut-il se répéter quand on a pratiqué le dol & la fraude.

Il s'ensuit que Rocgece ne peut se dispenser de restituer la somme qu'on lui demande, dès que le dol est la vraie cause des Billets. Il faut observer que l'Ordonnance comprend toutes sortes de jeux. Les Accusés disconviennent qu'ils ont joué au Berlan, ils disent que c'est au Piquet qui est un jeu privilégié, dont la fraude est bannie : cela étoit vrai autrefois ; mais les Accusés l'ont rappelé de son exil, & l'ont introduite dans ce jeu. D'ailleurs il est certain qu'ils ont joué au Berlan. Ils ont opposé que des défenses frivoles, en voici le précis.

Ils disent que le Sieur Fruferi le Mousquetaire, frère de l'Accusateur, étoit de la partie, & qu'il auroit pas souffert qu'on le trompât. Sans doute s'il a été témoin de la scène, il leur auroit fait restituer le larcin, ainsi qu'il le fit lorsqu'ils le trom-

tromperent lui-même quelque tems après. L'Histoire en est succinte. Nadiour lui gagna 30. Louis; le Mousquetaire sortit après cette perte; mais étant rentré lorsque Nadiour partageoit ses déponilles avec Ribau & Rocgece, ce partage le convainquit de leur infidélité. Il demanda la restitution d'un ton de Mousquetaire, ils lui rendirent leur butin: car on n'ignore pas qu'un Mousquetaire est souvent tout à la fois partie, juge, & exécuteur de sa sentence.

On eut grand soin de l'écarter lorsqu'on voulut duper l'Accusateur. C'étoit un profane qui n'étoit pas digne d'assister à ce sacrifice, ou si l'on aime mieux, c'étoit un curieux qui auroit d'abord percé le mystère; un pareil spectateur auroit été de trop. Les Accusés conviennent eux-mêmes que le Mousquetaire sortit après le diner pour aller voir un appartement; il ne vit donc pas jouer la piece. Les servantes dont il rapporte les témoignages ne disent point que le Mousquetaire ait passé l'après-diner avec son frere.

Ils alleguent encore, que l'Accusateur ayant payé le premier Billet de 400. livres, ne peut plus contester le second, bien loin de pouvoir exiger ce qu'il a payé. N'est-ce pas une Loi certaine, qu'on a droit de se faire restituer ce qu'on a payé par erreur? *Si quis indebitum ignorans solvit, per hanc actionem condicere potest. l. 1. §. 1. ff. de condic. indebit.* La Loi même veut que l'on puisse répéter ce qu'on a payé dans le doute si l'on devoit. *l. de condic. indeb. c.*

Quand l'Accusateur paya le premier Billet, il n'étoit pas convaincu comme il a été depuis qu'il avoit été duppé, il doutoit de cette vérité. Il faut donc envisager cela comme un paiement fait par erreur, puisqu'il est certain qu'on ne doit point une somme qui a été gagnée infidelement. L'on cède à un voleur un argent qu'il a dérobé, dans le

le doute où l'on est s'il est acquis légitimement : peut-il dans la suite s'en prévaloir , lorsqu'instruit de la vérité on lui demande de restituer ?

Ils triomphent dans leur Requête , parce qu'ils supposent que l'Accusateur n'a pas établi avec la dernière précision qu'il avoit été duppé ; mais on leur a démontré qu'ils ont une réputation constante de Pipeurs. Or il est certain qu'une personne qui perd une somme considérable avec un Pipeur , est en droit de soutenir qu'il a été volé , & qu'il faut peu d'indices pour rendre sa preuve complète. Ici l'on voit un assemblage de présomptions & de circonstances décisives. Il ne faut qu'ouvrir les yeux , & la vérité se présentera environnée de tous ses rayons. On a satisfait au-delà de ce qu'on exige pour établir des crimes dont la preuve est très difficile.

Ils ont cru que les injures remplaceroient les raisons qui leur manquent. Ils disent que l'Accusateur est un débauché , & qu'il a fait des exploits dans les jeux de hazard. Ils veulent le noircir , ils ne peuvent pas mieux s'y prendre que de lui prêter leur caractère. Graces à la réputation des Accusés, quand ils disent des injures , ils ne lancent que des traits émouffés.

La bonne-foi vient implorer le secours de la Justice contre des Pipeurs insignes qui l'ont bannie du jeu. Peut-elle ne pas être écoutée ? Il est réservé à la Cour de proscrire ces mystères d'iniquité , ces chiffres criminels , & tous les artifices que le Démon de la fraude , animant ces trois personnages , a introduits dans le jeu. Que de jeunes gens qu'ils ont précipités dans la misère , élèvent leur voix contre eux du fond de l'abîme ! On attend un grand exemple , on espère que le glaive de la Justice ne les menacera pas vainement : le coup dont elle les frappera , fût-il funeste pour eux , n'en fera que plus salutaire pour plusieurs familles.

L'Ac-

L'Accusateur demande que Rocgece soit condamné à lui restituer huit cens livres qu'il lui a gagné par fraude & par surprise , & que Nadiour & Ribau soient reconnus complices de ce larcin , & qu'ils soient tous condamnés solidairement à lui rendre la somme de quatre cens livres qu'il a payées à Rocgece , & encore un Billet qui contient une pareille somme fait à l'ordre de ce dernier , & qu'ils soient outre cela condamnés à tous les dépens ; sauf à M. le Procureur du Roi à prendre pour l'interêt public les Conclusions qu'il jugera à propos.

La Sentence du Lieutenant Criminel de Lyon qui intervint fut conforme aux Conclusions de Fruferi. Les juges furent convaincus que la réputation des Accusés dépoisoit contre eux.

Les Accusés formèrent d'abord le dessein d'appeler de ce jugement ; une personne sensée leur conseilla de consulter à Paris & d'envoyer le Factum de leur Partie , afin que la Consultation pût être juste , & que les Avocats fussent bien dans le fait. Ils suivirent ce conseil , les Avocats leur répondirent que la Sentence seroit confirmée , les Accusés y acquiescerent.

Il est étrange qu'on punisse un larcin considérable , d'une peine capitale , & qu'on n'inflige pas la même peine aux Pipeurs qui sont coupables de la ruine de plusieurs familles.

Tous les degrés de noirceur se rencontrent dans leur larcin , sans qu'il y ait aucune circonstance qui se présente pour amoindrir ce crime : le larcin du Banqueroutier frauduleux est également impuni , la peine capitale que lui impose l'Ordonnance ne s'observe point.

J'ai remarqué ailleurs plusieurs artifices des Pipeurs , que je crois devoir rapporter ici.

Les fripons , ces pestes du jeu , dévoient être bannis avec infamie du commerce des honnêtes gens ;

gens ; ils pullulent beaucoup à Noli , ils y infectent toutes les parties de jeu : ils marquent les cartes avec une pierre ponce ou avec des cheveux , ou de petites pailles presque imperceptibles qu'ils y collent promptement ; ils y pratiquent plusieurs artifices. Un galant homme qui ne laisse rien échapper à sa curiosité , s'est attaché à découvrir ces mystères d'iniquité : il s'est fait apprendre jusqu'à 18. sequences pour la Bassette , qui ont toutes un nom différent. Il y a une sequence de faux doublets , une sequence intermittente , &c. Chaque science , chaque art , ont leurs mots consacrés ; ainsi l'art de tromper au jeu a ses termes particuliers. *Faire la réserve , présenter le boucon , passer la coupe*, sont des phrases qui désignent les differens artifices de ces Joueurs qui corrigent la fortune.

Cleon brille parmi ces Messieurs-là : il affecte d'avoir la vue basse , & il porte des lunettes qui grossissent les objets & lui font voir sur le dos d'une carte des atômes imperceptibles , à l'aide desquels il la discerne. Il a une tabatiere d'acier très luisante qui ressemble à une glace de miroir , il la pose du côté de celui contre qui il joue au Piquet , ou à un autre jeu , & il voit par réflexion dans sa tabatiere les cartes de son Joueur.

Il étoit d'un quart à la Bassette avec une jeune duppe pour laquelle il tailloit avec des cartes préparées ; son associé qui pontoit le débanqua par un sept-&-leva de trois cens pistoles. Pour couvrir sa friponnerie , Cleon feignit d'évanouir ; ces sortes d'évanouissemens sont à l'épreuve des cordiaux : malgré tout ce qu'on lui donna , il ne revint que quand il lui plut.

Il couchoit en joue un jeune Seigneur très riche qui aimoit fort le jeu ; de concert avec un Cartier , il fit accommoder des cartes où sur les as noirs la veine du papier qui fait le dos de la carte , au-lieu d'être collée en long , étoit collée en large.

Cette marque , & plusieurs autres avantages qu'il savoit se ménager dans le cours du jeu , lui firent gagner des sommes considérables en jouant à l'Homme contre sa duppe.

Combien de fois tête-à-tête a-t-il dépouillé de jeunes gens de famille , en changeant adroitement des cartes contre d'autres qui étoient préparées ? Il ne déployoit pas toujours sa science ; avec des génies grossiers , il faisoit un pont dans l'endroit du jeu où il vouloit qu'on coupât ; ou il mettoit une carte plus large que les autres , en sorte qu'on coupoit sans le vouloir dans l'endroit précisément qu'il souhaitoit.

Il avoit une main *exquise* , il connoissoit la figure en maniant la carte par dessous. Quand il avoit la main au Lansquenet , que sa carte étoit une figure , & qu'il en sentoit venir une , il la filoit avec la dernière adresse.

Il fit une partie de Boule avec de jeunes Seigneurs étrangers ; il fit mettre sous un de ses fouliers un petit soufflet qui pouvoit prendre l'air & le rendre avec force ; cela étoit accommodé très proprement. Quand il avoit joué , il imitoit les Joueurs qui suivent leurs Boules , & qui croient par leurs contorsions & leurs balancemens la conduire au but , & quand sa Boule s'arrêtoit un peu loin en-deçà du terme , à l'aide de son soufflet il la faisoit avancer fort à propos. Son adresse dans ce jeu-là, soutenue par cet avantage , lui fit , dit-on , gagner mille écus dans une après-dinée.

On dit aussi qu'il avoit une table aimantée & des Dés creux garnis de fer en dedans auprès de certains points , sur lesquels on prétend que les Dés tomboient infailliblement par la vertu de l'aimant ; mais cela ne me paroît pas fort aisé dans la pratique.

Quand on joue dans des Académies , on se livre à de pareils brigandages ; mais quand on ne pratiqueroit

queroit aucune fraude dans les jeux de hazard, ils n'en devroient pas moins être interdits.

Madame de Lambert dit fort sensément, que le jeu est un renversement de toutes les bienséances; que le Prince y oublie sa dignité, & la femme sa pudeur; qu'on se donne le mot à de certaines heures pour se ruiner & pour se haïr.

Comme la gageure est une espece de jeu, j'ai cru que je devois placer ici ce que j'ai recueilli dans des Auteurs qui ont traité cette matiere.

Mre. Gillet dans son premier Plaidoyer agite la question si les gageures sont des conventions licites; il dit qu'elle est du ressort des Casuistes & des Jurisconsultes.

Il avance que les sentimens sont fort partagés parmi les premiers sur cette matiere, mais qu'il faut en conclure qu'en général la gageure est licite; mais qu'elle est illicite lorsqu'elle a pour objet de certains événemens qui nous portent à des souhaits, ou à des actions criminelles.

Comme, par exemple, lorsqu'ayant gagé qu'une telle personne mourra dans un tel tems, la crainte de perdre, & l'envie de gagner, fait desirer ou avancer sa mort; ou lorsque par obstination, par vanité, ou par emportement, l'on vient même quelquefois à gagner par des crimes qu'on s'oblige de commettre, ou de faire commettre. Telle fut la gageure de Phryné, cette fameuse Courtisane, qui s'étant vantée d'avoir assez d'appas pour ne pas tendre inutilement des pièges à la continence de Xenocrate, mit en jeu tous ses charmes & toute sa lubricité pour le faire succomber; & n'ayant pu y réussir, dit pour défaite, qu'elle avoit entendu d'avoir affaire à un homme, & non pas à une Statue (a). Bugnion de leg. abro. rapporte un Arrêt du

K 2

Par-

(a) *Deridentibus enim se adolescentibus, quia tam formosa tamque elegans, senis animum illecebris pellicere non potuisset,*

Parlement de Paris du 29. Mars 1563 , qui défendit de faire des gageures au fujet des femmes groffes ; parce que cela pouvoit donner lieu à la fupposition de part.

Il eft d'autres exemples de gageures illicites où il fe rencontre fouvent de l'injuftice & de la fraude , comme lorsque de deux parieurs l'un eft certain de fon pari & l'autre eft incertain du fien ; de la fraude , quand on s'y engage les uns les autres par de mauvaifes voyes , & par des équivoques dans les termes , ou dans l'intention , comme il arriva de la célèbre gageure de Cleopatre avec Marc - Antoine. Cleopatre invite Antoine à fouper , & gage qu'elle mangera elle feule un million en un feul repas (a). Antoine qui ne voit rien d'extraordinaire , fe met à railler Cleopatre fur la frugalité de fa table & lui demande un compte. Cleopatre fans lui répondre détache ces deux Perles de fi grand prix qu'elle portoit aux oreilles , en jette une dans une liqueur préparée , la fait diffoudre , & l'avale en présence de Munatius Plancus choifi pour arbitre de la gageure ; & comme elle alloit en faire autant de la feconde Perle , Plancus s'en faifit , s'écria qu'il fuffisoit de la première , & qu'elle avoit gagné.

La gageure d'Asclepiade Médecin étoit auffi extravagante : il gagea contre la Fortune , qu'il ne feroit jamais malade pendant fa vie , à peine de perdre la réputation qu'il avoit acquife du plus fameux Médecin. Il eft vrai qu'il gagna la gageure , parce qu'il ne fut en effet jamais malade tant qu'il vécut ;

tuiſſet , pactumque victoria pretium flagitantibus , de homine ſe cum iis , non de ſtatua pignus poſuiſſe reſpondit. Val. Max. lib. 1 cap. 3.

(a) *Unâ ſe cana centies h. ſ. abſumpturam. Plin. hiſt. nat. lib. 9. cap. 35. c'eſt 930555. livres 11. ſols de notre monnoye.*

vécut ; il mourut enfin d'une chute dans une extrême vieillesse. *Plin. liv. 7. chap. 37.*

A l'égard du sentiment des Jurisconsultes , il n'y a que deux Loix précises dans le Digeste qui parlent des gageures. La première est la Loi *de Aleatoribus* qui dit que suivant la Loi *Titia* & la Loi *Cornelia*, il n'étoit pas permis à Rome de gager pour le succès que des Joueurs auroient à des jeux illicites , mais que cela n'étoit pas défendu dans des jeux qui étoient permis par la Loi & qui étoient ceux où il s'agissoit de faire paroître la force & le courage. *In quibus rebus ex lege Titia, & Publicia, & Cornelia, etiam sponsonem facere licet ; sed ex aliis ubi pro virtute certamen non fit, non licet.* Ce mot *in aliis* se rapporte à la Loi 2. du même titre , qui dit que le Sénat avoit défendu de jouer de l'argent à quelque jeu que ce fût , si ce n'étoit dans ceux où il s'agissoit de faire paroître la force du corps.

La seconde Loi est la Loi 17. *de præsc. verb.* (a) qui marque de quelle maniere se faisoient les gageures chez les Romains. Si quelqu'un à cause d'une gageure a reçu un Anneau & ne l'a pas rendu à celui qui a gagné , celui-ci a une action contre lui.

Les Romains avoient accoutumé de mettre en gage les Anneaux qu'ils portoient au doigt , ils les dépofoient entre les mains d'un tiers ; ce dépôt qui tenoit lieu de stipulation rendoit la gageure obligatoire & produisoit une action. Ce qui prouve que la consignation est absolument nécessaire , parmi les Jurisconsultes qui parlent des gageures , c'est que le mot de consignation & de gageure se prennent indifferemment l'un pour l'autre. Dans cette matiere la seule étymologie de gageure qui vient de gage ,

K 3.

fait

(a) *Si quis sponsonis causâ annulum accepit, nec reddidit victori præscriptis verbis, animo eum competit.*

fait assez connoître que les gageures ne sont point réputées des conventions sérieuses , si le gage n'a été déposé. En effet le peu de décisions que l'on a sur ce sujet ne les ont confirmées que dans le cas de consignation ; jusques-là même qu'on a jugé qu'il ne suffisoit pas que la convention eût été rédigée par écrit. Bouvot dans son Recueil d'Arrêts du Parlement de Bourgogne , en rapporte un qui a mis hors de Cour sur une gageure , quoique la convention fût devant Notaires , & que les Parties eussent même donné caution du prix qui étoit de cinquante écus. Cependant la gageure étoit favorable , puisqu'elle n'avoit rien de contraire aux bonnes mœurs : il s'agissoit entre deux Procureurs de savoir si dans l'Ordonnance de 1539. il étoit ou n'étoit pas parlé de prescription ; rien n'est plus innocent *.

* Bouvot
part. I.
lettre G.
quest. I.

Cependant lorsqu'il s'agit de l'adresse ou de la force du corps , la gageure est obligatoire , quoique le prix n'ait pas été déposé ; & c'est l'exception de la règle. Automne au Code titre *de prescript. ver.* rapporte un Arrêt du Parlement de Bourdeaux du mois de Mars 1609 , qui condamna celui qui avoit gagé & qui avoit perdu à payer le prix de la gageure , quoique ce prix n'eût point été déposé ni consigné entre les mains de personnes tierces. Dans cette espece le prix de la gageure étoit proprement la récompense de l'adresse & du péril qu'avoit couru celui qui avoit gagné , en entreprenant de nager dans un Etang au mois de Mars jusqu'à une certaine distance dont il étoit convenu , ce qu'il avoit exécuté avec beaucoup de risque.

Ainsi quand le Comte de *** dans la gageure qu'il fit contre M. le Duc , gageure qu'il gagna , n'auroit pas consigné , il auroit eu une action contre ce Prince , si ce Comte eût vécu. Dans l'ancienne Grece , il auroit remporté le prix aux Jeux Olympiques à la course des chevaux. Voici l'histoire de cette gageure. Il paria dix mille écus contre M.

le

le Duc , qu'il iroit dans six heures deux fois depuis la porte S. Denys jusqu'à Chantilly , & qu'il reviendroit au même endroit. On prétend qu'il y avoit pour un million de gageures de part & d'autre. Il avoit une ceinture qui le ferroit au bas du ventre , & tout le corps bandé & comme emmaillotté ; il avoit une balle de plomb à la bouche , pour le rafraichir & le faire cracher facilement. On avoit disposé des relais d'espace en espace , & prévenu tous les embarras qu'il auroit pu trouver en chemin ; on avoit choisi les chevaux les plus vites ; on attacha à la porte S. Denys une Pendule qui marquoit l'heure. Il partit comme un trait , on l'eut bientôt perdu de vue ; jamais on n'a fendu l'air avec plus de rapidité : quand il falloit prendre un relais , sans descendre à terre , il s'élançoit sur le cheval qu'on lui tenoit prêt. Quand il sentoit que son cheval alloit bien , il lui faisoit faire plus d'une traite ; il termina ses quatre courses à la porte S. Denys 18. minutes avant les six heures convenues. Il dit qu'il étoit encore en état d'aller à Versailles porter au Roi la nouvelle de sa course : tout détrempé de sueur , on le mit dans un lit bien chaud ; il mourut de cet effort au bout de cinq mois. Je ne saurois donner de louanges à ce Seigneur pour avoir fait une pareille course : tout ce que je pourrois faire , ce seroit de dire qu'il étoit le premier homme du monde pour courir la poste.

Dans differens Etats l'on trouve plusieurs especes de gageures prohibées , dont quelques-unes paroissent assez indifferentes. A Rome il est defendu par quelques Bulles (a) de faire des gageures sur la mort , ou l'exaltation des Papes , & sur la promotion des Cardinaux. Dans plusieurs Républiques il est pareillement défendu sous de grièves peines de

K 4

(a) La Bulle *In eligendis Ecclesiarum Prelatis* de Pie IV. La Bulle *Cogit nos* de Grégoire XIV.

de faire des gageures fans la permission du Magistrat : A Venise (*a*), sur le choix des personnes qu'on doit élever aux charges publiques : A Genes, (*b*) sur les révolutions des Etats & des Royaumes, sur le succès des expéditions militaires, sur les mariages à contracter, & sur le départ ou l'arrivée des Vaisseaux.

Cependant il regne en Italie une Loterie où tout le monde est reçu à gager ; beaucoup de gens y mettent fans y rien comprendre. Je vais expliquer le mystere. On appelle cette Loterie à Genes le jeu du Séminaire, parce que l'on s'en sert pour faire l'élection des cinq Sénateurs qui doivent gouverner la République avec le Doge.

Les noms des Nobles qui aspirent à ce choix sont mis par numero depuis un jusqu'à cent, & quelquefois on va jusqu'à 108, 110 ; mais on ne passe gueres ce nombre-là. On distribue un Imprimé où sont les noms & les numeros. L'on fait tirer au sort par un enfant dans ce nombre cinq noms ; ces cinq sont les noms des cinq Sénateurs qu'on élit.

Avant que la Loterie se tire, tout le monde se met en tête de deviner ceux que le sort favorisera, & on peut appeller une gageure la somme qu'on risque.

L'on parie, par exemple, contre le Directeur de la Loterie, qu'un certain nom qu'on devine sera le premier élu, ou qu'il sera un des cinq ; on hazarde ce qu'on veut, jusqu'à la plus petite somme.

On comprend que celui qui parie qu'un tel sera le premier élu, doit gagner à proportion davantage que celui qui parie qu'un tel sera du nombre des cinq ; parce qu'on voit que le premier cas est plus difficile à arriver que le second, & que le sort
fera

(*a*) Statut. Venet. legi criminali.

(*b*) Statut. civil. lib. 4. cap. 17. d. du 29. Mars 1563. Bagnion, des Loix abrogées, liv. I. chap. 230.

era plutôt rencontrer le second cas que le premier.

Ainsi celui qui parie pour le premier cas , pour neuf livres neuf sols deux deniers qu'il hazarde , agnera s'il est heureux deux cens livres ; celui qui parie pour le second cas , gagnera cent livres pour sept livres six sols deux deniers qu'il hazardera.

Si l'on veut gager davantage , il faut mettre davantage , & le gain se réglera à proportion de la mise.

On a une grande liberté de mettre tout ce qu'on veut , jusqu'à un liard si l'on veut ; en gardant toujours les mêmes règles de proportion , on fixe le gain.

Si l'on veut parier comme on fait en Italie , que deux noms qu'on devine seront du nombre des cinq heureux , il faut pour gagner que les deux noms soient favorisés du sort. Car si l'un l'est & que l'autre ne le soit point , l'on perd. Si les deux noms qu'on choisit sont heureux , on peut gagner cent écus pour 24. sols huit deniers qu'on hazardera.

On peut combiner un même nom avec d'autres , ainsi l'on peut faire plusieurs Ambo , c'est le terme qu'on emploie en Italie. Par exemple , je parie que Pierre & Jaques seront du nombre des cinq ; je parie encore que Pierre & Claude seront du nombre des cinq. L'on peut faire toutes les combinaisons des noms que l'on voudra. En perdant un Ambo , l'on en peut gagner un autre : on peut varier ce jeu en bien des manieres.

On peut , si l'on veut gagner beaucoup , parier que trois noms seront du nombre des cinq ; pour gagner , il faut que les trois noms soient heureux , c'est ce qu'on appelle Terne ; alors pour six livres on peut gagner mille écus. Le Terne peut se combiner en cent façons comme l'Ambo ; l'on peut faire

plusieurs Ternes , comme l'on peut faire plusieurs Ambo ; gagner un Terne , en perdre un autre , comme l'on peut gagner un Ambo & en perdre un autre.

Cette Loterie qui a un si grand attrait pour toute l'Italie , pourroit produire le même effet en France, par quatre raisons essentielles.

La première , parce qu'on a une infinité de manieres de jouer ; ainsi tout le monde peut se satisfaire , parce que chacun a quoi choisir suivant son inclination , son caprice.

La seconde raison , c'est qu'on peut hazarder tout ce qu'on veut , jusqu'à la plus petite somme. Ainsi tout le monde , depuis l'homme de la première condition , jusqu'à celui qui est de la plus basse , peut entrer dans ce jeu.

La troisième raison , c'est que pour une petite somme que l'on hazarde l'on peut gagner beaucoup.

La quatrième raison , c'est qu'un ambitieux , un homme qui voudra faire un gain prodigieux , a une voye ouverte pour cela ; il peut, par exemple, faire un Terne où en mettant cent Louis il gagnera plus de 600. mille livres ; s'il double sa mise , il peut gagner plus de 1200. mille livres.

Ce jeu en Italie fait l'occupation de tout le monde ; les uns prétendent par l'explication des songes, d'autres par les règles de l'Astrologie & par l'aspect des Astres , deviner les noms heureux.

A Venise , Milan , Rome , Naples , & Florence , le jeu se fait sous des noms supposés , dont les cinq premiers qu'on tire sont les cinq heureux.

Les Loteries sont depuis quelques années fort à la mode. L'on me permettra de faire part ici au Public des recherches que j'ai faites sur ce jeu du sort. Il nous vient d'Italie. L'origine du mot de *Loterie* vient de *Lotta* qui veut dire en Italien , combat à coups de poing ; & *Lotta* vient du mot Latin

Luclatio ,

Luclatio, parce que l'on lutte avec la fortune & avec un nombre infini de concurrens. On ne trouve parmi les Grecs aucun vestige de Loteries. Drogioni dans son Histoire du Monde, raconte pourtant que les Crotoniates choissoient chaque année douze garçons & douze filles pour les marier ensemble. On les habilloit richement. On faisoit asseoir les garçons vis-à-vis les filles, le sort donnoit aux époux les épouses qu'ils devoient avoir en partage. Aveugle pour aveugle, le sort peut faire un aussi bon choix que l'amour.

Cette Loterie étoit très agréable & faisoit un beau spectacle; car on choissoit sans doute les plus belles filles & les garçons les plus accomplis, & celle qui surpassoit ses compagnes par sa beauté, étoit le premier lot. C'est grand dommage que les Savans s'inscrivent en faux contre un si joli trait d'histoire.

Quoique les Romains eussent un Temple consacré à la Fortune, nous ne voyons pas que ces jeux du sort aient beaucoup régné parmi eux. Il est vrai que lorsqu'ils eurent étendu leurs conquêtes dans tout le Monde, ils choisirent les Préteurs, ou les Gouverneurs de Province, par la voye du sort qu'on appelloit *sors Provinciarum*.

Ils prenoient les noms de douze sujets, dont on mettoit les Billets dans une Urne; un enfant y mettoit la main; le premier Billet qu'il tiroit, désignoit celui qu'on devoit élire. L'élection du successeur de Judas l'Apostat se fit aussi par la voye du sort, qui tomba sur S. Matthias préférablement à Joseph furnommé le juste, qui concourut avec lui. *Sors cecidit super Matthiam*.

Cette élection, comme remarquent les Interpretes, étoit en partie divine & en partie humaine. Quelques Ecrivains ont soutenu que pendant les trois premiers siècles de l'Eglise, les élections des Evêques se faisoient par la même voye. L'Histoire
des

des Papes nous apprend que le Pape Celestin , fondateur de l'Ordre qui porte son nom , choisissoit le matin quatre personnes pour remplir un Evêché , & le soir il consultoit le sort pour se déterminer ; ce qui donna lieu à ce proverbe , qu'il faisoit des Evêques le matin , & les défaisoit le soir.

Revenons aux gageures. Jean Grivellus dans sa Décision 57. rapporte un Arrêt du Parlement de Dole qui a jugé une gageure singuliere. Jean Bouffard du Lieu de Pesmes avoit parié contre Nicolas Sauche , Jean Sirebel & Pierre Girardot , habitans de ce même endroit.

La convention étoit , que moyennant douze francs qu'il avoit remis à chacun d'eux , ils lui payeroient toujours en redoublant *un grain de Millet* au bout de l'an pour autant d'enfans qui naitroient & seroient baptisés à Pesmes le long de cette année-là ; savoir pour le premier un grain , pour le second deux , pour le troisieme quatre & pour le quatrieme huit , ainsi toujours en doublant. Il étoit arrivé que dans cette année-là il y avoit eu 66. enfans nés au Lieu de Pesmes.

Ainsi en supputant & redoublant toujours les grains de Millet jusqu'au nombre de 66 , par progression non pas arithmétique , mais géométrique , cela alloit à l'infini. Les Défenseurs soutenoient que la convention étoit nulle , parce qu'elle étoit impossible. La Cour ordonna *qu'ils rendroient chacun les douze francs au Demandeur , & qu'ils lui payeroient encore chacun douze francs.* Le motif de ce Jugement fut , que la perte de Bouffard ne pouvant aller qu'à douze francs pour chacun , il ne devoit pas gagner davantage , afin qu'il y eût quelque égalité entre eux.

On démontre mathématiquement & par conséquent infailliblement , que multipliant un grain de Froment par pareille progression jusqu'au nombre de 64. seulement , il n'y auroit pas assez de Froment

nent au monde pour faire ce dénombrement, ni assez d'or pour payer cette quantité, ni assez de Navires pour l'embarquer sur mer; tous les Princes du monde ne pourroient pas remplir un semblable engagement.

L'Arrêt du Parlement de Dole ne paroît pas juste; la Cour devoit déclarer la gageure nulle, puisqu'il y avoit de la fraude. Jean Bouffard étoit sûr qu'il ne pouvoit pas perdre. Cette gageure n'étoit pas plus régulière que celle d'un Particulier qui croyant sauver la Simonie qui se contracte dans l'achat d'un Bénéfice, paroit contre le Bénéficiaire la somme qu'il en offroit, qu'il ne résigneroit pas son Bénéfice. Le Bénéficiaire paria pareille somme, il résigna le Bénéfice & il gagna le pari.

On demande, si lorsqu'on a consigné la somme d'une gageure, & que le Dépositaire nie la consignation, on peut être reçu à la preuve.

Danty dans ses Additions sur le dixieme chapitre de Boiceau n. 25. décide qu'on peut demander à faire preuve qu'on a mis en main à ce tiers la chose gagée, sans articuler que ce soit un dépôt; car il ne s'agit, dit-il, en cela que de la preuve d'un fait, que l'Ordonnance ne défend point d'établir par Témoins.

L'année 1725. fut si pluvieuse, qu'il sembloit que les cataractes du Ciel fussent ouvertes; toutes les Rivières se débordèrent, ces débordemens causerent un grand préjudice au Commerce. Il y eut quelques gens superstitieux qui annoncerent un second Déluge. Bulliot natif du Languedoc, Banquier à Paris, remarqua que le jour de S. Gervais 19. Juin il avoit plu extrêmement. Il se persuada que la pluie continueroit pendant 40. jours; le motif de son opinion fut un proverbe qui a cours parmi le Peuple :

*S'il pleut le jour de saint Gervais,
Il pleut quarante jours après.*

Infatué

Infatué de ce sentiment , ce jour-là-même étant dans le Caffé de la Régence près le Palais Royal , il entra dans une conversation qui avoit pour objet les inondations continuelles qui détruisoient l'espérance d'une recolte heureuse , & faisoient appréhender une cherté excessive du bled. Bulliot dit alors qu'on seroit bien plus allarmé si cette pluie duroit encore 40. jours de suite , & qu'il étoit prêt à parier que ce malheur étoit infaillible. En s'annonçant comme un oiseau de mauvais augure , son pronostic fut mal reçu ; on lui demanda sur quoi il le fondeoit. J'en suis sûr , répondit-il avec confiance ; que l'on parie contre moi , je suis prêt à mettre au jeu. Il jetta quelques Louis sur une table, pour exciter les curieux & défier les incrédules. Comme son discours n'étoit pas fort sensé , plusieurs personnes ne voulurent pas parier contre lui ; mais d'autres plus intéressés , flattés par l'espérance de gagner , mirent au jeu pour relever son défi , autant de Louis qu'il en avoit jettés. On consigna l'argent entre les mains de la Caffetiere , & on écrivit la loi du pari en ces termes :

Si depuis la S. Gervais il pleut , peu ou beaucoup , pendant 40. jours tout de suite , Bulliot a gagné ; s'il discontinue de pleuvoir un seul jour pendant les 40. jours , Bulliot a perdu.

Ce nouveau genre de pari ou de folie irrita la cupidité de tout le Caffé , qui s'empressa de faire la conquête des Louis , dont Bulliot regorgeoit tellement , qu'après avoir consigné contre tous ceux qui vouloient parier contre lui , & après avoir épuisé les bourses , il demanda par une espece d'insulte s'il y avoit encore quelqu'un qui voulût gager contre lui. Croyant d'aller à une victoire certaine & voulant faire beau jeu à tout le monde , il proposa à ceux qui n'étoient point en argent, de consigner leurs Cannes à pommeau d'or , & leurs Tabatieres d'or & autres Bijoux de prix , qui furent appréciés & remis entre les

les mains de la même dépositaire ; il y déposa la valeur des Bijoux en especes. Il fut si beau Joueur qu'il consentit que des personnes qui n'avoient ni argent ni Bijoux, missent au jeu des Chemises de toile d'Hollande, contre lesquelles il déposa encore la valeur en argent.

Cette folie singulière s'étant répandue, dès le lendemain dans le même Caffé de nouveaux parieurs se présentèrent contre Bulliot : mais l'argent ayant tari chez lui, il proposa à ces nouveaux Joueurs de prendre ses Billets payables au porteur, ou ses Lettres de change. Comme il étoit en bonne odeur, & qu'il avoit toujours fait honneur à ses engagements, on accepta sa proposition : il fit des Billets ou Lettres de change pour une somme de près de 50. mille écus ; tous ces effets furent pareillement déposés. On pouvoit dire de Bulliot, qu'il étoit seul contre tous, *unus contra omnes*, & qu'il feroit, s'il gagnoit, le plus beau coup de filet du monde, tandis que toute la campagne seroit ruinée & désolée par l'inclémence de l'air.

La Renommée, qui a accoutumé de broder & d'embellir les histoires qu'elle raconte, donna un relief prodigieux à celle-ci, & la fit circuler à la Ville, à la Cour, d'oreilles en oreilles. Tout le monde étoit curieux de voir cet homme extraordinaire ; on se le montrait au doigt ; on observoit attentivement sa physionomie, & on ouvroit de grands yeux sur lui. Quand on lui demandoit pourquoi il étoit si ancré dans son opinion, il alléguoit le proverbe qu'on a cité, & que le peuple a adopté, moins par la raison que par la rime, encore n'est-elle pas bien riche.

Un Grand Seigneur dit en plaisantant, que si Bulliot gagnoit son pari, il lui falloit faire son procès comme à un Sorcier ; & que s'il le perdoit, il le falloit héberger aux Petites-Maisons : il étoit le sujet de toutes les conversations : les Comédiens qui
sont

font esclavés de la mode le jouèrent sur leur théâtre.

Enfin les cataractes du Ciel se fermerent avant les 40. jours , en dépit du proverbe. La Caffetiere & les autres dépositaires remirent les enjeux à ceux qui avoient gagné.

Les porteurs des Billets & des Lettres de change n'eurent pas le même sort.

Les parens de Bulliot le firent interdire , comme un prodigue. Plusieurs parieurs ne voulant point essuyer un Procès des plus douteux , rendirent les Billets & Lettres de change ; d'autres plus avides s'embarquerent sur la mer orageuse du Palais. Le Procès qui fut d'abord porté au Châtelet , vint enfin au Parlement. Les parieurs voulant paroître sous une face favorable , n'alleguerent point leur gageure ; ils dirent qu'ils étoient des Négocians de bonne foi , qu'ils avoient pris ces effets sur la Place avec confiance , parce que la réputation de Bulliot étoit entiere, il avoit satisfait jusqu'ici tous ses Créanciers, & c'étoit violer la foi publique que de leur opposer l'interdiction de leur Débiteur qui n'étoit pas dans les liens de cette interdiction lors de ses engagements ; que si on pouvoit les éluder par un pareil moyen , les étrangers perdroient la confiance qu'ils ont en nous ; enfin la bonne foi du Commerce qui en est l'ame , exigeoit qu'on satisfit les Marchands qui avoient donné la valeur de ces Billets , & n'avoient aucun sujet de se défier du caractère de Bulliot. Son frere , qui avoit été nommé son Curateur , fit tellement connoître la vérité par des présomptions concluantes & par la date des Billets , que le Procès ayant été appointé au rapport de M. de Vienne , intervint Arrêt sur la fin de 1726 , qui annulla tous les paris , dépens compensés.



S O U F F L E T

Donné à une jolie Femme.

Après que j'ai rapporté le Factum que j'ai fait dans un Procès qui fut décidé à Lyon, j'ai cru que je devois rappeler dans ce Recueil une autre affaire que j'ai soutenue dans ce même Barreau. Il s'agissoit d'une querelle où la femme d'un Artisan qu'on battit vint au secours de son mari ; elle reçut un soufflet ; l'action parut très brutale , parce que cette femme étoit fort jolie.

Je ne rapporterai que ce que j'alléguai pour la femme. L'Affaire se poursuivit au Criminel. L'on trouva que rien n'étoit plus galant que ce que je disois en faveur du beau sexe , on jugea que les raisons que j'employois étoient bien creusées , & avoient un fondement solide.

Il y a des affronts qui sont arbitraires ; ce qui est regardé comme une injure atroce par une Nation , fera chez un autre Peuple fort indifferant : mais dans tous les tems , parmi tous les Peuples de l'Univers , le soufflet est réputé l'affront le plus sanglant , rien ne marque mieux le mépris. Ainsi le Verbe incréé qui vouloit que son humanité fût rassasiée d'opprobres , a voulu particulièrement qu'elle endurât celui-là. La raison qui rend le soufflet si ignominieux , a son fondement dans la nature.

La tête est autant distinguée des autres membres du corps humain , que le Souverain l'est de ses Sujets. La source de cette distinction , c'est que l'ame réside dans la tête & qu'elle y fait toutes ses fonctions. Or dans la tête , le visage est la partie la plus belle & la plus éclatante ; c'est sur le visage que la gloire de l'homme est rassemblée , c'est dans les

yeux que l'ame est peinte , c'est sur sa face que ses passions sont représentées , & les passions sont l'amie de l'ame même. Enfin le visage de l'homme c'est le plus beau spectacle de la nature. Ainsi donner un soufflet à un homme , c'est fouler sa gloire , c'est outrager ce qui éclate le plus dans lui , c'est insulter toutes ses graces , c'est mépriser l'ame même dans le fidele miroir qui la représente , c'est faire essuyer à l'homme l'ignominie la plus atroce & la plus flétrissante. On ne peut pas pousser plus loin le mépris. Ce sont-là de ces vérités que l'on sent mieux que l'on ne les exprime.

Cet affront est encore plus sanglant à l'égard d'une femme : car le sexe est en possession de la perfection du corps ; ses plus grands charmes ne sont-ils pas répandus sur son visage ? n'est-ce pas là qu'est le siege de sa beauté ? n'est-ce pas là que les agrémens les plus vifs , les plus doux , les plus insinuans sont réunis ? n'est-ce pas dans les yeux de la femme que réside l'amour qui est l'ame de la nature ? n'y paroît-il pas armé de tous ses traits ? L'Accusatrice est une femme à qui la nature a été libérale des graces qu'elle répand sur le sexe ; il s'ensuit que le soufflet est d'autant plus ignominieux à l'égard de la femme , qu'elle est plus distinguée de l'homme par ses attrails.

D'ailleurs la Justice prend ce sexe sous une protection particuliere. La timidité , la foiblesse de la femme , la laissent sans défense lorsqu'elle est attaquée. Il est donc nécessaire que la Justice lui donne un abri. Il est vrai que la femme porte sur son front des lettres de recommandation lisibles à toute la terre , mais l'Accusé ne fait pas lire. Il est vrai que les agrémens de la femme inspirent du respect , mais les gens tels que l'Accusé sont en garde contre de pareils sentimens. D'ailleurs, attaquer le sexe , c'est attaquer la Justice qui le protege.

L'Accusatrice avoit encore un autre titre pour mériter cette protection ; elle étoit enceinte. Une femme

me dans cet état, fût-elle souillée du parricide le plus affreux ; est respectée par la Justice même, qui suspend son glaive pendant qu'elle est grosse. Battre une femme chargée d'un dépôt si précieux, c'est attenter à sa vie, qui dans sa grossesse est toujours prête à s'échapper ; c'est attenter à la vie du corps, à la vie de l'ame de son enfant. La Religion s'offre ici pour charger la noirceur d'un pareil crime. En Espagne l'on a une vénération particulière pour une femme grosse ; l'Accusé n'obtiendra jamais des Lettres de naturalité dans ce Royaume *.

Cet affront si cruel, si atroce, ne rejaillit-il pas entièrement sur le mari ? Deshonorer sa femme, n'est-ce pas le deshonorer ? La Nature, la Loi civile, la Religion les unissent si étroitement, qu'ils ne font plus qu'une même chair, qu'une même ame ; leur honneur, leur gloire, sont les mêmes. Si l'on y trouve quelque différence, c'est pour l'avantage de la femme ; l'on veut dire, que l'injure que la femme reçoit est encore plus sensible pour le mari que celle qu'il reçoit lui-même, parce que l'homme & la femme étant deux moitiés qui ne forment qu'un tout, la plus belle moitié sans contredit c'est la femme. Ainsi, l'insulter, c'est mépriser ce que l'homme a de plus beau. Si l'on veut encore une autre raison, on dira que la foiblesse de la femme la laissant sans armes, augmente l'atrocité de l'injure de celui qui la maltraite. Attaquer une personne désarmée, n'est-ce pas une trahison ? & ce crime n'a-t-il pas le dernier degré d'énormité & de noirceur ?

La Sentence qui fut rendue condamna l'Accusé aux dépens.

L 2

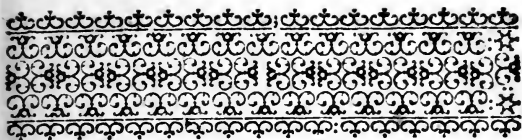
* La Reine d'Espagne fille de Monsieur épouse de Charles second, donna un soufflet à la Camarera Major qui avoit tué ses perroquets parce qu'ils parloient François. Elle fut écoutée du Roi favorablement dans ses excuses, malgré les plaintes des parens de la Camarera Grands d'Espagne, lorsqu'elle dit qu'elle avoit donné ce soufflet par une envie de femme grosse ; tout le monde jugea qu'ils devoient être satisfaits.

Q U E R E L L E

Entre un Seigneur & un Particulier.

IL est bien difficile à un inférieur qui soutient une affaire criminelle contre son Supérieur, de se défendre sans blesser le respect qu'il lui doit. Comment allier la force & la vivacité des moyens que la Cause exige, sans violer les règles de la subordination ? On verra dans le Mémoire suivant, un inférieur qui a tenu ce juste milieu. Il jette un grand ridicule sur les raisons du Seigneur son Adversaire, en conservant le respect qu'il lui doit. Le stile aisé & léger de cet Ouvrage m'a déterminé à l'insérer dans ce Recueil. L'Auteur, dans l'exposition de ses moyens, par l'aimable simplicité de son stile, qui peut servir de modele, expose ses raisons jusqu'au fond de l'ame ; le lecteur embrasse d'abord son parti.





M E M O I R E

*P O U R François Brochard Sieur de
la Ribordière, Officier dans le Régi-
ment Royal d'Artillerie, Accusé.*

*C O N T R E M. le Comte de Nogent, Accu-
sateur.*

M. Le Comte de Nogent ne m'a point jugé in-
digne de sa mauvaise humeur ; il me fait
un procès en règle , & par conséquent il me met
de niveau avec tous les Seigneurs & Gentilshom-
mes de son voisinage. Je me tiendrois heureux
d'être en si bonne compagnie , si c'étoit pour un
autre sujet que celui qu'il m'impute.

Mail il m'accuse d'avoir manqué de respect pour
lui , de l'avoir même insulté de paroles. J'avouerai
de bonne foi , que ma sensibilité n'est point à l'é-
preuve d'un pareil reproche. J'ai toujours fait pro-
fession , comme je le fais encore , d'honorer & de
respecter M. le Comte de Nogent ; & je le dois d'au-
tant plus , que je fais avec toute la France , à quels
titres il mérite ces respects. L'Anjou se glorifie d'a-
voir donné naissance à cette illustre Maison. Son
Berceau fut d'abord élevé dans la Robe ; la Prévôté
d'Angers conserve encore dans ses Archives le nom
de Maurice Bautru qui en étoit le Lieutenant , &
qui fit les délices de sa Ville , tant par son érudi-
tion dans la Jurisprudence, que par quelques Ouvra-

ges d'esprit qui n'ont point vu le jour. Tous les degrés de sa génération furent marqués par autant de degrés d'illustration. De trois enfans qu'il eut, l'un, pere du célèbre Prieur de Matras, fut l'ornement du Barreau de Paris, & remporta la palme de l'Eloquence ; l'autre, plus tendre pour sa patrie, (c'est la passion des bons cœurs) mourut Assesseur au Présidial d'Angers ; & le troisieme (Guillaume premier du nom) d'où descend la branche des Comtes de Nogent, fut Conseiller au Grand Conseil.

Nous venons de voir cette Maison servir l'Etat, & mériter des couronnes d'olivier dans les emplois de la Robe ; mais bien-tôt elle va recueillir des lauriers dans une carrière plus éclatante ; semblable à ces fleuves qui se creusant un nouveau lit, & se formant de nouveaux rivages, en roulent leurs eaux avec plus de dignité. On ne voit plus que des Maréchaux de Camp, & des Lieutenans-Généraux, l'un au passage du Rhin, mériter les regrets du grand Roi qui fut le témoin de sa mort ; l'autre, trois ans après, mourir les armes à la main dans la Plaine d'au-delà du Rhin, & accroître par sa mort le deuil de la France, qui pleuroit encore la perte toute récente de M. de Turenne. En sorte qu'il est incertain si le Rhin & ses rivages ont été ou plus funestes, ou plus glorieux à cette Maison. Enfin M. le Comte de Nogent à leur suite, est lui-même décoré de graces, de titres & d'emplois, qui ont toujours été la récompense du mérite & de la valeur.

Hé ! qui suis-je, moi, pour heurter un Seigneur de cette considération ? On ne compte point ses ayeux du chef de sa mere : la mienne, je ne feins point de le dire, a perdu sa noblesse & son nom dans les bras de mon pere ; & quoique de son côté j'appartienne, comme bien d'autres, à des Officiers de Justice, Commenaux & Militaires ; quoiqu'en qualité d'Officier moi-même, le Roi m'ait accordé la grace de porter l'épée pour son service, je

je vois cependant , avec tout le respect possible , la distance infinie qui se trouve entre mon Accusateur & moi.

Si je n'avois que mes Juges à instruire , je le dis avec leur permission , peut-être n'aurois-je point mis la main à la plume : accoutumés qu'ils sont à n'envisager dans les Parties que leur droit bon ou mauvais, je n'ai point à craindre que le poids du nom de M. le Comte de Nogent fasse pancher leur balance.

Mais le Public m'effraye un peu ; toujours curieux de nouveautés , il les saisit avec avidité , il s'en entretient avec plaisir ; insensiblement il se passionne , & bien-tôt après il décide , ou conduit par l'intérêt particulier qu'il prend à la chose , ou déterminé par les plus légères apparences. On voit un homme de condition , tout éclatant de titres militaires , à qui l'âge & une retraite philosophique donnent un grand relief , se plaindre du procédé d'un jeune Officier , qui n'a encore pour tout mérite que le desir de servir son Prince avec honneur. On est violemment tenté de croire le premier , dont la parole seule fait ordinairement une autorité ; & de condamner le second , dont l'âge est volontiers soupçonné d'imprudence. Je conviens que ce premier coup d'œil est vraisemblable ; mais le contraire est-il impossible ? M. le Comte se plaint de moi , voilà un point vrai dans mon affaire. Mais a-t-il raison de s'en plaindre ? c'est ce dont il s'agit ; & je supplie le Public de ne porter son jugement qu'après qu'il m'aura entendu.

M. le Comte de Nogent me fit l'honneur de m'arrêter à dîner le 9. du mois de Novembre dernier. Je ne composois pas seul la Cour ; le Bailli , le Procureur Fiscal & sa femme , une Demoiselle nommée Beau-Sergent , & un Capucin , qui sert d'Aumônier dans le Château , y dinoient aussi.

Dans le cours de la conversation M. de Nogent parla comme il lui plut de tous les Seigneurs & Gentilshommes voisins , & rabattit d'une façon très bilieuse sur Messieurs de la Bachelerie , dont j'ai l'honneur d'être allié. *Croiriez-vous bien* , dit M. de Nogent , *que le Chevalier de la Bachelerie a eu l'insolence de me faire demander Mademoiselle de Nogent en mariage par un gueux mendiant à ma porte ?* (Il entendoit parler d'un Gentilhomme Irlandois , pauvre à la vérité , mais si plein de sa noblesse , qu'il ne la voudroit pas troquer contre celle de bien d'autres.) A cette proposition toute la compagnie , excepté moi , se récria , comme si l'on se fût donné le mot , *Ab ! Monseigneur , est-il possible !* Oui , ajouta M. de Nogent , *le fait est certain.* Le Bailli en leva les épaules de pitié pour le pauvre Chevalier de la Bachelerie. Le Procureur Fiscal portant la main à son front , assûra qu'une pareille témérité étoit une véritable injure , dont *Monseigneur* feroit bien fondé à rendre plainte ; & il cita pour garant de son avis un certain Livre qu'il nomma *le Praticien François* , (ma mémoire est restée chargée de ce nom) selon lequel les injures se commettent par gestes , par paroles & par actions. La femme du Procureur Fiscal exhorta M. de Nogent à faire réflexion sur ce que disoit son mari , qu'il y avoit assez long-tems *qu'il faisoit de la pratique pour s'y connoître.* La Demoiselle Beau-Sergent , après un sourire composé , & un coup d'œil lancé sur Mademoiselle de Nogent , dit que l'amour l'avoit fait assez belle pour avoir des Chevaliers , mais non pas des Chevaliers de la Bachelerie. Le Capucin , qui pendant tout ce discours , n'en mangeoit que mieux , suspendit pourtant le travail de sa fourchette ; il crut entrevoir dans le procédé du Chevalier de la Bachelerie , quelque chose qui tiroit un peu sur les Nouveautés du tems : mais bien-tôt après , empruntant le secours des argumens en règle , il rendit vingt fois le

le Chevalier de la Bachelerie victime de ses conséquences , & couronna le tout par un passage Latin qu'il disoit être de Tertullien , *Si oneri impar , cur tam ambitiosus ?* Si sa condition est inégale , pourquoi a-t-il tant d'ambition ?

A tout cela je ne disois mot , & même la situation où je me trouvois m'auroit fait passer outre , sans craindre de trahir la cause de mon parent , si M. le Comte de Nogent ne m'eût demandé ce que j'en pensois. J'étois encore tout *enquinandé* de la lecture de quelque Opéra ; je lui dis en souriant , que l'amour avoit quelquefois mis de niveau le Sceptre & la Houlette. *L'amour ! L'amour !* reprit M. de Nogent ; *discours de garnison : buvez votre vin & avaliez votre sottise.* J'avouerai qu'à ce mot de *sottise* , je regardai M. de Nogent avec des yeux plus qu'étonnés , en lui disant que je ne pensois pas avoir rien dit dont il pût s'offenser. *Vous êtes un insolent* , me repartit-il , *& un petit sot : sortez de ma table , & que je ne vous voie de vos jours.*

Je quittai la table assez brusquement , peut-être la chaise sur laquelle j'étois assis en fut-elle renversée. Je fors , & dans l'agitation où m'avoit mis une pareille insulte , je ne pus aller ni en compagnie , ni chez moi. Je passai l'après-midi en promenades sans vue , & sans dessein. Sur les 4. à 5. heures du soir , le hasard me conduisit dans un chemin que M. de Nogent tenoit pour retourner au Château. La mere de Mademoiselle de Nogent marchoit vingt pas devant , accompagnée d'une fille de chambre : je la saluai avec tout le respect dû à son sexe , & j'avancai le chapeau à la main jusqu'à M. de Nogent , qui étoit entouré de laquais & de pêcheurs qu'il venoit d'employer ; je l'abordai , & dans la même posture , je lui dis à demi-voix , que j'étois surpris du procédé qu'il avoit tenu au diner avec un homme comme moi ; que s'il y vouloit faire

réflexion , il conviendrait lui-même qu'il n'avoit pas eu raison. *Moi , pas raison !* reprit-il en reculant deux ou trois pas ; *moi , pas raison avec un homme comme toi ! Un homme comme toi est un petit fils de charbonnier & de maréchal ferrant.* Je répondis , j'ose le dire , modestement , qu'il n'y avoit pas plus de raison à s'offenser de ce que je venois de lui dire , que de ce que j'avois dit au dîner , & que c'étoit une raison pour moi de mépriser les injures dont il me chargeoit. Et je continuai ma promenade.

Voilà ce que M. de Nogent appelle avoir été insulté de ma part , voilà ce qu'il appelle avoir violé le respect dû à sa haute naissance , & à ses grands emplois. J'ai pensé , à mon âge , que l'amour rapprochoit quelquefois les conditions ; & je suis un sot & un insolent de l'avoir dit. J'ai représenté avec douceur , que je ne méritois pas le traitement qu'on m'avoit fait ; & je suis un petit fils de charbonnier & de maréchal ferrant. Ne faut-il point encore que je remercie M. de Nogent des épithètes qu'il me donne , & du soin qu'il a pris de s'informer de ma généalogie ? Quelque faux que soient les mémoires qu'on lui a fournis , j'avoue que ma généalogie ne vaut pas la peine que je relève cette erreur : je n'attens rien que de mon amour & de mon zèle pour le métier que je fais ; & si j'étois assez heureux pour m'avancer , je serois plus content d'être le premier de ma race , que d'en être le dernier.

Jusques-là on voit des insultes ; mais certainement elles ne sont pas contre M. le Comte de Nogent ; il en est au contraire l'auteur , & je suis le patient. Cependant un ou deux jours après cette triste scène , le Pere Capucin dont j'ai parlé vint me trouver , & m'exhorta de faire satisfaction à M. de Nogent. *Eh ! de quoi , mon Pere ?* lui répondis-je ; *des affronts qu'il m'a faits sans le mériter ?* Je suis prêt de
lui

lui répéter que tout ce que j'ai dit n'a pu , ni dû l'offenser. Le bon Pere part de la main, & deux heures après il revient me trouver. Dieu soit loué ! me dit-il en riant , votre paix est faite ; tenez , signez ce papier. Il me présenta sur le champ , de la part de M. de Nogent , une feuille écrite , dont voici le contenu.

A très haut & très puissant Seigneur , Monseigneur le Comte de Nogent-le-Roi , Lieutenant-Général des Armées du Roi , ancien Lieutenant-Général pour Sa Majesté des Provinces d'Auvergne , Seigneur Châtelain , haut-justicier de Nogent-le-Roi , Chaudun , Villemeux , Ormoy , Ruffin , Bescamp , Vachereffe , Chaudres , & autres lieux.

MONSEIGNEUR,

„ Je reconnois qu'imprudemment , & avec fau-
 „ se vanité , je me suis malheureusement pour moi
 „ échapé envers vous , parlant à votre Personne ,
 „ que je me suis dérangé & sorti des bornes du re-
 „ spect que je dois à votre rang & à votre haute
 „ Naissance. Je m'en repens , & vous en deman-
 „ de pardon , vous suppliant très-humblement de
 „ me l'accorder. Je reconnois qu'il est en votre
 „ pouvoir de me faire punir rigoureusement , &
 „ de me faire dépouiller de l'emploi que je n'ai ob-
 „ tenu que par votre protection auprès de S. A. S.
 „ M. le Duc du Maine , dont je vous aurai une
 „ éternelle obligation ; vous suppliant même de
 „ me la continuer , en oubliant ce malheureux
 „ moment où ma raison s'est dérangée ; étant
 „ prêt même de faire toutes les soumissions pour
 „ vous demander en personne ma grace , si je
 „ suis assez heureux , dans mon malheur , de
 „ pouvoir , avec votre permission , me présenter
 „ devant

„ devant vous , ce que je desire ardemment , pour
 „ me jeter à vos genoux , & vous faire connoître
 „ mon véritable repentir , & le chagrin que j'aurai
 „ éternellement , si votre clémence ne me donne le
 „ pardon ; me soumettant de passer un pareil Aête
 „ devant Notaire ”.

Je n'ai que faire de jurer que ce Placet n'est ni de mon stile , ni de mon invention ; le projet que j'en ai , écrit de la main du Pere Capucin , & les conclusions presque toutes semblables que M. de Nogent a fait signifier contre moi à mon Procureur , ne laissent point douter de celui qui l'a imaginé.

Je veux pour un moment me supposer coupable , (jamais supposition ne fut plus outrée ;) & je demande à tous les honnêtes gens , s'ils connoissent des outrages qui aient quelque proportion avec de pareilles excuses. Oui , je ne crains point de le dire , les criminels dignes du dernier supplice , ne font point d'amendes honorables en termes plus bas & plus humilians. Quoi ! il faut que j'avoue que ma raison étoit égarée , dans le tems que tout m'annonce que j'avois mon bon-sens ? Il faut qu'en blessant la reconnoissance que je dois à mes vrais protecteurs , je confesse que je ne tiens mon emploi que de la protection de M. de Nogent , dans le tems que le seul service qu'il m'a rendu est de ne m'avoir point traversé ! Il faut , qu'en violant le respect & la foi que je dois au grand Prince sous les ordres de qui j'ai l'honneur de servir , je déclare qu'il est au pouvoir de M. de Nogent de me dépouiller de mon emploi , comme s'il étoit le Grand-Maitre de l'Artillerie ! Il faut que je me repente d'une faute que je n'ai point commise ! Il faut que je souhaite ardemment d'aller me jeter à ses genoux , lorsque je n'en ai aucune envie ! Il faut enfin qu'après mes aveux & mes souhaits , je sois encore dans l'incertitude de savoir si sa justice vou-

dra

dra bien faire place à sa clémence ! En vérité la situation est trop cruelle ; je renonce à la supposition que je viens de faire , pour reprendre la vérité.

Qu'on se rappelle un moment la scène du dîner , c'est tout ce que je demande. M. le Comte de Nogent se plaint de l'insolence qu'a eu un Gentilhomme de mes alliés de faire demander Mademoiselle sa fille en mariage. Chacun des convives donne son petit coup d'encensoir : je prends le parti qui me convenoit , c'est-à-dire , celui du silence ; & M. de Nogent a la cruauté de me demander mon avis ! La question est tout au moins desobligeante : la probité ne vouloit pas , qu'à l'exemple des autres , je tirasse sur mon parent absent ; la politesse & le respect même , si l'on veut , me défendoient de contredire ouvertement M. de Nogent : je prends un milieu , c'est d'éluder le desobligeant de la demande par une réponse vague , & qui ne signifie rien , *L'amour égale les Bergers & les Rois*. Veut-on à force de peser les mots , & de combiner , que cette réponse signifie quelque chose ? Pour moi je n'y vois qu'un sens obligeant pour M. de Nogent ; c'étoit convenir en termes couverts , de la disproportion du prétendant avec la Demoiselle , puisque pour les mettre de niveau , il falloit le secours de cet amour , qui fait quand il lui plaît rapprocher le Sceptre de la houlette. Si l'on me fait l'honneur de trouver du sens dans ce que j'ai répondu , il ne peut y en avoir d'autre que celui que je viens d'expliquer. Pourquoi donc M. de Nogent m'en fait-il un crime ? Seroit-ce le terme d'*amour* qui l'a choqué ? Il ne le persuadera à personne. Cependant je suis forcé par son commandement , comme il l'avoue lui-même , de sortir de table , chargé d'épithètes aussi outrageantes que déplacées ; & c'est moi qu'il accuse.

Seconde scène. Le hazard dirige ma promenade à la rencontre de M. de Nogent, qui étoit sans épée : je lui remontre , le chapeau à la main , qu'il n'a pas eu raison d'agir comme il a fait avec un homme comme moi , (un soldat outragé peut user de ce terme.) Le moyen qu'on puisse trouver M de Nogent en défaut avec la raison ! Il m'accable de nouvelles injures , & me voilà criminel une seconde fois. En sorte que , selon M. de Nogent , mes crimes se doivent compter par les affronts qu'il me fait.

C'est pour les expier qu'il demande qu'on me bannisse de tous les endroits où il sera ; ce qui veut dire en bon François , de toute la Terre , parce que s'il plait à M. de Nogent de se trouver par-tout , je ne pourrai être nulle part.

Il veut que je reconnoisse par écrit , que je me suis écarté à sa table des bornes du respect que je dois à son rang & à sa grande Naissance , & que je lui en demande pardon. Je suis tout prêt de rendre tous les honneurs possibles à son rang & à sa grande Naissance ; mais nos Juges décideront si j'ai blessé l'un ou l'autre.

Il exige que je reconnoisse encore , qu'après être sorti de sa table par son commandement , je conçus & j'exécutai le mauvais dessein d'aller à sa rencontre dans un chemin creux , pour l'insulter & lui demander raison des manieres avec lesquelles il en avoit usé pour me congédier de sa table ; & que je déclare que je m'en repens , & que je lui en demande pareillement pardon. Oui sans doute , je me repens de la maniere dont j'ai été congédié de sa table ; mais à qui demanderai-je pardon d'en avoir été si mal congédié ? N'est-ce pas le comble de l'injure , d'exiger que j'avoue sous les couleurs d'un lâche guet-à-pens , un prétendu dessein prémédité que je n'ai jamais eu ? M. le Comte de Nogent , malgré le mépris qu'il affecte pour moi ,

me

me rend dans son ame assez de justice , pour ne me point croire un homme à *embuscades* & à *chemins creux* : & s'il étoit vrai que le hazard m'eût procuré l'occasion de lui demander raison de l'affront qu'il m'a fait souffrir , ç'auroit été une preuve de mon respect , de déférer à son jugement un differend dans lequel il étoit lui-même Partie.

Enfin M. le Comte de Nogent demande que je donne mille écus pour l'Hôpital de sa Ville. Mon innocence & ma fortune ne me permettent pas , en vérité , de faire de si grosses aumônes pour M. de Nogent.

Voilà ce que j'avois à dire pour ma defense. J'aurois peut-être mieux fait d'en confier le soin à quelque plume versée dans le langage du Palais ; mais j'ai cru que tout stile , jusqu'au mien , étoit bon , quand il n'étoit question que de dire la vérité. Je me flate que le Public , malgré l'humiliant aveu que je lui ai fait de mes disgraces , ne m'en regardera pas de plus mauvais œil ; persuadé que je suis , que c'est moins l'affront qui nous deshonoré , que le sujet qui nous l'attire. Et j'espère que mes Juges mettront à l'abri des ailes de leur justice , un jeune Officier qu'on veut écraser sous le poids d'un grand nom.

Je ne sai point le tour que M. le Comte de Nogent donna à ses Moyens , mais il y a apparence qu'ils furent effacés par ceux de son Adversaire , puisque la Sentence du Lieutenant-Criminel de Chartres du 11. Janvier 1732 , renvoya le Sieur de la Ribordiere de la plainte & accusation du Comte de Nogent , dépens compensés *.

Guil.

* M. Olivier , Avocat à Chartres , est l'Auteur de ce Mémoire ; il a plié son génie à celui de sa Partie , & il feint d'être novice dans le Barreau : ces sortes de feintes , quand elles sont ingénieuses & bien soutenues comme celle-là , enlèvent tous les suffrages.

Guillaume Bautru , dont descend la branche des Comtes de Nogent , étoit Conseiller d'Etat ordinaire : il a été un des beaux esprits du xvii. siecle , célèbre par ses bons-mots & ses reparties promptes & délicates , que l'on trouve en plusieurs Livres en *ana.* Costar dans ses Lettres tome 1. p. 120. parle de lui en ces termes : *C'est un homme qui met une partie de sa philosophie à admirer peu de choses , & qui depuis 50. ans est les délices de tous les Ministres , de tous les Favoris , & généralement de tous les Grands du Royaume , & n'a jamais été leur flatteur.* Il fut Membre de l'Académie Françoise dès le commencement de son établissement.



FEMME ADULTERE

Condamnée à la perte de sa liberté, & qui la recouvre après la mort de son Mari par un second mariage.

Pierre Gars, Procureur du Roi au Siege de Meulan, épousa Demoiselle Marie Joisel, partagée des graces de son sexe. Quoiqu'on dise que la beauté dans les femmes soit un bien fragile, la vertu l'est bien davantage dans quelques-unes. Marie Joisel fut de ce nombre : elle eut des Amans qu'elle favorisa avec si peu de précaution, que son mari l'ayant surprise plus d'une fois, il la poursuivit en Justice comme Adultere. Quel triste remede, qui deshonne encore davantage le mari qui veut réparer son honneur ! Arrêt intervint le 9. Mars 1673, qui condamna Marie Joisel pour crime d'adultere à être mise dans un Couvent où elle seroit rasée & auttentiquée après deux ans, au cas que son mari dans cet intervalle n'eût pas la bénignité de la reprendre ; l'Arrêt porte encore qu'elle sera recluse le reste de ses jours. Le mari qui avoit le cœur ulceré, non seulement laissa passer les deux ans portés par l'Arrêt, mais il vécut encore sept ans, sans se laisser gagner par la compassion, & sans retirer sa femme du Refuge où elle avoit été mise.

Après le décès du Sieur Gars, Marie Joisel crut qu'elle pourroit être autorisée à demander sa liberté, puisque la personne interessée pour la lui contester étoit ensevelie ; mais le Tuteur de ses

enfans s'y opposa, fecondé par les parens paternels. D'un autre côté, comme elle étoit d'une bonne famille, ses parens la soutinrent. En cet état, le Sieur Thomé, Médecin de la Faculté de Montpellier établi à Lyon, vint jouer un rôle extraordinaire : il demanda la liberté d'épouser Marie Joisel ; il crut pouvoir confier son honneur à une femme repentante d'avoir deshonoré son mari.

Mre. Fournier son Avocat commença son Plaidoyer en disant que le Sieur Thomé l'avoit chargé de faire un compliment à la Cour, & lui demander en mariage une femme dont il n'y avoit que le Parlement qui pût disposer, comme étant le seul maître de son état & de sa liberté ; qu'il ne feroit pas long, parce que dans ces sortes de demandes en mariage, le compliment le plus court étoit toujours le meilleur, & qu'il devoit seulement consister à faire l'éloge de celui qui se présentait pour épouser une femme, & à remarquer en même tems les bonnes qualités de celle dont il faisoit la recherche.

Que le Sieur Thomé étoit un Médecin le plus employé, & de l'une des meilleures familles de la Ville de Lyon : Que la demande qu'il faisoit étoit d'autant plus favorable, que ce n'étoit ni le bien ni les richesses qui le faisoient agir en cette occasion, puisque l'Arrêt qui avoit condamné Demoiselle Marie Joisel lui ôtant sa dot & ses conventions matrimoniales, ne lui avoit laissé pour tout patrimoine, que les larmes & la douleur en partage. Qu'enfin il esperoit que la Cour lui permettroit d'exercer la plus haute charité chrétienne, qui ait jamais paru dans aucun Tribunal de Justice.

Qu'on ne pouvoit assez exagerer les qualités de celle qu'il demandoit pour femme ; que par 10. ans de pénitence & de religion, elle étoit devenue un modele de sagesse & de dévotion.

Qu'une

Qu'une vie si exemplaire étoit une dot , qui venant de la main de Dieu étoit infiniment plus précieuse , que celle que les hommes lui avoient ôtée.

On dira que le Sieur Thomé n'étoit gueres délicat de prendre une femme dans le Refuge ; mais il vouloit une personne qui eût les qualités solides d'une épouse , & je conçois qu'une femme qui n'est pas libertine par temperament , & qui a fait une terrible pénitence de son crime , peut être un excellent sujet à l'épreuve des tentations.

A l'égard du deshonneur qu'on prétend que l'on contracte en épousant une telle femme , on peut soutenir que le passé n'entre point dans le bail qu'on passe avec elle , qu'il n'a pour objet que l'avenir. Nul Praticien qui ne dise qu'un bail n'oblige que du moment qu'on a signé.

Mre. Fournier plaida ensuite les moyens sur lesquels étoit fondée la demande du mariage & de la liberté qu'on ne pouvoit refuser à Marie Joisel : ils furent aussi employés par Mre. Vincent qui parla pour elle ; voici son Plaidoyer :

Messieurs , comme la liberté est le plus grand & le plus précieux de tous les biens , il est bien naturel que Marie Joisel en ayant perdu l'usage depuis 10. ans , se jette entre les mains de l'hymen qui la lui présente pour la lui faire recouvrer & pour la rétablir dans un droit que la nature lui avoit accordé , & que la sévérité de son mari lui avoit ravi. Le Sieur Thomé touché de cette disgrâce demande à l'épouser , afin que l'honneur d'un second mariage couvre les taches honteuses dont un premier mari a flétri sa réputation ; tache qu'elle a commencé à laver par la vie exemplaire qu'elle a menée dans le lieu où elle a été enfermée. L'Avocat lut les certificats qui prouvoient cette vérité. Il établit ensuite le consentement de ses parens : voilà , dit-il , des consentemens pour sa liberté. Quant à son mariage ,

Plaidoyer
pour Ma-
rie Joisel.

il n'a point d'autre Partie que M. le Procureur-Général, qui ne lui en refusera pas la permission, puisque sa demande est fondée sur la Loi de Dieu, sur celle des hommes, sur celle de sa famille, & sur l'expiation qu'elle a fait de son crime.

Par la Loi divine le mariage est prescrit aux hommes, pour la génération des enfans. Ce précepte est dans tout son jour dans la Genese : un savant Commentateur en rend une grande raison ; c'est, dit-il, parce que Dieu ayant pris plaisir à créer l'homme à son image & ressemblance, il souhaite qu'il lui donne des créatures où cette image se perpétue. La Loi de la politique imite en cela la Loi de Dieu, elle favorise le mariage qui donne des hommes à la République, & des soldats au Prince. Plusieurs Loix & Ordonnances ont donné de grands privileges au zèle des maris féconds.

Papon rapporte un Arrêt du 12. Février 1515, qui permit à une femme d'épouser un homme condamné au dernier supplice ; la sainteté du mariage mit ce Criminel à l'abri. Les Loix civiles & canoniques n'interdisent le mariage qu'à ceux qui sont dévoués à Dieu par un vœu solennel, ou à des personnes impuissantes qu'on ne place pas dans la classe des hommes : la Demoiselle Joisel ne s'est engagée par aucun vœu à l'Eglise, elle n'est âgée que de 30. ans.

L'Arrêt qui l'a condamnée ne peut apporter aucun obstacle, par deux raisons. La première, que le Sieur Gars qui l'a obtenu, & qui seul comme mari pouvoit poursuivre sa femme, n'est plus au monde.

La seconde est fondée sur la difference qui est entre l'adultere & les autres crimes. A l'égard des derniers, M. le Procureur-Général en peut demander la vengeance en tout tems ; mais à l'égard de l'adultere, le silence & le repentir du mari étouffent toutes sortes de plaintes. Tant qu'il a vécu, il a eu le glaive de la Justice à la main, il a pu empêcher

cher sa femme de recouvrer sa liberté : mais il ne faut pas appréhender qu'il perce l'horreur de son tombeau pour venir dire , je ne veux pas que ma femme se remarie ; un mari mort fait place à un mari vivant.

Quant à la satisfaction qu'elle a dû faire à la Justice , elle a rempli ce devoir. Elle a fait pénitence dans le lieu où elle est depuis 1673 ; pénitence d'onze années , où elle étoit chargée pendant tout ce tems-là du poids de son infamie. Elle a soutenu les impressions de sa honte qui se gravoit dans son imagination & dans son cœur , & dans l'ame de tous ceux qui se présentoient à elle ; elle a continuellement fait un sacrifice à Dieu de son état humiliant, sans murmurer ; elle a bu , pour ainsi dire , son calice jusqu'à la lie.

Ce tableau , Messieurs , vous touchera sans doute ; elle ajoutera , qu'ayant le consentement de ses parens qui la rendent maitresse de son sort, elle peut contracter mariage ; elle finira en disant que son honneur , celui de ses enfans , de sa famille , dépend de son mariage & de sa liberté : elle dit son honneur , car dans les personnes deshonorées il reste encore une portion d'honneur , qui est un rayon d'espérance de pouvoir réparer leur infamie.

Un mari a causé tous ses malheurs , un mari les lui fait oublier : le mariage qui lui fut si funeste devient son salut ; elle trouve le port , où elle a fait naufrage , & un abri assuré contre le danger qu'elle a éprouvé. Si vous lui accordez la grace qu'elle vous demande , elle n'oubliera jamais cette alliance que vous ferez de l'Humanité avec la Justice , & elle conservera une éternelle reconnoissance pour le mari qui est son libérateur. La Cour rendit l'Arrêt qui suit :

Ayant égard à la Requête du Sieur Thomé, permet aux Parties de contracter mariage , & à cet effet ordonne que les articles du Contrat de mariage seront

signés à la grille du Refuge où est Marie Joisel, laquelle après la publication des trois bans sera conduite du Refuge en la Paroisse dudit lieu par Dumur Huissier à la Cour qui s'en chargera , pour en sa présence être procédé à la célébration dudit mariage ; ce fait , être remise entre les mains de son mari ; quoi faisant , la Supérieure en demeurera bien & valablement déchargée. Fait en Parlement le 29. Janvier 1684.

Le Tuteur des enfans mineurs de Marie Joisel forma opposition à cet Arrêt ; les parens paternels & maternels intervinrent , les paternels pour s'opposer au mariage , & les maternels pour l'approuver.

Voici les moyens que mirent en œuvre le Tuteur & les parens paternels.

Plaidoyer
pour les
parens pa-
ternels
contre Ma-
rie Joisel.

Il s'agit de savoir si une femme qui a vécu dans un continuel adultere dans la prison même où elle étoit détenue , & après son évafion des Madelonnettes , & qui pour réparation de ce crime a été condamnée à être authentiquée , peut prétendre que sa peine soit finie par la mort de son mari , & demander d'être affranchie de cette peine sous prétexte du mariage qu'un particulier veut bien contracter avec elle. La Sentence de condamnation du 14. Septembre 1672. porte , que „ Marie Joisel se-
„ ra mise dans un Couvent au choix de son mari
„ pour y demeurer pendant deux ans en habit fécu-
„ lier , pendant lesquels il pourra la voir & même
„ la reprendre ; & au cas qu'il ne la reprenne pas
„ après les deux années , y être rasée & voilée pour
„ le reste de ses jours , & y vivre comme les autres
„ Religieuses ”. Cette Sentence a été confirmée par un Arrêt rendu le 9. Mars 1673 , au rapport de M. Hervé ; cet Arrêt a été exécuté. *

II

* La condamnation est conforme à l'Authentique. *Sed hodie adultera verberata in Monasterium mittatur , quam intra biennium*

Il y a depuis un autre Arrêt qui a ordonné qu'elle seroit renfermée dans le Réfuge : c'est le lieu d'où elle demande la liberté de sortir pour contracter mariage avec un Médecin, dont la science ne peut jamais apporter aucun remede à son deshonneur. Il y a une incompatibilité entre la peine à laquelle elle a été condamnée, & le mariage qu'elle va contracter. La Loi dit que la pureté des mœurs & le bon exemple exigent que celle qui a été condamnée pour avoir violé la pudicité, subisse perpétuellement la peine (a) d'être renfermée le reste de ses jours dans un Monastere, comme les autres Religieuses. On ne peut pas établir un état plus contraire à cette peine, que celui du mariage; & si on accordoit ce que Marie Joisel demande, sa peine qui devroit être aussi longue que sa vie, seroit terminée par cette voye; il faudroit renverser les Loix inviolables de la formalité. Premièrement, on pourroit donc révoquer les Arrêts qui ont été jusqu'à présent exécutés, contre lesquels il n'y a point d'ouverture, ni dans la forme, ni dans le fond, ni lieu à une révision de Procès. Secondement, on révoqueroit une peine prononcée en connoissance de cause, peine afflictive, puisque suivant l'usage elle a été interrogée à la Cour sur la

M 4 sellette.

biennium viro recipere licet: biennio transacto, vel viro priusquam reduceret eam mortuo, ibi dum vivit permaneat. l. 30. ff. sed hodie ad legem Juliam de adult. Jubemus adulteram mulierem competentibus vulneribus subactam in Monasterium mitti, & siquidem intra biennium recipere eam vir suus voluerit, potestatem ei damus hoc facere & copulari ei, nullum periculum ex hoc metuens, & nullatenus propterea quæ in medio tempore facta sunt, nuptias ladi; si vero prædictum tempus transverit, aut vir priusquam recipiat mulierem moriatur, tondere eam, & Monasticum habitum accipere, & habitare in eo Monasterio in omni propriæ vitæ tempore. Nov. 134. §. si quando.

(a) *Castitati temporum meorum convenit, de pudicitia damnatam in pænis legitimis perseverare. l. 9. c. ad leg. Jul. de adult.*

fellette. Dans l'appel qu'elle a interjeté de la Sentence qui l'a condamnée, la révocation de cet Arrêt est une grace qui excède le pouvoir des Magistrats, elle ne peut émaner que de la Souveraineté, c'est le privilège le plus essentiel des Souverains, c'est pour ainsi dire le plus beau fleuron de leur couronne *. D'ailleurs il seroit d'un pernicieux exemple dans le Public, de donner lieu aux femmes que l'adultère a retranché pour ainsi dire de la société civile, d'espérer que les peines auxquelles elles ont été condamnées pourroient finir avec la vie de leurs maris, parce que ce seroit leur inspirer le desir de s'en délivrer par le fer ou par le poison, pour se dérober à leur destinée; les maris aimeroient mieux sacrifier la vengeance du plus cruel affront qu'ils puissent recevoir.

On oppose, que dans le fait particulier les Arrêts n'ont point été exécutés. Après les deux années, elle n'a pas été rasée & voilée; si elle s'étoit mariée après la mort de son mari, son mariage seroit valable. Les crimes dont elle étoit convaincue & les peines auxquelles elle a été condamnée, ne peuvent apporter aucun empêchement dirimant.

On répond, qu'on ne peut point se prévaloir des démarches du mari, & qu'il a fait tout ce qui dépendoit de lui pour faire exécuter l'Arrêt. Il n'a point eu la lâcheté de reprendre sa femme, il a consommé le choix que l'Arrêt lui donnoit d'un Couvent pour la renfermer, en choisissant la maison des Filles de la Magdelaine. Après son évasion de ce Monastère, ayant découvert le lieu de sa retraite, il l'a fait arrêter & l'a fait renfermer dans le

* Voyez M. le Brét dans son Traité de l'autorité des Loix, l. 4. chap. 6. Baudin en sa République, liv. I. page 173.

le Refuge, où la Cour avoit ordonnée qu'elle seroit mise; le surplus de l'exécution de l'Arrêt ne concerne point le mari, la cérémonie du voile n'est point de son fait; les deux ans passés, s'il n'a pas repris sa femme, on exécute l'Arrêt sans exiger de lui aucune déclaration; s'il mouroit dans le cours des deux années, il s'exécuteroit également. *Bien-nio transacto; vel viro priusquam reduceret mortuo, adultera tonsa monastico habitu cepto, ibi dum vivit permaneat.*

On jugea, les deux années étant expirées, au Parlement de Bourdeaux, par Arrêt de l'année 1674. rapporté par Lapeirère A. N. que la femme condamnée seroit fustigée de verges par la Supérieure du Monastere où elle avoit été renfermée, & qu'elle seroit tondue & voilée; on n'exigea point de déclaration du mari. Il n'y a ni Loi ni Ordonnance qui prescrive d'autres formalités, de sorte qu'après les deux années, la femme devient esclave de la peine: c'est à la Supérieure seule à faire exécuter le reste de l'Arrêt.

Il faut observer que le lieu de sa détention a été prescrit par un Arrêt, & qu'au-lieu d'un Couvent, parce qu'il étoit impossible d'en trouver un dans lequel on voulût recevoir une femme si corrompue, il a été ordonné qu'elle seroit renfermée dans le Refuge. Ce n'est pas un lieu régulier, il n'y a point de Religieuse; donc il ne s'agissoit plus de savoir si elle seroit voilée, & si elle seroit tenue de vivre régulièrement comme les autres Religieuses; il ne restoit plus de la peine de sa condamnation, qu'une clôture perpétuelle: son mari l'a tenue renfermée jusqu'au jour de son décès.

D'ailleurs on peut dire, que l'habit qu'elle porte lui tient lieu d'habit de Religieuse: les femmes qui sont dans le Refuge sont vêtues en pénitentes, elles ont des habits noirs à grandes manches, avec une juppe grise: leurs cheveux sont rasés, ou cachés.

Un habit de pénitence peut bien remplacer celui de Religieuse , il est même plus convenable à sa peine ; elle ne mérite pas d'être confondue avec des filles qui ont volontairement renoncé au monde & à ses plaisirs pour faire des vœux de chasteté. Pelage qui occupoit le S. Siege en 555 , n'approuvoit point qu'on enfermât les femmes impudiques avec les Religieuses , qu'on mêlât ainsi une personne qui a violé sa chasteté avec des vierges , une personne souillée avec des filles qui ont toute leur pureté , une personne corrompue avec celles qui ont leur vertu dans leur intégrité , une adultere avec celles qui sont jalouses de leur chasteté & qui sont consacrées à Dieu. *Ad quid devirginata cum virginibus , polluta cum puris , corrupta cum integris , adultera cum castis & Deo dicatis ?*

Il y auroit du danger d'introduire dans une Communauté de Religieuses , des femmes condamnées , qui pourroient corrompre leur innocence & leur pureté en excitant leur curiosité , en leur apprenant des mysteres qu'elles ignorent , & en réveillant des desirs que la vertu a étouffés.

20. La Question a été décidée par un Arrêt du Parlement de Dijon où le Procès fut évoqué , rapporté par Fevret , liv. 5. chap. 3. n. 15. Voici l'histoire que cet Auteur raconte : Simon N. Seigneur de S. Cyr épousa Marie N. douée d'une beauté ravissante ; beauté qui fut funeste à l'honneur du mari. Un Gentilhomme fut attaqué devant la maison du Sieur de S. Cyr , & fut si maltraité qu'on le laissa pour mort sur la place. On le reçut dans le Château avec beaucoup d'humanité : il fut frappé de la beauté de la Dame , tout malade qu'il étoit , & en fut frappé bien davantage quand il fut guéri. Comme il avoit l'art de se faire aimer , il lui eut bien-tôt communiqué sa passion , & violant par la plus noire ingratitude les loix de l'hospitalité , il séduisit la Dame

me & l'enleva. Il se réfugia successivement dans plusieurs retraites ; le mari poursuivit sa femme en Justice , & la fit mettre en prison. Arrêt intervint qui la condamna à la peine de l'Authentique : elle fut conduite dans le Monastere des Filles repenties, elle fut rasée , tondue , vêtue d'un habit religieux. Six semaines après elle debauchâ deux Religieuses , & s'évada du Monastere avec elles ; le mari fit informer de l'évasion , & mourut avant l'instruction du Procès. Alors la femme ayant séduit un jeune homme de famille , elle l'épousa à Paris sans publication de Bans , en présence de personnes supposées qui se disoient parens de son mari ; les parens du jeune homme appellerent comme d'abus de ce prétendu mariage , & firent renvoyer le Procès au Parlement de Dijon. Ils alléguerent que ce mariage n'avoit pour but que de rendre illusoire l'Arrêt qui ordonnoit qu'elle seroit recluse & renfermée à perpétuité ; que cette condamnation emportoit mort civile ; que les Loix Romaines avant que l'adultere fût puni de mort , marquoient d'une telle infamie la femme condamnée pour ce crime , qu'elles ne lui permettoient plus de contracter mariage , & même punissoient celui qui la prenoit pour femme (a). Que cette femme , quoiqu'elle ne fût pas Religieuse , n'avoit plus la puissance de son corps ni sa liberté. Quant au corps , il étoit confisqué par cette espece de mort civile : à l'égard de la liberté absolument nécessaire pour le mariage , elle l'avoit entierement perdue (b) ; qu'il lui falloit une abolition

(a) *Is in Legem committis qui publicè damnatam adulteriis recipit in uxorem. l. sine metu c. de adult. Barnabus Brisson de jure connubiali.*

(b) *Quia pœna servus neque voluntatem , neque jus eligendæ aut consentiendi libertatem habere poterat. Cujacius Observat. lib. 3. cap. 10.*

tion du Prince , ou des Lettres de commutation de peines.

Arrêt intervint le dernier Janvier 1634 , qui déclara le mariage nul & abusif , & qui ordonna que cette femme seroit rétablie dans le Monastere des Filles de Sainte Marie de Paris ; tellement , dit Fevret , que la femme qui fut condamnée à la peine de l'Authentique n'ayant point été retirée pendant les deux années par son mari , ne pouvoit plus après la mort de ce même mari se soustraire à la peine qu'elle avoit méritée , ni quitter le Monastere où elle avoit été recluse pour passer à un nouveau mariage.

On accusoit encore cette femme adulateur d'avoir voulu attenter à la vie de son mari. Marie Joisel , dit-on , avoit fait prendre au sien trois fois du poison , & comme il est mort à 44. ans , on avoit lieu de présumer que ce venin avoit fait son effet. On doit conclure que le Médecin qui la demandoit , étoit bien hardi d'épouser une femme qui avoit été consommée dans l'impudicité , & soupçonnée d'être empoisonneuse. Son art pouvoit bien le garantir du poison , mais il n'avoit aucun spécifique contre les affronts dont il étoit menacé.

Réponse
pour Ma-
rie Joisel.

M^{re}. Fournier répondant à l'Avocat du Tuteur , dit , que puisque la Cour par l'Arrêt qu'elle avoit rendu en connoissance de Cause sur la requisition des Gens du Roi , avoit autorisé l'union de ceux pour qui il parloit , en leur permettant de contracter & célébrer le mariage , il ne devoit pas craindre que l'opposition du Tuteur & des parens paternels pût réussir ; que la Cour sera indignée de cette entreprise , quand elle se représentera ce tableau infame où l'on a dépeint une mere chargée de tout ce que l'assassinat , le poison & l'adultere ont de plus criminel & de plus odieux ; que pour commencer ce tableau , on avoit mis le pinceau à la main de ses propres enfans ; que pour le travailler & le finir , on leur avoit fait employer les couleurs les plus
noires

noires pour tracer les traits les plus horribles que l'art puisse inventer. Cette Cause est sans exemple , c'est la première fois qu'un Tuteur a abusé avec tant d'emportement de la voix du sang , & a soulevé des enfans avec tant d'impiété contre leur mere. La Nature s'oublie & se méconnoit , & s'arme avec inhumanité contre elle-même : mais la peinture aussi-bien que la poësie , lorsqu'elles présentent de fausses images , ne font illusion que quelques instans , & ne laissent point dans le cœur des impressions durables. La tendresse & le respect que la naissance inspirent aux enfans pour leur mere , ne permettent pas de présumer qu'ils aient part à l'ouvrage de leur Avocat. La Nature se faisant justice elle-même de l'outrage qu'on lui fait , efface avec plaisir tous les traits qu'on lui impute , parce qu'ils la deshonnorent , & elle défavoue hautement l'ouvrage de ce Tuteur passionné , unique peintre de ce tableau odieux. Ce Tuteur se défiant de ses forces , demande le secours de trois ou quatre parens paternels , qui se mêlent indiscretement dans le combat avec lui ; mais comme la guerre qu'ils soutiennent est injuste , & que les armes dont ils se servent sont aussi foibles que honteuses , leur défaite qui les couvrira de confusion sera très aisée.

Que de raisons naturelles & politiques concourent à faire voir la justice de la demande de la liberté du mariage ! Il est de l'intérêt public que ceux qui sont nés libres ne perdent pas irrévocablement ce bien précieux que la Nature leur a donné ; on ne peut les en dépouiller pour toujours , sans une extrême injustice.

Il est de l'intérêt politique que les mariages qui donnent des Sujets aux Princes qui sont sur la terre , & des créatures à Dieu , puissent être librement contractés ; & ceux qui veulent s'y opposer , à moins qu'ils ne fassent voir des obstacles légitimes ,

* *Irnerius*,
lib. 2. cap.
6.

gitimes, sont coupables de plusieurs homicides, dont le nombre se compte par celui des enfans qui auroient vu le jour, si on ne s'étoit point opposé à leur naissance.

La première raison qu'on employe est tirée d'une loi que Dieu lui-même a prononcée, par la bouche de celui de tous ses Apôtres auquel il a communiqué plus de lumieres & de connoissances. S. Paul parlant aux Romains dans le Chapitre 7. a précisément borné à la vie du mari la puissance qu'il avoit sur sa femme, ne voulant pas qu'après sa mort on pût faire revivre son autorité éteinte, pour la continuer contre la femme qui le survivroit.

Le premier verset du chap. 7. le décide formellement par ces termes, qui sont dignes de la majesté de votre Audience: *Nam quæ sub viro est mulier, vivente viro alligata est legi; si autem mortuus fuerit vir ejus, salva est à lege viri.* „ La femme qui est „ sous la puissance du mari, est liée à lui par le lien „ de la Loi; mais après la mort du mari, elle est „ dégagée.

Et comme si ce judicieux & savant Apôtre, pénétré de cette vérité qui lui étoit inspirée par le premier de tous les Législateurs, eût cru qu'il ne s'étoit pas nettement expliqué, il reprend dans le verset suivant la même doctrine, par une conclusion en Philosophe & en Jurisconsulte: *Igitur vivente viro vocabitur adultera, si fuerit cum alio viro; si autem mortuus fuerit vir ejus, soluta est à lege viri.* „ Ainsi pendant la vie du mari elle aura le titre „ odieux d'adultère, si elle a commerce avec un „ autre homme: mais par la mort de son mari, elle „ recouvre sa liberté. Cette Jurisprudence, qui est puisée dans la source féconde des Loix & des décisions, ne peut être changée par toutes les subtilités des Jurisconsultes, ni par l'aveuglement des enfans, ni par la malice des parens d'un mari qui n'est plus.

La mort a ses droits aussi-bien que la vie ; tant qu'un mari est vivant , il n'est pas juste que sa femme pour l'avoir trahie devienne à la confusion de ce mari la femme d'un autre , sa douleur & sa vengeance ne peuvent finir qu'avec lui : mais dès le moment que la mort l'a enlevé à sa douleur & à son ressentiment , elle affranchit la femme de l'esclavage auquel il avoit le pouvoir de la soumettre pendant sa vie , & quand il n'est plus au monde , ses enfans ni ses héritiers ne doivent pas compter dans sa succession & parmi les biens de son patrimoine , les chagrins qui lui étoient personnels , & que la terre couvre pour toujours après lui. Aussi le savant Grotius , l'un des plus éclairés hommes du siècle , sur ces mots de S. Paul , *soluta est à lege viri*, dit fort à propos , *id est à pænâ adulterii* ; la mort du mari est une abolition & une amnistie pour la femme qui lui survit.

Après cela peut-on s'arrêter à deux Actes sous seings privés du sieur Gars ? Il a transcrit dans son cabinet l'Authentique *sed bodie*, & après une sombre & noire méditation , il a mis au dos de cette Authentique , *est lex de Mariâ Joisel , quam me mortuo sequi volo*. „ C'est une loi pour Marie Joisel , que je veux qui soit exécutée après ma mort. C'est ainsi qu'il s'érige en Magistrat dans sa propre cause. Mais lui qui parloit pour ainsi dire la Loi à la main , ne devoit-il pas savoir que sa magistrature aussi-bien que son pouvoir finissoit avec sa vie ?

Dans le second Acte , il dit qu'il pardonne à sa femme , mais que c'est sans préjudice de sa sentence & de son arrêt ; c'est comme s'il lui disoit : *Je lui pardonne , sans préjudice de ma vengeance*. Quoi qu'il en soit , ce n'est point le mari qui doit décider après sa mort du sort de sa femme , c'est la Loi ; elle borne à la vie du mari la puissance qu'il a sur sa femme.

Marie

Marie Joifel n'est point esclave de la peine ; la clôture perpétuelle, non plus que la prison, ne sont point regardées comme des peines parmi les François.

Nous avons en cela suivi la disposition du Droit Civil dans cette Loi, *Aut damnum ff. de pœnis*, qui ne vouloit pas que la prison fût imposée comme une peine aux condamnés.

L'Empereur Adrien en avoit fait un Edit particulier, comme il se voit par la Loi *Mandatum* au même Titre.

L'Empereur Antonin dans la Loi 6. au Code de *pœnis* va plus loin ; il dit qu'il ne peut pas croire qu'on ait jamais condamné un coupable, non pas même un esclave, à une prison perpétuelle.

De tout cela il faut tirer cette conséquence, que la Religion forcée étant une véritable prison, & n'étant point une peine ni du Droit Civil, ni de notre Droit François, les Juges qui avoient prononcé que Demoiselle Marie Joifel demeureroit en Religion, peuvent l'en faire sortir. On remet aisément une peine qui n'a pour cause aucune Ordonnance ; particulièrement dans le cas de l'adultère, où les condamnations sont plus de fait que de droit, comme le soutient Mre. Louet * dans ses Arrêts, & se jugent, suivant le sentiment de Mre. Anne Robert, *ex variis causarum figuris*, par différents motifs que présentent les différentes especes d'adultère.

Mais particulièrement encore quand il intervient des raisons nouvelles, qui n'avoient pas pu être prévues lors de l'Arrêt de condamnation.

Premièrement, lors de l'Arrêt qui avoit condamné Demoiselle Marie Joifel, la Cour ne pouvoit pas prévoir le cas qui est arrivé que la femme survivroit le mari : au contraire l'Arrêt présuppose que le mari survivroit sa femme, qui eût été

* Lettre
A. nom-
bre 18. &
son Com-
mentaire.

le fujet de la continuation de la peine contre la femme , pour la fatisfaction du mari.

La feconde raifon nouvelle eft la longueur des peines & des fouffrances , que la femme avoit enduré depuis dix ans de Religion & de pénitence.

La troifieme raifon nouvelle , qui ne pouvoit pas pareillement être prévue lors de l'Arrêt de condamnation , eft que la Cour ne prévoyoit pas que le mari étant mort , on rechercheroit la femme en mariage , pour la célébration duquel fa liberté ne peut lui être conteftée. Une raifon fenfible très-propre à perfuader , c'eft que pour empêcher par provifion qu'un mariage ne puiſſe être célébré , il faudroit avoir les mêmes raifons qui feroient néceſſaires pour le rompre s'il avoit été fait. Voilà le véritable point de vue de la Cauſe : expliquons cela nettement & ſolidement , en rappelant les véritables maximes que nous enſeignent ſur ce ſujet le Droit Civil & le Droit Canonique , la Diſcipline de l'Eglife & notre Droit François. Quant au Droit Civil , on ne rappellera point les différentes Jurifprudences touchant les peines qui ſe prononçoient contre les adulteres.

Il me ſuffira d'observer que par le dernier Droit qui eſt celui des Nouvelles , par l'Authentique *ſed bodie* , la peine de la femme adultere conſiſtoit à la priver de ſon bien , & à l'enfermer dans une Religion ; ſa rigueur , que le Pape Pelage a blâmé , ne va pas plus avant : de ſorte que quand nous ſuppoſerions que cette Cauſe ſe devoit juger ſuivant la rigueur de cette Authentique , rien ne ſ'oppoſera à la liberté que la femme , quoique condamnée pour adultere , prétend juſtement avoir , de contracter mariage quand ſon mari eſt décédé.

L'Authentique ne dit point qu'une femme convaincue d'adultere ne pourra jamais ſe remarier ; les Loix pénales , comme eſt cette Authentique , ne ſont point ſujettes à extension ; au contraire ,

comme ce sont des décisions odieuses , elles doivent être restreintes & limitées , suivant l'opinion des Jurisconsultes & des Empereurs.

Si le Droit Civil dans sa dernière Jurisprudence n'ôte point à la femme adultere la faculté de se remarier , la Loi Canonique , qui est celle que nous suivons pour les mariages , ne lui est pas moins favorable : nous pouvons dire même sur ce sujet , que la Loi Canonique a pour fondement la Loi de Dieu.

L'Écriture nous apprend , que Dieu commanda au Prophete Ozée d'épouser une femme de débauche ; le Prophete l'épousa , & il en eut trois enfans. C'est de-là que sont venus les enfans d'Israël dont le nombre , selon la parole du Seigneur , doit surpasser celui des grains de sable (a) de la mer. *Dixit Dominus ad Ozée , vade , sune tibi uxorem fornicationis & fac tibi filios fornicationum.*

* De Sponsalibus & matrimonii cap. 20.

Le précepte que Dieu donna à ce Prophete (qui a été exécuté) est peut-être le sujet pour lequel le Pape Clement III * compte comme une grande œuvre de charité à celui qui se choisit pour femme dans un lieu de débauche une personne qui est actuellement dans une prostitution publique. Il veut même qu'une action si chrétienne soit suffisante pour obtenir la rémission de ses fautes , parce qu'il met dans la voye du salut , celle qui marchoit dans le chemin de la perdition (b).

Je remarquerai sur ce Plaidoyer , que rien ne seroit plus héroïque qu'une pareille action faite par des

(a) Ozée chap. I. vers. 1. 2. & 3. Et au vers. 10. *Et erit numerus filiorum Israël quasi arena maris quæ sine mensurâ est , non numerabitur.*

(b) *Inter opera charitatis non minimum est errantem ab erroris sui semita revocare ; statuimus ut omnibus qui publicas mulieres de lupanari extraxerint & duxerint uxores , quod agunt in remissionem proficiat peccatorum.*

des principes de Religion : sur ce pied-là il faut regarder comme des Héros Chrétiens plusieurs Suisses qui ont tenu une semblable conduite , sans doute par ce motif ; mais comme ce n'est pas un précepte , & que ce seroit tout au plus un conseil , je ne pense pas qu'on en voye bien des exemples.

L'Avocat poursuit , en disant que suivant la décision du Pape Clement III , bien loin qu'il y ait quelque chose à redire dans un mariage que l'on contracte avec ces victimes d'infamie qui ont un écriteau sur le front , il élève hautement la vertu de ceux qui les épousent ; que peut-on donc trouver à redire dans le mariage que la Cour a permis au Sieur Thomé de célébrer avec Marie Joisel ?

Il la trouve dans un lieu saint où elle fait depuis dix ans des exercices de piété & de vertu. Le Couvent de sainte Pelagie est la prison où , pour parler le langage de l'Ecriture , elle mange le pain de tribulation & boit l'eau de douleur (a).

Depuis ce long espace de tems , elle lave ses fautes passées dans les larmes qu'elle a continuellement versé comme une véritable repentie.

Ce n'est plus aujourd'hui ce vaisseau corrompu par les ordures du péché , c'est un vaisseau purifié par les eaux salutaires de la pénitence & de la grâce.

Le Pape Innocent III , consulté sur la question de savoir si un muet & un sourd peuvent contracter mariage avec d'autres personnes , répond précisément , que leur mariage est valable.

La raison qu'il rend de sa décision , est celle qui doit aujourd'hui servir à décider notre Cause.

N 2

On

(a) *Mittite eum in carcerem , & sustentate eum pane tribulationis & aqua angustia.* Liv. 3. des Rois chap. 22. vers. 27.

On doit convenir , dit ce grand Pape & tout ensemble grand Jurisconsulte , que l'Edit qui permet ou qui défend de contracter mariage , est un Edit prohibitore ; il faut donc voir , continue-t-il , si dans le nombre des empêchemens marqués par le Droit , le défaut de la parole ou de la furdité y sont compris ; & après avoir montré que l'Edit n'en a point parlé , il conclut que le sourd & le muet peuvent valablement se marier (a).

Cette décision est trop belle & trop avantageuse pour n'en pas faire l'application à cette Cause : raisonnons conformément à la méthode de ce Pape.

Voulons-nous savoir si une femme condamnée pour adultere , son mari mort , peut en épouser un autre ? voyons si ce cas est compris dans le nombre des obstacles & des empêchemens que les Loix & les Canons ont proposé pour rendre des mariages nuls ; & puisqu'il n'y a point de Loi ni civile ni canonique , point d'Ordonnance qui défende à une femme adultere de se remarier quand elle a perdu son premier mari , concluons hardiment qu'une femme adultere a la liberté & la faculté toute entière de se choisir un second mari , au-lieu du premier qui n'est plus (b).

Le Droit Civil & le Droit Canonique sont donc favorables à Marie Joifel ; le Droit François parle encore pour elle avec plus de force.

Les

(a) *Cum apud Sedem Apostolicam sanè consulisti nos , utrum mutus & surdus aliqui possint matrimonialiter copulari , ad quod taliter respondemus , quod cum prohibitore sit edictum de matrimonio contrahendo , ut quicumque non prohibetur per consequentiam admittatur.*

(b) *Ad quod taliter respondemus , quod cum prohibitore sit edictum de matrimonio contrahendo , ut quicumque non prohibetur per consequentiam admittatur.*

Les Loix Romaines ne nous servent de Loix que par l'autorité que la raison a sur nous , qui seule nous sert de guide & de règle. Les peuples d'Italie qui , suivant la décision de la Rote , se font honneur de suivre les Loix Romaines , & qui dans l'amour conjugal se distinguent des autres Nations par la jalousie qu'ils portent jusqu'à la fureur , ont généralement abrogé toutes les peines capitales contre les adulteres , ils ne les punissent que d'une amende pécuniaire ; encore faut-il pour cela qu'il soit accompagné de quelques circonstances qui aient trahé à quelque autre crime , & si cela ne s'y rencontre point , on en laisse la punition à Dieu. C'est la remarque de *Julius Clarus* , ce fameux Criminaliste , sur le *ff. adulterium*. Il rappelle fort à propos ces paroles du Satirique , qui s'écrie , *ubi nunc Julia dormis* , vous êtes assoupie , *Loi Julia* , Loi qui condamnoit l'adultere à une peine capitale.

En France on n'observe pas exactement l'Authentique dans toutes ses dispositions ; par la Loi *quantumvis* , l'homme adultere est punissable de mort ; on le docte n'est pas si severe en France , jamais adultere n'a souffert de peine capitale.

Par cette même Loi tous les biens de la femme condamnée pour adultere étoient confisqués , partie en faveur de ses enfans , partie en faveur du Monastere où elle étoit recluse.

C'est encore ce qui n'est point observé parmi nous , nous n'admettons point la confiscation généralement de tous les biens des femmes adulteres ; il n'y a que la dot & les conventions matrimoniales qui appartiennent en usufruit au mari , & en propriété aux enfans : les autres biens ne sont point ôtés aux femmes , selon le sentiment de tous nos Jurisconsultes François , & notamment de M. le Prêtre * ; elles sont capables de succession , de testa- * Seconde mens , de legs , de donations : ce ne sont donc Centurie point c. 22.

Nunquam enim, dit Faber, *ad idum fuit quod in regno Francie adulterium puniretur panâ juris.*

point des personnes retranchées de la Société civile, comme on l'a plaidé.

Allons plus loin : nous ne pouvons pas dire comment insensiblement dans les derniers Arrêts de ce Parlement on y a glissé qu'une femme convaincue d'adultere feroit mise dans un Monastere, que son mari la pourroit retirer dans deux ans, & que s'il ne la retiroit pas elle demeureroit recluse le reste de ses jours.

Les peines parmi nous sont de l'Ordonnance, y en a-t-il quelqu'une qui ait statué que la femme pour peine d'adultere sera recluse perpétuellement ?

Allons encore plus avant : cela s'observe-t-il à la rigueur ? un mari qui n'auroit pas retiré sa femme de la Religion pendant deux ans, en feroit-il exclus après les deux ans, & lui refuseroit-on sa femme s'il la demandoit ?

Si le mari la peut retirer après deux ans pour continuer un mariage, où est l'inconvénient qu'après la mort de ce mari on la donne à un autre qui la veut épouser, & qui lui tend les bras pour la soulager dans le pitoyable état où elle se trouve réduite ?

Si des femmes condamnées pour adultere ne sont point privées des principaux droits de la vie civile, pourquoi prétendra-t-on qu'elles ne soient pas libres pour contracter mariage ?

L'esclave aussi-bien que la personne libre participe aux Sacremens de l'Eglise, qui est sans distinction la mere commune de tous les fideles.

Le Pape Adrien, dans le chapitre premier de *conjugio servorum*, en a fait une très-belle décision au sujet du mariage des esclaves qui sont sous la puissance de leur maître : comme il est juste, suivant la décision de l'Apôtre, qu'à cause de Jesus-Christ, le libre & l'esclave participent également au Sacrement, de même les mariages ne doivent point être défendus aux esclaves, & s'ils sont contractés malgré

gré leur Maitre, on n'en doit point par cette raison prononcer la dissolution (a).

Le Pape Alexandre III, au chap. 3. *Qui Clerici vel voventes matrimonium contrahere possunt*, décide en termes formels que le mariage contracté par une personne après avoir fait vœu d'entrer en Religion, est un mariage valable (b).

Ici, Messieurs, Marie Joisel qui a obtenu de vous la permission de se marier n'est plus une esclave, elle n'a point fait de profession, elle n'a pas même fait de vœu pour la Religion.

Elle avoue que tant que son mari a vécu, elle étoit devenue l'esclave de la peine à laquelle il l'assujettissoit ; aujourd'hui la mort du Patron a brisé ses chaînes de l'esclave ; dès le premier pas qu'il a fait dans le tombeau, on a vu périr sa vengeance ; son ame n'a plus été agitée comme elle l'étoit : elle est demeurée dans la quiétude & dans le repos, exempte de passion & de mouvement pour tout ce qui regarde sa femme.

Y a-t-il quelqu'un qui soit en droit aujourd'hui de prendre sa place ? y a-t-il quelqu'un de ceux pour qui on a plaidé, qui puisse se dire avec justice le digne héritier de sa colere & de son ressentiment ?

L'adultere est-il parmi les François un crime public, comme il l'étoit parmi les Romains ? Les parents & les proches sont-ils parmi nous, comme

N 4

ils

(a) *Dignum est sanè, juxta verbum Apostoli, sicut in Christo Jesu, neque liber, neque servus est à Sacramentis removendus, ita nec inter servos matrimonia debent ullatenus prohiberi, & si contradicentibus Dominis, & invitis contracta fuerint, nulla ratione sunt propter hoc dissolvenda.*

(b) *Verum si nec habitum suscepit, nec professionem, sed votum solummodo fecit, & se ad Religionem transsurum promissit, licet postea matrimonium contraxerit, non est cogendus ad Religionem transire, & matrimoniale votum rescindere.*

ils étoient parmi eux , autant de maris qui s'élevoient en foule comme des tirans domestiques & comme autant de juges sans pitié , pour punir la foiblesse des femmes , & pour tirer raison d'une faute dont le véritable mari étoit le plus souvent la cause par le dérèglement de ses mœurs , par ses emportemens & par ses caprices ?

Non , Messieurs , ce n'est point là l'esprit des François , & dans le crime d'adultere , il n'y a que le mari qui soit véritablement l'offensé ; le plus proche parent de la femme n'est pas reçu à intenter l'accusation. M. le Procureur-Général n'y est pas reçu même tout seul , *Maritus solus thori genialis vindex* : voilà les sentimens dans lesquels nous vivons.

A l'égard de l'Arrêt cité par Fevret , on n'en peut tirer aucun avantage : il suffit de lire cet Auteur pour être convaincu de deux vérités incontestables ; la première , qu'à l'exemple des Jurisconsultes qui embrassent une opinion , il a fait une application forcée d'un Arrêt pour faire valoir le sentiment erroné & solitaire dans lequel il étoit , qu'une femme condamnée pour adultere ne pouvoit pas se marier à un autre quoique son premier mari fût mort ; l'autre vérité est , que tout ce qui a été jugé par cet Arrêt de Dijon , a été que le mariage que la Dame de S. Cyr avoit contracté étoit nul , abusif & clandestin , comme étant fait contre la disposition du Concile de Trente & des Ordonnances de ce Royaume. Pour établir ce fait , il ne faut que rapporter les termes de l'Auteur même , & par lesquels on peut dire qu'il a trahi son dessein : il dit *que la Dame de S. Cyr ayant attiré & séduit un jeune homme de Maison honorable , elle l'épousa à Paris dans une Paroisse écartée , sans publication de Bans , en présence de personnes supposées qu'elle disoit être les parens de son mari.*

A quoi

A quoi bon après tant de nullités traiter la question de cette incapacité imaginaire , dans laquelle cet Auteur s'est figuré sans raison que se trouvoit une femme condamnée pour adultere , de se pouvoir remarier ? c'est une question qui n'a point été examinée , & encore moins jugée par le Parlement de Dijon ; & si ç'avoit été sur cette considération qu'il eût cassé le mariage de la Dame de S. Cyr , il l'auroit nommément & disertement déclarée incapable de contracter mariage ; ce qui n'est point dit par cet Arrêt , qui n'a aucune application à la Cause.

Il est évident que l'interêt public , bien loin de s'élever contre Marie Joisel , concourt puissamment à lui procurer la liberté & le mariage qu'elle demande. Cette liberté & ce mariage ne donnent aucune atteinte à l'interêt particulier ni des enfans ni des parens , au contraire il est de leur interêt que ce mariage s'accomplisse. Nous ne connoissons que deux sortes d'interêt , l'interêt pécuniaire , & l'interêt de l'honneur. Quant à l'interêt pécuniaire , quel préjudice souffrira-t-il si l'Arrêt , qui prononce la liberté & le mariage , est confirmé ? Par cet Arrêt on donne la propriété de la dot & des conventions matrimoniales de Marie Joisel à ses enfans , ils ne peuvent plus en être dépouillés , cet interêt fordide leur est conservé dans toute son intégrité. A l'égard de leur honneur , loin d'être blessé par la liberté & par le mariage de leur mere , au contraire c'est l'unique moyen de le réparer , & d'effacer les traces deshonorantes qui sont imprimées dans l'imagination des hommes ; car la vie de l'honneur subsiste dans leur idée.

Le Couvent où l'on veut la reléguer leur reprocheroit continuellement les desordres de leur mere , il acheveroit de les couvrir de honte : mais dès qu'on aura levé la pierre qui couvre le sepulcre où elle est enfermée depuis dix ans , quand elle

paroitra dans le siècle avec tous les effets d'une véritable résurrection , alors l'idée de la mort de son honneur ne subsistera plus , ou si on la rappelle , elle fera unie avec celle de la résurrection ; ainsi elle ne fera plus accablée sous le poids de son ignominie , & ses enfans seront soulagés eux-mêmes de ce fardeau qui retomboit sur eux.

On ne doit pas craindre qu'elle renouvelle ses adulteres , après que 10. ans de pénitence l'ont renouvelée elle-même , & l'ont transformée dans une personne aussi réglée & aussi vertueuse , qu'elle étoit desordonnée & vicieuse. N'est-il pas étrange que sous le nom des enfans , on plaide des moyens si extraordinaires & si peu chrétiens ? Leur mere , dit-on ne sauroit être chaste , parce que son honneur a succombé plusieurs fois , & qu'elle a cédé à la force de son temperament. N'est-ce pas là une proposition impie & sacrilege dans la bouche de ses enfans ? Quoi ! ils publieront hautement que leur mere , qui a été souillée de l'impureté , est indigne de pardon ? ils lui compteront pour rien dix ans de pénitence & de larmes , pendant que le Seigneur pardonne à une fameuse Courtisane , * dès qu'elle pleure ses égaremens ? D'ailleurs le mariage n'est pas seulement établi pour la génération des enfans , mais comme un remede infailible pour éteindre les feux de la concupiscence ; sans ce secours , combien de desordres & de péchés dans le monde ? Ce penchant malheureux qui rend l'esprit esclave du corps , est appelé avec raison par S. Paul une Loi , *sentio legem* , parce que le propre de la Loi c'est de commander ; aussi le temperament de l'homme est une loi impérieuse qui veut qu'on lui obéisse.

Il seroit bon (dit le même Apôtre en parlant à ceux de Corinthe) que l'homme se pût passer d'une femme ; cependant parce qu'il est fragile , il faut qu'il se choisisse une femme , & que la femme se choi-

sisse

* *Remittuntur ei peccata multa.* S. Luc. c. 7.

fiſſe un mari. (a) Bonum eſt homini uxorem non tangere; propter fornicationem autem, uniſquiſque ſuam uxorem habeat, & unaquaque ſuum virum. (a) La première aux Corinthiens chap. 7. v. 1. & 2.

Quoi ! des enfans empêcheront leur mere de courir au remede qu'ils reconnoiſſent lui être ſi néceſſaire ! Ils la repréſentent comme une perſonne que le feu eſt prêt de dévorer, & ils veulent lui interdire un Sacrement qui la garantira dès flâmes qui la menacent ? Ils ſont bien éloignés de la piété d'Enée, qui ſe jettâ dans le milieu du feu pour en tirer ſon pere.

Mais non ſeulement ils ſont ennemis de leur propre mere, mais de leur propre honneur, qui exige que leur mere qui a été couverte de honte dans le monde, y paroiſſe avec des marques honorables qui puiſſent faire oublier ſon ignominie. Quand on leur reprochera d'être les fils d'une femme qui a été encore plus flétrie par ſes crimes que par le jugement qui l'a condamné, on ſe repréſentera, que par une vie pénitente, elle a mérité que les hommes à l'exemple de Dieu oubliâſſent ſes deſordres, & ne fuſſent point ſurpris en la voyant dans les liens d'un mariage qui lui rendent ſon honneur ; en réunifiant ces deux idées, on ne les regardera plus comme les fils de la honte & de l'infamie.

Quant à l'intérêt des parens, qui n'a ici pour objet que l'honneur, dès qu'on a prouvé que celui des enfans exigeoit la liberté de leur mere, on a prouvé en même tems que l'honneur des parens demandoit le même remede, puisſque ce n'eſt qu'un ſeul & même honneur.

D'ailleurs l'intervention des parens maternels prouve qu'ils ſentent eux-mêmes que les loix de leur honneur demandent ce mariage.

Quant aux parens paternels, ils ſont ici une figure bien odieuſe, ils oublient leur propre honneur, on peut dire leur religion, pour les ſacrifier à la vengeance

geance d'une injure qui les atteint de si loin qu'elle ne les blesse point : ils se présentent à la Cour sous cette face ; ce qui est de plus surprenant , c'est qu'ils n'en rougissent point. Voilà tout ce qu'on dira contre eux.

C'est à la Cour à conserver & à achever son ouvrage , dans lequel elle a pris pour règle le Droit Civil & Canonique , la Discipline de l'Eglise , & la pureté du Droit François.

L'Avocat finit ensuite son Plaidoyer , & s'adressant à la Cour , il leur dit : On a vu autrefois devant le plus grand Juge qui ait jamais paru sur la Terre , des Accusateurs pleins de chaleur & d'emportement, être obligés de prendre la fuite , & n'oser jeter la première pierre contre la femme adultere , quoique le Seigneur leur en eût donné tout le pouvoir & l'autorité.

Vous avez souffert que le Sieur Gars , qui étoit le seul offensé , ait jetté la première pierre contre sa femme : ne permettez pas que ses enfans après sa mort lui jettent une seconde pierre, qui lui feroit une blessure plus cruelle que la première.

Si ces enfans ont osé paroître en votre Audience avec toute la témérité qui accompagne des Accusateurs indiscrets ; obligez-les publiquement de prendre la fuite , & de faire une retraite qui les couvre pour toujours de honte & de confusion.

Ils reprocheront éternellement à leur Tuteur , de les avoir engagé dans une pareille démarche.

Dans le compte qu'il leur rendra , il pourra peut-être prouver la pureté de sa conduite dans l'administration de leurs biens ; mais il ne se justifiera point de la témérité qui lui a inspiré un Procès qui donne une si grande atteinte à l'honneur de ses mineurs.

Le pere a satisfait à son devoir en satisfaisant à sa colere & à sa vengeance ; que votre Arrêt apprenne à ses enfans à faire leur devoir à leur tour , qu'il leur

leur imprimé la tendresse & le respect qu'ils doivent avoir pour celle dont ils ont reçu le jour ; qu'il les fasse ressouvenir tant qu'ils vivront , que le chemin que ce Tuteur leur a fait tenir est celui du détestable Cham * , qui s'attira la malédiction du Seigneur pour avoir révélé la turpitude de son pere ; que votre Arrêt leur fasse connoître que l'exemple qu'ils doivent suivre en cette occasion est celui de Sem & de Japhet , qui ayant couvert de leur manteau la nudité de leur pere , furent comblés de graces & de bénédictions.

* Genèse chap. 9. depuis le vers. 22. 23. 24. jusques au vers. 27.

Punissez l'attentat qu'on a fait à la liberté : c'est la Nature qui nous donne la liberté , elle seule nous la peut ôter avec la vie.

Punissez la résistance qu'on a apporté depuis cinq mois à la célébration d'un mariage que vous avez autorisé.

N'est-ce pas assez pour des enfans de se voir revêtus des dépouilles de leur mere ? S'ils la voyent sans peine privée des biens temporels , si la dureté de leur cœur les porte à ne lui en point faire de part , s'arrêtant à la rigueur de la Loi civile , plutôt que de suivre le penchant raisonnable de la Loi naturelle ; pourquoi veulent-ils empêcher qu'elle ne participe à un bien spirituel , ce trésor précieux , ce don céleste , je veux dire la grace que Dieu , par la bouche de l'Apôtre , promet à ceux qui reçoivent le Sacrement de mariage , qui pour cela est appelé un grand Sacrement , *Magnum Sacramentum quod gratiam confert* ? ce sont les termes du Concile de Trente.

Dix ans de pénitence ont disposé Demoiselle Marie Joisel à recevoir cette grace : ne souffrez pas que des enfans s'opposent impunément à une si sainte résolution , vengez publiquement la Nature que l'on a si lâchement outragée , vengez hautement la politique dont on a ouvertement attaqué les Loix ; & confirmant l'Arrêt que vous avez rendu , faites

faites voir en cette occasion ce que le Public a toujours reconnu dans tous vos Jugemens , que votre Justice est de concert , & va d'un pas égal avec les règles les plus saintes & les maximes les plus sacrées de notre Religion.

Mre. le Roi parla alors pour les parens maternels, & dit :

Vous voyez paroître ici des parens divisés , qu'un intérêt commun devoit tous réunir pour vous demander la même chose.

Ceux pour qui je suis n'en ont point d'autre que de soutenir la justice de votre Arrêt qui met leur parente en liberté , & qui lui permet d'effacer par l'honneur d'un second mariage la honte & le malheur d'un premier engagement.

Il est étrange que des enfans fassent entendre leur voix dans cette Audience , pour vous reprocher que vous avez eu trop d'indulgence pour elle.

Les Jugemens qui étoient rendus en faveur de la liberté ne pouvoient plus se retracter , & un Arrêt d'absolution est un asyle pour les plus grands coupables. Une mere ne pourra-t-elle user du droit commun contre ses enfans ? Cruels & insensibles qu'ils sont à ses miseres , ils ne sont point contens , lorsque votre Justice est satisfaite , si ses maux ne durent autant que sa vie. Ils vous trouvent injustes de les avoir diminués , & ils voudroient que vous n'eussiez de pouvoir que pour la punir.

Ce ne sont point-là les sentimens que la Nature inspire aux enfans , & l'on reconnoît facilement dans cette conduite les impressions étrangères d'un Tuteur aveugle ou intéressé , qui n'a consulté ni son devoir , ni celui de ses mineurs.

Qu'il apprenne que l'autorité que les parens lui ont confiée n'est pas pour en abuser , & que si les enfans sont en droit d'empêcher qu'il ne perde ou qu'il n'aliene le bien de ses pupilles , ils lui permet-

tront

tront encore moins d'aliéner leur cœur , & de leur faire perdre l'amour & le respect qu'ils doivent à leur mere.

Ce Tuteur s'est peut-être imaginé qu'en cela il rendoit un devoir indispensable à la mémoire d'un pere outragé , comme s'il appartenoit aux enfans de venger leur pere sur la personne de leur mere.

C'est une impiété qui a été détestée par les Payens-mêmes.

*Et vindex in matre , patris malus ultor Orestes ** * Seneque.

Le sacrilege Oreste ose venger son pere ,
Par de cruels affronts dont il flétrit sa mere.

Le champ avoit été préparé pour M. l'Avocat-Général. On demande si le travail de l'Avocat qui traite une question nouvelle , est plus pénible que celui de M. l'Avocat-Général qui la traite après lui. Dabord il paroît que l'ouvrage de ce Magistrat est plus aisé , puisqu'il profite des lumieres de l'Avocat , & qu'il faut que celui-ci s'ouvre une route dans un pays qui n'aura point encore été battu , qu'il défriche une terre qui n'aura point été cultivée ; un homme qui marche le premier dans une route obscure va à tâtons & en tremblant , au lieu que les pas de celui qui marche après lui sont posés avec plus d'assurance. D'ailleurs l'Avocat perce des obscurités qu'on pénètre facilement après lui , il débrouille le cahos , & celui qui acheve de le dissiper , soutenu par le travail du premier , a beaucoup moins de peine. Il a été mis sur les vöyes , le premier pas est le plus difficile , le pied se porte de lui-même pour ainsi dire à poursuivre le chemin ; voilà ce qu'on peut dire pour l'Avocat.

Mais on répond , qu'il ne s'attache qu'à faire valloir la Cause de sa Partie , qu'il ramene tout à cette idée ; il exténue ou affoiblit les moyens qui sont contre lui , enfle & exagere ceux qui sont en
sa

sa faveur : ainsi il ne rend jamais la vérité telle qu'elle est ; il ne présente aux Juges les objets qu'à travers des verres qui appetissent ou grossissent les objets : au-lieu que M. l'Avocat-Général les offre comme ils sont dans eux-mêmes , & les réduit au véritable point de précision , en les dépouillant des fausses couleurs qu'on a prêté à ceux-ci , & rendant les véritables couleurs qu'on a ôté à ceux-là. Ainsi , au-lieu de suivre le chemin que l'Avocat a frayé ; il s'en ouvre un nouveau qu'il découvre aux Juges en leur montrant que s'ils ne le suivent pas , ils tomberont dans le précipice de l'erreur & de l'injustice. Ainsi , s'il profite du travail des Avocats , c'est pour prendre une route où il évite les deux extrémités où ils ont donné.

Ajoutons , que pour soutenir la dignité de son ministère , il est obligé d'encherir sur leur travail. Ainsi en pesant toutes les raisons , il faut se déterminer à juger que sa fonction est bien plus difficile & plus épineuse.

Voici dans cette affaire curieuse le Plaidoyer de M. Talon Avocat-Général , ainsi qu'il le prononça.

Plaidoyer
de M. Talon
Avocat-Général.

Le fait qui est constant entre les Parties , donne lieu à une Question d'Etat d'autant plus importante que la décision qui en sera prononcée par la Cour , tend à faire une Loi dans une espece qui ne se trouve point encore jugée par aucun Arrêt : ce qui nous a obligé à rechercher avec exactitude les raisons qu'on pouvoit alléguer de part & d'autre , pour savoir si une femme condamnée pour adultere à être renfermée dans un Couvent le reste de ses jours , peut après la mort de son mari obtenir sa liberté pour en épouser un autre.

Une question de cette qualité seroit susceptible d'une longue & ample dissertation , si on vouloit rapporter toutes les autorités dont on pourroit se servir pour appuyer les différentes opinions qu'elle peut

peut former. Il dit qu'il prétendoit dans le grand nombre ne se servir que de celles qui sont essentielles à la décision de la Cause ; que pour soutenir que Marie Joisel est indigne de la liberté qu'elle demande , & incapable de contracter mariage , on pouvoit dire que par la disposition du Droit Civil , une femme condamnée pour adultere ne pouvoit être épousée par qui que ce fût , soit du vivant du mari , soit après sa mort.

Il est porté par la Loi *Julia* , que personne ne peut épouser une femme adultere , sans encourir la peine de cette Loi (*a*). La raison qu'en rendent les Jurisconsultes est fort belle : parce que celui qui avec connoissance de cause épouse une femme impudique est lui-même impudique , & ne peut passer que pour un homme qui trafique d'une femme prostituée , & il apprend au Public qu'il foule la pudeur aux pieds (*b*). Cette ancienne Jurisprudence avoit lieu dans un tems où la peine de l'adultere n'étoit pas encore capitale ; on distinguoit les femmes qui en étoient seulement accusées , d'avec celles qui étoient condamnées ; celles qui étoient seulement accusées ne pouvoient être épousées du vivant du mari , mais bien après sa mort ; & quand il y avoit condamnation , le mariage en étoit absolument prohibé. Lorsque sous les Empereurs la peine de l'adultere a été rendue capitale , il est certain qu'il y avoit inhabilité en la personne de la femme de contracter mariage ; parce que ceux qui perdoient le droit de Cité , perdoient aussi la faculté de se marier.

Justinien

(*a*) *Lege Julia adulteris damnatam uxorem ducere scientem neminem posse , quin incidat in panam Legis Julia de pudicitia.*

(*b*) *Quia qui sciens impudicam ducit , pro impudico & lenone habetur , ac planè ostendit se non esse cultorem pudicitia , sibi pudicitiam non esse cura.*

Justinien a été le premier qui a adouci la peine de l'adultere en la personne de la femme , & qui a fait difference entre l'homme adultere , & la femme fouillée du même crime ; il a conservé contre ceux qui avoient commis adultere les peines qui étoient ordonnées par les Constitutions de ses prédécesseurs ; mais à l'égard de la femme , il l'a condamnée à être recluse & enfermée dans un Monastere , suivant la Nouvelle 134. chap. 10. (a).

Quant aux biens de la femme condamnée pour adultere , le même Empereur vouloit que les héritiers en eussent une partie , & l'autre partie devoit appartenir au Monastere.

Il faut convenir que Justinien dans cette Nouvelle n'avoit pas déterminé si cette clôture dans un Monastere étoit tellement perpétuelle , qu'elle empêchât le mariage de la femme adultere avec une autre personne après la mort du mari ; mais l'Empereur Leon dans sa Nouvelle 32. déclara précisément que l'adultere de la femme étoit un empêchement dirimant pour pouvoir jamais se marier (b). Cette Nouvelle a ôté les deux ans que Justinien donnoit au mari pour reprendre sa femme , & lui a laissé la liberté de retourner avec elle en tout tems.

La

(a) *Adulteram mulierem competentibus vulneribus subactam in Monasterium mitti , siquidem intra biennium recipere eum vir suus voluerit , potestatem damus hoc facere , & copulari ei , nullum periculum metuentes , & nullatenus propterea quæ in medio tempore facta sunt , nuptias ladi : si vero prædictum tempus transverit , aut vir priusquam reciperet mulierem moriatur , tonderi eam , & Monachicum habitum accipere , & habitare , in ipso Monasterio in omni propria vita tempore.*

(b) *Insuper mulieri ad alteras nuptias postulare , neque liberè impostum se cum libidinosis commiscere nequaquam permittitur , sed ob scelus commissum , in Monasterium , ubi in contritione anima leniorem sibi penam faciat , velut in exilium detruditur.*

La Nouvelle de Justinien a été suivie par les Canons pour la condamnation à la vie religieuse dans un Monastere , mais non pas pour le tems de deux ans que la Nouvelle préfini au mari pour retourner avec sa femme. L'Eglise n'a point limité de tems pour cette reconciliation.

Le Pape Pelage qui vivoit un peu après Justinien, veut que la femme retourne avec son mari quand il demande à habiter avec elle ; mais avec cette condition , que le mari donnera des assurances de la traiter maritalement : c'est la décision du Canon cinquieme (a). Cette assurance, dit la Glose, étoit une caution juratoire , ou une autre plus forte , suivant les circonstances. Si le mari ne la veut pas recevoir, il la faut mettre dans un lieu de sûreté (b). La Glose sur ce Canon dit que ce lieu dont parle le Pape Pelage n'est autre chose que le Monastere , & observe que la peine capitale de l'adultere avoit été changée dans la reclusion en un Monastere , ce sont ses termes (c). Cela fait voir nettement , que non seulement du tems du Pape Pelage , mais encore depuis , l'Authentique a été observée.

M. du Faur de S. Jory Président au Parlement de Toulouse , parlant de ce Canon du Pape Pelage , dit que de son tems la peine de l'homme adultere avoit été mitigée de même qu'à l'égard de la fem-

O 2 me

(a) De Benedicto , causa 32. q. 1. *Jubemus ut adulterum cum adultera districtè punire non differas , & calvatos ab invicem separare , adulterum ad Apulia defensorem fac migrare ; illam verò si maritus suus sine dolo aliquo forte accipere voluerit , tua ordinatione sub cautela recipias , nullum ei nihil dumtaxat desimile committendi periculum illaturus.*

(b) *Si eam recipere noluit maritus , in alium quemdam locum in quo ei non liceat male vivere provida dispensatione constitue.*

(c) *Pena adulterii secundum Leges commutata est in institutionem Monasterii , Authentica sed hodie.*

me coupable , & il avoue que du tems de Justinien la peine capitale étoit demeurée contre l'homme adultère , & qu'elle n'avoit été modérée que pour les femmes , qu'elles étoient enfermées ponctuellement dans un Couvent ; & il observe que comme les Monasteres Réguliers avoient de la peine à recevoir les femmes débauchées , il avoit fait bâtir un lieu exprès pour les renfermer.

Nous avons deux Loix assez singulieres , qui marquent l'usage qui se pratiquoit avant Justinien pour la punition des adulteres ; le Procès ne se faisoit souvent que contre l'homme & non pas contre la femme ; ce qui faisoit de la confusion , & donnoit lieu à différentes contestations , comme nous le voyons dans la Loi *Claudius Seleucus de his quib. ut indig.* qui est une Loi de Papinien.

Cette Loi parle d'un homme qui ayant été condamné pour un adultère commis avec une femme contre laquelle il n'y avoit point eu de condamnation , l'avoit ensuite épousée , & l'avoit instituée son héritiere ; le Jurisconsulte dit qu'il n'y a point de mariage , & qu'elle ne pouvoit être héritiere de celui qui l'avoit épousée (a).

L'espece de la Loi 2. *ad l. Jul. de adult.* est d'un homme qui avoit épousé une femme coupable du crime d'adultère : cette femme est condamnée pour raison de ce crime , pendant son mariage le mari la répudie ; on demande si c'est le mari qui a donné lieu au divorce , ou si c'est la femme. Le Jurisconsulte répond que le mari par la Loi *Julia* ne peut retenir une femme condamnée pour adultère ; c'est la

(a) *Mevius in adulterio Sempronia damnatus , eandem Semproniam non damnatam duxit uxorem , qui moriens eam heredem reliquit ; quæro an justum matrimonium fuerit , & an ad hereditatem admittatur ? respondi neque matrimonium stare , neque hereditatis luctum ad illam mulierem pertinere.*

la femme , & non pas le mari , qui a donné lieu au divorce (a).

Si l'on examine les Canons de l'Eglise , l'on trouvera que les femmes convaincues d'adultere ne pouvoient jamais se remarier , même après la mort de leurs maris , par deux raisons ; la première , qu'étant convaincues , elles étoient mises en pénitence , & qu'en cet état elles ne pouvoient contracter de mariage ; l'autre , que par la Loi Civile étant condamnées en une peine capitale qui les rendoit incapables des effets civils , & cette peine ayant été convertie en la peine de la relégation dans un Monastere , comme dans une prison perpétuelle , cette dernière peine les rendoit incapables du mariage , de même que la peine capitale.

Un des plus anciens témoignages de la pratique de l'Eglise que nous ayons , est l'Epître canonique du Pape Siricius à Stimerius Evêque de Tarragone ; cet Evêque écrivant au Pape , lui demande si un adultere après la pénitence imposée peut se remarier , si un soldat qui est dans le même cas peut retourner à la milice ; il répond que non ; & s'ils le font , ils doivent être excommuniés & remis en pénitence (b). Voilà la question de Stimerius , voici ce que répond le Pape Siricius (c). *A l'égard de ceux qui n'ont pas un asyle pour faire pénitence ,*

O 3

110115

(a) *Ream adulterii uxorem duxi , eam damnatam mox repudiavi , quaro an causam dissidii prestitisse videar ; respondi cum per legem Juliam hujusmodi uxorem retinere prohibearis , non videri causam dissidii prestitisse , quare jus ita tractabitur quasi culpa mulieris facto divortio.*

(b) *Qui actâ pœnitentiâ tanquam canes & sues ad vomitus pristinos & ad volutabra redeunt , & militia cingulum , & lubricas voluptates , & nova conjugia & inhibitos denuo appetivere concubitus.*

(c) *De his qui jam refugium non habent pœnitendi , id duximus decernendum ut solâ intra Ecclesiam fidelibus oratione jungantur , sacra mysteriorum celebritati , quamvis non mereantur , intersint ; à Dominica autem mensa convivio segregentur , ut hac saltem destructione correpti , & ipsi in se sua errata castigent , & aliis exemplum tribuant quatenus obscenis cupiditatibus retrahantur.*

nous ordonnons qu'ils se tiennent dans le parvis qui joint l'Eglise, & que là ils participent aux prières des fideles, & qu'ils y assistent à la célébration de nos mysteres, quoiqu'ils en soient indignes; & qu'ils soient séparés de la sainte Table, afin que par cette séparation ils sentent le poids de leur péché & expient leur faute & donnent un exemple de pénitence salutaire, jusqu'à ce que leur cœur soit entièrement éloigné de ces plaisirs obscenes auxquels ils se sont livrés.

Dans le Concile d'Arles II. tenu l'an 452. sous l'Empereur Valentinien III. il y a le Canon 21. qui y est précis (a). *Que la femme qui est en pénitence, qui après la mort de son mari voudroit en épouser un autre, & qui a des familiarités suspectes avec un étranger, qu'on lui défende l'entrée de l'Eglise.*

Il falloit que la disposition de ce Canon fût observée du tems d'Yves de Chartres, puisqu'il l'a mis dans sa compilation & dans son Decret, partie 15. chap. 74.

Nous avons un Concile de Fréjus rapporté par Antonius-Augustinus dans son Epitome du Droit Canon, qui défend expressément à la femme adultere de se marier, soit du vivant du mari qui l'a fait condamner, soit après son décès (b). *La femme adultere qui doit subir de grandes peines, & passer par l'épreuve de la pénitence, ne doit point épouser un homme*

(a) *Pœnitens quæ defuncto viro alii nubere presumpserit, vel suspectâ vel interdictâ familiaritate cum extraneis vixerit, cum eodem ab Ecclesiæ liminibus arceatur.*

(b) *Placuit ut resoluta fornicationis causâ jugali vinculo, non liceat viro quamdiu adultera vivit aliam uxorem ducere, licet sit illa adultera. Il ajoute ensuite pour la femme qui a commis adultere: Sed nec adultera quæ pœnas gravissimas, vel pœnitentiæ tormentum luere debet, alium recipere virum, nec vivente nec mortuo, quem non erubuit defraudare, marito.*

homme après la mort de son mari à qui elle n'a pas rougi de faire infidélité.

Il y a une autre raison qui rend la femme adultère authentiquée incapable du mariage , savoir la qualité de la peine , qui est d'être condamnée à faire une pénitence perpétuelle dans un Monastere. Ce genre de peine étant semblable à une prison perpétuelle , ou à un bannissement perpétuel, emporte le même effet ; de la même maniere qu'un condamné à une prison perpétuelle , ou à un bannissement perpétuel , perdoit les droits de Cité , aussi étoit-il incapable du mariage & de tous les effets civils.

Le Cardinal Baronius , & après lui le Pere Morin , ont fort bien observé que dans le sixieme siecle & les suivans , les Monasteres tenoient lieu de prison où les condamnés pour crimes atroces étoient relégués , ce qui n'avoit pas seulement lieu pour les personnes Ecclesiastiques , mais encore pour les Laïcs ; & là ils prenoient l'habit de Moine , étoient rasés , & jeûnoient au pain & à l'eau : desorte que l'Empereur Justinien ayant changé la peine capitale du crime d'adultere en une prison perpétuelle dans un Monastere , il n'a rien fait de nouveau qui ne fût pratiqué dans l'Eglise de son tems. L'Empereur Leon a retenu cette même peine.

L'habit Monacal qu'on donnoit aux femmes adulteres , & l'obligation d'être rasées , ne les rendoit pas Religieuses ni Professes ; car l'habit n'est que le dehors du Moine , le vœu & la profession ne consiste pas dans ces changemens extérieurs ; cette rélegation perpétuelle dans un Monastere faisoit la peine. Dans la Nouvelle de l'Empereur Leon , l'on ôte les deux années qu'on donnoit au mari pour se reconcilier avec sa femme ; l'on abroge cette obligation de se faire raser , & de prendre l'habit de Religieuse.

C'est sur toutes ces autorités que se fondent ceux qui soutiennent que Marie Joïfel ayant été condamnée à être recluse le reste de ses jours dans un Monastere, cette condamnation est une peine qui ne peut être ni changée ni retractée.

D'autre côté l'on peut dire qu'il n'y avoit point d'empêchement dirimant en la personne de la femme adultere, par le moyen duquel elle ne pût se marier. Premièrement, dans le Droit avant l'Empereur Constantin, la peine de l'adultere n'étant point capitale, rien n'empêchoit que la femme ne pût se marier. Quand la Loi *Julia* a défendu à toutes for-

* *Adulterii
damnatam
uxorem du-
tere scien-
tem nemi-
nem posse.*
† *Fana
lenocinii.*

tes de personnes d'épouser la femme condamnée d'adultere *, elle punissoit seulement ceux qui l'avoient épousée, de la peine qu'on inflige à ceux qui mènagent des plaisirs illicites †; mais l'on ne voit pas que le mariage fût revoqué. Cujas sur la Loi 17. *cod. ad leg. Juliam de adulteriis*, dit que cette prohibition de la Loi *Julia* n'avoit lieu que du vivant du mari, mais elle cessoit par sa mort (a).

Depuis que les Empereurs ont rendu la peine d'adultere capitale, cette peine, suivant la pensée de plusieurs Docteurs, n'avoit pas lieu contre les femmes, à moins que l'adultere ne fût compliqué avec d'autres crimes, comme l'empoisonnement & l'assassinat. L'Ordonnance de Justinien dont l'Authentique a été tirée, a eu pour but de réduire la femme à la pénitence; avant cette Nouvelle, la peine étoit arbitraire; Justinien l'a fixée à un certain genre de punition, qui étoit de raser & de renfermer dans un Monastere pour faire pénitence, mais il ne défend point le mariage après la mort du mari.

II

(a) *Rea adulterii vivo marito jure non ducitur uxor ab alio quoquam, donec suam innocentiam purgaverit; at mortuo marito qui eam dimiserat qua fit rea adulterii, vel qua permanet in reatu, ab alio uxor duci potest.*

Il est vrai qu'il dit qu'elle fera rasée & prendra l'habit de Religieuse , & qu'elle sera recluse dans le Monastere ; mais elle ne fait point de profession ni de vœu qui la rende incapable de mariage. Joannes ancien Glossateur sur cette Authentique *hodie*, dit : Il ne la faut pas regarder comme une Religieuse qui prend un habit Monastique (a) ; & Accurse après lui dit , que ne faisant point de profession régulière , elle n'est liée à aucun vœu : ce n'est pas l'habit , mais la profession , qui constitue le Moine (b).

Quoique Justinien condamne les femmes adultères à être renfermées le reste de leurs jours dans un Monastere (c), cette peine n'étoit pas une prison perpétuelle : mais quand ce seroit une condamnation formelle à une prison pendant toute la vie , elle ne lui ôteroit pas ni la liberté , ni les loix de Cité , parce que ce n'est pas une mort civile (d). Le Monachisme , suivant la pensée de Cujas , n'est pas proprement une mort civile , parce que ce n'est pas une peine imposée par la Loi. Si la femme conserve la liberté & le droit de Cité , pourquoi ne pourra-t-elle pas se marier ?

Cette prison perpétuelle dont parle Justinien dans sa Nouvelle , a été ôtée par les Constitutions postérieures des Empereurs. L'Empereur Leon en sa Nouvelle 32. n'en parle point ; elles sont , dit-il , reléguées dans un Monastere , comme dans un exil où leur contrition adoucira leur peine (e). Il ne les obli-

O 5

ge

(a) *Hodie non est tamen Monacha que habitum Monasticum suscipit.*

(b) *Non habitus sed professio regularis Monachum facit.*

(c) *Habitare in ipso Monasterio in omni propriae vitae tempore.*

(d) *Maxima capitis diminutio.*

(e) *Sed ob scelus commissum , in Monasterium , ubi in contritione anima leviores sibi penam faciat , velut in exilium degradatur.*

ge pas de prendre l'habit de Religion , la douleur d'une pénitence sincere a la liberté de leur inspirer ce parti ; il leur permet de vivre en habit séculier , & pour montrer qu'elles ne perdent pas les droits de Cité , il leur laisse le pouvoir de faire un testament (a). Si elles ont la liberté de tester , elles n'ont pas perdu les droits de Cité , ni par conséquent la capacité de se marier.

Les Canons ont pareillement ôté cette demeure perpétuelle dans le Monastere. Le Pape Pelage qui vivoit un peu après Justinien , dans la Décrétale rapportée par Gratien en la Cause 32. quest. 1. ne parle point du Monastere , ni de l'obligation d'y demeurer le reste de ses jours (b) ; il ne préfini pas de tems.

Dans les Capitulaires de Charlemagne livre 7. on laisse la liberté au mari de reprendre sa femme toutes fois & quantes il voudra , & à cause de cela elle ne pouvoit pas être attachée à aucun lieu (c) la pénitence n'étoit pas perpétuelle , afin que le mari eût la liberté de se réconcilier quand il voudroit avec elle : il ajoute , *maneant tamen innupta , quamdiu vir ejus vixerit*. La prohibition faite à la femme de se marier n'est que pendant la vie du mari : d'où l'on peut conclure qu'après la mort du mari , elle a la faculté de se marier.

Les Canons n'ont jamais approuvé ce tems de deux ans , que la Nouvelle préfini au mari pour retourner

(a) *Quod si in profano habitu è vitâ excedat , cum testamenti factiorem omnino habeat , prout illa constituerit , quæ bona extradotem habuit dispensabuntur.*

(b) *Si maritus eam omnino recipere nolit , in alium quemdam locum in quo ei non liceat male vivere , providâ eam dispensatione constitue.*

(c) *Quod si voluerit adulteram sibi reconciliare , licentiam habeat , ita tamen ut pariter cum illa penitentiam agat , & ex illa penitentia ad communionis gratiam utrique accedant.*

tourner avec sa femme : ils ont cru qu'il falloit laisser une liberté indéfinie : quand elle auroit péché sept fois & même davantage , ne doit-il pas lui pardonner (a) suivant le précepte de l'Evangile ?

C'est la raison qui obligeoit l'Eglise à ne pas tenir les femmes adulteres en une perpétuelle pénitence ; afin que les maris pussent les reprendre: nous voyons dans les Canons pénitentiels donnés par Antonius-Augustinus , que tantôt on ne donnoit que trois ans, tantôt cinq ans , ou neuf ans au plus.

La Glose sur le chap. *tua de procurat.* dit que la Novelle de Justinien pour le tems de deux ans n'étoit plus en usage. (b) *Le mari peut reprendre s'il veut sa femme qui a été convaincue d'adultere , & condamnée , non seulement entre les deux années , mais après & perpétuellement , s'il le juge à propos.* Balde sur l'Authentique *sed bodie* , est le seul de tous les anciens Interpretes qui l'ait observé ; (c) non seulement , dit cet Auteur , pendant les deux ans, mais il peut perpétuellement rappeler sa femme suivant le Droit Canonique ; nous devons nous conformer à cette règle dans cette matiere.

Lorsque les Canons ont défendu aux femmes de se marier , c'est pendant le tems de la pénitence durant laquelle les pénitens ne pouvoient pas se marier , & c'étoit aussi pendant la vie de leurs maris : cette prohibition avoit principalement lieu dans
l'un

(a) *Numquid vir non potest dimittere uxori peccanti non solum septies , sed etiam usque septuagies , secundum Evangelicam veritatem ?* dit le Pape Innocent.

(b) *Potest vir uxorem convictam de adulterio , & condemnatam , retinere si vult , tanquam non intra biennium modo , sed & postea cum liberit , perpetuò revocare possit.*

(c) *Non intra biennium , sed perpetuò de Jure Canonico potest revocare , & istud jus servare debemus in hac materia.*

l'un & l'autre cas ; mais nous ne voyons point de Canons qui ayent étendu cette prohibition au-delà du décès du mari. Celui de Frejus (a) s'entend de l'adultere que la femme veut épouser après la mort du mari , ou quand la femme avoit attenté sur la vie de son mari ; c'est ce que dit le Concile de Meaux rapporté par Antonius-Augustinus (b).

Quand il n'y avoit qu'un simple adultere , & qu'il n'y avoit point d'autre crime joint ou mêlé , la femme après la mort de son mari pouvoit se marier.

Les Docteurs parlant de l'empêchement du mariage procédant du crime d'adultere , disent tous unanimement que l'Eglise n'a fait que deux empêchemens dirimans dans ce crime. Le premier , lorsque la femme a attenté à la personne & à la vie de son mari (c). L'autre , quand il y a convention ou promesse entre les adulteres de se marier après la mort du mari (d). C'est pourquoi l'adultere seul n'est pas un obstacle au mariage.

Ce principe est fondé sur le Canon , *si quis vivente marito* , de la cause 31. quest. 1. que Gratien attribue au Concile appellé *Triburiense* ; mais les Correcteurs Romains disent que c'est un Concile de Meaux. (e) *Si quelqu'un est accusé d'avoir commis adultere*

(a) *Alium recipere virum nec vivente , nec mortuo , quem non erubuit defraudare , marito.*

(b) *Si probatum fuerit uxorem adulteram machinatam fuisse in mortem viri , aut adulterum , sine ulla spe conjugii cum penitentiâ perpetuò maneat.*

(c) *Adulterium cum machinatione mortis alterius conjugis.*

(d) *Cum fide datâ de contrahendo post conjugis mortem , vel cum contractu matrimonii de presenti cum adulterâ , d'où ils concluent : quare adulterium solum non obstat matrimonio contrahendo.*

(e) *Si quis vivente marito conjugem illius adulterasse accusatur , & eo in proximo defuncto eandem sumpsisse dignoscetur , omnimoda publicæ penitentiæ subjiciatur , de quo etiam post*

adultere avec une femme pendant la vie de son mari, & qu'après sa mort, il continue le même commerce, qu'il fasse une pénitence publique, après laquelle s'il est expédient il pourra contracter mariage avec cette femme, à moins que lui ou elle n'ait trempé les mains dans le sang du mari, ou que d'autres crimes n'y forment quelque empêchement.

Il y a une Décrétale formelle pour cela dans ce titre, de eo qui duxit in matrimonium quam polluit per adulterium, sur celui qui a contracté mariage avec une femme qu'il avoit corrompue par un adultere; elle est du Pape Innocent III, dans le Chapitre significati. Nous répondons, dit ce Pape, à votre question, si l'un des deux n'a pas attenté à la vie de la femme décédée, ou s'ils ne se sont pas donné la foi mutuelle de se marier pendant la vie de cette même femme, vous devez juger leur mariage légitime; & s'ils vous demandent de lever leur excommunication, vous le pouvez faire en vous conformant à la règle de l'Eglise. L'on infere de ces derniers termes, qu'une personne excommuniée peut valablement se marier (a).

S. Thomas 4. distinct. 35. enfin est de ce sentiment : & Sanchès de matrimonio en a fait un Chapitre exprès, lib. 7. disput. 38.

Ainsi, quand la question seroit entière, & que la Cour ne l'auroit pas déjà jugée par l'Arrêt auquel on demande d'être reçu opposant, nous prendrions le parti que nous primes.

Nous

post penitentiam præfatam, si expedierit, servabitur regula contrahendi matrimonii, nisi forte vir aut mulier virum qui mortuus fuerit occidisse notetur, aut propinquitas, vel alia qualibet actio criminalis impediatur.

(a) Nos igitur inquisitioni tuæ taliter respondemus, quod nisi alter eorum in mortem uxoris defunctæ fuerit machinatus, vel ea vivente sibi fidem dederit de matrimonio contrahendo, legitimum debes judicare matrimonium, excommunicato utramque absolutionis si petieris juxta formam Ecclesiæ impensurus.

Nous rapportames alors tous les moyens qui résultent du fait , & qui ont été repris par les Avocats des Parties. Nous estimons que la résistance que le Tuteur , les enfans & les parens apportent à la liberté & au mariage de Marie Joisel , n'est ni juste ni honnête , qu'une femme condamnée pour crime d'adultere , ne perdant point les droits de Cité , étant capable des effets civils , la reclusion dans un Monastere ne la rendant point Religieuse , ne faisant ni vœu ni profession , le mariage ne pouvoit lui être interdit après la mort du mari. On ne peut pas dire que l'Arrêt du Parlement de Dijon est dans une espece pareille à celle qui se présente ; si jusques ici cette contestation n'a point encore été formée , c'est parce que personne n'a jusques ici voulu se charger d'une femme condamnée pour crime d'adultere : on doit même avoir quelque égard pour la détention de Marie Joisel pendant onze années , puisqu'autrefois les plus longues pénitences publiques , pour les grands crimes , ne passaient jamais neuf années. Il étoit plus honorable & plus avantageux aux enfans que leur mere passât en second mariage , que si elle restoit toute sa vie dans le Monastere où elle étoit enfermée ; les enfans sont hors d'intérêt , & pour plus grande sûreté , *en déboutant l'opposant & les intervenans de l'intervention* , on pouvoit ordonner que l'Arrêt de 1673. seroit exécuté , au surplus pour les condamnations pécuniaires prononcées en faveur des enfans.

Telles furent les Conclusions de M. l'Avocat-Général. On peut dire que son Plaidoyer est une dissertation fort curieuse , mais un peu sèche : on auroit souhaité qu'il en eût sauvé la secheresse par des ornemens que son éloquence lui pouvoit fournir , puisque la matiere en étoit susceptible.

Il est vrai que Mre. Fournier lui avoit dérobé plusieurs traits qu'il avoit pris dans le premier Plaidoyer que ce Magistrat prononça : au reste il fait une histoire

histoire exacte du Droit Civil & de la Discipline de l'Eglise sur cette matiere.

Nous voyons que l'Authentique n'est pas observée entierement parini nous.

On a retranché la peine du fouet , à laquelle la femme adultere étoit condamnée au bout de deux ans si son mari ne la reprenoit pas ; le retranchement de cette peine prouve qu'on a voulu laisser au mari la liberté de reprendre sa femme même après les deux ans : car si elle subissoit ce supplice , de quelque charme qu'elle fût pourvue , quand son mari en feroit véritablement épris , & qu'elle pourroit avoir un ascendant sur son ressentiment , ne rougiroit-il pas de prendre une femme flétrie , pourroit-il paroître dans le monde souillé de cette flétrissure qui rejailliroit sur lui ? l'amour conjugal en feroit perpétuellement allarmé.

La Cour se conforma aux conclusions de M. Taon , & voici ce qu'elle prononça :

La Cour ayant égard à la Requête des parens maternels , les à requis intervenans , sans s'arrêter à l'opposition des parens paternels , ordonne que l'Arrêt du 29. Février sera exécuté , & en conséquence passé outre nonobstant l'opposition formée aux Bans ; condamne les opposans aux dépens , sans néanmoins que Marie Joisel puisse se pourvoir contre l'Arrêt du 9. Mars 1673 , qui sera exécuté.

Fait en Parlement le 21. Juin 1684.

Le Procès verbal qui fut fait par Dumur Huissier , en exécution des deux Arrêts de la Cour , est singulier ; on n'en avoit encore vu aucun exemple.

Après que cet Huissier a rapporté tous les Actes dont il étoit nécessaire qu'il fit mention dans son Procès verbal , il dit : *Nous nous sommes transporté avec notre assistance en la maison du Refuge , Fauxbourg S. Marcel , où étant à la grille avons demandé la Demoiselle Amelin Supérieure de cette maison , laquelle y étant venue , & après lui avoir fait lecture &*
laissé

laissé copie des Arrêts , nous l'avons sommée & requise de nous mettre entre les mains la Demoiselle Joisel , pour & au desir des Arrêts la conduire en l'Eglise de S. Médard , pour en notre présence être procédé à la célébration du mariage ; laquelle Demoiselle Amelin , pour satisfaire aux Arrêts , après avoir fait ouvrir la porte qui sert d'entrée en la maison , nous a remis en nos mains la Demoiselle Marie Joisel , dont nous avons fait mention sur le Registre de la maison ; & ont signé

Joisel , Amelin Supérieure.

Ce fait , avons fait monter icelle Demoiselle Joisel dans un carosse , & conduire en l'Eglise & Paroisse de S. Médard , où étant , s'est trouvé le Sieur Thomé ; après qu'ils ont été fiancés & épousés par le Sieur Cornier Vicaire de la Paroisse , & que mention en a été faite sur le Registre des mariages d'icelle , nous avons remis la Demoiselle Marie Joisel entre les mains du Sieur Thomé son mari , au desir des Arrêts ; dont & de quoi nous avons dressé le Procès verbal , es présences & assisté de François Champion Bourgeois de Paris , & autres Témoins. Signé Thomé , Joisel , Champion & Dumur.

Ainsi le Sieur Thomé , qui a essuyé un grand Procès pour obtenir Marie Joisel , peut dire qu'il a bien eu de la peine à conquérir une femme qui n'a été condamnée que parce que sa conquête étoit trop aisée. Le mariage de ce Médecin est justifié par un illustre exemple qu'on trouve dans l'Histoire ; c'est celui de Justinien , cet Empereur si célèbre par les Loix qu'il a rendu , Loix qui commandent encore à tant de Nations , par l'autorité de la souveraine raison qui les anime.

**Théodore
Bateleuse
épouse
Justinien
Empereur.**

Qui croiroit que ce grand Législateur eût épousé Théodore , dont le premier métier fut d'être Bateleuse , de divertir le Public par des bouffonneries , des chansons dissolues , des postures lascives , qui enflloit ses joues , les présentoit tout exprès pour
y re-

y recevoir des soufflets ; Théodore qui étoit dans un si grand décri , qu'on ne pouvoit pas s'entretenir un moment avec elle sans prendre sa mauvaise réputation par contagion ; Théodore enfin qui étoit la victime de l'incontinence du Public , & qui se livroit pour assouvir les desirs de ceux qui s'offroient à elle ?

Elle devint cependant la maitresse de Justinien maitre du Monde , elle partagea l'Empire avec lui , elle posséda même l'autorité toute seule , elle dispensa toutes les graces , en sorte que celles que l'on avoit obtenues de l'Empereur par un autre canal que le sien , étoient sujettes à être révoquées ; & que les Sénateurs après avoir longtems sollicité l'honneur de lui faire la révérence , ne pouvoient pas lui parler , mais étoient seulement admis à lui baiser la robe & les pieds , grace que les Eunuques leur vendoient très cherement. C'est Procope qui est garant de cette histoire. Après cela qu'elle idée aurons-nous des honneurs , de ceux-mêmes qui flattent le plus l'orgueil humain ?

N'admirons-nous pas le pouvoir de la beauté que Théodore possédoit dans tout son éclat , qui la tira du néant de l'indigence , du néant du mépris , on peut dire de l'infamie , pour l'élever au faite de l'opulence & de l'honneur ? Cet exemple ne prouve-t-il pas le peu de cas que Dieu fait des richesses & des honneurs supérieurs ?

L'exemple de Théodore n'est pas le seul que l'on trouve dans l'Histoire , quand on veut remonter plus haut.

La fortune de Rhodope , célèbre courtisane , nous offre un semblable événement ; voici son histoire , dont nous avons Plin pour garant. Elle se distinguoit dans son sexe par le pied le plus joli & le plus petit ; cette perfection a de grands char-

Rhodope
courtisane
épouse un
Roi d'E-
gypte.

mes , puisque deux Nations entieres * la mettent dans le rang des plus grands attraits d'une femme. Ce pied , si joli & si petit , avoit l'avantage d'appartenir à une beauté délicate , réguliere , & infiniment gracieuse ; ses faveurs auroient été sans prix , si elle n'eût pas été d'humeur de les vendre ; du revenu de ses charmes , elle fit bâtir une des Pyramides d'Egypte , des plus belles & des plus somptueuses. Elle fut fort surprise , lorsqu'elle vit fonder un Aigle qui lui enleva un de ses souliers , un jour qu'elle se baignoit dans une riviere ; cet Aigle le porta à plusieurs lieues de-là , & le laissa tomber sur les genoux de Psammiticus Roi d'Egypte qui rendoit Justice dans un lieu découvert , & il admira ce soulier qui ne pouvoit être fait que pour un pied charmant. Il crut que les Dieux l'avoient fait pour celle qui devoit regner avec lui , & que sans qu'elle l'eût encore essayé , on le lui avoit envoyé afin qu'il la cherchât. Il fit assembler tout ce qu'il y avoit de plus beau dans son Royaume parmi les femmes , parce qu'on ne pensa pas que cette chaussure eût été faite pour une femme laide ; on ne trouva gueres dans toute l'Egypte que cent femmes qui méritassent d'être présentées au Roi par leur beauté distinguée. On pensera d'abord que Rhodope étoit de ce nombre. On est ébloui à la vue de ces beautés rares , elles nous font d'abord baisser les yeux , mais nous les relevons promptement pour les regarder , & nous recommençons toujours ce petit exercice ; voilà le mouvement perpétuel de nos regards. Ces belles femmes assemblées devant le Roi pour essayer ce soulier , se regardoient ; jugez avec quelle jalousie inquiète : il est superflu de dire

* Les Espagnoles & les Chinoises se martyrisent les pieds dès leur première jeunesse pour les rendre petits , & les mettent pour ainsi dire à la question.

dire qu'elles avoient arrangé leurs appas à leurs toilettes.

Qui pourroit cependant exprimer les cabales
Que formoit en ce lieu ce peuple de Rivaies,
Qui toutes disputant un si grand intérêt,
Aux yeux de ce Monarque attendoient leur Arrêt?
Chacune avoit sa brigue, & de puissans suffrages;
L'une d'un sang fameux vantoit les avantages;
L'autre pour se parer de superbes atours,
Des plus adroites mains empruntoit le secours.

Le Roi ne s'en fiant à personne, voulut essayer le soulier aux belles, il les fit toutes asseoir, & se mit lui-même à genoux : un Roi à genoux devant la beauté, c'est une attitude des plus naturelles. Il se présenta bien des pieds que le soulier refusa; nul spectacle plus curieux & plus ravissant que cet assemblage de beautés exquises, dont chacune avoit une grace différente. Enfin le pied heureux se présenta, c'étoit celui de Rhodope : elle avoit caché avec beaucoup de soin le dénouement de l'aventure qu'elle devoit bien prévoir, elle vouloit triompher de ses Rivaies avec éclat. Le Roi vit d'un coup d'œil que cette aimable personne avoit bien d'autres perfections d'un plus grand prix. Le premier pas que fit ce pied le conduisit au trône; & le Roi n'en estima pas moins le trésor qu'il posséda, quoiqu'il eût eu bien des précurseurs. Après tout, ces graces, quoiqu'elles eussent été profanées, avoient toujours le même lustre, & le Roi avoit le plaisir de favoir que bien des gens avoient une idée parfaite de son bonheur. Ne prétend-on pas que notre félicité, lorsqu'elle est ignorée, n'a pas un goût délicieux?

L'allegrèsse du cœur s'augmente à la répandre,
Et goûrât-on cent fois un bonheur tout parfait,
On n'en est pas content, si quelqu'un ne le fait.

Cette idée est une espece de folie , que l'on déguise en l'appellant caprice. Ainsi peut-on dire que le Sieur Thomé ait contracté un grand ridicule par son mariage , en imitant un Empereur célèbre Législateur , & un Roi d'Egypte dont le choix qu'il fit , accompagné de circonstances singulieres , orne l'Histoire de son tems ?

Si le pere peut tuer sa fille , & le mari sa femme , surprise en adultere ? Je ne dois pas oublier le pouvoir que la Loi a donné au pere & au mari de tuer la femme surprise en adultere. D'abord ce pouvoir ne fut donné qu'au pere , c'est à lui seul qu'elle a mis les armes à la main dans cette fatale occasion , *patri datur jus occidendi adulterum cum filiâ quam in potestate habet , & nemo alius idem jure faciet* , en la Loi 20. au Dig. ad L. Jul. de adulterio.

On raconte l'histoire d'un pere qui ayant surpris sa fille dans un rendez-vous où elle s'oublioit avec son amant , mit l'épée à la main pour se venger sur celui-ci , mais sa force usée le laissa dans le besoin ; l'Amant le defarma facilement , & lui dit ensuite ces vers de Racine :

Rendez grace au seul nœud qui retient ma colere ,
D'Phigénie encor je respecte le pere.

Le Jurisconsulte favoit bien que la main chancelante du pere , animé de sa tendresse , manqueroit son coup sur sa fille. Jupiter voulant foudroyer des hommes rebelles , se souvint qu'il étoit pere , & il laissa tomber sa foudre à côté d'eux : c'est la raison qu'en rend le même Jurisconsulte dans la Loi 22. sur la fin du même titre ; au-lieu , dit-il , que le nom de pere & la force du sang arrêtent sa colere , le mari se livre à toute la vivacité de son ressentiment (a) ; ainsi il faut mettre un frein à l'emportement de cet impé-

(a) *Plerumque pietas paterni nominis consilium pro liberis capite*

impétueux mari (a). Depuis ce tems-là un autre Jurisconsulte permit au mari aussi-bien qu'au pere de se venger , & de laver son affront dans le sang de sa femme surprise dans cette fatale conjoncture (b) ; & c'est ce qui est confirmé dans la Loi 38. de ce titre ff. 8. (c) *Celui qui convient d'avoir tué sa femme surprise en adultere , peut être affranchi du dernier supplice , & la Loi pour l'excuser dit qu'il est très difficile d'être le maitre d'un juste ressentiment* (d).

A la vérité on borne son pouvoir , on ne lui permet pas de l'exercer sur un criminel d'une condition illustre : (e) comme si la Loi vouloit laisser impuni le desordre dans un homme d'une naissance distinguée.

Le pere avoit le pouvoir de tuer sa fille coupable de ce crime , en quelque lieu qu'il la surprit ; le mari ne pouvoit exercer ce pouvoir que dans sa propre maison. Les Romains ont emprunté des Grecs la Loi qui arme les maris contre leurs femmes coupables d'infidélité & contre l'amant. *Si quelqu'un surprend un homme dans le tems qu'il commet l'adultere avec sa femme , il peut disposer de sa vie* (f) , dit la Loi Attique.

Plutarque dans la Vie de Solon dit que par la Loi que ce Législateur avoit établie , il étoit permis au mari de tuer l'adultere , comme remarque

P 3

Samuel

(a) *Mariti calor & impetus facile decernentis fuit refranendus.*

(b) *Marito adulterum uxoris suæ occidere permittitur.*

(c) *Ei qui uxorem suam in adulterio deprehensam occidisse non negat , ultimum remitti potest.*

(d) *Cum sit difficillimum justum dolorem temperare.*

(e) *Gracchus au Code de eodem titulo ad legem Juliam de adulterior.*

(f) *Si quis adulterum in ipsa turpitudine deprehenderit , de eo quod libuerit statuatur.*

Samuel Petit sur les Loix Attiques, ou, comme parle un autre Jurisconsulte, *in ipsis rebus veneris*, dans l'instant du crime; ce qui comprend les approches, ou ce qui annonce que le crime vient de se commettre. Il suffit même qu'il trouve la femme & l'Amant couchés ensemble; il y en a même qui disent qu'il suffit qu'il les trouve dans une chambre fermée à une heure indue.

Ni la honte du crime, ni l'infamie qu'il traîne après lui lorsqu'il éclate, ni le pouvoir que la Loi donne au mari de les sacrifier à leur colere, ne sont pas capables de contenir le penchant que les femmes coquettes ont au libertinage.

Henri dans ses Arrêts *quæst. 65. tom. 1. liv. 4. chap. 6.* rapporte l'histoire d'Himbert, Prévôt de la Maréchaussée de Forêt, qui avoit épousé une belle femme: elle lui fit plusieurs infidélités, il la punit du supplice qu'on fait subir aux Ecoliers, sans qu'il pût lui faire changer de vie; il l'épia ensuite, & l'ayant surprise au milieu de ses plaisirs, il tua l'Amant d'un coup de pistolet, & sa femme à coups de poignard. Il obtint des Lettres de grace qui furent enterinées par Arrêt de la Cour 1663, avec de grandes difficultés, parce qu'il avoit dressé un piège à sa femme en feignant de faire un voyage pour pouvoir la surprendre inopinément.

Quoique je doive me renfermer dans la Jurisprudence des Arrêts que je rapporte, je ne laisse pas échaper une occasion de placer des préceptes importants de morale. Le chef-d'œuvre de la raison dans un mari est de ramener à son devoir une femme coquette, & la voye qui me paroît la plus sûre est une conduite pleine de douceur. C'est un étrange effet de la bizarrerie des hommes, d'avoir attaché leur honneur à la vertu des femmes; en sorte qu'un mari soit deshonoré, non pas par son libertinage, mais par celui de son épouse, & qu'on ne lui

tienne

tienne aucun compte de tout le mérite qui fait l'honnête homme suivant la Religion & suivant le monde. Dissimule-t-il l'affront que sa femme lui fait, il est accusé de lâcheté : éclate-t-il , on le taxe d'imprudence ; s'il ose publier à la face de la Justice son deshonneur , il y met le dernier sceau , il est la fable de tout le monde. Telle est la tyrannie de l'opinion des hommes qui ont fait les Loix eux-mêmes , sous le poids desquelles ils gémissent.

Les meilleures leçons qu'on puisse donner , c'est qu'un homme qui a épousé une femme d'une vertu fragile & susceptible de tentation , doit commencer par s'en faire estimer : quel sera le fruit de cette estime ? le goût qu'elle aura pour les conseils qu'il lui donnera , lui fera aimer la vertu , il lui inspirera tous les sentimens qu'elle doit avoir. Il est bien difficile de conseiller à un mari le parti qu'il doit prendre lorsqu'il surprend sa femme en adultere ; la dissimulation étant hors de saison , une fausse prudence seroit tournée en ridicule ; d'ailleurs ce flegme peut-il se trouver dans un homme sensible à l'honneur ? S'il punit le criminel & la criminelle , il révèle son infamie : tout le monde pense pourtant qu'on ne peut laver que par-là l'affront qu'on nous a fait. Je ne sai quel conseil donner , l'humanité me défend les conseils violens , je ne puis que proposer l'exemple suivant.

Un mari fut averti par un domestique zélé , que sa femme se jouoit de son honneur avec un ami de ce mari. Cet ami demouroit dans la maison voisine qui communiquoit avec celle du mari par un petit jardin , dont il avoit une clef. Le mari querella son valet , le traita d'imposteur : Ne me donne point d'avis , lui dit-il , que tu ne me mettes en état d'éclaircir la vérité. Un matin le mari s'étant levé pour aller travailler dans son cabinet ,

pendant que la femme étoit encore entre les bras du sommeil, le domestique vit glisser le personnage dans la chambre de la Dame : il se tint à la porte , & envoya dire à son maitre qu'il vint incessamment pour de grandes & importantes raisons dans l'appartement de la Dame. Dès qu'il vit son maitre , Monsieur , lui dit-il , Madame est bien éveillée à présent, sur ma parole , graces à un surveillant qu'elle a ; entrez ; si vous avez des yeux , vous verrez. Le mari entre doucement dans la chambre , pendant que le domestique ne desempara pas son poste ; il fut plus que convaincu par l'attitude des amans. L'amour qui les occupoit fit place à la consternation , des idées d'horreur succederent à des idées délicieuses. Le mari qui prévît toutes les suites d'un éclat qu'il craignoit terriblement , dit d'un grand sang froid au galant de se lever. La chambre qui étoit au premier étage avoit vue sur le jardin. Il lui dit , il n'y a pas à balancer , il faut que vous sautiez par la fenêtre dans le jardin , prenez bien vos mesures. Le galant sans hésiter fit le saut. Il étoit dispos & adroit , il ne se fit point de mal , il s'évada. Le mari fit un moment après entrer le valet dans la chambre : Tu mériterois , lui dit-il , que je t'affomasse pour m'avoir allarmé par de faux avis que tu m'as donnés : cherche donc , vois si tu trouveras celui que tu accuses d'avoir attenté à mon honneur. La femme alors , qui feignit de s'éveiller , demanda l'explication de l'énigme. Le valet étonné , qui ne voyoit personne , ne pouvoit pas comprendre par quel miracle le galant avoit disparu. Le maitre feignant d'être toujours irrité , chassa son domestique sur le champ. J'admire le bonheur de la femme , celui du galant ; j'admire aussi le bonheur du mari dans son malheur. Sa présence d'esprit fut merveilleuse. Je ne comprends pas l'imprudence de ces femmes , qui se laissent surprendre dans de pareils instans : la prévoyance
n'au-

n'auroit-elle pas dû les mettre à l'abri ? La Fontaine a bien raison quand il dit :

Amour , amour , quand tu nous tiens ,
On peut bien dire , adieu prudence.

La cause de ces mariages où la femme prend le parti de la coquetterie , est la disproportion de l'âge entre les personnes mariées : on prendroit souvent le mari pour le pere de sa femme. Une autre source fatale des desordres de la femme , est la discordance des humeurs. Je dirai sur le premier point , qu'un homme avancé en âge doit s'interdire le mariage , ou s'il veut se ranger absolument sous les loix de l'Hyménée pour se choisir une véritable amie , qui le soulage dans sa vieillesse & le secoure dans ses infirmités , il faut qu'il la prenne d'un âge mûr , où l'on jouit de sa raison dans sa force ; & quand un homme âgé a épousé une personne qui est dans sa première jeunesse , il doit , s'il peut , lui faire oublier l'injustice qu'il lui a faite. Comment le peut-il ? par un excès de complaisance & de politesse , & par des avantages considérables qu'il lui fait dans son Contrat. Il doit s'en prendre à la faute qu'il a commise , si son épouse s'égare. L'obligation qu'a le mari de prendre la voye de la douceur , est pour lui une loi indispensable : il n'a pas même dans son infortune la consolation de trouver des amis qui le plaignent.

Quant au second point qui a pour objet la discordance des humeurs , il faut de part & d'autre que l'époux & l'épouse travaillent également à assortir leur caractère ; & si l'on me demande lequel doit le plus prendre sur lui , je déciderai que c'est celui qui a le plus de raison.

Toute ma morale aboutit à insinuer qu'un mari qui a une femme coquette , ne doit éclater qu'après avoir éprouvé tous les remedes inutilement ,

234 FEMME ADULTERE.

& après avoir consulté plusieurs amis sages , qui auront décidé que le mal est incurable : loin d'épier sa femme , & de lui tendre des pièges pour la surprendre , avec le même soin qu'il doit apporter pour prévenir & empêcher ses chutes , il doit éviter d'être présent à des scènes , où il joue le rôle d'un curieux impertinent qui cherche avec ardeur ce qu'il est au desespoir de trouver.

Peines de
l'adultere.

Dans la Cause de la belle Epiciere , Tome III. j'ai raconté les peines que diverses Nations font éprouver aux adulteres. Il faut ajouter que dans la ville de Cubé on ne punissoit la femme adultere que par l'ignominie , on la conduisoit sur un âne dans tous les carrefours de la Ville , on l'exposoit ensuite dans une place publique devant les yeux de tout le monde , & enfin on la mettoit sur une pierre , qu'on regardoit après cela comme souillée & maudite.

A Gortyne ville de l'Ile de Crete , l'adultere surpris étoit conduit pardevant les Juges avec opprobre , & couronné de laine pour marque de sa molesse efféminée , & après ce couronnement il étoit réduit en servitude.





LA FAUSSE

TESTATRICE.

PARIS est un théâtre fertile en aventures. Nulle Ville où l'on pratique des fraudes plus subtiles, plus singulieres, & plus exquises, & peut-être où l'on commette des actions de vertu plus héroïques ; & nulle où l'on ait tant de secours & de facilité pour la vertu & pour le crime. Aussi y trouve-t-on des Héros dans l'une & dans l'autre. On verra dans l'histoire suivante une trame d'iniquité que la cupidité a suggeré à des fourbes, qui n'ont pas l'honneur de l'avoir inventée ; ils ont trouvé leur plan tout imaginé & tout conduit dans la Comédie du Légataire universel de Renard , qui a peut-être égalé Moliere dans le Joueur , & qui l'a atteint de fort près dans ses autres Pieces de théâtre. Comment dira-t-on après cela que la Comédie guérisse le vice ? Ne sera-t-on pas plutôt en droit de dire qu'elle l'enseigne ? Il est certain que rien n'est plus dangereux que ces pieces comiques où l'on représente un fourbe qui imagine une fraude ingénieuse qu'il conduit avec art, & sur tout lorsque le vice n'est pas puni suivant les judicieuses règles du théâtre , comme dans la piece de Renard. Ces fictions sont contagieuses , & sont changées en réalité par des spectateurs dont le cœur corrompu est susceptible de tout le venin de l'iniquité.

Françoise Fontaine , veuve d'André Forest Marchand à Bourdeaux , est le sujet de cette histoire. Elle a été en proye à plusieurs aventuriers.

Lancelin

Lancelin Solliciteur , c'est-à-dire , un vil insecte de Palais , fut le premier qui s'empara de l'esprit de la veuve Forest , & qui mit à profit la facilité qu'elle avoit d'être trompée : il lui extorqua des donations qui furent déclarées nulles par Arrêt. Brac & la Gouache , gens tous deux d'une même trempe , succederent à Lancelin , & après avoir pris un ascendant sur elle , ils lui surprirent différentes promesses qui n'avoient aucune cause que la violence qu'ils avoient pratiquée. Mais Quiersac enchérit bien sur ces maitres-fourbes : il l'enleva de l'Éstrapade où elle demouroit , & la conduisit dans une chambre voisine d'un appartement qu'il occupoit dans la rue de Bourbon près de la porte S. Denys ; il ne lui permettoit que de voir ceux qui lui étoient affidés : il eut tout le loisir de cultiver l'esprit de cette femme , & d'y jeter les semences qu'il vouloit. Si la Religion ne nous apprenoit pas que Dieu n'est point l'auteur du crime , mais qu'il le permet , on seroit porté à croire quand on voit des esprits façonnés pour la fourberie , & qu'on en voit d'autres si faciles à être dupés , que ceux-ci ont été faits exprès pour ceux-là ; en effet , lorsque les premiers ont été répandus sur la face de la Terre avec les derniers , un secret instinct les a obligés à les rechercher pour les ruiner : semblables à ces oiseaux de proie qui s'élancent avec rapidité sur les oiseaux qui sont sans défense , pour les dévorer.

Quiersac fit faire à sa dupe une donation en faveur de Sampierre d'Arena Genoïs , si étendue qu'elle enveloppoit toute la fortune de la Donatrice , moyennant 1200. livres de pension viagère durant sa vie : elle avoit 83. ans. La convention secrète étoit que Sampierre d'Arena donneroit à Quiersac le tiers des biens donnés , & lui continueroit , & à une concubine qu'il entretenoit , après la mort de la donatrice la pension de 1200. livres. Il n'y a presque point d'exemple de ces fraudes singulieres , qu'on

qu'on n'y voye intereffées des personnes du sexe d'une vertu fufpecte. Le deffein de Quierfac n'étoit pas de faire fubfifter cette donation , c'étoit feulement une ébauche d'un plus grand projet , & un Aête qu'il extorqua en attendant mieux, ou pour ainfi dire , c'étoit un pis aller. Il avoit en tête de fuggérer un Testament à la veuve , ce devoit être le chef-d'œuvre de fon iniquité. Lorsqu'il crut être bien le maitre de l'efprit de cette femme , & qu'il en pouvoit difpofer au gré de fa cupidité , fans qu'elle pût lui réfifter , ayant fasciné , pour ainfi dire , toutes les puiffances de fon ame , il lui fit prendre des Lettres de Refcifion contre la donation faite à Sampierre d'Arena ; les Lettres furent entéri-nées , & la donation fut anéantie par une Sentence du Châtelet. Sampierre d'Arena s'en rendit appel-lant : ce fut alors qu'il affura le tiers des biens don-nés à Quierfac par un Billet du 3. Mars 1727 , & 1200. livres de pension viagere à lui & à fa femme de contrebande après la mort de la veuve , à la charge qu'il l'engageroit à fe délifiter de fes Lettres de Refcifion ; ce qu'il ne fit point. Quierfac ac-cepta cette fûreté , fans perdre de vue fon deffein. La maladie qui attaquâ cette veuve le 9. Mars empira tellement le lendemain , qu'elle fut hors d'état de faire un Testament ; enfin elle mourut la nuit du 12. au 13 , fans qu'on lui procurât aucun fecours fpirituel : les grands motifs de la Religion n'ébran-lent point des fcélérats tels que Quierfac.

On croira d'abord que la mort de cette veuve dé-rangea les projets de ce fourbe , & on fe trompera ; car il fe roidit contre ce coup imprévu , & réfolut de mettre en œuvre le stratagème que l'on va ra-conter , foit qu'il l'ait copié d'après la Comédie , ou qu'il l'ait imaginé : car les fcélérats ingénieux trouvent dans leur fonds toutes fortes de plans de fourberies , fans le fecours d'aucun modèle. Il forma donc le deffein de fuppofer la veuve

Forest

Forest & de la faire représenter par une fourbe pour faire un Testament , où elle nommeroit un légataire qu'on lui indiqueroit. Il lui falloit trouver deux personnes qui eussent l'ame aussi noire que la sienne ; un scélérat est habile à trouver des ames de cette espece , son instinct les lui fait connoître du premier coup d'œil ; les ames de ce genre sont aimantées , pour ainsi dire , & s'attirent également les unes les autres. Les signes des scélérats éclatent dans leurs yeux , ils s'y voyent les uns les autres comme dans un miroir , ils s'y reconnoissent , & leurs cœurs par une égale émotion s'applaudissent sur leur parfaite ressemblance. C'est dans Paris qu'on trouve plus qu'ailleurs des gens de cette espece en abondance ; car cette Ville qu'on appelle le centre des beaux-esprits & des savans , est aussi le centre des fourbes & des scélérats.

Guillemette Rainteau , & Ranquinot Procureur , furent les objets du choix de Quiersac pour conduire son intrigue. Ranquinot étoit dans le Corps des Procureurs un de ces membres gâtés & paralytiques qui ne font point leurs fonctions , & qui ne servent qu'à défigurer & deshonorer le Corps qu'ils composent.

Guillemette Rainteau , femme d'un Cocher , étoit dans le sein de l'indigence : elle n'étoit pas à l'épreuve de la tentation d'un grand crime , dès qu'on y joignoit l'appas de l'intérêt. Ni l'un ni l'autre ne sentoient pas le ver rongeur de la conscience , & leur front , pour ainsi dire , étoit le siège de l'impudence. On fit faire plusieurs répétitions de son rôle à la Rainteau.

Les fourbes commencerent par détruire le murmure sourd qui s'étoit répandu sur la mort de la veuve Forest , ils dirent à tous ceux qui la demandoient qu'elle reposoit , & qu'elle ne vouloit pas être vue ; & cependant ils chercherent un Notaire qu'ils

qu'ils pussent surprendre : ils jetterent les yeux sur Mrs. Mahau. Ils apprirent que le Sieur Veron de l'Isle étoit créancier légitime de la veuve Forest, ils lui annoncèrent qu'elle vouloit faire son testament : ils savoient qu'il lui étoit dû une somme de 2400. livres dont il n'avoit point de reconnoissance, ils ajouterent qu'ils présumoient qu'elle rappelleroit cette somme dans son testament, qu'il étoit pourtant à propos de prévenir sur cela le Notaire. Notre intérêt qui a l'art de nous réveiller, inspira au Sieur Veron de l'Isle d'aller chez Mrs. Mahau. Quierfac & Ranquinot le suivirent. Le Notaire eut avec eux une longue conférence, où l'on a soutenu qu'on lui fit rédiger tout le plan du testament ; parce que les fourbes avoient projeté que le testament seroit apporté à la fausse testatrice, qui n'auroit d'autre peine que de répondre *oui* aux interrogats qu'on lui feroit : on verra que les Notaires ont prétendu qu'ils avoient dicté le testament.

Quoique la célérité fût très nécessaire dans cette affaire, ils ne purent obtenir que le Notaire se rendit le même jour dans la chambre de la malade ; la partie fut remise au lendemain 15. de Mars sur les neuf heures du matin. Mrs. Mahau fut ponctuel, l'amena avec lui Mrs. Gaudin ; ces Notaires agissoient de bonne foi, & leur innocence a été pleinement justifiée. Ils furent conduits par Quierfac & Ranquinot dans la chambre où étoit la comédienne ; c'étoit la chambre de Quierfac. Elle avoit la face tournée vers la muraille, & donna toute son attention à bien jouer son rôle. On a dit que Mrs. Mahau parcourut les legs pieux, & que la Rainteau suivant la leçon qu'on lui avoit faite, qui n'étoit pas difficile à retenir, répondit à chaque article *oui*, d'une voix tremblante & mal assurée. Comme Mes. Mahau & Gaudin n'avoient pas la moindre défiance, ils soupçonnerent si peu le

le piège qu'on leur tendoit , qu'ils y donnerent tête baissée. Après les legs pieux , venoit le legs de 12000. livres au profit de Quiersac. La testatrice qui croyoit que le rôle qu'elle remplissoit lui donnoit la première place , déclara sur le champ qu'elle donnoit à Guillemette Rainteau 3000. livres : c'étoit elle-même. Il n'y a pas apparence qu'elle voulût imiter la Comédie de Renard , où Crispin valet qui représente Geronte testateur , se fait à lui-même un don de 1500. liv. Rien ne prouve mieux que les fourbes , sans imiter les personnes de leur caractère , pensent & agissent comme eux. Il y a cette différence dans la Comédie , que l'Auteur n'oublie rien pour embellir ce trait & pour réjouir le Parterre.

Item , dit-il , je laisse & legue à Crispin.

Eraсте qui ne s'attend point à ces legs , parce que la succession dont on dispose dans le faux testament le doit regarder comme neveu du testateur , *dit tout bas* :

Quel est donc son dessein ?

C R I S P I N *poursuit.*

Pour les bons & loyaux services. . . .

E R A S T E *bas.*

Ah ! le traître.

C R I S P I N.

Qu'il a toujours rendus , & doit rendre à son Maître.

E R A S T E *devant les Notaires , parle au faux Testateur qu'ils croient être Geronte.*

Vous ne connoissez pas , mon Oncle , ce Crispin , C'est un mauvais valet , ivrogne , libertin , Meritant peu le bien que vous voulez lui faire.

C R I S P I N.

Je suis persuadé , mon neveu , du contraire ,

Je connois ce Crispin mille fois mieux que vous ;
 Je lui veux donc léguer , en dépit des jaloux.

E R A S T E *à part.*

Le chien !

C R I S P I N.

Quinze cens francs de rentes viagères ,
 Pour avoir souvenir de moi dans ses prières.

E R A S T E.

Ah ! quelle trahison !

C R I S P I N.

Trouvez-vous , mon neveu ,
 Le présent malhonnête , & que ce soit trop peu ?

E R A S T E.

Comment , quinze cens francs !

C R I S P I N.

Oui , sans laquelle clause ,
 Le présent Testament sera nul , & pour cause.

E R A S T E.

Pour un valet , mon Oncle , a-t-on fait un tel
 legs ?

Vous n'y pensez donc pas ?

C R I S P I N.

Je fais ce que je fais ,
 Et je n'ai point l'esprit si foible & si débile . . .

E R A S T E.

Mais . . .

C R I S P I N.

Si vous me fâchez j'en laisserai deux mille.

Une plaisanterie encore qui distingue Crispin d'a-
 vec Guillemette Rainteau , c'est sa réponse lorsque
 M. Scrupule Notaire lui demande :

Où

Où voulez-vous , Monsieur , qu'on vous enterre ?

C R I S P I N .

A dire vrai , Messieurs , il ne m'importe guere. Qu'on se garde sur-tout de me mettre trop près De quelque Procureur chicaneur & mauvais : Il ne manqueroit pas de me faire querelle , Ce seroit tous les jours procédure nouvelle.

Revenons au faux testament de Guillemette Rainteau. Mrs. Gaudin par un renvoi ajouta à la marge le legs qu'elle fit en sa faveur. On continua , dit-on , la lecture du testament , où Ranquinot étoit nommé légataire universel , & exécuteur testamentaire ; le désistement des Lettres de Rescision contre Sampierre d'Arena est révoqué dans un stile tel qu'il le faloit. Mrs. Gaudin prenant la plume , fit encore quelques renvois sur la première page , assez peu importants : l'écriture est remarquable par la difference de l'encre & de la plume : il écrivit les 21. dernières lignes qui font la clôture ordinaire du testament. La fausse testatrice s'étant retournée vers un des Notaires qui la voulut voir , elle déclara avec une voix cassée & entre-coupée , qu'elle ne pouvoit signer à cause de son tremblement de main ; les Notaires dressèrent leur Procès-verbal de cette déclaration. On veut que la scène n'ait duré que demi-heure , après quoi les Notaires prirent congé de la testatrice , en lui disant que si elle avoit besoin d'eux , ils étoient à son service : ensuite ils se retirèrent avec leur minute.

Aussi-tôt la mort de la veuve Forest fut annoncée le 16. Mars 1727 , quatrième jour de son décès ; elle fut inhumée , & le 19. Ranquinot fit son Billet à Quierfac , portant promesse de lui donner moitié du legs universel , & de le partager avec lui à mesure qu'il en feroit le recouvrement.

Le

Le Sieur Lurienne, héritier du sang, petit-neveu de la veuve Forest, qui résidoit à S. Quentin en Bretagne, n'apprit la mort de la veuve Forest que vers le mois de Septembre 1727. Les fourbes s'étoient applaudis de l'heureux succès de leur stratagème.

Les affaires du Sr. Lurienne ne lui permirent pas de venir, mais il envoya sa mere à sa place, munie de sa Procuration. Arrivée à Paris, elle découvrit toutes ces intrigues criminelles, elle rendit plainte qui fut suivie d'une information, sur laquelle Quierfac & sa femme, qui avoit contracté avec lui une figure de mariage, Ranquinot & la Rainteau, furent décrétés de prise de corps, les deux Notaires avec Sampierre d'Arena d'ajournement personnel. Les Notaires obtinrent un Arrêt de défense; mais ils furent renvoyés au Châtelet en état d'être assignés pour être ouïs.

Des quatre décrétés de prise de corps, les trois premiers prirent la fuite; la contumace fut instruite, l'absence de ces fugitifs fit la conviction de leur crime. Cette fuite fut salutaire pour eux, la prudence elle-même la leur avoit conseillée. Vainement dira-t-on que l'innocence timide n'ose pas se constituer prisonniere, & qu'elle est souvent moins hardie que le crime, elle baisse les yeux tandis qu'il va tête levée.

Faut-il que sur le front d'un profane adulateur,
Brille de la vertu le sacré caractère;
Et ne devoit-on pas à des signes certains,
Reconnoître le cœur des perfides humains?

Mais l'innocence enfin après s'être livrée à toute crainte, se représentant toute l'infamie qui la menace, trouve dans elle un fonds de courage qu'elle ne se connoissoit pas, elle brave toutes les traverses qui l'agitent, & se repose sur la vérité & sur

sa conscience qui font enfin toute sa ressource ; elle se constitue prisonnière , elle se dérobe par un jugement à la mauvaise destinée, qu'elle a appréhendé si vivement.

La Rainteau qui a été arrêtée a avoué son crime par son interrogatoire , & par conséquent s'est reconnue faulsaire. Mre. Theau défenseur de l'héritier du sang a voulu là-dedans impliquer les deux Notaires ; il dit que la Rainteau leur a soutenu qu'ils avoient apporté le testament tout fait , qu'elle avoit seulement répondu sur chaque article *oui*, rôle aisé à jouer.

Il voulut prouver encore ce fait par le testament-même ; cette preuve , dit-il , est palpable , & les yeux seuls en peuvent être les arbitres. Suivant le procès-verbal qui a été dressé de l'état du testament, il contient trois grandes pages & demie, & cinq renvois. Tout le corps du testament, aux 21. dernières lignes près, est écrit de la main de Mre. Mahau , mais d'une main posée, d'une encre blanche & coulante, & d'une écriture nette. Ces 21. dernières lignes du testament avec les renvois, & deux approbations de rature, sont écrites au contraire d'une encre noire, & extrêmement chargée & bourbeuse : parmi les renvois il y en a un en marge de la première page, & au pied une approbation de rature de la main de Mre. Mahau, & l'on voit sensiblement qu'ils sont d'une encre toute différente que celle du corps du testament, & non pas d'une main posée, mais précipitée & rapide. Est-il naturel à celui qui écrit, & qui a presque achevé son ouvrage avec une encre & une plume aisées, de les quitter subitement & par caprice, pour se servir en leur place d'une encre épaisse & d'une plume dure & difficile qui ne trace pas distinctement ? cette raison se présente d'elle-même à l'esprit. Papon dans son Notaire tome second tit. 7. du livre du Crime de faux, en

en parlant de pareils signes , dit qu'ils sont si visibles qu'il est impossible de les méconnoître & les démentir : „ La preuve qui en résulte est d'autant plus forte, continue cet Auteur , que c'est le coupable lui-même qui la fournit ; elle vient de son fait , elle est littérale , & pour former une conviction parfaite , elle n'a pas même besoin d'être soutenue de la preuve testimoniale.

Cette preuve néanmoins , toute surabondante qu'elle est , se joint encore à la littérale. En effet , qu'on parcoure d'un côté l'interrogatoire de la Rainteau , & de l'autre qu'on examine les dépositions des Témoins , soit dans l'information , soit dans le recollement & la confrontation , tout s'élève contre les Notaires , jusqu'à leur propre interrogatoire : tant la vérité a de force.

La Rainteau a perpétuellement & constamment soutenu , même dans la confrontation aux deux Notaires , qu'à l'exception d'un petit nombre d'additions parmi lesquelles se trouve le legs de 3000. livres qu'elle s'est fait , le corps du testament auroit été apporté tout prêt , tout rédigé , qu'on lui avoit lu les articles , & qu'elle n'avoit eu part aux dispositions qu'ils contiennent , que par l'approbation qu'elle leur avoit donnée en répondant seulement *oui* ; témoignage qui devient nécessaire , puisqu'elle étoit seule enfermée avec eux , & qu'elle seule est capable d'attester ce qui s'est fait pendant ce tems.

Ce qui prouve encore que la Rainteau n'a point dicté ce testament , c'est qu'on y fait le détail de plusieurs procédures qu'elle ignoroit absolument : elles sont donc uniquement l'ouvrage de Ranquiot , ou des Notaires.

Or , que l'on réfléchisse sur le tems que demande un testament de trois pages & demie pour être rédigé sous la dictée d'une testatrice ; que l'on fasse attention au détail où auroit dû entrer une fem-

me de la plus vile condition, comme est la Rainteau femme d'un Fiacre, pour développer ses intentions sur differens objets de procédures ; qu'on considère les suites qu'elles devoient avoir, & tous ces faits particuliers dont elle n'avoit jamais entendu parler. Qu'on joigne à cela le tems nécessaire pour ajouter les renvois, lire & relire un testament si étendu dans ses différentes dispositions ; & qu'on se demande à soi-même s'il est possible qu'il ait été dicté par la Rainteau, écrit par les Notaires, chargé de cinq renvois, lu, & relu, & tout cela dans une demi-heure. L'inspection seule prouve qu'une heure ne suffiroit pas à l'écrivain le plus habile, à la main la plus légère, pour le transcrire en entier dans l'état où il est ; les Notaires voudroient persuader qu'ils l'ont redigé dans une demi-heure sous la dictée d'une testatrice : vrai prodige en cette espece, puisqu'elle a dicté ce qu'elle ignoroit, & ce qu'elle ignore encore, & tant de merveilles, répétons-le, dans une demi-heure.

Etoit-il possible aux Notaires de ne pas remarquer la situation extraordinaire de la fausse testatrice qui leur tournoit le dos, & avoit le visage du côté de la muraille ? Leur étoit-il impossible lorsque l'un d'eux l'a fait retourner, de ne pas s'appercevoir que la fausse testatrice n'avoit pas le visage d'une femme malade, âgée, & moribonde, telle qu'on leur avoit annoncé la veuve Forest ? Leur étoit-il possible de ne pas découvrir à la voix contrefaite la vérité de l'odieux stratagème ? Veulent-ils donc qu'après qu'ils ont scellé la ruine du Sieur Lurienne par un Acte authentique, & qu'ils l'ont forcé d'avoir recours à une plainte nécessaire & indispensable, on lui refuse la juste réparation qui lui est due ? Mais non, & l'équité des Juges rassure le Sieur Lurienne après qu'il a mis sous leurs yeux la vérité toute nue, toute simple, des faits qui justifient la contravention des deux Notaires aux Loix qui leur sont prescrites, & qui

qui ne leur permettent pas de faire des testamens hors la présence des testateurs , sans se rendre coupables du crime de faux.

Voici les règles que le Président *Faber dans son Code , définition 2. du tit. 13. liv. 9.* propose pour être suivies dans ces cas odieux & punissables. Il parle d'une espece d'un faux , commis par l'interposition d'une personne substituée en la place d'une autre , au nom de laquelle elle passe un Acte qu'un Notaire reçoit , & il demande si un Notaire qui a reçu un tel Acte , est réputé comme complice ; sur quoi il propose trois règles.

La première est d'examiner la réputation du Notaire , si elle n'a point souffert d'atteinte , & si l'on peut présumer qu'il y a dans son fait plus d'imprudence que de fraude. *In hoc multum interest scire an Notarius bonæ famæ sit , an suspecta , ut credi possit per imprudentiam & facilitatem potius quam dolo malo deliquisse.*

La seconde règle qu'il établit est , lorsque le Notaire est coupable , il mérite d'être puni dans toute la sévérité des Loix.

Rien n'est plus important pour le Public que de veiller à la manutention des règles violées par les Officiers , sur qui roule tout le commerce de la société civile. ils sont les dépositaires de la foi publique. L'abus de la confiance qu'on a dans eux cause les plus grands desordres, dépouille des familles de leurs biens & de leur honneur.

A l'égard des testamens , leur supposition est le principe où la Loi *Cornelia de falsis* a pris naissance. *Si quis subiecerit falsum testamentum* , dit la Loi *1. ad leg. Cornel. de Falsis*. On appelloit ce genre de faux , *falsitas testamentaria*. Malgré l'attention qu'on a apporté à réprimer ce crime , on l'a vu revivre de tems en tems pour le malheur des siècles , par la prévarication des Officiers publics. Dès le tems de nos premiers Rois , on trouve dans les

Capitulaires de Dagobert en 630. tit. 59. n. 3. des peines établies contre les Notaires dans le cas d'un faux testament où ils avoient participé, *cum testamentum falsatum fuerit Cancellario seu Notario, &c.* L'Ordonnance de 1532. chap. 5. art. 2. de 1539. art. 179. de 1670. au tit. 9. du crime de faux art. 8. L'Edit du mois de Mars 1680. Dans toutes ces Ordonnances, toute la rigueur de ces Loix, toute leur sévérité est rappelée, les Juges sont chargés de tenir la main à l'exécution.

Suivant la troisieme règle, il n'est pas toujours nécessaire qu'il y ait du dol dans un Notaire pour encourir le reproche, & tomber dans le cas du faux; il suffit qu'il n'apporte pas toutes les précautions qu'il doit prendre pour se conformer aux règles. *Illud sanè constat falsum sine dolo non committi crimen; tamen à Notario etiam citra falsum committi potest, ob idque pœna falsi locum esse quoties nimirum non adhibet Notarius eas cautiones, quas ad falsum impediendum adhiberi Leges aut Constitutiones Principis vel Senatusconsulta vident.*

Il est toujours certain que cette faute du Notaire donne toujours lieu aux dommages-interêts de la Partie, puisqu'un quasi-délit, & même la faute la plus legere, en font la source.

Il seroit à souhaiter qu'un Notaire à qui on doit confier un ministère si important, fût auparavant un noviciat où l'on le mettroit à plusieurs épreuves, & où il seroit fondé par des gens d'une probité incorruptible; & pour peu qu'on le trouvât capable de succomber à la tentation, on ne devroit point l'admettre parmi les Notaires. Il ne suffit pas qu'il y ait des règles sages & judicieuses prescrites aux Notaires, puisque la malice est pour ainsi dire plus ingénieuse que la Loi, & a l'art de l'é luder : il faut outre cela qu'on ait un fonds de probité pour les observer, car le frein des peines n'est pas assez

assez puissant pour contenir l'Officier qui n'a pas les principes solides de sa Religion.

Copie figurée du Testament.

„ Fut présente Demoiselle François Fontaine ,
 „ veuve du sieur André Forest Marchand à Bour-
 „ deaux , demeurante à Paris rue de Bourbon près
 „ la porte S. Denys au second appartement ayant
 „ vue sur la rue S. Claude , où demeure le Sieur
 „ Chevalier de Quierfac chez lequel elle est en pen-
 „ sion , trouvée dans son lit malade de corps , dans
 „ une chambre dépendante dudit second apparte-
 „ ment , saine toutefois d'esprit , mémoire & juge-
 „ ment , ainsi qu'il est apparu aux Notaires soussi-
 „ gnés par ses discours & entretien , laquelle incer-
 „ taine de l'heure de son décès , ne voulant en être
 „ prévenue , elle a fait , dicté & nommé aux No-
 „ taires soussignés son testament comme il suit.

„ Premièrement ayant vécu , & desirant mourir
 „ dans la Religion Catholique , Apostolique & Ro-
 „ maine , elle a recommandé son ame à Dieu , im-
 „ plorant sa bonté de lui faire * *misericorde pour la*
 „ rémission de ses fautes , & intercede les Saints &
 „ Saintes du Paradis pour operer par le Seigneur le
 „ secours de sa miséricorde envers elle ; elle entend
 „ être inhumée avec simplicité : donne & legue aux
 „ pauvres de la Paroisse S. Laurent trente livres une
 „ fois payées. Veut qu'il soit dit à l'intention ,

* Mots
 rayés.

„ *rayé dans la présente page trois mots comme*
 „ *nuls.*

„ & pour le repos de son ame , cent Messes basses
 „ de *Requiem* en telle Eglise que le Sieur son Exé-
 „ cuteur testamentaire choisira. Donne & legue
 „ aux pauvres des Petites - maisons , s'entend à

„ l'Hôpital fauxbourg S. Germain à Paris , quinze
 „ cens livres. Au Couvent des Jacobins de la rue
 „ S. Jacques mille livres , & à l'Hôtel-Dieu pareil-
 „ les mille livres , le tout une fois payé. Donne &
 „ legue audit Sieur de Quierfac chez lequel elle est
 „ en pension , douze mille livres une fois payées à
 „ prendre sur les biens qu'elle laissera , & de la na-
 „ ture qui se trouveront à son décès. Item donne
 „ & legue à Guillemette Rainteau fille majeure la
 „ somme de trois mille livres une fois payée , à
 „ prendre aussi sur les biens qu'elle laissera , & de
 „ la nature qui se trouveront à son décès. La Testa-
 „ trice n'ayant point connoissance de ses parens ,
 „ elle déclare que s'il s'en présente aucuns lors de
 „ son décès pour avoir part à son héritage en prou-
 „ vant qu'ils soient véritablement un ou plusieurs de
 „ ses héritiers par filiation , qu'ils ne puissent pré-
 „ tendre dans sa succession que la somme de six mil-
 „ le livres une fois payée , pour appartenir à un ou
 „ plusieurs héritiers prouvés. Et quant au surplus
 „ de tous lesdits biens , meubles & immeubles de
 „ la Demoiselle Testatrice , en quels pays & lieux
 „ qu'ils soient assis & situés , elle les donne & legue
 „ à Monsieur Ranquinot Procureur au Parlement ,
 „ qu'elle institue son légataire universel , pour en
 „ disposer par lui en toute propriété du jour de son
 „ décès , à la charge par lui , & non autrement , de
 „ payer *ce qui est dû par elle* à Monsieur Veron de
 „ l'Isle toutes les sommes qui lui sont par elle dues
 „ suivant les titres qui sont es mains du dit Sieur de
 „ l'Isle , & notamment sans préjudice à lui de l'e-
 „ xécution de ses titres & créances , la somme de
 „ deux mille quatre cens livres , qu'elle lui doit
 „ encore sans billets ni reconnoissances , que ledit
 „ Sieur Veron de l'Isle lui a avancé à plusieurs & di-
 „ verses fois , tant pour les frais des Procès qu'elle
 „ a eus , & qu'elle a actuellement ; même que ledit
 „ Sieur

* Mots
 rayés.

„ Sieur de l'Isle soit encore remboursé des sommes
 „ qu'il avance actuellement pour sa subsistance &
 „ dans ses affaires, sur sa déclaration, à laquelle la
 „ Testatrice se rapporte.

„ rayé en la présente page cinq mots comme
 „ nuls.

„ Déclare la Testatrice qu'elle n'entend point se
 „ servir & revoque entant que besoin seroit les dé-
 „ sistemens qu'on peut lui avoir fait signer par sur-
 „ prise à l'occasion des Lettres de Rescision qu'elle
 „ avoit obtenues contre les donations qu'elle a pu
 „ avoir faites & signées aussi par surprise, enten-
 „ dant que l'effet des donations d'entre elle & les
 „ differens prétendus donataires d'elle, ayent leur
 „ cours jusques à jugemens définitifs, nonobstant
 „ lesdits desistemens. Et pour exécuter & accom-
 „ plir le présent Testament, icelui augmenter plu-
 „ tôt que diminuer, ladite Demoiselle Testatrice a
 „ nommé & choisi ledit Sieur Ranquinot Procureur
 „ au Parlement, se dessaisissant entre ses mains de
 „ tous ses biens suivant la Coutume, révoquant la-
 „ dite Demoiselle Testatrice tous Testamens, Codi-
 „ cile & autres dispositions testamentaires qu'elle a
 „ pu avoir fait avant le présent Testament, auquel
 „ seul elle s'arrête comme étant son intention & or-
 „ donnance de dernière volonté. Ce fut ainsi fait,
 „ dicté & nommé par ladite Demoiselle Testatrice
 „ auxdits Notaires soussignés, puis à elle par l'un
 „ deux, l'autre présent, lu & relu, qu'elle a dit
 „ avoir entendu & y a persisté, en ladite chambre
 „ sus désignée, l'an mil sept cens vingt-sept, le
 „ quinziesme jour de Mars sur les 10. heures du ma-
 „ tin; & a déclaré ne pouvoir écrire ni signer à cause
 „ du tremblement de sa main, de ce interpellée sui-
 „ vant l'Ordonnance. ”

Signé Gaudin & Mahau.

Il est évident que les Notaires n'ont point trempé dans la fraude, le Sieur Lurienne n'auroit pat réussi à le persuader, mais il fait son capital de prouver que Mre. Mahau a rédigé le Testament en l'absence de la fausse Testatrice, qui étoit pour lui la véritable, & qu'il a apporté le Testament tout dressé, & qu'il a cru se mettre à l'abri de tout ce qu'on pourroit lui imposer en interrogeant la fausse Testatrice sur chaque article. En effet la seule précaution d'interroger une Testatrice, sur un Testament qu'on a dressé, ne semble-t-elle pas du premier coup d'œil suffisante? n'est-on pas par cette voye parfaitement convaincu de son intention? Mais disons plutôt que la Coutume exige expressément que le Testament soit *dicté & nommé* par le Testateur à celui qui le reçoit, ce sont les termes de la Coutume. Son but est d'exclure les Testamens suggerés, & faits sur l'interrogatoire des Notaires ou d'autres personnes.

Qui ne voit que lorsqu'un Testateur ne fait son Testament que sur l'interrogatoire qu'on lui fait, il épouse alors une volonté étrangère, qu'il change contre la sienne par crainte ou par violence? mais lorsqu'il dicte son Testament, c'est sa propre volonté qui coule de source, sans mélange d'aucune autre volonté.

Pourquoi la Coutume exigeroit-elle qu'il fût fait mention dans un Testament, qu'il a été *dicté & nommé*, & pourquoi voudroi-telle que ces mots ne pussent point être remplacés par des termes même équivalens, si elle n'étoit pas persuadée que c'est une précaution nécessaire pour mettre un Testament à l'abri de la suggestion?

Quoique les Notaires ne soient point complices de la fraude, ils seroient très coupables s'ils eussent rédigé le Testament dans l'absence de la Testatrice, & qu'ils se fussent contentés de connoître l'intention de la Testatrice par la voye de plu-

plusieurs interrogats; aussi donnent-ils toute leur attention à faire voir qu'elle leur a dicté le Testament.

Ils disent que la rigueur de la règle leur ayant fait soutenir le personnage toujours triste d'Accusés, ils auroient du moins reçu cet avantage consolant pour eux, que l'instruction maniée par un Magistrat éclairé, a pleinement manifesté leur innocence. Les preuves qui la font éclater se sont multipliées dans tous les degrés de la procédure, & elles sont enfin parvenues au plus haut période d'évidence que la vérité puisse desirer pour son triomphe.

Ils racontent ensuite l'histoire du Procès; ils soutiennent qu'ils ont dicté les dispositions du Testament, & qu'ils n'ont pas eu la moindre méfiance du tour qu'on leur a joué; qu'ils n'avoient point appris que la veuve Forest fût morte la nuit du 12. au 13. entre les bras de plusieurs voisins. Ils disent qu'ils se sont présentés eux-mêmes pour répondre, dès qu'ils ont appris qu'ils avoient été décrétés d'ajournement personnel.

En premier lieu, il y a ici une vérité principale & plus pure que le jour: c'est que les Notaires ont été les premiers trompés par Ranquinot, Quersac & la Rainteau, & que tout l'appareil qu'ils ont vu quand ils ont reçu le Testament, n'a été imaginé qu'à dessein de leur faire prendre le faux pour le vrai; c'est pour eux que s'est jouée la comédie représentée à leurs yeux; c'est pour les séduire que la Rainteau s'est mise au lit, & qu'elle a affecté tous les dehors d'une personne malade. La raison ne souffre point qu'on puisse les soupçonner d'avoir trempé en rien dans la supposition de la Testatrice, & dans la fourberie, qui font l'objet du Procès criminel.

En effet, il n'est pas étrange que dans Paris où souvent on ne connoit pas ses voisins les plus proches, les Notaires ayent pris le change; & nous voyons

voyons qu'à la Comédie où un Auteur doit toujours représenter le vraisemblable, on a fait commettre une pareille erreur à deux Notaires.

Est-il vrai que cet odieux manège n'ait été médité ni confoimé que pour les surprendre ? écoutons les Témoins , & la Rainteau elle-même.

Pierre Chevalier premier Témoin de l'Information dépose que Benoit Tessier cinquieme Témoin lui a écrit dans la Province où il étoit alors , que des Notaires étoient venus trois jours après la mort de la veuve Forest pour recevoir son Testament ; que Quierfac & sa femme avoient caché le cadavre de cette veuve , & fait mettre dans son lit une femme appelée la Picarde , laquelle affecta de tourner le dos aux Notaires , & que l'un d'eux lui tâta le poulx & dit : Voilà une femme qui n'est pourtant pas si foible. Il ajoute qu'à son retour de Province , sa femme qui est morte deux mois avant l'information, avoit été témoin oculaire de tous ces faits.

Pierre de la Lande troisieme Témoin , Benoit Tessier cinquieme Témoin , Anne Coquille seul Témoin de la continuation de l'Information , Garde de la veuve Forest , & qui l'a vu expirer , déposent unanimement que la Rainteau , Quierfac & Ranquinot ont agi d'intelligence pour tromper les Notaires, leur persuader que la veuve Forest qu'elle représentoit, vouloit faire un Testament.

Guillemette Rainteau a avoué qu'elle a joué son rôle de fausse Testatrice pour surprendre les Notaires , & qu'elle avoit le visage tourné du côté de la muraille afin qu'on ne la vit point ; & elle ajoute qu'un Notaire la fit retourner de son côté.

Le cinquieme Témoin a déposé comme Témoin oculaire , que la Rainteau héroïne du stratagème lui a avoué qu'elle avoit si bien joué son personnage , que les Notaires ne pouvoient pas éviter le piège qu'elle leur tendoit. Après une preuve aussi com-
plette ,

plette, ne s'étonnera-t-on pas qu'ils soient Accusés quand ils devroient être les Accusateurs ? & ils le feroient aussi s'ils avoient appris, plutôt que l'héritier, la tromperie qu'on leur a faite ; on les auroit vu armer le bras de la Justice pour venger la foi publique surprise en leurs personnes, & ils n'auroient pas épargné ces mêmes Témoins qui, instruits de l'odieuse manœuvre qui se préparoit, ont eu la lâche condescendance de les laisser séduire, & n'ont parlé qu'après que la piece a été jouée.

En second lieu, il est constant que la veuve Rainteau leur a dicté le Testament. Il est vrai que deux Témoins ont dit que les Notaires n'ont resté qu'un instant dans la chambre de la fourbe, mais ils se sont dédit à la confrontation, & l'un a dit qu'il ne savoit pas positivement le tems qu'ils avoient demeuré ; l'autre en tenant le même langage a dit qu'il n'avoit pas l'horloge dans la tête. Voilà donc le soupçon que l'indiscrétion de ces deux Témoins avoit fait naître, pleinement dissipé.

Les Notaires ont dit qu'ils avoient employé une heure à rédiger le Testament sous la dictée de la fourbe : le tems étoit bien suffisant, puisque cet Acte ne contient que trois pages & demie.

Il est vrai que la Rainteau, qui vouloit pallier en quelque sorte sa mauvaise action, dit dans deux articles de son interrogatoire, que ce Testament étoit tout arrangé, que tout son rôle consistoit à répondre *oui* à chaque article que les Notaires lui demandoient. Mais quelle foi peuvent mériter les discours d'une femme convaincue d'un crime aussi grave, & dont la punition interesse autant le Public ? ne voit-on pas qu'elle n'a imaginé cette circonstance, que dans la vue de s'excuser ?

Le propre du mensonge est de se déceler lui-même : c'est ce qui est arrivé, lorsque le Magistrat a demandé à la Rainteau si dans son Testament elle a fait des legs aux Hopitaux : elle oublie qu'elle
vient

vient de dire qu'elle n'a répondu que *oui* aux interrogats qu'on lui a fait ; elle ajoute qu'elle a fait ces legs parce que la veuve Forest souhaitoit que cela fût ainsi , & qu'elle l'avoit ordonné dans un Testament qu'elle avoit fait quatre ans avant sa mort ; elle reconnoit donc qu'elle a dicté ces legs pieux ; de-là une conséquence naturelle se présente, qu'elle a bien dicté les autres dispositions du Testament.

Une autre preuve de cette vérité , c'est que Mre. Mahau l'ayant interpellé à la confrontation de dire comment elle favoit qu'il étoit dû 2400. livres au Sieur Veron , & pourquoi elle avoit déclaré qu'elle se désistoit des Lettres de Rescision , elle a répondu que la veuve Forest l'avoit instruit de ses affaires : ainsi elle a bien pu dicter ces deux articles. Il est vrai qu'elle a nié dans la suite d'avoir dicté les legs pieux ; mais cette variation ne sert qu'à la confondre , après qu'elle a rendu raison pourquoi elle avoit dicté les legs pieux. Dire qu'ayant déposé que lorsque les Notaires apportèrent le Testament tout rangé & préparé , on la doive regarder comme un Témoin nécessaire , c'est bien abuser de cette maxime, puisqu'on n'a jamais regardé sous cette idée une accusée prévenue d'un si grand crime , & dont la foi est si suspecte. Il est donc certain que l'apologie des Notaires sort d'elle-même , malgré les efforts qu'on a fait pour opprimer leur innocence.

Quant aux observations qu'on a fait sur les différentes plumes , les différentes écritures dont on a écrit , on a parlé sans fondement ; on n'a point constaté l'état du Testament , rien n'est donc plus frivole.

Je dirai que la défense des Notaires a un air de vérité , qui s'insinue jusqu'au fond de l'ame.

Ranquinot qui n'a eu garde de se mettre en état , s'est avise de faire un Factum pour sa défense ; quel moyen pouvoit-il mettre en œuvre qui pût réussir ,
pendant

pendant que sa fuite parloit si haut contre lui ? Pouvoit-il mêler quelques ombres à une vérité aussi éclatante que celle qui prouve qu'il est coupable par tant de témoignages , par l'époque de la mort de la veuve Forest antérieure au Testament , & par le concert unanime de tous les Témoins ?

Il a le front dans le commencement , de soutenir son Testament supposé , comme s'il étoit véritable ; c'est le comble de l'impudence. Toute sa défense consiste après s'être épuisé à contester la qualité de sa Partie , à se ménager une succession ruinée dont il ne pouvoit rien recueillir. Il combat l'époque qu'on attribue à la mort de la veuve Forest , & dit que si elle étoit morte dans le tems qu'on a dit , on n'auroit pas pu garder le cadavre à cause de l'infection. En un mot, le silence valoit beaucoup mieux que tout ce qu'il a dit , & il montre par la foiblesse de sa défense qu'il est parfaitement convaincu. Rien n'est plus étrange que l'obstination des criminels à alléguer de mauvaises raisons , comme si elles pouvoient faire illusion à la vérité-même.

La Sentence du Lieutenant-Criminel du 21. Avril 1728. jugea le profit de la contumace bien & valablement obtenu contre Ranquinot , Quiersac & sa femme ; déclare le Testament reçu par Goudin & de Mabau Notaires au Châtelet le 15. Mars 1727, au nom d'Anne - Françoise Fontaine veuve d'André Forest, faux & supposé, & lesdits Ranquinot , Quiersac & sa femme, & Guillemette Rainteau, déclarés dûment atteints & convaincus , savoir ladite Guillemette Rainteau de s'être faussement supposé être ladite veuve Forest , qui étoit morte trois jours auparavant, fait ledit faux Testament ; & lesdits Ranquinot , Quiersac & sa femme, d'avoir frauduleusement celé la mort de la veuve Forest pendant trois jours, d'avoir eu part à la supposition faite de sa personne & à la fausseté dudit Testament ; pour réparation

de quoi condamnés à faire amende honorable au Parç civil du Châtelet l'Audience tenant, & audit lieu étant nus pieds & en chemise, la corde au col, ayant ladite Rainteau écriteaux devant & derriere portant ces mots : Testatrice supposée, & tenant chacun entre leurs mains une Torche ardente de cire jaune du poids de deux livres, dire & déclarer à haute & intelligible voix, savoir ladite Guillemette Rainteau, que méchamment, témérairement, & comme mal avisée, elle s'est faussement supposée être la veuve Forest qui étoit morte trois jours auparavant, fait le faux Testament dont est question ; & lesdits Ranquinot, Quiersac & sa femme, qu'ils ont frauduleusement celé la mort de ladite veuve Forest pendant trois jours, ont eu part à la supposition faite de sa personne, & à la fausseté dudit Testament, dont ils se repentent, & demandent pardon à Dieu, au Roi, & à la Justice ; ce fait, ladite Guillemette Rainteau, & ladite femme Quiersac bannies pour neuf ans de la Ville, Prévôté & Vicomté de Paris ; enjoint à elles de garder leur ban sur les peines portées par la Déclaration du Roi qui sont d'être enfermées en la Maison de force de l'Hôpital Général, chacune en 20. livres d'amende envers le Roi ; & lesdits Ranquinot & Quiersac, conduits & attachés à la chaine pour y servir ledit Seigneur Roi comme forçats en ses Galeres le tems & espace de neuf ans, préalablement flétris par l'Exécuteur de la haute Justice audevant de la porte des prisons du grand Châtelet d'un fer chaud en forme de lettres, F. L. sur l'épaule droite, conformément à la Déclaration du Roi du 4. Mars 1624 ; & lesdits Ranquinot, Quiersac, sa femme, & Guillemette Rainteau, solidairement en 2000. livres de réparations civiles, dommages & intérêts envers Claude-André Lurienne & aux dépens ; laquelle condamnation à l'égard desdits Ranquinot, Quiersac & sa femme, sera transcrite dans un tableau attaché à une potence qui pour cet effet sera plantée

plantée en la place de Greve, & le Decret décerné contre un quidam habillé de noir qui sera indiqué par la Partie civile & le Procès à lui fait & par fait, suivant la rigueur des Ordonnances; lesdits Antoine Mabau, & Matthieu Goudin, Charles Veron de l'Ile, & Jean-Augustin Sampierre d'Arena, déchargés des plaintes, demandes & accusations contre eux intentées par ledit Claude-André Lurienne, lequel est condamné aux dépens envers eux; les Requêtes & Mémoires dudit Lurienne seront & demeureront supprimées, & permis auxdits Goudin & de Mabau de faire imprimer, publier & afficher ladite Sentence où besoin seroit.

Voici l'Arrêt qui fut rendu.

La Cour entant que touche l'appel interjetté par ladite Guillemette Rainteau de ladite Sentence, met l'appellation au néant, ordonne que ladite Sentence de laquelle a été appelé sortira effet, condamne ladite Rainteau en l'amende ordinaire de 12. livres & aux dépens de la Cause d'apel; & sur l'appel interjetté par Lurienne de la même Sentence, ayant aucunement égard à sa Requête & pareillement égard à celle de Sampierre d'Arena, & sans avoir égard à la Requête de Mabau & de Goudin, met l'appellation & Sentence de laquelle a été appelé au néant, en ce que lesdits Goudin & de Mabau sont déchargés de l'accusation; ledit Lurienne condamné aux dépens vers lesdits de Mabau & Goudin; & que ladite Sentence seroit imprimée, lue, publiée & affichée; emendant quant à ce, sur l'accusation intentée contre lesdits de Mabau & Goudin, met les Parties hors de Cour & le Procès, dépens à cet égard compensés, la Sentence au résidu sortissant effet; & pour faire mettre ce présent Arrêt à exécution, renvoie ladite Rainteau prisonnière par devant le Lieutenant-Criminel du Châtelet. Fait en Parlement le 11. Mai 1728.

Signé, Pallu Rapporteur.

La Cour jugea que les Notaires ne pouvoient être trop attentifs dans les fonctions de leur ministère & qu'il falloit réprimer même les fautes qu'ils font par surprise, parce qu'on soupçonne qu'elles ont leur source dans quelque inattention.

On trouve dans une Histoire qui a enlevé les suffrages des connoisseurs, un exemple de la supposition d'un Testateur & d'un Testament. Voici comment le rapporte l'Historien *.

* Histoire
des successeurs
d'Alexandre
par M.
Rollin.

Antiochus Théus n'eut pas plutôt appris la mort de Ptolomée Philadelphie son beau-pere, qu'il répudia Bérénice, & reprit Laodice & ses enfans. Laodice qui connoissoit la legereté & l'inconstance d'Antiochus, craignant que par un effet de la même legereté, il ne retournât encore à Bérénice, résolut de se servir de l'occasion pour assurer la Couronne à son fils. Par le traité fait avec Ptolomée, ses enfans étoient deshérités, & ceux qu'auroit Bérénice devoient succéder, & elle en avoit déjà un. Laodice fait donc empoisonner Antiochus, & quand fut expiré, elle mit dans son lit un nommé Artemon qui lui ressembloit beaucoup & pour le visage & pour la voix, afin de jouer le personnage dont elle avoit besoin. Il le fit fort adroitement, & dans le peu de visites qu'on lui rendit, il eut grand soin de recommander aux Seigneurs & au Peuple sa chère Laodice & ses enfans. On publia en son nom des ordres par lesquels son aîné Seleucus Callinicus étoit nommé successeur à la Couronne; alors on déclara sa mort, & Seleucus monta paisiblement sur le Trône & l'occupa vingt ans.

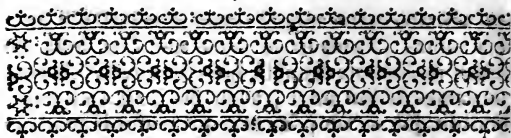
Nous lisons dans l'Histoire Romaine qu'Adrien qui fut adopté par Trajan en fut moins redevable à l'inclination de cet Empereur, quoique ce Prince eût été son Tuteur, & qu'il lui eût fait épouser sa niece, qu'à la faveur de Plotine. Adrien n'avoit aussi jamais paru fort attaché à Trajan, ce qui fait croire à plusieurs que cet Empereur ne l'avoit

pas véritablement adopté ; mais que lorsqu'il étoit déjà mort , l'Impératrice avoit mis dans le lit de Trajan un homme supposé, qui contrefaisant la voix mourante de son mari , avoit dit qu'il l'adoptoit. Dion dit que ce fut pour cela qu'on tint la mort de Trajan cachée pendant quelques jours , & il assure l'avoir appris de son pere qui avoit été Gouverneur de Cilicie , & qui étoit à portée de le savoir : en effet les lettres écrites au Sénat au sujet de cette adoption n'étoient signées que de Plotine *.

On voit que le crime qui a été réprimé par l'Arrêt que je viens de rapporter , est une ancienne fourberie ; on ne soupçonnera pas les acteurs de cette intrigue criminelle de l'avoir imitée d'après les exemples de l'Histoire, il y a apparence qu'ils l'ignoroient : mais le cœur de l'homme est le même dans tous les tems, la cupidité lui suggere les mêmes expédiens & les mêmes artifices pour venir à ses fins.

* Voyez l'Histoire Romaine d'Echard traduite en notre Langue par le Sieur la Roque , autre que l'Auteur du Mercure, & regratée par l'Abbé Desfontaines.





ENFANT RECLAME

PAR DEUX MERES.

NOtre état qui nous constitue ce que nous sommes, qui nous donne dans la République rang que nous y occupons, a des fondemens bien incertains.

En premier lieu, il dépend de la vertu persévérante de nos meres; si elles ont été coquettes, n'est-il pas plus que probable que leurs maris n'ont que l'apparence de la paternité? si elles ont paru pour vertueuses, n'auront-elles point été de coquettes très fragiles? accordons-leur une vertu solide, ne s'est-elle jamais démentie? un écart d'un moment rend la paternité douteuse. En un mot, l'amour qui se fait sentir aux jeunes cœurs qui sont le plus en garde contre lui, & qui leur inspire une curiosité d'autant plus vive, qu'ils ne sont point accoutumés à ses impressions, combien d'atteintes n'est-il pas en possession de porter à la foi conjugale parmi le beau sexe?

Pour fixer tous les doutes, & prévenir toutes les contestations, on a établi une règle qui veut que le mariage prouve la paternité, *Pater est quem nuptiae demonstrant*. On a vu dans la Cause de la belle Epiciere que cette règle cesse dans l'accusation d'adultères, à l'égard des enfans qui ont été conçus depuis l'accusation, & qu'alors les femmes qui veulent attribuer la paternité à leurs maris, la doivent prouver.

En second lieu, non seulement notre état primitif, fondé sur la vertu de nos meres, est fort incertain, & fondé sur la fidélité de la nourrice; il est encore fort douteux: car pouvons-nous assurer que l'enfant qui leur a été confié n'a pas été changé? a-t-on à cet âge-là des traits assez certains pour fixer invariablement l'idée dans l'esprit des peres & des meres de leurs enfans? & nos traits qui ne sont pas formés, & qui se sont développés dans le tems que nous avons été en nourrice, ne nous présentent-ils pas à nos peres & à nos meres tout differens de ce qu'ils nous ont vu? La facilité qu'ont les nourrices, n'étant éclairées de personne, de pratiquer ces sortes de fraudes; l'interêt qui est le mobile de toutes nos actions, qui peut les porter à faire des changemens, ne rendent-ils pas le fondement de notre état bien chancelant? Il n'a pas été possible à la sagesse humaine d'assurer notre paternité malgré la fragilité du sexe, parce que la jalousie & la défiance des hommes le rend encore plus ingénieux pour les tromper, & lui inspire une plus grande envie de rendre vaine leur précaution: au plaisir que la nature corrompue leur donne quand leur vertu fait faux-bond, est joint celui de prendre un jaloux pour dupe. Ainsi ce double plaisir est un aiguillon, auquel il est impossible humainement que les femmes résistent.

A la bonne heure, puisqu'il n'y a point de remède, qu'on s'accroche dans le naufrage de l'honneur des femmes, à la règle qui veut que le mariage prouve la paternité, & qu'on donne aux enfans des peres qui ne sont pas quelquefois leurs parens: mais j'ai toujours été surpris qu'on ne se soit point précautionné contre les tours que les nourrices peuvent faire. J'ai imaginé qu'on auroit dû dans les familles avoir un sceau qu'on auroit imprimé à un enfant après sa naissance en présence du Magistrat, ou d'un Officier public; car peut-on

prendre trop de précaution pour assurer une chose aussi importante que notre état ?

Voici une question qui s'est élevée entre des Artistes, sur l'état d'un enfant qui étoit réclamé par deux meres. Parmi les questions de cette nature on n'en a pas vu qui ait plus approché de celle qui fut agitée du tems de Salomon, & qui fut soumise à son jugement. De deux enfans, dont l'un est vivant, & l'autre mort, chaque mere renvoye à l'autre, comme du tems de ce Roi éclairé par la sagesse-même, l'enfant mort pour s'attribuer le vivant.

Histoire du Procès. Marguerite Revel femme de Guillaume Brunot Maitre Cordonnier, accoucha le 14. Novembre 1722 d'un enfant mâle qui fut baptisé le lendemain dans la Paroisse de S. Louis qui étoit celle de ses pere & mere, & fut nommé Michel Brunot.

Le même jour Anne Lucas femme de René Troëlle, Maitre Sculpteur, accoucha aussi d'un enfant mâle qui fut baptisé le lendemain dans la même Paroisse qui étoit aussi celle de ses pere & mere, & fut nommé Bernard - François Troëlle. Ces deux meres ont eu dans leur couche la même Sage femme.

Le voisinage & les liaisons qui étoient entre ces deux familles, leur avoient fait projeter ensemble de mettre ces deux enfans en nourrice dans le même endroit; on avoit pris des mesures pour les placer à Richeville en Normandie, qui est à 18. lieues de Paris.

Si-tôt que celle qui devoit les conduire fut arrivée chez Brunot, on alla chercher l'enfant de Troëlle qui fut apporté chez le premier, & remis à cette conductrice que l'on appelle vulgairement *Meneuse*.

Brunot eut la précaution de marquer la couverture qui étoit sur son enfant, en y attachant un petit morceau de cuir pour mettre la Meneuse en

en état de le distinguer ; on ne voit pas que le Sculpteur ait eu aucune idée pareille. Les deux enfans furent conduits à Richeville.

C'est dans le tems de cette remise des enfans aux nourrices que l'on prétend que l'on a commis une équivoque , & que l'on a confondu l'un avec l'autre, en remettant à la nourrice l'enfant de Troëlle comme si ç'eût été celui de Brunot , & en donnant à l'autre nourrice celui de Brunot à la place de l'enfant de Troëlle.

En supposant ce fait , qui n'admira la facilité qu'il y a de changer l'état d'un enfant ? ne peut-on pas dire que le hazard se joue de la chose du monde la plus importante ?

L'enfant remis à la nourrice comme celui du Sculpteur , ne vécut que 17. jours , & fut inhumé à la Paroisse de Richeville. Voici l'Extrait mortuaire qu'il est important de rapporter.

Le 2. Décembre 1722. mourut, & le 3. dudit mois fut inhumé Bernard-François Troëlle fils de Me. Troëlle Sculpteur dans l'Isle S. Louis à Paris, âgé de 17. jours, lequel enfant étoit en nourrice chez le nommé Claude le Cercle notre Paroissien, laquelle inhumation a été faite par nous, &c.

On renvoya à la femme de Troëlle la dépouille de l'enfant décédé , c'est-à-dire , toutes les hardes qui composoient sa layette : elle y trouva un bonnet usé & marqué d'un G. cela lui donna lieu de présumer que son enfant n'étoit point mort. Sur cette idée elle alla chez Brunot , & dit à sa femme qu'elle ne croyoit pas que son enfant fût mort , parce que parmi les hardes elle avoit trouvé un bonnet différent de celui qu'elle avoit donné à son enfant. On croit facilement ce qu'on souhaite , & il ne faut pas de grandes lumieres pour fonder une opinion flatteuse.

La Brunot répondit qu'elle ne reconnoissoit point le bonnet dont elle lui parloit pour être

le sien , & que si elle vouloit éclaircir ses doutes, elle pouvoit se transporter sur les lieux , & se faire instruire.

Brunot quatre ou cinq mois après fit changer de nourrice à son enfant , il lui en donna une qui demeuroit à Boisemond qui est à une lieu de Richeville , où il demeura pendant deux années sous les yeux du Curé de la Paroisse qui est le Cousin de la Brunot : après ce tems-là l'enfant est revenu chez Brunot.

L'histoire que la Troëlle avoit fait dans le quartier , de la confusion des enfans qu'elle attribuoit à la *Meneuse* , avoit trouvé créance dans les esprits. Il y avoit du merveilleux , il n'en faloit pas davantage pour qu'elle s'insinuât facilement ; on s'intéresse pour une mere qu'on croit avoir eu un semblable malheur : soit le courage qu'elle ressentit à cause de la tendresse qu'elle conçoit pour celui qu'elle croit son enfant, soit le courage que tout le monde à l'envi lui inspire , ou pour mieux dire , soit cette tendresse que chacun attise par ses discours , la Brunot alla chez la Troëlle extrêmement animée , & elle s'écria en voyant l'enfant , *Voilà mon enfant , rendez-le-moi*. La populace avoit tellement pris les impressions que la Troëlle lui avoit donné , qu'elle insultoit Brunot & sa femme. Pour se mettre à l'abri des suites de cette opinion , ils rendirent plainte par devant un Commissaire contre Troëlle & sa femme à cause des bruits qu'ils répandoient.

Le 19. Septembre 1726 , ils les firent assigner par devant le Lieutenant-Criminel du Châtelet aux fins de la plainte , & pour voir dire que défenses leur seroient faites de les insulter à l'avenir , & tenir les discours , & semer les faux bruits dans le Public au sujet de l'état de leur enfant ; qu'ils seroient condamnés à donner un Acte par lequel ils reconnoitraient le contraire.

Il y eut Sentence par défaut le 28. Septembre , qui fait défenses à Troëlle & sa femme , de plus à l'avenir méfaire ni médire à Brunot & sa femme , sous telles peines qu'il appartiendra , & condamne Troëlle & sa femme aux dépens.

Enfin ceux-ci assignerent leurs adversaires le 14. Janvier 1727 , au Parc Civil du Châtelet , pour voir dire que Bernard-François Troëlle , auquel ils ont donné la naissance le 14. Novembre 1722 , & baptisé le lendemain 15. en la Paroisse de S. Louis , que Brunot & sa femme retiennent dans leur maison , leur sera rendu , & qu'il leur sera permis de l'en retirer.

On a fait subir deux Interrogatoires au Sculpteur & à sa femme.

Cette voye que l'Ordonnance a prescrite en tout état de cause , quoique les parties aient pour ainsi dire dans leur pouvoir la vérité & le mensonge , leur arrache souvent malgré eux des aveux qui les condamnent , & c'est ce qu'a prétendu le Sculpteur dans l'Interrogatoire du Cordonnier & de sa femme ; on jugera s'ils sont bien fondés. Ils obtinrent une Sentence par défaut qui prononça conformément à leurs conclusions , & condamna leurs Parties à leur remettre l'enfant qu'ils demandoient , & leur permit de le retirer de la maison où ils disoient qu'il étoit détenu. Brunot & sa femme interjetterent appel : leurs Parties sentirent alors qu'ils s'écarteroient de la voye qu'ils devoient suivre , s'ils demandoient purement & simplement que la Sentence fût confirmée ; mais ils requièrent qu'il leur fût permis de faire preuve que l'enfant actuellement vivant est le même dont la Troëlle est accouchée le 14. Novembre 1722. Il s'agit de savoir si dans l'état de cette Cause cette preuve doit être admise ; on peut dire que les deux Avocats qui ont traité cette matiere ont pris dans leur sujet tout ce qu'ils en pouvoient tirer. Mre. Forestier qui avoit la cause la moins favorable ,

favorable , a fait encore de plus grands efforts que son Adversaire.

Il dit au commencement de son Plaidoyer , qu'on a vu plus d'une fois des femmes se dire les meres d'enfans qu'elles se donnoient à elles mêmes par une adoption bizarre que le cœur n'avoit point dicté ; prévenues de haine contre des parens dont la cupidité impatiente dévoroit leur succession pendant leur vie , elles vouloient se créer des héritiers directs , pour frustrer de leurs biens des collatéraux qu'elles en croyent indignes.

Mais , poursuit-il , la mere pour qui je parle présente aux yeux de la Justice une maternité qui n'est point équivoque : guidée par une tendresse épurée de tous les motifs de l'intérêt , elle vient avec un courage invincible réclamer ce qu'elle a de plus cher au monde.

Quoique cette Cause soit curieuse par elle-même, elle n'a point de ces circonstances extraordinaires qui amusent le monde en flattant sa curiosité. Le sujet en est à la vérité merveilleux , mais les événemens en sont simples , & quoique les particularités aient produit un effet très singulier , elles sont néanmoins très communes. Mrs. Forestier raconte ensuite le fait de sa Cause , il rappelle les signes qu'il dit que la Troëlle employa pour distinguer son enfant. Le bonnet de laine marqué d'un G. la couverture brûlée par un coin, les langes cousus avec un gros fil de cordonnier , & le petit morceau de cuir qui y étoit attaché.

On ne voit point que la Brunot ait pris pareille précaution pour distinguer son enfant.

Plaidoyer pour Troëlle. Après avoir raconté le fait & la procédure , il établit deux propositions afin de fonder la preuve testimoniale qu'il demande.

La première , qu'en général l'Extrait mortuaire d'un enfant n'est pas un obstacle à la preuve par laquelle

quelle on montre que celui que l'Acte atteste avoir été enterré est vivant.

La seconde, si dans l'espece particuliere l'Extrait mortuaire a levé quelques nuages, l'Interrogatoire des Parties adverses fourniroit des commencemens de preuves par écrit assez puissans pour écarter ces obstacles.

P R E M I E R E P R O P O S I T I O N.

L'Etat d'un citoyen ne peut souffrir aucune alteration : né d'un tel pere & d'une telle mere, il ne fauroit perdre le titre de son origine ; la bizarrerie des événemens, les caprices de ceux auxquels son enfance est confiée, l'opinion même du Public, n'ont point d'empire sur cette vérité primitive qui le constitue dans la République sous une qualité fixe & invariable ; l'interêt général de la société garantit d'abord la certitude de cette proposition : de-là cette permission accordée par les Loix Romaines aux étrangers de défendre l'état d'un enfant qui n'est point de leur sang, de combattre pour sa liberté attaquée, & de parer les coups qu'on voudroit y porter. *Non solum necessariis personis, sed etiam extraneis hoc permittatur*, dit la Loi *Benignius* 6. au ff. de lib. caus.

Mais cette faculté accordée pour le bien de la République à toutes sortes de personnes par les Loix Romaines, est une obligation sacrée que la Nature impose aux peres & meres, & dont elle leur rend le joug agréable. La Loi leur met en main les armes pour remplir ce devoir indispensable : *Etiam si nolit filius pro eo litigabit parens, quia semper parentis interest filium servitutem non subire*, dit la Loi 1. ff. de liber. caus.

„ Quand même le fils s'opposeroit à sa liberté, le
„ pere le revendiquera, parce qu'il a interêt que son
„ fils ne soit pas esclave.

C'est

C'est pourquoi , si sans la connoissance des pere & mere on ose changer cette filiation dont ils sont les auteurs ; si par la confusion méditée ou fortuite des noms & des personnes , on infere même dans des Actes authentiques quelque chose qui y donne atteinte , ils sont les contradicteurs légitimes pour réformer de pareils abus ; c'est en leur bouche que réside principalement le droit de dévoiler la fausseté , & de découvrir les causes secretes de l'énonciation qui les blesse.

C'est contre de semblables inconvéniens & pour y servir de remede , qu'a été faite la Loi 8. au ff. *de statu hominum*, qui porte, *Imperator Titus Antonius rescripsit non ladi statum liberorum ob tenorem instrumenti male concepti*. Un Acte mal conçu n'est pas capable d'alterer l'état d'un enfant ; la filiation demeure entiere & invulnerable , malgré la teneur d'un Acte public ; mais qu'entend-on par ces termes, *tenore instrumenti male concepti* ? Consultons M. Cujas , si éclairé sur le texte & l'esprit des Loix ; voici comme il nous répondra dans son livre 2. des Questions de Papinien.

Tenor instrumenti male concipitur , si quid falsum sit scriptum errore vel simulatione.

Ainsi , selon M. Cujas , deux causes produisent ordinairement ces fausses énonciations dans des Actes publics.

La première est la fraude , l'artifice , la dissimulation dictées par l'avarice , l'ambition , la jalousie , & cette chaine de passions multipliées qui forment des révolutions surprenantes parmi les hommes , *simulatione*.

La seconde est une erreur pour ainsi dire de bonne foi , une opinion sans malignité , que la négligence , ou l'inattention fait naître , que les circonstances du hazard entretiennent , & qui se consume par une déclaration contraire à la vérité , *errore*.

Or

Or dans tous ces cas, soit volontaires soit fortuits, l'autorité des Fastes publics, la vénération attachée aux faits contenus dans des Archives qui paroissent revêtues d'un sceau respectable, n'est d'aucun poids pour donner atteinte à la filiation, ni pour énerver une vérité immuable par elle-même. Quelle en est la raison ? c'est que d'un côté ces énonciations sont écrites sur des relations trompeuses ; infideles, par les Officiers qui en sont les rédacteurs forcés sans en être instruits ; de l'autre elles se font à l'insu des parties véritablement intéressées, soit des peres & les meres, soit des enfans, victimes trop ordinaires de ces sortes d'erreurs. Ces alterations ne changent point l'état de la vérité, & ne donnent point à un homme un autre état ; *hæc non mutant statum veritatis, vel nomen substantiæ ejus hominis*, continue M. Cujas dans l'endroit cité.

D'où il s'ensuit que si dans un Régistre où l'on inscrit la naissance des citoyens, on met qu'un enfant vient de naître esclave, au-lieu qu'il est né libre ; qu'il est fils d'un tel, au-lieu qu'il est fils d'un autre ; la substance de son état n'est point changée, ses droits ne sont point anéantis, la paternité de ceux qui lui ont donné l'être demeure invulnérable. C'est ce que dit la Glose sur la Loi 8. ff. *de statu hominum* ; *consuetum erat olim cujusque novitatem scribi, unde cum debuit dicere liber dixit servus, vel dixit Titius cum deberet dicere Licius, hoc non præjudicat veritati.*

Quelle est donc la ressource pour réparer un tort aussi considérable ? C'est la preuve testimoniale, la plus ancienne de toutes les preuves, la seule capable de porter la lumière dans la plus épaisse obscurité, que les Loix Romaines annoncent comme le droit commun dans toutes sortes de matieres, & qu'elles autorisent singulierement pour les questions d'état, soit que par une réticence frauduleuse on ait cherché à l'ensevelir dans les ténèbres en n'en faisant aucune

aucune mention dans les Régistres , soit qu'on y ait déguisé la personne par un faux nom & une qualité supposée ; c'est le texte de la Loi 15. cod. de lib. caus. *Nec omissa professio probationem generis excludit , nec falsa simulatio veritatem minuit* , dont la Glose fait ainsi l'analyse : *Ingenuitas probatur non tantum per scripturam , sed etiam per testes & alias legitimas probationes.*

Nos Ordonnances les plus anciennes ont applaudi par leur silence à des décisions si sages , & les nouvelles n'y ont pas dérogé.

En effet l'Ordonnance de 1539 , qui prescrit la nécessité des Régistres , ne les ordonne qu'à deux fins.

La première , pour avoir une preuve certaine de l'âge , & par l'Extrait dudit Régistre se pourra prouver le tems de majorité ou minorité , & fera pleine foy à cette fin.

La seconde , pour savoir positivement le tems de la mort des Bénéficiers ; il est enjoint aux Chapitres , Colleges , Monasteres & Curés , de faire un Régistre qui fera foi pour servir , dit l'article 50. au jugement des Procès où il seroit question de prouver ledit tems de la mort , à tout le moins quant à la récréance.

Ainsi l'Ordonnance abandonne la certitude de deux époques à la décision des Régistres , le tems de majorité ou de minorité , & le tems de la mort ; les Ministres qui font les cérémonies du Baptême & celles de l'Inhumation , sont crus sur les dates de l'âge & du décès : mais cette mission qui leur est donnée seulement pour fixer des dates , n'est point pour constater l'état de la personne qu'ils baptisent ou qu'ils enterrent , parce qu'ils ignorent sa famille & son origine , ils ne connoissent ni son nom ni sa qualité ; par conséquent ils n'ont point l'autorité d'affirmer quels sont les pere & mere auteurs de sa naissance.

L'Ordonnance de 1667, bien loin d'altérer ces vérités puisées dans les sources de la raison, les a confirmées. Le Titre des faits qui gisent en preuve, renferme trois décisions.

1^o. Une disposition prohibitive négative pour exclure la preuve par Témoins en matiere de conventions.

2^o. Sans parler de la filiation ni de l'état, elle dit simplement art. 7. que les preuves de l'âge, des mariages, & du tems des décès seront reçues par des Régistres en Justice.

3^o. Elle permet même la preuve testimoniale pour toutes sortes de faits en cas d'accidens imprévus, ou lorsqu'il y aura un commencement de preuve par écrit.

L'on voit d'abord que le Législateur s'élève contre ceux qui ayant été les maîtres de fixer l'inconstance de la personne avec laquelle ils ont contracté, ont négligé de passer des Actes: ne pas profiter des remèdes que la Loi présente, c'est se rendre indignes de son secours; c'est pourquoi il leur est défendu de tenter une preuve qui doit leur être refusée.

Mais bien loin que l'état soit placé dans cette classe, il n'en est pas seulement fait mention, il n'est parlé que de l'âge & des décès pour en déterminer les époques; encore les Régistres sont-ils même impuissans pour produire cet effet, si l'on n'a observé certaines formalités prescrites pour les mettre au-dessus du soupçon: car l'Ordonnance de 1667, après avoir dit dans l'article 7. du titre 20. *que les preuves du tems du décès seront reçues par des Régistres en bonne forme qui seront foi & preuve en Justice*, ajoute dans l'art. 10. comme une condition indispensable à l'autorité qu'elle donne aux Régistres, *que les sépultures seront signées par deux des plus proches parens ou amis du défunt qui auront assisté au Convoi, & si aucuns d'eux ne savent*

signer , ils le déclareront , & seront de ce interpellés par le Curé ou Vicaire dont sera fait mention. De-là deux conséquences.

La première , que pour prouver même le tems d'un décès , la signature de deux proches parens ou amis est nécessaire , ou la mention expresse dans le Régistre qu'ils ont été interpellés de signer s'ils ne le savent pas.

La seconde , que le Régistre capable de constater seulement une date , n'interdit pas à celui dont la mort y est énoncée , ou aux personnes intéressées de démontrer son existence tant par titres que par Témoins ; cette conséquence n'est combattue ni par la lettre , ni par l'esprit de l'Ordonnance. En effet , ne seroit-ce pas le comble de l'illusion de proposer qu'on dût s'en rapporter en matiere d'état à un Prêtre obligé par les fonctions de son ministère d'inscrire le tems des sépultures , qui sur l'inspection d'une biere contenant un corps mort écrit le nom qui lui est annoncé , sans savoir quelle est la personne décédée , sans connoître ni le pere , ni la mere , ni le défunt qu'il n'a jamais vu , sur la foi d'étrangers souvent aussi peu instruits que lui d'un fait de cette importance ? C'est pourquoi l'art. 10. n'ordonne point que le Curé ou le Vicaire signe le Régistre , parce que sa signature est absolument inutile ; mais quand deux parens ou amis du défunt déclarent son nom , & signent leur témoignage , alors on présume que la vérité est dans leur bouche , parce qu'ils le connoissoient , qu'ils étoient en liaison avec lui , qu'ils l'ont vu malade , peut-être même mourir & ensevelir. Cette précaution est absolument nécessaire ; sur-tout dans Paris où la multitude infinie des personnes rend les erreurs si faciles.

Appliquons maintenant ces dispositions de l'Ordonnance à l'espece présente. Que porte l'Extrait mortuaire rapporté par les Parties adverses ?

Deux observations sur cet Extrait.

1^o. Il n'est signé d'aucuns Témoins ; contre les termes de l'Ordonnance , il n'est point fait mention qu'ils ayent été interpellés de déclarer s'ils savent signer ; par conséquent il n'est pas même capable de prouver ni qu'il est mort un enfant à Richeville , ni l'année & le jour qui y sont marqués : donc il seroit absurde de l'opposer pour constater invariablement le nom & la qualité de l'enfant décédé.

2^o. Ceux qui sont dits présens à l'enterrement , bien loin d'être parens ou amis du défunt , comme l'exige l'Ordonnance pour donner quelque crédit à leur déclaration , lui étoient totalement étrangers ; ils ne connoissoient pas mes Parties ni n'en étoient connus ; par conséquent ils étoient dans l'impossibilité d'attester rien de positif , & qui portât avec soi les caractères d'une vérité bien établie.

En effet , le premier Témoin nommé Claude le Cercle , mari de la nourrice de l'enfant décédé , n'a pas cru certifier un fait qu'il ignoroit absolument , car il n'étoit point venu de Richeville , lieu de son domicile , à Paris , recevoir l'enfant nourri par sa femme des mains de ses pere & mere. Pendant le peu de tems que l'enfant a vécu , il ne les a point vus , ils ne se sont point transportés à Richeville ; de qui donc a-t-il appris un fait de cette qualité ? c'est de sa femme , qui elle-même n'en avoit aucune connoissance personnelle , puisqu'il est certain que l'enfant décédé lui avoit été confié , non pas immédiatement par ses pere & mere demeurans à Paris où il étoit né , mais à Richeville par une Meneuse qui s'en étoit rendue dépositaire pour le voyage de Paris à Richeville. C'est donc uniquement de la Meneuse , de laquelle part cette fausse indication qui a passé dans la bouche de la nourrice , & de la bouche de la nourrice dans celle de son mari. Or tout le monde sait qu'un Témoin qui ne dépose pas d'un fait de sa connoissance , mais qu'il a entendu dire à un autre , ne fournit aucune

forte de preuve , parce que ce n'est pas le fait même qu'il certifie , mais le rapport d'autrui sur ce fait. Ici le mari de la nourrice , si on peut le regarder comme Témoin , n'ayant ni signé ni été interpellé de le faire suivant l'Ordonnance , n'a parlé que sur une continuité de ouï-dire , dont le principe venoit de la Meneuse ; par conséquent il a déclaré ce qu'il ne favoit pas , quand il a dit que l'enfant enterré étoit Troëlle , quoiqu'il fût Brunot.

Le second Témoin , Augustin de Gisors , payfan de Richeville , est encore moins digne de foi que le premier sur le nom de l'enfant décédé ; car plus on s'éloigne de la source où la vérité pouvoit être puisée , plus on se trompe grossièrement. Or celui-ci ne parloit que sur la relation du nourricier du même village que lui , qui rendoit ce qu'il avoit appris de sa femme , laquelle lui avoit rapporté le discours de la Meneuse : ce qui développe en un mot le commencement , le progrès , & la consommation de l'erreur dans l'Extrait mortuaire. D'où il faut conclure que cet Acte qui pourroit prouver qu'un enfant est mort à Richeville le 2. Décembre 1722 , si les Témoins eussent signé le Régistre , ou qu'ils eussent été interpellés de signer aux termes de l'Ordonnance , est incapable de constater le nom de l'enfant décédé , puisque non seulement il n'est point signé de deux proches parens ou amis , mais que les deux personnes indiquées comme présentes à l'enterrement , n'ont connu ni l'enfant , ni ses pere & mere.

Mais quand même un Extrait mortuaire en bonne forme , signé de deux proches parens ou amis , seroit opposé à un citoyen , contenant l'année & le jour de sa mort , il ne porteroit encore aucun préjudice à son état ; la voye lui seroit toujours ouverte pour réparer le vice d'une énonciation qui le blesse , pour dessiller les yeux trompés par les apparences ;

ces, & démontrer son existence dans le moment où l'on croit avoir quelque fondement de conclure son décès.

La preuve de cette vérité se tire de la comparaison de ces différentes formalités prescrites par l'Ordonnance pour la rédaction des Extraits baptistaires & mortuaires, & de la Jurisprudence constante par rapport aux Extraits baptistaires qui déclarent une fausse filiation.

Les articles 9. & 10. du titre 20. de l'Ordonnance de 1667, veulent que le Régistre des Baptêmes fasse mention du jour de la naissance, qu'on y nomme l'enfant, le pere, la mere, le parrain & la marraine. Ils ordonnent que les Baptêmes soient signés par le pere s'il est présent, & par les parrain & marraine qui doivent indispensablement y assister.

Elle ne demande au contraire à l'égard des sépultures que la mention expresse du jour du décès, & la signature de deux proches parens ou amis qui auront été présens au Convoi ; *Et dans les articles de sépulture sera fait mention du jour du décès*, dit l'article 9. Ainsi l'Ordonnance ne prescrit point d'y marquer les noms des pere & mere du défunt, ni même son nom & sa qualité. Il est vrai que l'Extrait mortuaire doit contenir le nom de la personne morte, mais cette dénomination qu'on lui donne dans cet instant ne fait pas une preuve aussi absolue de son décès, que le Baptistaire assure la filiation de l'enfant qui y est inscrit ; parce que les mêmes personnes aussi nécessaires & aussi parfaitement instruites d'un fait auquel elles s'intéressent, ne sont pas également appelées par la Loi à la rédaction des Extraits baptistaires & mortuaires.

Dans l'Acte du Baptême, c'est le pere qui pour l'ordinaire se fait un devoir d'y être présent & de le signer ; ce sont les parrain & marraine certains du nom & de l'état de l'enfant présenté au Baptême, dont par conséquent le témoignage n'est point

suspect : mais l'Extrait mortuaire n'a pas pour lui des motifs pareils de recommandation ; les pere ou mere , mari ou femme du défunt n'assistent point à ses funeraillles ; ainsi ce n'est point de leur bouche que le Prêtre peut apprendre son nom & sa qualité. Ceux qui se trouvent au Convoi ont seulement entendu dire que le défunt étoit malade , ils ne l'ont point vu expirer ni ensevelir ; présens à son inhumation , ils signent l'Extrait mortuaire , sans qu'il soit nécessaire que la personne à laquelle ils rendent leurs derniers devoirs ait été leur parent ou leur ami ; ce qui arrive sur-tout par rapport aux personnes de basse condition , qui ne laissent point d'enfans ni de biens , & au Convoi desquels il n'y a pour tout cortège que quelques voisins ou curieux , qui n'ont point vu mourir celui dont ils accompagnent le corps.

Cependant , malgré l'authenticité des Extraits baptistaires , malgré les précautions multipliées par l'Ordonnance pour rendre leur autorité supérieure à celle des Extraits mortuaires , bien loin qu'ils forment des loix irrévocables sur l'état des hommes , on a coutume tous les jours par raison d'équité de permettre la preuve contraire aux énonciations qu'ils contiennent. Si la demande est établie sur des faits suivis & circonstanciés qui fassent appercevoir la vérité , elle est écoutée favorablement , & la teneur des Régistres publics n'est point un obstacle à l'admission de la preuve testimoniale. Que d'autorités , que de jugemens solennels je pourrois citer pour justifier ce que j'avance ! Mais sans vouloir prodiguer une érudition superflue , est-il une démonstration plus parfaite de cette proposition , que l'Arrêt du 3. Août 1722 , rendu en faveur de la Tocquelin ? Des Régistres publics en bonne forme de la Paroisse dans laquelle elle avoit été baptisée lors de sa naissance , déclaroient une filiation comme étant la sienne , la dénommoient , lui donnoient

une

une mere & l'indiquoient à des marques positives. Cependant elle fut reçue à combattre ces Régistres publics , à ruiner l'Extrait baptistaire opposé par la preuve testimoniale , à cause de la vraisemblance des faits qu'elle articuloit.

Or si la foi des Extraits baptistaires peut être détruite par la preuve testimoniale , quelque respectables qu'ils soient par le concours des formalités destinées à les mettre au-dessus de la contradiction ; à plus forte raison des Extraits mortuaires qui ne portent point avec eux les mêmes caractères de vérité , seront-ils impuissans pour empêcher de démontrer l'existence de celui dont ils annoncent le décès.

Ainsi en rassemblant toutes les parties de ma première proposition , il résulte qu'en général la filiation qui dérive de la Nature & de la Loi , ne sauroit être altérée par quelque événement que le hazard puisse produire ; qu'un Régistre public qui la dérange est inutile contre des pere & mere , toujours recevables à rectifier des erreurs arrivées sans leurs faits & par les caprices de la fortune ; que des Extraits mortuaires , rédigés même suivant la forme prescrite par l'Ordonnance , sont bien moins dignes de foi que les Extraits baptistaires contre lesquels on a coutume d'admettre la preuve testimoniale selon les circonstances ; que par conséquent elle ne sauroit être refusée contre les Extraits mortuaires.

Qu'en particulier , celui qui est opposé par les appellans , bien loin de pouvoir prouver même le tems d'un décès , est nul suivant le texte même de l'Ordonnance , & est incapable de produire aucun effet. 1°. Parce qu'il n'est point signé des prétendus Témoins déclarés présens , formalité qui n'a pas été suppléée par une interpellation s'ils favoient signer. 2°. Parce que non seulement ils ne sont ni parens ni amis de l'enfant décédé , ni de ses pere & mere ,

mais qu'ils ont attesté sur le rapport d'autrui, un fait duquel ils n'avoient nulle connoissance personnelle.

D'où il faut conclure, que les appellans n'ont point de titre valable pour empêcher la preuve testimoniale que la raison & les Loix publiques du Royaume autorisent.

SECONDE PROPOSITION.

J'ajoute subsidiairement, que quand même l'Extrait mortuaire dont il s'agit formeroit quelques nuages, l'Interrogatoire des Parties adverses fournit des commencemens de preuves par écrit, suffisans pour les écarter & faire admettre la preuve testimoniale.

M^{re}. Forestier prétend que par l'Interrogatoire de ses Parties adverses, il établit des faits qui conduisent à démontrer que l'enfant que ses Parties reclament leur appartient; il prétend se prévaloir de la différente complexion des deux enfans dont il a demandé à faire preuve, celui de Brunot étant d'une extrême délicatesse, il fut même malade en naissant, & celui dont la Troëlle étoit accouchée étant robuste & d'une complexion vigoureuse. Or ce fait démontré, qu'elle en fera l'induction? tous les jours la force ou la foiblesse du temperament administre des présomptions puissantes pour déterminer laquelle des deux personnes a vécu le plus longtems. Dans l'égalité d'âge, le plus faible est réputé mort le premier, c'est une règle triviale en matiere de succession; pourquoi en suivant ces routes connues, en consultant les loix de la vraisemblance qui doivent être admises dans tous les cas où la vérité n'est pas entierement palpable, ne pas décider que l'enfant des Parties adverses a justifié la foiblesse de son temperament par la courte vie dont il a joui, puisqu'il est mort au bout

bout de 17. jours , ainsi qu'il paroît par l'Extrait mortuaire ; & que l'Enfant de mes Parties , qui a toujours eu une santé parfaite , est le même qui vit aujourd'hui , & que nous reclamons ? Mais de qui dépend la certitude d'un fait de cette qualité ? *ab obstetricibus , & testibus* , dit Mre. Denys Godefroi sur la Loi 13. ff. *de probat.* C'est constamment de la Sage-femme qui a accouché les deux meres ; comme c'est la même qui leur a servi , elle aura des lumieres plus parfaites & plus décisives ; c'est de la Garde qui a été auprès d'elle , & des personnes qui ont assisté à leur enfantement ; c'est des parrains & marraines , de la meneuse , & des nourrices.

L'Interrogatoire de Brunot fournit des circonstances qui pourroient suffire dès à présent pour la décision de la question ; il convient d'une part avoir cousu les hardes de l'enfant avec un morceau de cuir , & les avoir marquées d'un gros fil ; de l'autre , qu'aussi-tôt que ces mêmes hardes furent rapportées à celle pour qui je parle , elle alla chez elle pour le lui déclarer. Ce sont les faits principaux sur lesquels je fonde l'induction que la Partie adverse est le pere de l'enfant , dont la dépouille reconnoissable à des signes faits de sa propre main , a été renvoyée à ma Partie.

Pourquoi Brunot n'acheve-t-il pas de dévoiler la vérité ? il avoue le principe , il dissimule la conséquence ; c'est donc en lui représentant les langes , la couverture , & le bonnet rapportés , qu'on le forcera de parler en lui faisant cette question pressante qu'on fit à Jacob : *Vide utrum tunica filii tui sit an non* *. Vous avez mis sur la tête & le corps de votre enfant un bonnet & des hardes que vous avez distingués par des signes particuliers , la mort qui l'a ravi les a séparés de sa personne ; reconnoissez-les aujourd'hui , & les marques que vous y avez attachées. *Vide utrum tunica filii tui sit an*

* Genes.
c. 27.

non. Ne résistez pas à l'évidence qui vous éclaire , ne balancez plus à dire comme Jacob , à l'inspection de la robe de son fils Joseph : *Tunica filii mei est , ferra pessima comedit eum , bestia devoravit Joseph.* C'est la tunique de mon fils , qui a été la proie d'une bête sauvage qui l'a dévoré.

Est-il rien de plus puissant pour déterminer les suffrages , que ce pressentiment qui fait voler ma Partie chez les Parties adverses , dès le moment qu'elle apprend que l'enfant dont il s'agit vient d'y être apporté par sa nourrice ? De l'aveu des Parties adverses qui doivent en être crus , elle s'écrie en le voyant : *voilà mon enfant , rendez-le-moi ;* paroles énergiques que l'esprit n'a point fournies , qui ne sont point dues à la réflexion , mais que dicte tout d'un coup la Nature par une espèce d'enthousiasme de l'amour maternel ; qui sortent impétueusement du fond du cœur , comme de la source où résident les affections d'une mere éplorée , où se passe cette cruelle vicissitude d'espérance & de crainte , de consolation & d'amertume sur le sort de son enfant qu'elle envisage en des mains étrangères : *voilà mon enfant , rendez-le-moi.*

A l'aspect de cet enfant , la vérité perce d'elle-même & s'insinue jusqu'au fond du cœur de cette mere ; elle est sûre que son enfant n'est point dans la poussière du tombeau , comme on l'a dit fausement ; la mere reconnoit son fils , elle seule peut découvrir en lui ces traits distinctifs qui sont imperceptibles à l'œil le plus pénétrant. C'est la Nature elle-même qui lui ouvre les yeux & qui l'éclaire. Comparez la vivacité & l'ardeur de ces expressions de la Troëlle , avec la langueur de la réponse qu'y fait la Brunot : Donnez-moi , répond-elle , des preuves convaincantes , & pour-lors je vous rendrai cet enfant. Elle ne sent donc rien pour lui , elle ne trouve point elle-même les preuves de sa maternité , elle les demande , elle les cherche au-dehors ; elle
est

est disposée à croire que l'enfant est à la Troëlle, elle ne veut cependant le lui céder que quand elle rapportera des preuves convaincantes qui feront une démonstration déjà commencée. La Troëlle, victime de l'opiniâtreté de la Brunot, ajoute en répandant un torrent de larmes, que l'affaire n'en demeurera pas là, qu'il faut qu'elle aille plus loin. Ce fut autrefois à la différence du langage des deux femmes, que le Sage discerna la véritable mère de celle qui n'en avoit que les apparences; il la reconnut à ses gémissemens & à l'émotion de ses entrailles, au-lieu que l'insensibilité de l'autre lui fit ôter le titre qu'elle s'attribuoit. Ce qui est d'un grand poids dans la contestation présente, c'est la ressemblance qui est entre le Sieur Troëlle & l'enfant qui reclame; les Parties adverses sont obligées dans leur Interrogatoire, non seulement d'avouer ce fait, mais de convenir que tous les voisins en sont frappés; & une circonstance qui mérite attention c'est que cet enfant qui parvenu déjà à l'âge de quatre ans & plus, peut à peine se faire entendre, bégaye comme le Sieur Troëlle pour qui je parle.

Il est inutile de déclamer contre l'induction tirée de la ressemblance, d'emprunter le suffrage des Naturalistes ni de citer des exemples fameux pour en dégrader le mérite. Si je venois avec ce Moyen unique & solitaire faire cet argument à la Partie adverse: L'enfant vivant est l'image du Sieur Troëlle, puisqu'il a les mêmes traits & la même difficulté de parler, donc il est son fils; on pourroit s'élever contre cette conséquence trop promptè, parce que la Nature capricieuse dans ses opérations, se joue dans les rapports qu'elle forme entre les personnes les plus étrangères: mais je ne le propose qu'avec d'autres considérations puisées dans la Nature, & autorisées par la confession même des Parties adverses. Or c'est de cet assemblage que
résulte

résulte un moyen victorieux en ma faveur. En effet consultons les Jurisconsultes, dont les décisions sont l'ouvrage de l'expérience & de la maturité du jugement. Voici comme s'explique Mre. Henrys tome 2. liv. 6. quest. 18, à l'occasion de la Cause du Comte de S. Geran qui ressembloit à son pere : *Quoique l'argument de la ressemblance des enfans au pere ne soit pas concluant, c'est pourtant un indice assez fort, & qui joint à d'autres présomptions découvre la vérité; nous pouvons ajouter qu'en semblables rencontres on peut dire que la Nature tâche de découvrir par-là ce qu'on veut cacher, & que c'est une prévoyance du Souverain Ouvrier pour aller au-devant de l'imposture, & combattre l'artifice du pere des fourbes & des mensonges.*

Raguel jugea que Tobie ressembloit à son pere, c'est-à-dire que le fils ressemble au pere.

Quam similis est juvenis iste consobrino meo. Tobie c. 7.

Aussi ne suis-je pas le premier qui ai donné quelque crédit à cette observation; elle fut faite avec succès en 1638. par Mre. le Maître défenseur de Marie Cognot desavouée par sa mere, & ne fut pas d'une médiocre considération pour faire panacher en sa faveur la balance de la Justice, comme il paroît par le Plaidoyer 7. de Mre. le Maître, & l'Arrêt qu'il rapporte.

En-vain la Brunot, pour affoiblir l'impression de ce moyen, dit-elle que son imagination frappée par la présence d'un des enfans de la Troëlle qui venoit à l'école dans la maison où elle demeure, pendant qu'elle étoit grosse, a pu être la cause de cette ressemblance; mais par quelle prédilection, ou plutôt par quelle chaine inconnue a-t-elle donc été liée à cet objet plutôt qu'à un autre?

D'ailleurs si l'imagination frappée d'une femme grosse a pu, à cause de la communication du cerveau de la mere avec le cerveau de l'enfant, selon le P. Mallebranche, tracer dans le fœtus une image pareille à celle qu'elle se représentoit, qu'on nous dise comment elle a pu faire un enfant qui bégaye.

Mre.

Mre. Forestier s'adressant ensuite aux Juges , leur dit : Messieurs , jugez définitivement par la supériorité de votre sagesse cette question singulière qui nous divise. Vos suffrages ne sont point captivés par les mêmes difficultés qui gênoient ce Prince arbitre de la querelle des deux meres dont parle l'Écriture : seules habitantes de la maison où elles étoient accouchées , elles articuloient des circonstances dont le silence & les ombres de la nuit rece-loient ou la vérité , ou la supposition qui avoit pour objet la mort de l'enfant dont il s'agissoit ; *Et eramus simul , nullusque alius nobiscum in domo , exceptis nobis duabus* , dit le texte sacré. L'enfant Lib. III.
vivant exposé au milieu d'elles , comme le fruit du Reg. c. 3.
triomphe où elles aspiroient également , n'avoit en lui aucune marque distinctive qui l'attachât à l'une plutôt qu'à l'autre. A travers ces nuages épais , l'homme n'appercevoit pas la moindre lueur , le Juge n'avoit pas de quoi asseoir des conjectures légales permises dans les difficultés épineuses ; ce qui fait dire à un Auteur , *terribile & arduum de mulieribus pro filiis judicium* , jugement difficile & dangereux , prononcé sur les enfans de ces deux meres.

Ici les yeux sont frappés par des traces de lumière , dont l'éclat porte la conviction dans les esprits. D'un côté la Nature a voulu imprimer sur le visage de l'enfant dont il s'agit les caractères de sa filiation , afin que sa vue seule annonçât quel il est , & effaçât tous les doutes : de l'autre , la force du sang s'est manifestée sans équivoque dans des tems non suspects , d'abord par des gémissemens publics dont tout un quartier a été témoin , & dont la preuve est acquise par une plainte émanée de notre adversaire ; ensuite par des protestations faites à lui-même , comme il en convient , de se pourvoir contre l'erreur qui le rendoit possesseur de cet enfant.

Si

Si dans l'espece portée au Tribunal de Salomon , la véritable mere qui disputoit la conquête de son enfant à celle qui venoit d'étouffer le sien , s'écrioit avec confiance , *mentiris , filius quippe meus vivit , filius tuus mortuus est* , vous mentez impudemment , mon fils est vivant & le vôtre est mort ; elle étoit pourtant dépourvue des plus légères présomptions : avec quelle certitude du succès ; celle pour qui je parle doit-elle tenir le même langage à la Partie adverse , *mentiris , filius quippe meus vivit , filius tuus mortuus est* ? puisque plus heureuse que celle dont elle imite les sentimens , elle a l'avantage de saisir les esprits par des démarches qui n'appartiennent qu'à une mere , & de développer même la vérité par des déclarations positives tirées de l'Interrogatoire de ses propres Parties. En effet , ne croyez pas que les Parties adverses ignorent ce secret important , l'indifférence de leurs réponses fait penser qu'ils savent par quelles voyes obliques cet enfant est tombé entre leurs mains : mais esclaves de l'erreur qui a produit cette funeste confusion , ils se font des armes d'un Extrait mortuaire , ils soutiennent extérieurement par bienséance ce qu'ils devroient désavouer s'ils aimoient la vérité : enchainés par la crainte d'un respect humain mal entendu , ils n'ont pas le courage de faire une restitution dont ils connoissent la nécessité.

Déchirez par votre autorité le voile qui cache la vérité. Semblables au souverain Scrutateur des cœurs dont vous êtes les organes sur la Terre , sondez le fond des ames qui se dérobent aux regards les plus perçans ; le discernement dont vous êtes doués , qui est l'ame de vos jugemens , vous dictera cet oracle en faveur de ma Partie :

Date huic infantem vivum , hæc est enim mater ejus. Donnez-lui l'enfant vivant , car c'est-là sa mere.

Telle

Telle est la Cause de Mrs. Forestier qui a un extrême besoin de tous les moyens , & qui est réduit à en employer qui ne sont pas fort convainquans , quelque ornement qu'ils empruntent de son éloquence ; au défaut de la monnoye d'or & d'argent , on fait valoir le billon.

Mrs. Buirette commença son Plaidoyer en disant Plaidoyer
 que la nouveauté du différend sur lequel les Parties pour Bru-
 ont recours à la Justice , formoit une de ces questions not.
 singulieres dans leur objet , éclatantes dans leur décision.

Un enfant est réclamé en même tems par deux meres , toutes deux se disputent l'avantage de lui avoir donné la naissance ; l'une & l'autre pour vous convaincre , invoquent également les sentimens de la Nature ; à quels traits reconnoître la véritable mere ? extrémité douteuse , que surmonta autrefois le plus sage de tous les Rois ! Le Public attentif en cette occasion semble vous demander aujourd'hui un oracle supérieur à tous les autres , & dont la sagesse se transmette à la postérité la plus reculée.

Nous avons vu , poursuivit Mrs. Buirette , souvent l'enfant légitime faire des efforts pour recouvrer son état , & se faire jour à travers les ténèbres épaisses , où la bizarrerie & les caprices de ceux à qui il devoit la vie , & la fatalité des circonstances , l'avoient enseveli.

Ce n'est pas encore une nouveauté de voir un imposteur sans nom , guidé par l'intérêt ou l'ambition , s'ouvrir un chemin pour entrer dans une famille opulente & illustrée.

Mais ici ce n'est ni l'appas des richesses , ni l'ambition , ni la flateuse espérance de la légitimité en faveur de l'enfant , qui conduit les Parties à votre Tribunal ; l'une & l'autre chargées d'une nombreuse famille , toutes deux animées par des sentimens au-dessus de leur fortune , paroissent n'avoir
d'autre

d'autre but que d'assurer l'état de l'enfant. L'enfant même dont vous êtes les défenseurs au milieu de ce débat , & à qui la foiblesse de l'âge ne permet pas la liberté du choix , ne vous fait envisager d'autre intérêt pour lui-même dans cette conjoncture , que de le confirmer dans le véritable état qui lui appartient.

Telle est , Messieurs , la première idée que la contestation nous fournit : elle semble d'abord dans le premier point de vue , également favorable aux deux Parties qui contestent : elle balance les esprits & tient les suffrages dans l'équilibre. Mais à mesure qu'on s'instruit des faits de la Cause , les circonstances éclaircissent les difficultés ; les Parties ne combattent point avec des titres égaux , je les ai tous de mon côté ; & la ressource des Parties adverses ne consiste que dans l'arrangement qu'ils ont donné à des faits dont ils demandent à faire preuve , & qui sont déjà condamnés par le monument public.

La réunion des circonstances ne laisse plus appercevoir dans ces faits qu'une fable mal arrangée , conçue sans réflexion , soutenue par entêtement ; & si après cela on loue encore les efforts généreux des Parties adverses , on est obligé de blâmer en même tems l'imprudence de leur démarche.

M^{re}. Buirette se flatte qu'après qu'il aura discuté les faits qui forment le système de la défense de ses adversaires , la victoire se déclarera en sa faveur. Il raconte ensuite le fait de sa Cause , il se prévaut de la précaution qu'a pris sa Partie pour empêcher la confusion des enfans , & il dit qu'on juge par-là qu'il avoit des sentimens de pere ; & qu'on ne peut pas former un pareil jugement en faveur de Troëlle & sa femme , qui n'ont pris aucune précaution.

Il prétend encore tirer un grand avantage du silence que ses Parties adverses ont gardé pendant deux années & demie, qui se sont écoulées depuis la mort de l'enfant dont on leur a envoyé la dépouille.

A l'égard de l'opinion du Peuple, il y répond en s'écriant :

Quelle est la fable la plus incroyable & éloignée du vrai, qui ne trouve ses défenseurs au milieu du Peuple, toujours partisan du merveilleux qui l'amuse & qui l'étonne ? Plus elle est extraordinaire, plus elle prend de crédit sur les esprits, plus elle trouve d'opiniâtreté & d'entêtement à la soutenir ; chacun veut l'embellir d'une circonstance, qui défigure ce qu'il peut y avoir de vrai ; & tel est l'égarement du Peuple, qu'il demeure à la fin convaincu de l'histoire qu'il a lui-même inventée.

L'enfant Brunot est apperçu à son arrivée par des femmes du quartier ; chacune raisonne par conjecture ; quelques-unes lui trouvent des traits de ressemblance avec Troëlle père, ou avec ses enfans ; on court faire ce récit à la femme de la Partie adverse, & sur le champ elle vient chez Brunot, & s'écrie en entrant, que l'enfant qu'elle a devant les yeux est le sien.

Les cris de la femme Troëlle excitent la curiosité des voisins ; le Peuple s'attroupe autour de la maison, personne ne veut entrer en connoissance de cause, & chacun persuade à la Troëlle que son enfant a été changé en nourrice, que c'est le sien qui a survécu, & qu'il le faut enlever de force.

Ces insultes de la part des Parties adverses ont été répétées pendant plusieurs jours ; ceux pour qui je parle ont même été inquiétés plusieurs fois par la populace, & forcés d'avoir toujours leur enfant sous leurs yeux, & de le tenir en sûreté ; ce qui les a déterminé à rendre leur plainte.

Après que Mre. Buirette a fait le récit de toute la procédure , il dit que tous les efforts de ses adversaires consistent à opposer au monument public dont le cri s'élève contre eux , la demande de la preuve testimoniale , afin d'effacer par le suffrage des Témoins ce qui est écrit dans le Régistre.

Il s'attache ensuite à faire voir que ce n'est point ici le cas de la preuve testimoniale. Il n'est gueres de principes plus rebattus ni plus souvent agités en cette Audience , que ceux qui concernent la matiere de l'état des hommes ; l'obscurité dont la naissance de ceux qui veulent atteindre à l'état légitime est ordinairement envelopée , les nuages qui couvrent leur origine , ont fait introduire en leur faveur le remede de la preuve testimoniale pour concourir avec les autres preuves , & suppléer à celle qui devrait naturellement ne se rencontrer que dans les Régistres publics.

Le grand débat qui s'est élevé au sujet de la question d'état , a été de savoir & de déterminer précisément quel genre de preuve celui qui reclame un état doit d'abord rapporter à la Justice pour s'ouvrir le chemin de la preuve vocale , & pour demander d'y être admis ; si la simple possession suffit , s'il faut des commencemens de preuve par écrit , & de quelle nature ils doivent être. On a même été dans ces derniers tems jusqu'à soutenir dans une Cause fameuse , que des faits circonstanciés suffisoient pour mettre celui dont la naissance étoit certaine , en droit de la justifier par Témoins.

Je n'ai pas besoin d'entrer dans ce détail , ni de faire ces distinctions ; elles ne sont que la suite du principe général sur lequel tout le monde est d'accord , & qui doit faire la décision de notre Cause : ce principe est , que la preuve testimoniale ne peut jamais être admise contre une preuve par écrit.

Toutes

Toutes les fois que l'on a combattu pour faire admettre la preuve testimoniale, ç'a été en faveur de celui qui n'avoit qu'un état douteux, dont le Régistre ne faisoit point mention, qui, à vrai dire, n'avoit point d'état parmi les hommes, & dont la possession étoit contraire à celui auquel il aspirait; pour-lors la déposition des Témoins est la seule ressource qui puisse se présenter pour secourir celui à qui on ne peut imputer le défaut de preuves par écrit.

Mais quand celui qui veut conquérir un état, a toujours tenu parmi les citoyens une place certaine; quand le Régistre public fait mention de lui, & lui fixe son origine & sa naissance; quand la possession n'a point démenti ce qui est écrit au Régistre baptismal; alors il n'y a plus de doutes à former, c'est à la preuve par écrit qu'il faut demeurer inviolablement attaché; autrement ce seroit renverser l'économie des familles, & troubler l'ordre & l'harmonie qui les fait subsister.

Ce principe a sa source dans les plus saines maximes, & dans les premières notions du droit & de la raison; la nécessité de la rédaction des Actes ou des conventions, n'a été introduite que pour éloigner la preuve testimoniale & n'être point forcé d'y avoir recours: la foi des Témoins peut être suspecte, incertaine, elle est du moins fautive; & la preuve littérale leve les doutes & nous sauve du danger de la preuve testimoniale. *Fiunt scriptura, ut quod actum est per eas facilius possit probari*, dit la Loi 4. ff. de fide inst. Dès que la première paroît, elle exclut l'autre, & il n'est pas possible de les faire combattre sans se jeter dans le désordre & dans la confusion; *contra scriptum testimonium non scriptum testimonium non fertur*, c'est la Loi 1. c. de testib. Ce sont aussi les termes précis de l'Ordonnance de 1667. article 2. titre des faits qui gisent en

preuve vocale ou litterale; *ne sera reçue aucune preuve par Témoins contre & outre le contenu aux Actes.*

Quelle est maintenant la preuve par écrit de la naissance & du décès des hommes ? Quelle est celle que les Ordonnances prescrivent, & contre laquelle elles ne veulent point écouter de preuve vocale ? Ce sont les Régistres baptistaires & mortuaires, auxquels les Législateurs se sont attachés de donner une forme exacte pour en faire respecter l'authenticité. De même que l'Acte baptistaire fait foi de la naissance d'une personne, de même aussi l'Extrait mortuaire constate son décès ; & dans l'un & dans l'autre cas, tant que cette preuve litterale est entiere & n'est point détruite, il n'est point permis d'en reconnoître d'autre.

Toutes nos Ordonnances concourent à affermir ce principe ; celle de Blois art. 181. qui a renouvelé les dispositions de celle de 1539. & qui a pris de nouvelles précautions pour la faire observer, indique le motif du Législateur en s'expliquant sur la forme des Régistres ; *c'est pour éviter, dit-elle, les preuves par Témoins que l'on est contraint de faire en Justice touchant les naissances, mariages, morts & enterremens des personnes.* Donc quand le Régistre se trouve exact dans sa forme, il n'est plus permis d'avoir recours à la preuve testimoniale.

De même le titre 20. de l'Ordonnance de 1667, qui rassemble & règle tout ce qui concerne les differens genres de preuve litterale & testimoniale, & les differens cas où il est permis d'employer le secours des Témoins, met les Régistres baptistaires & mortuaires au nombre des preuves par écrit ; *les preuves de l'âge, dit l'article 7. du mariage, & du tems du décès, seront reçues par des Registres en bonne forme, qui feront foi & preuve en Justice.* On ne peut pas desirer une Loi plus claire, ni conçue en des termes plus énergiques.

Il est vrai que l'on a quelquefois soutenu que le Régistre ne faisoit foi que de l'âge, du tems de la naissance, & de celui du décès; mais combien de fois ce paradoxe a-t-il été combattu?

Si le Régistre atteste la naissance ou le décès, c'est de celui qui y est nommé, & dont le nom est inscrit au Régistre; c'est se jouer de l'esprit de la Loi, que de vouloir penser autrement, c'est rendre son objet & ses vues illusoires & sans fruit. A la bonne heure que le Régistre baptistaire ne serve que d'indication de l'âge & du tems du décès, lorsque l'Acte ne donne que des notions incertaines, comme par exemple, si l'Extrait baptistaire ne faisoit point mention du nom des pere & mere; ou si le pere y étoit dit *inconnu*: mais quand l'Acte est revêtu de toutes les formalités prescrites pour sa forme, quand il fixe un état certain à la personne qui y est nommée, quand il ne laisse aucun doute, c'est un Acte qu'il faut détruire avant de passer à la preuve testimoniale. Cette distinction même ne sauroit avoir d'application à l'Extrait mortuaire; car il n'est plus question pour-lors d'expliquer la filiation dans l'inhumation de la personne décédée, cette explication se fait dans la possession de l'état dans lequel le mort a vécu, & il ne faut que regarder les dispositions de l'art. 9. & 10. du même titre de l'Ordonnance de 1667, pour sentir quelle a été la prévoyance du Législateur; son objet a été d'assurer l'époque du tems du décès. Cela est si vrai, qu'on sent combien il étoit important que la date en fût certaine pour régler l'ordre des successions; mais l'attention inquiète de celui qui est l'auteur de la Loi, a porté ses vues plus loin, il a voulu qu'il ne restât aucune ressource à l'équivoque. Dans les Actes de sépultures sera fait mention du jour du décès, dit l'article 9; & l'article 10. ajoute: Les Actes des sépultures seront écrits

Et signés par deux des plus proches parens Et amis qui auront assisté au Convoi.

Je m'arrête donc à ces deux principes ; l'Extrait mortuaire fait preuve du décès de la personne qui est nommée dans l'Acte , de même que l'Extrait baptistaire fait preuve de sa naissance , & contre cette preuve par écrit , nulle autre ne peut être admise ; & il est contre toutes sortes de règles , quand cette preuve est rapportée , de se jeter dans les conjectures que peut fournir la preuve testimoniale.

Si dans ce point de vue on examine la prétention des Parties adverses , si on la mesure sur ces principes , le ridicule qu'elle renferme s'offre tout d'un coup aux yeux.

Les deux familles qui contestent devant vous , ont eu chacune un enfant mâle le 14. Novembre 1722 : la preuve en est écrite sur le Régistre baptistaire de la Paroisse qui en fait foi. Rien ne m'oblige de justifier aux Parties adverses le décès de leur enfant , pour en tirer la conséquence de l'existence du mien dans la personne de celui qui vit encore ; néanmoins je leur rapporte un Extrait mortuaire conçu dans la forme de l'Ordonnance , qui leur indique que le moment de sa mort a suivi de près celui de sa naissance.

Qu'oppose-t-on à cette preuve littérale , que les Loix du Royaume autorisent , que l'on n'attaque pas même ? car on ne demande point par la Requête que l'Extrait mortuaire soit réformé : on se contente d'articuler des faits que l'on veut mettre en parallèle avec l'Extrait-mortuaire , on demande à prouver que l'enfant actuellement vivant est le même dont la femme Troëlle est accouchée le 14. Novembre 1722.

Voilà précisément ce que les Ordonnances condamnent : elles n'ont introduit les Régistres mortuaires , elles n'y ont prescrit une forme , que pour exclure

exclure la preuve testimoniale, & les Parties adverses demandent à détruire la preuve litterale par la preuve vocale ; si cette prétention étoit favorablement reçue, ce seroit se livrer au renversement des règles, & mettre le trouble & le desordre dans la société.

Je sens bien que les Parties adverses veulent se défendre, en disant que c'est ici une question d'identité de personnes ; que l'Ordonnance n'a point été faite pour ce cas, qui est au dessus de la prudence des hommes ; que s'ils parviennent à prouver que l'enfant actuellement vivant est celui de Troëlle, l'Extrait-mortuaire a pris sa source dans l'équivoque que l'on a commis en remettant les enfans aux nourrices, & n'est que la suite de la confusion que l'on a faite de l'un avec l'autre.

Dans tout cela que voyons-nous ? une histoire arrangée & bâtie sur des faits. Ne tient-il donc qu'à causer de l'étonnement par des faits, qu'à faire naître des doutes & des présomptions, pour exposer la preuve de l'Ordonnance à l'incertitude des dépositions ? Si l'Extrait-mortuaire n'est pas une barrière qui empêche les peres & meres de prouver l'existence de leurs enfans dans la personne d'un autre, il n'y aura personne qui ne puisse faire usage d'un principe si pernicieux. Qui s'opposera à l'entreprise d'un inconnu, qui sous le masque de l'imposture voudra dégrader le fils de famille pour prendre sa place ? son industrie n'a qu'à lui fournir des faits merveilleux & circonstanciés, son audace & son artifice lui procureront bientôt des partisans pour les soutenir.

N'est-ce pas dans ces cas que la possession doit calmer l'inquiétude des familles ? Celui-là est vraiment notre fils, qui est en possession de l'être, qui a reçu de nous la nourriture & l'éducation ; c'est à ces marques qu'il doit reconnoître son pere ; ce sont ces traits d'humanité qui lui montrent ceux à qui il doit la vie, & cette possession unie au titre est

supérieure à toutes les difficultés , à tous les doutes , & à tous les soupçons.

La possession de l'enfant vivant est d'être fils de Brunot ; il a été remis comme tel à la nourrice qui a élevé son enfance, on en convient ; il a vécu dans cette possession tant à Richeville qu'à Boilemont ; ce sont mes Parties qui ont payé ses nourritures , & qui lui ont fourni toutes les choses nécessaires : au contraire depuis la mort de l'enfant des Parties adverses , après avoir calmé leur première inquiétude au sujet du changement prétendu du bonnet , ils sont rentrés dans la tranquillité ; ils se sont consolés avec leurs autres enfans de la perte de celui que la mort leur avoit enlevé , & ce n'a été qu'après deux années & demie que les visions de quelques personnes du bas peuple ont ranimé des sentimens , que la certitude de la mort de leur enfant avoit dès long-tems effacé.

A l'égard des faits dont on demande la preuve , si étant établis ils formoient une pleine conviction , on pourroit écouter Troëlle & sa femme ; si , par exemple, ils articuloient un signalement sur le corps de leur enfant qui eût été vu des voisins , ou de ces marques inhérentes à la personne qui croissent avec l'âge , & produisent une distinction certaine d'une personne d'avec une autre, ce seroit du moins vous tracer une route sûre , autant qu'elle le peut être par le secours des sens , & qu'elle le peut devenir par la preuve testimoniale : mais les faits qu'on vous propose d'éclaircir , sont encore plus incertains que la preuve même que l'on prétend en rapporter ; ils roulent sur un prétendu changement de quelques hardes , d'où il faudra inferer une confusion de personnes. Lorsque la preuve sera faite , il faudra encore conjecturer, marcher au hasard , & suppléer ce qui ne sera pas prouvé ; on a pu confondre les hardes sans confondre les personnes ; cependant on veut que vous tiriez la conséquence

quence de l'un à l'autre. Quel danger plus effrayant , que de se livrer inconsidérément à ce que les Parties adverses vous demandent !

Le fait le plus important que les Parties articulent , c'est que les deux enfans ayant été conduits de Paris à Richeville par la meneuse , ils furent mis ensemble sur un lit où ils furent laissés lorsqu'elle alla chercher les deux nourrices ; elle confondit ensuite ces enfans , quand elle voulut les remettre aux nourrices. Qui reconnoitra l'erreur de la meneuse ? L'écouteroit-on si elle offroit de se retracter ? ce seroit donc la rendre l'arbitre du sort de l'enfant , & lui permettre de se jouer de l'état des hommes. La première distinction qu'elle a fait d'un enfant d'avec l'autre lors de la remise , ne suffiroit-elle pas pour vous convaincre de son imposture ? Sa déclaration seroit démentie par son opération que vous auriez toujours devant les yeux , & vous croiriez bien plutôt qu'elle se trompe en se retractant , qu'il ne seroit possible d'imaginer qu'elle a commis une équivoque en faisant la distinction des enfans pour les remettre aux nourrices.

Le fait qui concerne la complexion robuste d'un enfant , & la complexion délicate de l'autre , ne peut donner ici aucune lumière ; car rien de si commun que de voir des enfans dont les temperamens se fortifient , & sur-tout dans cet âge tendre où la Nature fait alors des révolutions , & prend des forces quelquefois par des progrès lents , & quelquefois par des progrès subits.

M^{re}. Buirette observe que tous les faits articulés par Troëlle & sa femme peuvent se réduire à deux faits principaux , le changement du bonnet , & celui de la couverture. Le bonnet changé n'est pas celui de l'enfant de Brunot , on demande donc inutilement à prouver qu'il étoit sur la tête de l'enfant mort à Richeville. La couverture est un fait ajouté après coup , pour augmenter l'incerti-

tude où l'on veut nous jeter. Ils n'ont allégué d'abord que le changement de bonnet : quand même ce changement se feroit trouvé , on n'en sauroit tirer la conséquence de la confusion des personnes , puisque toutes les hardes qui approchent le plus près du corps de l'enfant sont restées à Troëlle & sa femme. Ces deux faits écartés rompent la chaîne de tous les autres , le système tombe en ruine.

Quant à la ressemblance prétendue dont on se fait un moyen , la femme de Brunot est seulement convenue que son fils avoit des traits de ressemblance avec un fils que Troëlle avoit eu & qui étoit mort depuis peu , & elle a expliqué que pendant sa grossesse elle s'étoit plusieurs fois occupée à regarder cet enfant & les autres enfans de Troëlle qu'elle avoit eu souvent devant les yeux , allans & venans à l'école qui est dans la maison où elle demeure : mais à l'égard de la ressemblance prétendue de leur enfant à Troëlle , & aux autres enfans qui lui restent , ceux pour qui je parle ont cru devoir regarder la question qui leur étoit faite à ce sujet comme une imagination des Parties adverses , & de ceux qui les ont excités à intenter l'action.

Quels Experts prendrons-nous pour nous mettre d'accord sur ce point ? L'idée que l'on a de la ressemblance d'une personne à une autre , ne naît que de l'imagination que nous nous en formons. Tel croit rencontrer les traits d'une personne sur le visage d'un autre , qui trouve à côté de lui un contradicteur qui soutient qu'il n'y a aucun trait de ressemblance de l'un à l'autre , que cela ne lui paroît pas. S'ils s'accordent sur la ressemblance en général , ils la font consister chacun dans un trait particulier & différent ; cette variété d'opinions a pour principe la fantaisie , & la fantaisie n'a point de règles.

S'il est difficile , & même presque impossible de s'accorder sur la ressemblance , n'est-ce pas un caprice

price outré que de la chercher sur le visage d'un enfant dont les traits ne sont pas encore formés ni produits au dehors, que l'âge va effacer ? peut-on raisonnablement le comparer avec un autre ? quelques années suffisent pour mettre entre eux une disproportion étrange.

Mais je la suppose, cette ressemblance, si difficile à démêler ; je veux qu'elle frappe les yeux de tout le monde, qu'elle soit aussi sensible aux autres qu'elle l'est aux Parties adverses, qui nous assurent qu'elles en sont touchées ; quel argument en tireront-ils ? Qu'ils consultent, s'ils le veulent, tous les Naturalistes, ils verront que cette ressemblance des traits du visage est toujours le fruit de l'imagination de la femme qui saisit l'idée des objets dont elle est frappée, ou dans le moment de la conception, ou dans les premiers instans de sa grossesse ; il semble que la Nature se forme des images, & qu'elle travaille à les imiter. Je vous épargne, Messieurs, un nombre infini d'exemples dont les livres sont remplis ; cette recherche seroit plus curieuse qu'utile. La femme de Brunot rend compte qu'elle avoit toujours devant les yeux les enfans de Troëlle : seroit-ce donc un prodige si étonnant si l'on trouvoit sur le visage de son fils quelques traits semblables à ceux des enfans de Troëlle ?

Si les traits de ressemblance pouvoient passer pour un présage certain de la paternité, que dirons-nous donc de ces erreurs de la Nature, & de ces productions bizarres, où elle semble s'être égarée ? quelles horreurs ces réflexions ne présentent-elles point à l'esprit ?

Mais indépendamment de ce raisonnement, je me flatte que chacun de ceux qui m'entendent ont déjà écarté cette funeste conséquence de la ressemblance des traits à la paternité, & cela par les suites dangereuses qu'elle traîne après elle ; c'est allumer le flambeau de la discorde, que de l'admettre ;
elle

elle est trop contraire au repos de la société , & à la tranquillité des familles, pour donner sujet de craindre qu'elle soit du goût du Public , ni qu'elle fasse la moindre impression.

Plaidoyer de M. Talon Avocat - Général prenant la parole , dit :

L'interêt est la source la plus ordinaire des contestations , il les fait naître , il les anime , souvent même il les perpétue , & il est la récompense des victoires qu'on soumet à votre jugement.

Cette Cause a des motifs bien plus nobles & plus relevés. Des Parties, quoique d'une condition obscure , & d'une fortune médiocre, ne se livrent point aux impressions d'une passion injuste , elles s'abandonnent aux mouvemens d'une affection que le sang inspire , que la raison autorise , & que la probité même ne fait qu'augmenter.

Cette Cause n'est pas du nombre de celles qui en mettant dans l'incertitude l'état d'un enfant , présentent à la Justice un crime certain , & ne lui dérobent que la connoissance du coupable. Celui dont il s'agit d'assurer l'état , n'est point de ces imposteurs qui cherchent à s'introduire dans des familles étrangères pour en usurper les titres & le patrimoine ; c'est un enfant qui certainement doit sa naissance à un mariage légitime : heureux de n'avoir pas à se déterminer lui-même dans cette Cause ! à qui se joindroit-il ? qui des deux Parties pourroit-il regarder comme son adversaire ou comme son défenseur ? de qui pourroit-il se plaindre ? l'un & l'autre le réclament & lui tendent les bras , l'un & l'autre lui donnent des preuves de l'amitié la plus tendre & du plus parfait desintéressement. Il ne faut plus espérer de forcer le silence du sang par des preuves innocentes qui ont autrefois réussi , mais que la malice des hommes plus raffinée rendroit à présent inutiles.

C'est

C'est donc à votre autorité ; c'est donc à votre sagesse , Messieurs , qu'il est réservé de fixer dans cette Cause importante les droits du sang & la voix de la Nature.

M. l'Avocat - Général raconta fidelement , religieusement , les circonstances du fait de cette Cause ; je ne les rapporterai point , afin de ne point user de redites. Il observa qu'après qu'on eut ramené l'enfant chez Brunot au bout de deux ans & demi , la présence de cet enfant réveilla les soupçons , & renouvela les plaintes de la femme Troëlle : elle a cru reconnoître son fils à certains traits , & trouver dans cet enfant une parfaite ressemblance avec ses autres enfans. Il est constant & avoué par les Interrogatoires de Brunot & de sa femme , que la Troëlle alla chez eux , qu'elle expliqua les raisons qui lui faisoient croire que cet enfant étoit le sien , & qu'elle pressa Brunot & sa femme de le lui rendre.

Ces premières démarches se passerent au mois de juin 1722 : nous ne voyons rien depuis ce tems-là jusqu'au mois de Janvier de cette année 1727 , où Troëlle & sa femme ont pris les voyes de la Justice le 14. Janvier dernier. Ils ont fait assigner au Châtelet Brunot & sa femme , pour les faire condamner à rendre l'enfant qu'ils retiennent chez eux.

M. l'Avocat - Général entre ensuite dans l'histoire de la procédure : il poursuit en disant que Troëlle & sa femme par leur Requête du 4. Avril 1727 , ont demandé d'être admis à la preuve de plusieurs faits particuliers , par lesquels ils espèrent de prouver que l'enfant qui est vivant est leur fils.

Le premier de ces faits est , que l'enfant dont la femme de Brunot est accouchée en 1722 , étoit faible & délicat , même qu'il fut malade quelques jours

jours après sa naissance; & que l'enfant de Troëlle étoit au contraire d'une santé parfaite.

En second lieu, Troëlle & sa femme demandent à prouver que les hardes marquées par Brunot d'un morceau de cuir, ont servi à l'enfant décédé à Richeville.

En troisieme lieu, on prétend que Brunot & sa femme n'avoient donné qu'un seul bonnet à leur enfant, que ce bonnet étoit marqué de la lettre G, parce que c'étoit la lettre initiale du nom de Guillaume donné au fils de Brunot; & on offre encore de prouver que ce même bonnet étoit sur la tête de l'enfant décédé à Richeville.

En quatrieme lieu, Troëlle & sa femme soutiennent que les deux enfans furent d'abord confiés à la même meneuse, qu'elles les mit sur le même lit, pendant qu'elle alla chercher des nourrices; & qu'à son retour, elle donna le fils de Brunot avec les hardes marquées d'un morceau de cuir à la nourrice de Richeville, mais qu'elle le donna mal-à-propos sous le nom du fils de Troëlle.

En cinquieme lieu, la femme de Troëlle demande d'être admise à prouver qu'on lui a renvoyé les hardes marquées d'un morceau de cuir, & le bonnet marqué à la lettre G, comme si elle avoit été la mere de l'enfant décédé.

Enfin Troëlle & sa femme soutiennent que les hardes qui ont été données à l'enfant porté à Boifemont, sont précisément celles que Troëlle & sa femme avoient destinées à leur enfant: ils ajoutent même que d'abord les deux enfans furent portés à Richeville, que l'enfant qui est aujourd'hui contesté y a été nourri pendant trois mois, & que ce n'est qu'après ces trois mois écoulés, que Brunot & sa femme l'ont envoyé en nourrice à Boifemont.

Tels sont les faits dont Troëlle & sa femme offrent la preuve par Témoins, & après le détail que nous

nous venons d'en faire , il n'est rien de plus simple que les moyens des Parties.

M. l'Avocat-Général fait ensuite l'analyse des moyens des défenseurs des Parties , après quoi il dit : Tels sont les différens moyens qui vous ont été plaidés de part & d'autre ; la juste étendue que les défenseurs des Parties leur ont donné , l'érudition dont ils les ont soutenus , les traits d'éloquence qui les ont orné , tout a concouru à en conserver à mémoire , & ils demandent moins d'être retouchés que d'être applaudis.

À notre égard , nous ferons d'abord quelques réflexions sur le tems marqué par les Loix pour décider les questions d'état des impuberes. Nous examinerons ensuite les preuves que l'on présente dès le présent sur l'état de l'enfant qui forme l'objet des prétentions. Enfin , Messieurs , nous rechercherons quelle peut être la force , quelle seroit même la régularité de la preuve qu'on demande. Par-là nous embrasserons les intérêts de l'enfant , & tout ce qui a formé les moyens & des peres & meres.

Autant nos Ordonnances ont-elles négligé de fixer les différentes sortes de preuves qui doivent être propres aux questions d'état , autant les Loix Romaines paroissent s'être appliquées à fixer ces mêmes preuves : elles semblent les avoir assurées d'une manière qui est également propre à empêcher ou que l'on n'introduise dans les familles des enfans qui leur seroient étrangers , ou qu'on ne prive des enfans légitimes de l'honneur & des avantages qui leur ont acquis par leur naissance. Consultons donc ces Loix dont les vues sont si sages & si étendues , elles peuvent nous donner des principes importants pour la décision de cette Cause.

La première de ces maximes est personnelle aux questions d'état des impuberes. Les Législateurs ont cru qu'il étoit dangereux d'agiter ces sortes de

de questions , dans un tems où ceux qui y sont principalement intéressés ne peuvent ni connoître leurs droits , ni les défendre ; ce qui donna lieu au Decret célèbre d'un Préteur qui enjoignit de ne point prononcer sur l'état des impuberes , & qui en remit la décision au tems de leur puberté. Mais en veillant ainsi à conserver leur état , il crut qu'il étoit de son équité de pourvoir à leur éducation , & par le même Edit il voulut qu'en attendant la décision , on donnât à l'impubere tous les avantages qu'il pouvoit esperer de la possession de son état. *Si cui controversa fiet , aut inter liberos sit & impubes sit , causâ cognitâ perinde possessio datur , ac si nulla de ea re controversia esset , & judicium in tempus pubertatis causâ cognitâ differtur* , ce sont les termes de la Loi. 1. ff. de *Carbonario Edict.*

Notre usage a d'abord adopté cette Jurisprudence , & si dans la suite on n'y avoit apporté aucune modification , on seroit aujourd'hui dans la nécessité de différer la décision de cette Cause jusqu'au tems de la puberté de l'enfant dont il s'agit : mais nous trouvons dans les Loix-mêmes & dans l'équité, des motifs qui doivent déterminer à juger présentement cette contestation.

L'Edit appelé Carbonien que nous venons de citer , ne veut point que l'on diffère la question d'état de l'impubere sans prendre connoissance du principal , & sans examiner si ce délai qui a été introduit en faveur de l'impubere ne lui sera point préjudiciable. Il faut , dit la Loi 3. ff. de *Carbon. Edict.* il faut examiner avec attention si les preuves de l'état de l'impubere ne peuvent point dépérir par ce délai , & si le tems ne peut pas lui ôter quelque avantage ; car alors , dit la Loi , il seroit imprudent ou injuste de donner un délai qui puisse nuire à celui que cette Loi veut & doit favoriser , *aut stulti , aut iniqui Pratoris erit , rem in tempus pubertatis*

bertatis differre , cum summo ejus incommodo cui consultum velit.

Difons plus , il ne feroit pas à propos de differer la décision de l'état d'un impubere , si on ne prévoyoit pas qu'avec le tems les preuves puissent devenir plus abondantes ou plus certaines ; parce que c'est toujours un malheur d'être dans l'incertitude de son état , & de n'avoir ni qualité ni patrimoine : il est juste de hâter même la décision toujours importante d'une question d'état , s'il n'est pas vraisemblable que l'impubere puisse mieux défendre sa Cause que ceux à qui ses interêts sont confiés.

Ces maximes puisées dans les Loix , & toutes avantageuses à l'impubere , nous conduisent naturellement à exclure tout délai pour la décision de cette contestation. L'enfant dont l'état est aujourd'hui contesté est impubere , il est vrai ; mais quel avantage pourroit-il trouver dans un délai ? les circonstances de cette Cause seront-elles moins obscures , & moins embarrassantes , lorsqu'il sera parvenu à l'âge de puberte ? pourra-t-il proposer pour sa défense , des moyens qui aient échappé aux lumières & aux empressements que les Parties témoignent pour avoir cet enfant ? les preuves changeront-elles de face ? non sans doute , le tems détruiroit plutôt ces preuves que de les accroître , & en different le jugement que les Parties attendent , on retomberoit aujourd'hui dans les incertitudes de la possession provisionnelle ; on trouveroit les mêmes inconvéniens , lorsqu'on voudroit pourvoir à l'entretien de cet enfant ; on formeroit peut-être par son éducation des liens d'amitié & de reconnoissance , qu'il faudroit rompre dans la suite. Prévenons toutes ces difficultés , & tâchons d'écarter l'obscurité qui enveloppe l'état de cet enfant , & qui paroît le dérober même aux yeux de ses pere & mere.

Nous l'avons déjà observé, Messieurs ; deux sortes de preuves sont aujourd'hui soumises à votre examen ; d'un côté , les preuves que Brunot & sa femme prétendent avoir déjà entre les mains ; de l'autre , les preuves que Troëlle espere d'acquérir. Les premières sont des preuves par écrit qu'on vous a dit être soutenues par la possession ; la seconde est une preuve par témoins qu'on suppose précédée d'un commencement de preuve par écrit , & d'un concours de plusieurs circonstances.

Il s'agit de les examiner , & de décider de la préférence qu'elles se disputent.

En matiere d'état , la Loi offre différentes sortes de preuves : mais la plus naturelle , la plus forte , la moins suspecte , est celle des monumens publics ; tout ce qui se fait avec solennité est moins sujet à être altéré , tout ce qui est exposé au grand jour n'est pas si susceptible des changemens que l'on y voudroit faire. C'est pour cela que les Loix Romaines & nos Ordonnances ont toujours donné le premier rang à cette sorte de preuves , *necessitudo consanguinitatis natalibus , vel adoptione solemnii conjungitur* , l. 24. ff. de liberali Causâ.

Il faut cependant l'avouer , ces monumens publics , ces Régistres qui sont en dépôt entre les mains mêmes des Ministres de l'Eglise , ne sont pas l'unique espece de preuves qu'on puisse admettre dans ces sortes de questions. La Loi a recours à tout ce qui se présente pour éclaircir des contestations si essentielles ; preuves par écrit ou par témoins , actes publics ou domestiques , indices même , simples présomptions , elle ne néglige rien ; elle va à la vérité , par quelque chemin qu'on l'y conduise ; & pourvu qu'elle y arrive enfin , pourvu qu'elle n'ôte pas l'état à un Citoyen , elle est satisfaite : *Si tibi controversia ingenuitatis fiat , defende causam tuam instrumentis & argumentis quibus potes* , l. 2. c. de testibus.

Dans

Dans de certains cas elle a recours à la renommée, elle consulte ce que le Public en pense, elle défere beaucoup à ce témoignage presque toujours irréprochable. *Si vicinis, vel aliis scientibus filia suspecta est, quamvis neque nuptiales tabulae, neque ad natam filiam pertinentes factae sunt, non ideo minus veritas matrimonii aut suspectae filiae suam habet potestatem*, leg. 9. cod. de nup.

Tantôt elle nous renvoie aux papiers domestiques, pourvu qu'ils soient soutenus de quelques conjectures probables. *Instrumenta domestica, seu privata testatio, seu advocatio, si non aliis quoque adminiculis adjuventur, ad probationem sola non sufficiunt*, l. 4. cod. de probat.

Quelquefois la Loi veut qu'on adopte de simples lettres, pourvu qu'elles aient été écrites dans un tems innocent, & qu'alors on n'ait pas pu avoir en vue de préparer ou de supprimer par ces lettres l'état d'un particulier. *Sed et epistolas quae uxoribus missae allegarentur, si de fide earum consistit, nonnullam vicem instrumentorum obtinere decretum est*, l. 26. ff. de probat.

La Loi semble varier à l'égard des déclarations des peres & meres; selon la Loi 12. ff. de statu hominum, il ne faudroit faire aucune attention aux témoignages, aux sermens même d'une mere, lorsque c'est elle-même qui les offre, & qu'ils ne sont pas demandés par la l'artie adversee, ou exigés par la Justice: *Maris iurjurandum partui non proficiet, neque nocebit, si mater ditulerit*. Cependant la Loi 16. ff. de probat. nous invite à ajouter foi dans de certaines occasions aux déclarations de la mere & de l'ayeul; *Etiam matris professio filiorum recipitur, sed et avi recipienda est*. Et nous voyons dans une autre décision qu'un aveu du prétendu pere porte un

coup irréparable à ceux qui contestoient l'état de son fils, *grande præjudicium affert pro filio confessio patris*, L. 1. ff. de agnoscendis liberis.

Le sort de la preuve par témoins a été plus longtemps douteux que celui des autres preuves dont nous venons de parler. La preuve par témoins, dit M. Cujas, n'a lieu à proprement parler que lorsqu'il s'agit d'un fait, & jamais lorsqu'on conteste sur un droit, sur une qualité, *testes admittuntur, si de facto quaratur* *.

* Cujas ad tit. cod. de testib.

Que faudra-t-il donc faire dans les questions de l'état des personnes, qui sont toujours mêlées de fait & de droit ? Alors, ajoute M. Cujas, nous nous contenterons avec peine des dépositions des Témoins, nous consulterons plutôt les Actes publics, les Régistres domestiques, les indices même, ces présomptions qui sont d'un si grand poids, parce qu'on peut corrompre les Témoins par argent, & que ces présomptions sont toujours le langage de la vérité-même. *Sic etiam si de jure & statu personarum quaratur, vix tum testibus consentierimus; plus valebunt instrumenta, ut natales, vel censuales professiones, vel etiam indicia. In omni lite certa judicia maximi momenti sunt, quod scilicet testes pecuniâ corrumpi possunt, indicia non item.*

Les Loix Romaines ne décident pas nettement que cette preuve soit admissible, lorsqu'elle est seule & dénuée de tout commencement de preuve par écrit: mais aussi ces mêmes Loix n'excluent point la preuve par Témoins. Cette grande question paroît indécise dans les Loix, dans les Ordonnances mêmes, & il n'y a, Messieurs, que vos Arrêts qui nous aient donné sur cela des principes certains.

On peut en recueillir deux, de vos différentes décisions. Premièrement on ne doute plus qu'en matière d'état des personnes, la preuve par Témoins ne soit admissible: la rejeter, ce seroit ôter
à bien

à bien des malheureux le seul moyen qui leur reste pour recouvrer leur état , & pour se procurer justice. En second lieu , vos Arrêts nous apprennent que la preuve par Témoins ne doit être admise qu'avec beaucoup de prudence , & qu'elle ne peut passer qu'à la faveur ou d'un commencement de preuve par écrit , ou du moins de fortes & puissantes présomptions.

Tous ces principes peuvent avoir une juste application dans l'espèce sur laquelle vous avez à prononcer. Brunot & sa femme croient avoir en leur faveur des Régistres publics & une possession paisible de plusieurs années. Troëlle & sa femme fondent sur des indices , sur de prétendus aveux , dans les Interrogatoires subis par les Parties de Mre. Buirette , sur la complexion des deux enfans au tems de leur naissance , sur les traits & la ressemblance de celui dont il s'agit. Examinons en détail chacune de ces preuves. De Régistres publics , on en produit de deux sortes , ceux des Baptêmes , & des Régistres mortuaires. Que portent les Régistres des Baptêmes , & que peuvent-ils nous apprendre qui soit décisif en cette Cause ? Ils attestent la naissance des deux enfans , ils en marquent le tems , ils nomment les peres & meres , ils sont dans la forme ordinaire où doivent être ces sortes de Régistres : mais ils sont absolument inutiles en cette Cause , parce qu'on n'y révoque point en doute que les enfans de Brunot & de Troëlle aient existé , qu'ils soient nés peu près en même tems , qu'ils aient été baptisés , qu'ils aient dû leur naissance à des mariages légitimes ; tous ces faits sont certains , ils sont avoués , & ce sont les seuls que les Extraits-baptistaires puissent prouver. Cependant il ne s'en agit point ; un seul fait mérite ici notre attention & doit exciter notre vigilance : c'est le fait du décès de l'un des enfans. Lequel des deux est mort , lequel des deux est vivant ? C'est la seule question qui divise les Parties ; & les

Régistres de baptêmes ne peuvent point en faciliter la décision, par deux raisons.

Premièrement, ces Régistres ne parlent que de la naissance, & il s'agit du décès. En second lieu, Troëlle & sa femme rapportent un Extrait baptistaire pour prouver que leur enfant a existé, Brunot & sa femme en rapportent un de leur côté pour prouver qu'ils ont eu un enfant du même âge. Ces Régistres de baptêmes ne prouvent donc rien d'essentiel à cette Cause, & ce qu'ils prouvent est effacé par la preuve également forte qui est rapportée par chaque Partie. Examinons l'Extrait mortuaire qui a été produit

Il atteste qu'en 1722. le 2. Décembre mourut, & le 3. du même mois fut inhumé Bernard-François Troëlle, fils de Mre. Troëlle Sculpteur dans l'Île S. Louis, âgé de 17. jours; lequel enfant, ajoute cet Extrait, étoit en nourrice chez le nommé Claude le Cercle notre paroissien. Cette inhumation a été faite, & elle est attestée par le Curé de Richeville.

On n'attaque point dans cette Cause la foi du Régistre dont cette attestation a été extraite, & on ne peut pas nier que ce soit là le fait le plus important, l'unique fait de cette contestation; il est parfaitement circonstancié, le nom de l'enfant décédé, celui de son pere, celui de sa nourrice, le tems du décès & de l'inhumation, tout y est exactement détaillé: comment donc pourra-t-on échapper à cette preuve, si d'un côté l'autorité du Régistre n'est point affoiblie, si d'ailleurs les faits sont marqués & désignés, de maniere qu'il ne puisse plus rester d'équivoque? Troëlle & sa femme espèrent de rendre l'attestation de ce Régistre inutile, en supposant qu'il y a eu de l'erreur dans toutes les démarches qu'on a fait, depuis que les deux enfans furent confiés à deux nourrices sous de faux noms; & que le fait attesté par ce Régistre est une suite de
cette

cette erreur qu'il faut rechercher exactement, & qu'on peut encore rectifier.

Convenons d'une maxime ; les Régistres mortuaires sont la preuve ordinaire du décès des personnes, & dans le cours naturel, ils suffisent seuls pour constater ces faits : mais aussi est-il à la vérité des cas où leur témoignage n'est pas toujours décisif & sans reproche ; ils peuvent être suspectés, si on a lieu de croire qu'il y a du faux ou de l'erreur ; & malgré ce que disent ces Régistres, on peut encore examiner les faits dans leur principe, pour juger de ce qui a été fait en conséquence.

On ne peut pas dire qu'il y ait un faux exprès dans le Régistre dont il s'agit : la nourrice de l'enfant décédé a été dans la bonne foi, elle étoit sans intérêt pour substituer au vrai nom de cet enfant un nom qui lui auroit été étranger : il ne paroît pas d'ailleurs qu'au tems de l'inhumation de cet enfant, il y ait eu à Richeville aucune autre personne intéressée à déclarer plutôt le décès de l'enfant de Troëlle que de celui de Brunot. Il faut donc que les parties de Mre. Forestier avouent que le Régistre mortuaire est en bonne forme, que le fait du décès est parfaitement bien articulé, que tout cela est fondé sur une bonne foi sensible. Que leur reste-t-il donc, si ce n'est l'erreur prétendue de celle à qui on a confié les deux enfans, & qui les a remis aux nourrices ?

Mais cette erreur ne doit point se présumer, on ne doit point croire légèrement que l'on se trompe sur un fait aussi grave que celui du nom & de la qualité des enfans qu'on envoie en nourrice. Le fait du décès paroît clairement prouvé par le Régistre mortuaire ; pour écarter cette preuve, il faudroit rapporter une démonstration aussi parfaite de l'erreur qu'on suppose : le décès est prouvé par écrit, & par un écrit revêtu du caractère public ; au contraire l'erreur prétendue n'a été jus-

qu'ici appuyée que sur des présomptions. Mais on se flatte de l'affermir davantage par la déposition de quelques Témoins. C'est-là, Messieurs, une circonstance où il paroîtroit très dangereux d'admettre la preuve par Témoins,

Nous l'avons déjà observé, cette sorte de preuve peut avoir lieu dans les questions d'état; cependant elle ne doit y être admise qu'avec une infinité de ménagemens & de précautions; il ne suffiroit pas pour la légitimer qu'elle fût précédée de quelques présomptions, ou même d'un commencement de preuve par écrit. Lorsque vos Arrêts l'ont admise à la faveur de ces présomptions ou de ce commencement de preuve par écrit, on n'opposoit point à la preuve par écrit un Régistre public, un Régistre en bonne forme, clair & précis dans les faits qu'il rapporte. Qu'un particulier aspire à un état, qu'il cite des présomptions qui le favorisent, qu'il représente dans des Actes par écrit quelques traces du fait qu'il propose, & qu'il ne soit point contredit par un Acte formel & authentique, alors on pourra admettre la preuve par Témoins; il seroit même injuste de la lui refuser, parce que ces présomptions, ces traces, ces commencemens de preuves par écrit parlent pour lui, & demandent que l'on creuse, que l'on pénètre dans l'obscurité de ces faits, parce que d'un côté ils paroissent vraisemblables, & que de l'autre côté ils ne sont point encore détruits par aucune preuve contraire.

Mais les Parties se trouvent dans des conjonctures bien différentes; Brunot & sa femme prouvent par un Régistre public le décès de l'enfant de Troëlle; à ce Régistre on oppose des présomptions que l'on tire de la complexion des deux enfans, de la ressemblance de celui qui existe, des hardes qui ont été renvoyées à la femme de Troëlle. On sent que ces présomptions sont trop foibles pour détruire l'impression que doit faire naturellement un

Ré.

Régistre public , on voudroit appuyer ces présomptions de la preuve par Témoins ; mais seroit-il possible de balancer actuellement le poids & l'autorité du Régistre par la foiblesse de quelques présomptions ? seroit-il régulier de chercher une preuve dans la déposition des Témoins , lors même que cette preuve est toute acquise dans un Acte par écrit ? seroit-il enfin de l'intérêt du Public & des familles qu'on pût ainsi attaquer la foi des Régistres sur des soupçons & par Témoins ? Dans la question générale , il seroit d'une trop dangereuse conséquence d'opposer ainsi la preuve par Témoins toute seule & dénuée de secours , à la preuve par écrit ; & dans l'espece particuliere , cette preuve par Témoins nous paroît d'autant moins favorable , que le Régistre mortuaire demeure soutenu par la possession.

Les enfans de Brunot & de Troëlle sont nés au mois de Novembre de l'année 1722 ; celui qui est décédé a vécu pendant 17. jours , il a été connu sous le nom du fils de Troëlle , il a été nourri à ses fraix ; l'enfant qui existe a été dans une possession constante de l'état du fils de Brunot , il a été élevé aux dépens de Brunot , c'est par ses ordres que cet enfant a été transporté de Richeville à Boisemont , c'est lui qui l'a rappelé à Paris , c'est entre ses mains qu'il a été remis ; & ce qui paroît remarquable , il s'est écoulé plus de quatre ans depuis le décès de l'enfant qu'on élevoit à Richeville , jusqu'à la demande qui a été formée au Châtelet par Troëlle & sa femme.

Or la possession en matiere d'état est toujours très importante. Nous sommes touchés par la longueur du tems qui s'est écoulé dans la possession paisible d'un état , dit le Jurisconsulte Marcien , en la Loi 47. ff. de rit. nupt. *Movetur & temporis diuturnitate quo in matrimonio avunculi fuisti.* Celui qui possède n'a rien à prouver , il trouve dans
sa

sa possession-même le motif qui doit la lui conserver, à moins qu'on ne prouve que cette possession a été vicieuse dans son principe, clandestine & interrompue, & qu'on n'oppose à cette possession des preuves également fortes & régulières.

Nous voyons même que dans l'esprit des Loix Romaines en matière d'état des personnes, on n'exige point une possession bien ancienne, & les Loix veulent qu'on assoupisse le plutôt qu'il se peut faire ces sortes de questions, parce que l'incertitude qui les suit est aussi fâcheuse à celui à qui on conteste l'état, qu'aux familles qui y sont intéressées; témoin les Loix qui sont sous le titre du Digeste, *Ne de statu defunctorum post quinquennium queratur*. Elles défendent, ces Loix, qu'après cinq ans on ne conteste plus l'état de ceux qui sont décédés, ce terme leur a paru suffisant pour donner la facilité d'attaquer un état douteux & illégitime: mais en même tems la Loi n'a pas cru que la sûreté & le repos des familles, dussent périr plus longtemps; & peu s'en est fallu que les Parties ne se trouvassent précisément dans les circonstances prévues par ces Loix, parce qu'il s'est écoulé plus de quatre ans depuis le décès de l'enfant élevé à Richeville, & qu'on ne peut aujourd'hui contester l'état de celui qui existe, sans révoquer en doute l'état de celui qui est décédé.

Cependant, quoique nous ne puissions pas tirer une fin de non-recevoir contre la demande de Troëlle, du tems où il a demeuré dans l'inaction & dans le silence; nous pouvons du moins en tirer des conséquences bien favorables pour la défense de Brunot. Si Troëlle & sa femme avoient été parfaitement convaincus que l'enfant décédé n'étoit point le leur, si ce fait leur avoit paru certain à la vue des langes & des hardes qu'on leur a renvoyé, si les Témoins qu'ils veulent faire entendre leur ont appris des circonstances décisives, & qui puissent balan-

cer l'autorité d'un Régistre public ; comment n'ont-ils pas agi d'abord pour recouvrer leur enfant perdu, pour que son éducation ne fût point confiée à des étrangers , pour ne pas perdre des momens si précieux en matière de question & de possession d'état ? Troëlle & sa femme prétendent à la vérité qu'après le décès de l'enfant ils ont averti Brunot & sa femme de la prétendue erreur , qu'ils ont réclamé l'enfant qui vit encore , & qu'ils ont dit les raisons qu'ils avoient pour le réclamer : mais , ou leurs preuves n'étoient pas encore bien assurées & bien propres à les exciter , ou ils sont inexcusables d'avoir agi avec tant de négligence dans une affaire aussi importante pour eux & pour leur enfant , & de n'avoir pas alors formé de demande en Justice. Présumons mieux de leurs sentimens & de l'affection paternelle , ne les accusons pas d'avoir négligé ce que l'enfant, ce qu'eux-mêmes pouvoient avoir de plus cher ; & croyons plutôt qu'ils redoutoient de faire une fausse démarche qui feroit irréparable , croyons qu'ils esperoient des éclaircissemens que plusieurs années ne donnent point encore , & que l'avenir ne promet pas.

Mais sans vouloir sonder ici leurs consciences & entrer dans leurs vues , suivant la route que les Loix nous ont tracé , cinq années suffisent selon elles pour former un obstacle invincible aux questions de l'état d'un défunt ; ce délai seul , & par lui-même , opereroit une fin de non-recevoir que tous les Actes les plus solennels , que les preuves les plus authentiques , ne pourroient surmonter. Quel sera donc aujourd'hui le poids d'un silence de plus de quatre années , d'un silence qui est justifié par un Régistre public & régulier , d'un silence qu'on n'a enfin rompu que sur quelques présomptions dont nous ferons sentir toute la foiblesse ? Ce silence s'élève contre la demande de Troëlle , il réunit toutes ses forces avec celles du Régistre mortuaire ; &

nous

nous avouons que ce titre & cette possession ainsi réunis nous paroissent invincibles , qu'ils font disparoître les présomptions , & qu'ils ferment la bouche aux Témoins.

Quel état en effet pourroit être sûr désormais , si on se donne la liberté d'attaquer un Régistre public par la seule preuve par Témoins , si on se croit en droit d'ébranler une possession paisible & constante, sur des soupçons , sur des indices ; si tous les momens sont également propres pour agiter l'état des citoyens , & celui des familles ? Un Régistre mortuaire fera toujours difficile à attaquer , & plus difficile encore à détruire ; on ne touchera jamais qu'avec beaucoup de ménagement à une possession de plus de quatre années , quand même elle seroit dénuée de toute preuve par écrit : mais un Régistre authentique , soutenu par la possession , une possession fondée sur un Régistre public , doivent être sacrés , ils sont hors de toute atteinte ; le bien public & le bonheur des particuliers demandent que votre autorité , Messieurs , les protege , & que vos Arrêts les affermissent.

Après cela il est facile de répondre aux aveux prétendus portés par les Interrogatoires , à la ressemblance , à la complexion des enfans , aux preuves que l'on espere trouver dans la déposition des Témoins.

Les interrogatoires subis par Brunot & sa femme ne nous paroissent porter aucun aveu qui puisse leur préjudicier. Brunot a reconnu que sa femme étoit accouchée le même jour que la Troëlle , que l'enfant de Troëlle avoit été apporté chez Brunot , que les deux enfans ont été confiés à la même Meneuse & emmenés ensemble en nourrice , qu'il avoit marqué un des langes de son enfant avec du gros fil & un morceau de cuir , afin qu'on pût distinguer cet enfant du fils de Troëlle ; que les deux enfans ont été portés à Richeville en Normandie ; qu'au tems de la

la mort d'un de ces enfans , la femme de Troëlle étoit venue chez Brunot , & qu'elle avoit prétendu que ce n'étoit point l'enfant de Troëlle qui étoit mort , mais celui de Brunot ; qu'elle y étoit retournée d'abord qu'on avoit apporté l'enfant à Paris , qu'à la vue de cet enfant la femme de Troëlle avoit réitéré ses instances pour qu'on lui rendit cet enfant , & que quelques personnes disent que l'enfant qui existe ressemble à Troëlle & à ses autres enfans.

Que résulte-t-il de tous ces différens aveux , qui puisse nous conduire à la preuve de l'état contesté ? Dans toutes ces réponses nous n'en voyons qu'une qui puisse faire naître quelque doute , c'est l'aveu fait par Brunot qu'il avoit marqué un des langes de son enfant avec du gros fil & un morceau de cuir ; c'est d'ailleurs l'offre que fait la femme de Troëlle de représenter cette marque , de prouver que les langes ainsi marqués lui ont été renvoyés , comme si elle avoit été la mere de l'enfant décédé , ou comme si l'enfant dont les langes étoient ainsi marqués avoit été celui de Troëlle. Mais il faut l'avouer , ce n'est-là qu'un simple soupçon , qu'on ne doit jamais opposer à la preuve complete qui émane d'un Régistre & d'une longue possession : & le soupçon s'affoiblit encore , lorsqu'on réfléchit que la femme de Troëlle n'a point parlé d'abord de cette prétendue marque , que cette circonstance n'a été dite qu'après coup , & qu'on peut avoir changé les layettes de ces enfans sans avoir changé les enfans - mêmes.

L'Interrogatoire subi par la femme de Brunot ne porte aucun autre aveu , & il ne peut point nous apprendre de nouvelles circonstances. Nous observerons seulement que dans cet Interrogatoire la femme de Brunot parle un peu plus positivement sur la ressemblance de l'enfant qui existe , avec les autres enfans de Troëlle ; elle ne dit point
simple-

simplement, comme Brunot, que l'on dit qu'il y a de la ressemblance, elle convient elle-même qu'il y en a, & elle l'attribue à ce qu'elle voyoit souvent les enfans de Troëlle qui étoient logés dans la même maison. Il n'est point nouveau en matiere d'état des personnes, de voir proposer la ressemblance comme une preuve de la filiation; l'Auteur des Questions physiques & légales regarde de même cette ressemblance comme une des preuves des plus communes dans ces sortes de questions.

*Quæstiones
medico-le-
gales Pauli
Zachie.*

En général il donne pour maxime, que la ressemblance ne mérite pas beaucoup d'attention, si elle n'est certaine, bien marquée, & aussi parfaite qu'elle peut être dans cette variété infinie de traits qui prouve la fécondité de la Nature; il suppose d'ailleurs que cette ressemblance peut naître des différens principes, qu'elle peut avoir une cause naturelle, qu'elle peut aussi se former par hazard ou par une cause étrangere. Il conclut en disant que dans le cours ordinaire, la ressemblance ne doit être attribuée qu'à la cause naturelle: mais il ajoute qu'alors même il seroit dangereux de s'en rapporter à cette ressemblance, qu'elle est toujours très-équivoque, & qu'elle ne peut plus trouver place dans les preuves de l'état des personnes qu'à la faveur d'une infinité d'autres circonstances & d'autres présomptions, qui réunies ensemble puissent faire un corps de preuves. L'Auteur de ce fameux Traité cite plusieurs décisions qui ont autorisé son sentiment.

Si nous l'adoptons dans cette Cause, nous aurons peu d'égard à la ressemblance qui est avouée par la femme de Brunot. Sur cette ressemblance croirons-nous, premièrement, que la femme à qui les deux enfans ont été confiés se soit trompée sur le nom de ces enfans, ou qu'elle ait voulu tromper sans aucun intérêt, sans aucun avantage pour elle, pour les enfans, pour les peres & meres? En second

cond lieu , sous prétexte d'une ressemblance , détruirons-nous tout ce qui s'est fait jusqu'ici ? rejetterons-nous le témoignage d'un Régistre public ? priverons-nous un enfant de l'état dont il est en possession depuis plusieurs années ? dirons-nous que cet enfant appartient à Troëlle , quoiqu'il ait hésité lui-même pendant plus de quatre ans de le réclamer , quoiqu'il n'apporte en le réclamant aucun commencement de preuve par écrit , quoiqu'il n'oppose au Régistre public & à la possession que le témoignage qu'il espère avoir de quelques particuliers ? Ce seroit-là détruire des preuves légitimes par des présomptions ; ce seroit décider la question la plus délicate & la plus importante qui fut jamais pour deux familles , par le moyen le plus équivoque & le plus propre à faire échouer toutes les lumières de l'esprit humain.

Après cela , que l'on rappelle la circonstance de la complexion des deux enfans , que l'on dise que l'enfant de Brunot étoit d'une complexion foible & délicate , qu'on ajoute que celui de Troëlle étoit d'une santé parfaite ; ce fait a été jusqu'ici sans preuves , & quand même Troëlle & sa femme pourroient parvenir à l'établir par une Enquête , ce fait ainsi établi ne nous découvreroit rien de certain sur la mort de l'enfant décédé à Richeville. Que peut-on se promettre de la santé la plus robuste ? que peut-on compter sur un âge aussi tendre ? foible présomption du décès qu'il s'agit de constater , & que nous ne croyons pas même qu'on puisse abandonner à la preuve par Témoins : c'est la seule circonstance qui nous reste à examiner.

Elle seroit irrégulière , cette preuve par Témoins , elle seroit peu propre à éclaircir le fait essentiel de cette Cause , parce que dans les questions d'état , la preuve par Témoins ne doit être admise , qu'*au défaut des Régistres publics* , sur un commencement de preuve par écrit , ou du moins sur de violentes

lentes présomptions. Ici nous avons un Régistre qui parle d'une manière certaine & précise. Troëlle & sa femme ne trouvent dans aucun Acte la moindre trace de l'erreur qu'ils supposent ; ils s'appuyent sur des faits qui ne sont encore point prouvés , & qui ne formeroient jamais que de légers soupçons : mais ces soupçons ne doivent point faciliter la preuve par Témoins , lorsqu'il y a une preuve contraire & par écrit. C'est le point , nous l'avouons , qui nous touche le plus dans cette Cause.

Nous avons ajouté , que cette preuve par Témoins seroit peu propre à dissiper l'obscurité de cette Cause : que pourroient-ils en effet attester , ces Témoins , qui pût détruire le Régistre & la possession ? Quoi , Messieurs , les peres & meres des deux enfans sont eux-mêmes dans l'incertitude & dans la perplexité , & des Témoins étrangers parleront plus positivement sur l'état de ces enfans ? On prétend que la femme qui a conduit les enfans en nourrice , s'est trompée sur leurs noms , sur leur famille , & on veut la faire entendre ? Que dira-t-elle ? déposera-t-elle de son erreur prétendue ? attestera-t-elle qu'elle s'est méprise dans la désignation qu'elle a faite de ces enfans ; & quand même elle l'attesterait aujourd'hui , la croira-t-on ? si elle donnoit des preuves de ce fait , auroit-on plus de confiance au témoignage de cette femme , après une révolution de plus de cinq années , qu'à ce qu'elle a dit dans le moment-même où ces enfans lui ont été confiés , où elle avoit la mémoire récente des particularités du fait , où il est probable qu'on lui avoit marqué chacun de ces enfans d'une manière à prévenir toute équivoque ?

Faisons bien toute la force de ces moyens , & toutes les conséquences d'une preuve par Témoins dans l'état de la Cause. Il n'y a qu'un fait important , c'est de savoir à qui des deux Parties appartient l'enfant qui existe , à qui appartenait celui qui est décédé.

Ce

Ce fait est tout décidé si on en croit le Régistre , la possession , le silence même de Troëlle & de sa femme : mais aujourd'hui ils attaquent toutes ces preuves ; selon eux , le Régistre est erroné , la possession est vicieuse , & ils rompent le silence pour offrir des preuves de l'erreur qui s'est glissée dans le Régistre qui a donné lieu à la possession.

Ils auroient donc une circonstance à établir : cette circonstance est , qu'au moment où ces enfans ont été confiés aux deux nourrices , on a donné le nom de Troëlle au fils de Brunot , & celui de Brunot au fils de Troëlle. Mais quels Témoins peuvent-ils avoir de cette erreur ? Ils n'accusent point la Meneuse d'aucune surprise , d'aucune supposition volontaire ; ils n'ont recours qu'à l'erreur prétendue : qui pourra donc l'attester cette erreur ? Ce n'est pas celle qui s'est trompée : toutes les Parties conviennent qu'elle est dans la bonne foi ; les motifs qui l'ont engagée à désigner chaque enfant , comme elle a fait , subsistent encore ; nous ne pouvons pas douter qu'elle ne les ait désigné d'une manière précise ; nous ne voyons pas que pendant la vie de l'enfant qui est décédé , il y ait eu le moindre soupçon d'erreur , tout a été tranquille , les peres & meres , la Meneuse , les Nourrices , personne n'a douté , personne n'a parlé. Qu'est-il donc survenu dès-lors ? qui a changé l'état des familles ? qui a altéré cette tranquillité ? des hardes renvoyées à la femme de Troëlle , & qu'elle prétend n'être pas les mêmes que celles qu'elle avoit données à son enfant ; quelque ressemblance de l'enfant qui existe , avec les autres enfans de Troëlle. Nous l'avons déjà démontré , ces preuves sont trop faibles pour établir l'erreur dont il s'agit. On va plus loin , & on offre des Témoins de cette erreur : qui seront-ils ces Témoins ? Il faudra commencer par écarter le témoignage de celle qu'on dit s'être trompée , témoignage suspect & incertain ,

Tome VII. X *témoi.*

témoignage indigne de foi s'il varie, témoignage qui fait la condamnation de Troëlle & de sa femme, s'il ne varie point.

Entendra-t-on d'autres Témoins ? Premièrement, il ne paroît pas que lorsque la Meneuse a remis les enfans aux deux nourrices, il y ait eu aucun Témoin qui fût instruit de l'état des deux enfans. En second lieu, il faudroit que ces Témoins attestassent deux faits ; l'un, qu'ils connoissoient parfaitement chacun de ces enfans, qu'ils savoient à qui ils appartenoient ; l'autre fait, que la Meneuse s'est trompée, qu'elle a donné le fils de Brunot pour le fils de Troëlle, & mutuellement le fils de Troëlle pour celui de Brunot. Si on ne prouve pas ce fait, on ne prouve rien, parce que pour justifier la demande de Troëlle, il faut constater précisément le contraire de ce qui a été fait par la Meneuse.

Or Troëlle peut-il se flatter de produire des Témoins qui ayent eu une connoissance parfaite de l'état de chacun de ces enfans, qui ne les ayent point perdu de vue dès le moment de leur naissance jusqu'à l'instant qu'ils ont été remis à leurs nourrices, & qui enfin ayent été présens & se soient apperçus de l'erreur de la Meneuse ?

Mais s'il y en a de ces Témoins si bien instruits, comment n'ont-ils pas parlé dans le tems-même de l'erreur ? comment ont-ils vu changer l'état de ces enfans sans en donner avis aux peres & meres ? comment la femme de Troëlle ne s'est-elle apperçue du prétendu changement qu'à la vue des langes qui lui ont été renvoyés ? Disons plutôt, la Meneuse a été dans la bonne foi, on n'a eu de part & d'autre aucune incertitude sur l'état de ces enfans jusqu'à la mort de celui qui étoit nourri à Richeville, son décès a fait naître quelques soupçons à la femme de Troëlle ; elle a cru trouver dans la ressemblance de l'enfant qui existe une conviction parfaite, une preuve complete de ce qu'elle desiroit ; sur ces soup-

çons

cons elle a agi ; elle offre des témoignages qui attesteront peut-être cette ressemblance , qui diront que les langes renvoyés à la femme de Troëlle ne sont point ceux qu'elle avoit donné : preuves inutiles à cette contestation. Il ne s'agit pas d'assurer par des dépositions , des faits qui ne seroient tout au plus que des présomptions de l'erreur de la Meneuse ; il faut prouver l'erreur-même , il faudroit convaincre les peres & meres , la Meneuse elle même , il faudroit des Témoins qui puissent se flatter d'avoir connu avec certitude chacun de ces enfans , & d'avoir vu la méprise qu'on suppose ; & il paroît inutile de les chercher ces Témoins , qui n'auroient pas attendu cette contestation pour rendre témoignage à la vérité , & qui auroient sans doute déterminé les peres & meres à se rendre justice à eux-mêmes.

Il paroît cependant par les Interrogatoires formés à Brunot & à sa femme , que l'on a prétendu qu'ils avoient avoué leur embarras , & que la femme de Brunot s'en étoit expliquée au Curé de Boisemont : mais nul aveu de ce fait lors de l'Interrogatoire ; & quand même Brunot & sa femme marqueroient aujourd'hui quelque incertitude sur l'état de cet enfant , il seroit toujours vrai que les maximes les plus certaines en matiere d'état des personnes concourent à prononcer en leur faveur. L'incertitude des peres & meres n'empêcheroit pas la Justice de se déterminer , il faudroit toujours assurer un état à cet enfant ; & comment hésiter entre une preuve acquise , & celle qu'on offre ; une preuve par écrit soutenue par la possession & par le silence des peres & meres , & une preuve par Témoins sans aucun commencement même de preuve par écrit ?

Réduisons en peu de mots cette contestation. Nous ne sommes point ici dans le cas de l'Edit Carbonien , parce que l'intérêt de l'enfant demande que l'on décide présentement son état. Dans cette dé-

cision , la preuve par écrit paroît devoir l'emporter sur la preuve par Témoins : les Régistres des baptêmes sont ici absolument inutiles , parce qu'ils ne prouvent que la naissance , & qu'il s'agit de prouver le décès de l'un des enfans. Ce décès est parfaitement prouvé par un Régistre public , un Régistre en bonne forme, un Régistre dont on n'attaque point l'autorité ; d'ailleurs ce Régistre est soutenu par une possession de plus de quatre années , & par la forte présomption qui naît du silence que Troëlle & sa femme ont gardé pendant un si long tems.

A ces Régistres , à cette possession , on n'oppose que des indices très foibles par eux-mêmes , & plus foibles encore par les circonstances de cette Cause : La ressemblance est équivoque , elle est souvent trompeuse : les layettes peuvent avoir été changées, sans qu'on ait changé les enfans : la complexion délicate d'un enfant ne prouvera jamais son décès : on ne peut pas espérer d'apprendre des Témoins rien de positif sur l'état de l'enfant , parce qu'il faudroit que ces Témoins déposassent précisément du changement des enfans , & si quelqu'un s'étoit aperçu de ce changement , sans doute les Parties de Mre. Forestier n'auroient pas attendu plus de quatre années à se pourvoir : la Meneuse elle-même ne pourroit pas déposer de sa méprise , & si on doit avoir quelque égard au témoignage qu'elle rend aujourd'hui plutôt qu'à celui qu'elle a rendu en confiant ces enfans à leurs nourrices , nous apprendrions de la déclaration qu'elle a donnée , que l'enfant décédé est en effet celui de Troëlle , & qu'il n'y a point eu de méprise.

A la vue de tant de circonstances réunies , nous ne regarderons plus l'enfant dont l'état est contesté , comme la victime de l'erreur ; la lumière qui sort d'un Régistre public efface à nos yeux la fausse lueur de quelques conjectures , & on chercheroit inutilement à ébranler ce qui a jetté de profondes racines

par

par une longue possession. Mais en marquant à la faveur de nos maximes les plus certaines celle qui est la vraie mere , nous plaignons celle qui croit l'être & qui ne l'est pas. La Nature semble se jouer de cette mere , dans le tems même qu'elle cherche avec empressement à remplir tous les devoirs de la Nature. Elle lui a offert d'abord un faux objet de son amour , pour ne lui laisser ensuite qu'un juste sujet de douleur. Qu'elle goûte du moins la satisfaction d'écouter des mouvemens qu'on ne peut lui reprocher , & quelle que puisse être votre décision , Messieurs , qu'elle y reconnoisse la justice & l'autorité , qui doivent calmer ses inquiétudes.

M. l'Avocat-Général conclut qu'il y a lieu , sans s'arrêter à la Requête des Parties de Mre. Forestier ,
 „ de mettre l'appellation , & ce dont a été appelé
 „ au néant , émendant ordonner que l'enfant qui exi-
 „ ste demeurera aux Parties de Mre. Buirette. „

Ce Plaidoyer solide , soutenu d'une éloquence mâle , nous rappelle l'illustre Omer Talon bisayeul de M. Talon alors Avocat - Général , & à présent Président à Mortier , & Denis Talon son ayeul.

L'illustre Omer Talon fut un des plus grand Magistrats du dix-septieme siecle , on le peut proposer comme un grand modèle : il eut le talent de gagner même l'estime de ceux dont sa droiture traversa les desseins ambitieux : on l'admira dans ses jugemens sur les affaires des particuliers ; la sagesse & l'équité de ses décisions , sa sagacité & sa pénétration le faisoient regarder comme l'Oracle du Barreau.

On a donné depuis peu au Public les Mémoires de ce Magistrat qui avoient été long-tems dans les Cabinets des curieux : c'est une grande source où il faut nécessairement puiser pour donner à l'histoire de Louis XIII. & du commencement de

celle de Louis XIV. leur véritable caractère ; sans de pareils Mémoires originaux, un Historien ne fait que des squelettes d'Histoire qui n'ont point d'ame.

Le célèbre Omer Talon dans ces Mémoires nous apprend qu'il succéda dans la charge d'Avocat-Général à Jaques Talon son frere qui fut nommé Conseiller d'Etat, & qui avoit pour collegue M. Bignon, qui a tant fait d'honneur à la parole par son éloquence & son érudition.

M. Omer Talon fait cet éloge de M. Bignon : *C'est, dit-il, l'un des plus savans hommes de son siècle & universel dans ses connoissances, mais d'un naturel timide, scrupuleux, craignant de faillir & offenser ; lequel, quoiqu'il n'ignorât rien de ce qui se devoit & se pouvoit faire en toutes sortes d'occasions publiques, étoit retenu de passer jusques aux extrémités, de crainte de manquer, & d'être responsable à sa conscience de l'évenement d'un mauvais succès.*

Le célèbre Denis Talon a retracé Omer Talon son pere, dont il a fait revivre le nom, les vertus & les rares talens. On a donné au Public quelques-uns de leurs Plaidoyers, qui sont marqués au coin de l'immortalité.

On rapportera un trait qui se passa au commencement du regne de Louis XIV, qui fera connoître la fermeté de ce célèbre Avocat-Général, & fera honneur aux Avocats de ce tems-là. Il fut exilé pour s'être opposé à l'enregistrement d'un Edit burlesque. Les Avocats résolurent de ne point entrer au Palais sans leur Chef, & leur résolution fut si ferme, que rien ne put les ébranler. Le Cardinal Mazarin croyant les mortifier, donna une Déclaration qui permettoit aux Procureurs de plaider même sur les appellations. Le Parlement enregistra cette Déclaration ; mais en même tems l'illustre M. de Bellievre Premier Président représenta au Roi que les Procureurs n'étoient pas capables de plaider des questions de Droit & de Coutume, & qu'ainsi les Causes de

de ses Sujets seroient mal défendues ; d'ailleurs le peuple murmuroit hautement. Le Cardinal craignant quelque émotion fut obligé de rappeler M. Talon , qui rentra au Palais tout glorieux , & très reconnoissant du service que les Avocats lui avoient rendu ; il ne l'a jamais oublié ; il leur a donné des marques de sa reconnoissance dans toutes les occasions qui se sont présentées en ce tems-là. M. Fouquet étoit Procureur-Général , & Surintendant des Finances. Il engagea M. Rosé célèbre Avocat qui lui étoit attaché , d'aller au Palais & de prendre des défauts à tour de rôle. M. de Bellievre ne put s'empêcher de les prononcer , mais il défendit au Greffier de les délivrer. Après le retour de M. Talon , les Avocats regarderent M. Rosé comme un faux frere , ils ne voulurent plus communiquer avec lui , il fut obligé de quitter le Palais , il en mourut de chagrin.

On rapportera encore un semblable trait. Durant la dernière Régence , les Avocats crurent qu'ils ne devoient point exercer leur profession pendant que le Parlement étoit relégué à Pontoise par ordre de la Cour ; la douleur qu'ils avoient de la disgrâce de cette première Cour du Royaume à laquelle ils sont dévoués , fit taire leur éloquence ; ils n'ouvrirent la bouche que lorsque le Parlement fut rappelé. Le Régent , dont le génie étoit sublime , fit bien voir qu'en condamnant tout haut les Avocats par politique , il approuvoit dans son cœur leur fermeté & leur grandeur d'ame.

Dans ces deux occasions , ils n'ont point prétendu résister à l'autorité respectable dont les Arrêts du Conseil étoient émanés , à laquelle ils sont gloire d'obéir ; mais ils ont cru seulement qu'ils devoient participer à la disgrâce de leur Chef & du Parlement.

Dans les conjonctures les plus délicates & les tems les plus orageux , les Avocats ont fait gloire

de s'attacher inviolablement au Parlement : leur zèle est sans doute gravé bien avant dans le cœur de ces Magistrats , on ne peut pas le penser autrement.

Voici l'Arrêt qui fut rendu.

Entre Guillaume Brunot Maître Cordonnier à Paris & sa femme , appellans d'une Sentence du Châtelet de Paris du 3. Avril 1727 , d'une part , & René-François Troëlle Sculpteur & Anne Lucas sa femme intimés , d'autre ; & entre ledit Troëlle & sa femme , Demandeurs en Requête du 4. Avril dernier , à ce qu'il plaise à la Cour en prononçant sur ledit appel , mettre l'appellation au néant , & confirmer la Sentence avec amende & dépens, & en cas que la Cour y fasse quant à présent la moindre difficulté , leur permettre de faire preuve que l'enfant actuellement vivant est le même dont la femme dudit Troëlle est accouchée le 14. Novembre 1722 , & pour parvenir à la démonstration de ce fait général , leur permettre de faire preuve par Témoins pardevant tel de Messieurs qu'il plaira à la Cour nommer , & pardevant le plus prochain Juge Royal de Richeville & Boïsemont , lieux du domicile des nourrices. 1°. Que l'enfant dont la femme de Brunot est accouchée le 14. Novembre 1722 , étoit foible & délicat , qu'il fut même malade en naissant ; qu'au contraire celui dont la femme Troëlle est accouchée le même jour 14. Novembre 1722 , étoit fort robuste. 2°. Après que Brunot & sa femme sont convenus par leur Interrogatoire avoir marqué les bardes de leur enfant avec un morceau de cuir cousu de gros fil , afin que la Meneuse le pût distinguer de celui dudit Troëlle , leur permettre de faire preuve que les mêmes bardes ont perpétuellement servi à l'enfant mort à Richeville le 2. Décembre 1722. 3°. Après que Brunot & sa femme sont convenus par leur Interrogatoire n'avoir donné qu'un bonnet, lequel n'étoit pas neuf , à leur enfant , permettre de faire preuve que ce même bonnet qui n'étoit pas neuf , & marqué d'un

d'un G. première lettre du nom de baptême de Brunot appelé Guillaume Brunot , étoit sur la tête de l'enfant quand il est mort à Richeville le 2. Décembre 1722. 4°. Que les deux enfans ayant été portés de Paris à Richeville par la Meneuse appelée la grande Françoise à qui ils furent confiés , furent mis ensemble sur le lit de cette Meneuse , où ils furent laissés pour aller chercher deux nourrices ; après quoi l'un des deux fut donné comme l'enfant de Troëlle à la nommée Genevieve Sicury , femme de Claude le Cercle , pour le nourrir , quoique ce fût l'enfant de Brunot , avec les bardes cousues de gros fil , marquées d'un morceau de cuir , ayant sur la tête le bonnet usé marqué d'un G ; & que c'est ce même enfant qui est mort à Richeville. 5°. Que les bardes de l'enfant Brunot marquées avec un morceau de cuir par son pere, ainsi qu'il en est convenu par son Interrogatoire, & le bonnet marqué G. ont été rapportés à la femme Troëlle comme si elle avoit été la mere de l'enfant mort, auquel par inadvertance on avoit donné le nom de Troëlle à cause de la confusion qui s'étoit faite des deux enfans en les tirant de dessus le lit de la Meneuse. 6°. Que l'autre enfant pris pour celui de Brunot , quoique fils de Troëlle , fut confié sous ce nom à la nommée Augé , femme d'Adrien Mazieu , nourrice , avec deux bonnets de laine neufs , & autres bardes données par la femme Troëlle à la Meneuse lors de sa naissance ; que ce même enfant Troëlle réputé Brunot par erreur , est resté trois mois à Richeville entre les mains de cette nourrice , après lequel tems la femme Brunot le croyant son enfant , à cause de la mort de celui qui avoit été nourri par la nommée Sicury , & faussement nommé Troëlle quoiqu'il fût Brunot , l'a envoyé à Boisemont distant d'une lieue de Richeville , pour le donner à une autre nourrice , & que c'est l'enfant vivant ; pour l'enquête faite & rapportée , être ordonné ce que de raison avec dépens , d'une part , & lesdits Brunot & sa femme défendeurs d'autre part.

Après

Après que Buirette Avocat de Guillaume Brunot & sa femme , & Forestier Avocat de René-François Troëlle & sa femme , ont été ouïs pendant trois Audiences , ensemble Talon pour le Procureur-Général du Roi : La Cour a mis & met l'appellation , & ce dont a été appelé au neant , émendant sur les Requêtes des Parties de Forestier , met les Parties hors de Cour , en conséquence ordonne que l'enfant dont est question appartiendra à Brunot & sa femme , dépens néanmoins compensés. Fait en Parlement le 11. Juillet 1727. Signé Ysabeau.

Observa-
tions sur
l'Arrêt.

Il faut observer que la fausse mere a été dans la bonne foi , puisqu'elle n'a pas été condamnée aux dépens ; & c'est ce qui la distingue de la fausse mere qui fut l'objet du Jugement de Salomon.

La Cour , qui observe les règles avec une circonspection religieuse , étoit bien éloignée de permettre à Troëlle & sa femme la preuve testimoniale contre le monument public qui dépositoit contre eux. Ils vouloient que la source de l'erreur fût la confusion qu'ils supposoient que la Meneuse avoit faite en remettant un enfant pour l'autre ; ce fait ne pouvoit pas être éclairci par le témoignage de la Meneuse : qui pouvoit répondre qu'elle ne seroit pas corrompue ? Les autres faits ne paroissoient pas concluans : quand la preuve en auroit été faite , ces nourrices qui n'étoient pas éloignées l'une de l'autre , n'auroient-elles pas pu facilement changer quelques hardes les unes contre les autres ; & même par bien des cas fortuits qu'on peut imaginer , cet accident ne peut-il pas arriver ? Il auroit été trop dangereux d'exposer l'état d'un enfant à la foi d'une pareille preuve. D'ailleurs il doit demeurer pour constant , suivant l'intention du Législateur , qu'il faut s'en tenir à la foi d'un Acte baptismal , & d'un Acte mortuaire , revêtu de toutes ses formalités ; que cette preuve jointe à la possession est invincible. La sagesse de la règle dont on vient de parler est établie pour couper la racine d'une infinité de contestations
qui

qui peuvent être agitées sur l'état des hommes , contestations qui nous donnent lieu de déplorer leur malheur. Pouvons-nous jamais assurer hardiment que nous avons un tel pere ? Qu'on ne dise point que la Nature parle au fond de notre cœur : n'en déplaîse aux plus belles figures de notre éloquence, les oracles de la Nature ne sont pas infaillibles ; l'habitude qui est une seconde Nature emprunte le langage de la première , & nous inspire la tendresse & le respect que nous ressentons pour celui qui représente notre pere. Jamais pere ne fut plus respecté par des enfans que l'amour avoit introduits dans sa famille , que celui dont je vais raconter l'histoire.

Un Directeur ignorant ou éclairé , c'est au lecteur Un pere de quatre enfans à qui on revele sa fausse paternité. habile à lui donner l'épithete qui lui convient ; un Directeur , dis-je , obligea une Dame coquette qui étoit au lit de la mort , de révéler à son mari le mystere de la naissance de quatre enfans que l'amour illégitime avoit introduits dans cette famille. Votre salut est attaché à cet aveu , dit-il à cette Dame ; si vous ne prenez pas cela sur vous , l'Enfer s'ouvrira pour vous engloutir. Il la laissa , après lui avoir lancé ce trait. Cette Dame effrayée assembla son mari & ses enfans autour de son lit , pour leur faire part de secrets importants. Elle adressa ainsi la parole à son époux : Monsieur , je n'ose pas vous donner un nom plus doux , vous avez dormi jusqu'ici tranquillement , dans l'opinion que vous avez que vous êtes le pere de ces quatre enfans ; ma conscience m'oblige de vous ouvrir les yeux. Pardonnez-moi le crime que j'ai commis en vous donnant des héritiers malgré vous. A ces paroles l'attention du mari & des enfans redoubla , ils devinrent tous immobiles d'étonnement. Elle poursuivit ainsi : L'ainé doit le jour à un Abbé qui vint passer le Printems dans notre maison de campagne ; cette saison où la Nature semble revivre , fit mourir la vertu de cet Ecclésiastique & la mienne. Dans la suite vous trouvâtes que je n'avois point la démarche assez

assez belle ; le Maître à danser que vous me donnâtes est le pere du second. La Brie , ce Laquais dont vous admiriez vous-même la figure , m'enchantâ ; que vous dirai-je de plus ? c'est le pere du troisieme. Elle alloit continuer , lorsque le quatrieme enfant âgé de neuf ans , mais plein d'esprit , l'interrompit. Il avoit observé que les inclinations de sa mere s'étoient avilies par degré. Il appréhenda que le successeur d'un laquais ne fût le plus indigne de tous les peres , il se jetta à genoux tout en larmes au pied du lit. *Mamere* , s'écria-t-il d'un ton pénétrant , *donnez-moi un bon papa*. La mere alors aux prises avec la mort ne put pas achever son récit , elle rendit un moment après le dernier soupir. Le lecteur curieux voudroit savoir ce que dit & ce que fit le mari , mes mémoires n'en disent rien ; qu'il se mette en sa place , & qu'il se demande à lui-même ce qu'il auroit dit & ce qu'il auroit fait dans un cas semblable.

Trait de
prudence.

Cette femme ne fut pas la seule qui crut qu'elle devoit révéler le secret de la paternité. Une veuve avoit eu deux fils durant le cours de son mariage , l'un étoit le fruit d'un amour permis , l'autre d'un amour défendu. Elle crut aussi que les mêmes raisons de conscience l'engageoient à dire la vérité à ses enfans ; elle eut à peine fini le prélude de son discours , que tous deux lui couperent la parole en lui témoignant qu'ils ne vouloient rien savoir , qu'ils obéissent avec plaisir à la Loi qui ordonnoit qu'ils partageassent la succession de leur pere putatif. La prudence elle-même les conduisit dans cette occasion.

Nous voyons que de tout tems l'incertitude de la paternité a été l'objet de la plaisanterie. Un ancien Philosophe voyant que dans un chemin public un enfant jettoit des pierres à tous les passans , il lui dit : Petit étourdi , prenez garde à ce que vous faites , car vous pourriez bien sans le savoir blesser votre pere.

Cette

Cette incertitude sur la paternité, met dans un grand jour l'entêtement ridicule que les hommes ont sur leur noblesse ; voici ce qu'a dit une femme d'esprit que j'ai célébrée ailleurs sous le nom de Clelie. Rien n'est plus ridicule que ce Noble entêté : il compte parmi ses ayeux plusieurs grands hommes ; cette pompeuse généalogie , poursuit-elle , supposant la chasteté des épouses de leurs ancêtres , a un fondement bien fragile. Je ne suis point remplie de fiel contre mon sexe , à Dieu ne plaise ! Je veux que le nombre des Lucreces soit fort commun. Mais qu'on y prenne garde , il ne faut qu'une seule anti-Lucrece , je veux dire une femme d'un caractère contraire à celui de cette héroïne de l'antiquité , pour gâter la plus belle généalogie du monde. Quelque prévenu que l'on soit en faveur de la vertu des Dames , dira-t-on que dans ce grand nombre de femmes qui composent les généalogies , elles ont toutes été vestales ? Quoi ! on n'en trouveroit pas une qui ait dégénéré de cette chasteté ? & si l'on en trouve une , adieu toutes les branches de l'arbre généalogique ; elles se détacheront toutes , pour aller s'attacher à d'autres troncs. Vous croyez tenir à ce bel arbre ; peut-être ne tenez-vous qu'à quelque souche pourrie.

Toi qui par des papiers que le tems a mangés ,
Prouves que tu descends des héros de Tacite ,
Une Laïs suffit pour déranger la suite
De ce nombre d'ayeux artistemens rangés.

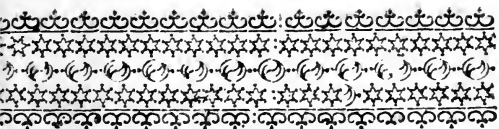
On ne finiroit jamais , si on vouloit épuiser un sujet si fertile en traits & en pensées : je me contenterai de rapporter encore une histoire qui m'a paru singulière.

Une nourrice payfanne eut l'ambition de faire la fortune de son enfant ; car l'ambition loge dans les chaumières comme dans les Palais : voici comme s'y prit cette nourrice.

Enfant
changé en
nourrice.

Elle

Elle changea son enfant contre celui d'un Gentilhomme riche qu'on lui avoit donné à nourrir , ainsi elle donna au pere & à la mere son enfant pour le leur. Le payfan devenu Gentilhomme succeda dans la suite aux grands biens de ceux dont il paroïssoit tenir le jour. Le Gentilhomme métamorphosé en payfan , devenu grand , se laissa de cultiver la terre ; il alla dans une grande ville où demeuroit son frere de lait , qui faisoit une grande figure ; il entra au service de ce Gentilhomme , & comme il avoit un excellent naturel , il se fit bientôt aimer de son maître , qui l'ayant cultivé connut ce qu'il valoit & le choisit pour son ami , l'admit à sa table , le mit de toutes ses parties , égala en quelque façon sa condition à la sienne , quoique celui-ci continuât à le servir. La nourrice étant extrêmement malade , demanda d'une maniere pressante le Gentilhomme pour lui communiquer une affaire importante : il se rendit auprès d'elle , & elle lui révéla tout le mystere : elle mourut une heure après ; il sembloit qu'elle ne pût pas mourir qu'elle ne fût déchargée de ce grand secret. Le Gentilhomme ne se hâta point d'en faire part à son ami. Un jour dans un repas qu'ils faisoient eux seuls tête-à-tête , le Gentilhomme lui proposa son histoire où celui-ci avoit tant de part , comme une histoire étrangere , & lui dit : Si vous eussiez été l'enfant contre qui la nourrice auroit changé le sien , que vous connussiez dans la suite votre état , & que vous fussiez le maître de jouir du bien que votre naissance vous donnoit , quel parti feriez-vous à l'enfant de la nourrice qui auroit été votre maître ? Je partagerois avec lui ma fortune , répondit le valet. Hé bien partageons , repliqua le maître ; vous avez prononcé l'arrêt , car vous êtes le fils du Gentilhomme , & je suis le fils de la nourrice. Ce jugement fut exécuté.



L E G S

Fait sous une condition contre les bonnes mœurs.

Le Jugement rendu sur le Mémoire suivant , qui est de ma façon , fait l'éloge des Juges de Geneve.



M E M O I R E

Pour Dame Diodaty , veuve du Sieur de la Roue Ecuyer ,

Contre les Héritiers du Sieur Franconi.

Objet du Procès est la disposition suivante du
— Testament du Sieur Franconi :

J'avois fait proposer à ma filleule Diodaty de revenir ici avec sa famille , & que pour lui aider à subsister , je donneroie mille écus-blancs ; au-lieu de s'en révaloir elle s'est remariée , & elle a embrassé la Religion de l'Eglise Romaine. Je veux encore exécuter cette offre , si elle revient de bonne foi parmi nous : mais elle ne recevra que les intérêts , à moins qu'il n'y ait une occasion après quelques mois de séjour parmi nous pour la bien connoître , de placer ses enfans , ou pour faire apprendre quelque profession , auquel cas je
laisse

laisse à la prudence de mes héritiers d'entamer le principal.

Il est d'abord constant que le Sieur Franconi lègue à la Dame Diodaty mille écus. La volonté du testateur est l'ame de son Testament. *Semper vestigia voluntatis testatorum sequimur*, l. 5. c. de necess. serv. hered. instit. Cette volonté se respecte jusques dans les expressions ambiguës qui la cachent. *In ambiguo sermone non utrumque dicimus, sed id duntaxat quod volumus*, l. 3. ff. de rebus dubiis. Ainsi de quelque façon que la volonté du testateur se puisse développer, les nuages dont elle est environnée ne lui font aucun obstacle, elle s'observe inviolablement. Ici l'on voit à travers le raisonnement historique du testateur, qu'il a fait un legs de mille écus à la Dame Diodaty sa filleule. Il dit qu'il lui a offert mille écus, & qu'il veut encore exécuter cette offre. Voilà sa volonté bien marquée, c'est la Loi qu'il faut suivre.

Mais, dira-t-on, il a attaché à ce legs une condition qui en suspend l'effet jusqu'à ce qu'elle soit accomplie. Les conditions dans les Testamens sont des dispositions particulieres qui font partie de celles du testateur, & qu'il y ajoute pour en régler l'effet. La condition, si elle arrive, donne l'existence à une disposition, & l'anéantit si elle n'arrive point.

La règle en général est certaine, mais il en faut excepter les conditions impossibles qui sont regardées dans les Testamens, comme si elles n'y étoient pas inferées. *Obtinuit impossibiles conditiones Testamento adscriptas pro nullis habendas*, l. 3. ff. de condit. & dem. *sub impossibili conditione, vel alio mendo factam institutionem placet non vitiari*, l. 1. ff. de condit. instit. „ Nous voulons qu'une institution faite sous une condition impossible, ou sous quelque autre vice, ne soit pas annullée. ” Telle est la sagesse du Législateur, qui en accordant

au testateur le pouvoir de donner des loix à sa postérité, & en étendant son empire au-delà de la mort, a voulu que cette volonté fût conforme à la droite raison, & lui a ôté son autorité, dès qu'elle a abandonné la lumière de ce flambeau.

Ainsi la Loi distingue les Testamens, des conventions, qui sont annullées par les conditions impossibles. *Non solum stipulationes impossibili conditioni applicata nullius momenti sunt, sed etiam ceteri quoque contractus*, l. 3. ff. de obl. & ac. On présume que des contractans qui ont attaché à leurs conventions des conditions impossibles, ont plutôt voulu se divertir que s'obliger. Mais on ne présume jamais qu'un testateur ait voulu s'égayer dans un Testament, la plus sérieuse & la plus importante de toutes les dispositions. Les idées de la mort, la noble entreprise de laisser après soi des monumens de sagesse, bannissent de l'esprit toutes les impressions de la joye.

Parmi les conditions impossibles, on met non seulement ce que la Nature rend impossible, mais ce qui seroit contraire aux Loix, aux bonnes mœurs, à l'honnêteté. C'est selon cette idée que Justinien en définissant la liberté, la faculté de faire tout ce que l'on veut, suppose que l'on ne veut point ce que les loix défendent. Quelque étendu que soit le pouvoir de l'homme, fût-il placé sur le trône, il est limité par l'équité; ce qui excède de telles limites, est pour lui impossible. C'est dans cet esprit que le Législateur parlant des conditions des Testamens, dit : *Conditiones contra Edicta Imperatorum, aut contra Leges, aut quæ Legis vicem obtinent scriptæ, contra bonos mores, vel derisorie sunt, aut hujusmodi quas Prætores improbaverunt, pro non scriptis habentur*, & perinde ac si conditio hereditatis sive legato adjecta non esset, capitur hereditas legatumque, l. 4. ff. de condit. instit. » Les conditions

„ contre les Edits des Empereurs, ou contre les
 „ Loix, ou contre les bonnes mœurs, sont regar-
 „ dées dans les Testamens comme dérisoires, elles
 „ sont mises au nombre de celles que les Préteurs
 „ ont réprouvées; elles sont regardées comme si
 „ elles n'étoient point écrites, & l'hérédité est re-
 „ cueillie, ou le legs, comme s'il n'y avoit point de
 „ condition”; & dans la Loi 15. ff. de *condit. instit.*
Quæ facta lædunt pietatem, existimationem, vere-
cundiam nostram, & ut generaliter dixerim contra
bonos mores, nec fiunt, nec facere nos posse credendum
est. „ Ce qui blesse la piété, l'honneur, la pudeur,
 „ généralement les bonnes mœurs, non seulement
 „ ne se pratique pas, mais on le doit regarder com-
 „ me impossible.

La Dame Diodaty prétend que les conditions que le Testateur a attachées au legs qui est le sujet du Procès, sont dans le rang des conditions impossibles de cette espece. Premièrement, il exige d'elle qu'elle change de domicile; secondement, qu'elle change de Religion. *Imposer la Loi d'un domicile, c'est blesser la liberté juste & naturelle du choix d'un domicile; ainsi c'est en quelque façon blesser les bonnes mœurs & l'honnêteté.* C'est ainsi que s'explique Domat, un de nos plus éclairés Interpretes des Loix, dans la section VIII. des conditions des Testamens, article XVIII. & il ajoute: *Ces sortes de conditions n'obligent à rien, non plus que celles qui sont naturellement impossibles, & elles sont tenues pour non écrites.*

La condition de changer de Religion doit être regardée comme une condition impossible. La Dame Diodaty ne prétend pas discuter laquelle des deux Religions, la Romaine ou la Protestante, doit avoir la préférence. Elle choisiroit mal son champ de bataille, puisqu'elle doit être jugée par des Protestans.

Elle

Elle exige de leur charité, qu'ils pensent que ce n'est pas par un dérèglement de cœur qu'elle a quitté leur Religion, puisque la Morale de la Religion Romaine, sans la vouloir favoriser, est bien aussi sévère que la morale de la Religion Protestante: les deux Religions prennent pour règle la morale de l'Évangile. Quand ils penseroient que la Dame Diodaty a embrassé la Religion Romaine par un aveuglement d'esprit, leur charité croira qu'elle a pris ce parti, parce qu'elle l'a cru le meilleur; qu'après plusieurs éclaircissemens il ne lui a pas paru que les Dogmes de la Religion Chrétienne fussent altérés & défigurés dans cette Religion; que lorsqu'elle l'a embrassée, elle a jugé qu'elle suivoit les mouvemens de sa conscience. Quand ils la supposeroient dans l'erreur, ils doivent penser qu'elle est de bonne foi; qu'après tout, elle a pu s'attacher à une Religion, qui selon les Protestans mêmes, est pratiquée par des gens éclairés qui ont un desir sincère de travailler à leur salut.

Comment voudroit-on que la Dame Diodaty, pénétrée de ces maximes, remplie de ces idées, quittât la Religion Romaine? Elle seroit une mauvaise Protestante, elle scandaliseroit ceux qui sont de ce parti. Son esprit & son cœur n'en approuveroient point les exercices; & dans cet éloignement, comment pourroit-elle dans cette Religion adorer Dieu en esprit & en vérité.

Suivant les principes mêmes des Protestans, c'est exiger d'elle une condition impossible qui blesseroit les bonnes mœurs, que de la transporter avec tous ses sentimens, ses maximes, dans sa première Religion.

Selon leur idée, embrasser leur Religion, c'est suivre les mouvemens du S. Esprit. Achete-t-on le S. Esprit avec de l'argent? Car engager la Dame Diodaty à entrer dans la Religion Protestante par l'attrait d'un legs, c'est, selon eux, vouloir à prix

340 LEGS FAIT SOUS UNE CONDITION

d'argent lui faire suivre les inspirations du S. Esprit. Une telle proposition ne blesse-t-elle pas les bonnes mœurs ? n'est-elle pas par conséquent dans le rang de ces conditions impossibles que le Droit Romain regarde comme non écrites dans les Testamens , & qui n'en peuvent pas détruire l'effet ? Quand le Testateur a proposé un legs à la Dame Diodaty pour lui faire embrasser la Religion Protestante , il a voulu qu'elle changeât de Religion par une vue humaine : c'est un piège qu'il lui tend. Cette embuche illicite déguisée sous le titre de condition du Testament , encore une fois , doit être regardée comme une condition impossible dans les règles d'une saine morale.

Les Ouvrages des Protestans sont plains de cette maxime , qu'il ne faut point faire de violence aux consciences. Ils disent que la maxime opposée blesse les bonnes mœurs. Ainsi le Tribunal où plaide la Dame Diodaty n'autorisera pas ce sentiment : car c'est faire une espece de violence à une personne , que de la frustrer d'un legs , si elle n'embrasse pas une certaine Religion.

Il semble que cette Cause interesse la Religion des Juges ; mais leur intégrité leur fera oublier un instant qu'ils sont Protestans , pour se souvenir seulement en général qu'ils sont Chrétiens : & ils seront convaincus , suivant leurs propres idées , que la Cause de la Dame Diodaty est la Cause du Christianisme. Ils allieront selon eux-mêmes les Loix divines avec les Loix humaines , c'est-à-dire , l'Evangile avec les Loix Romaines que les Apôtres ont mis dans une espece de parallèle *. C'est l'éloge le plus

* *Neque verò vult ut tantum justitia lex eniteat per nos ; voluit ut per Romanos quoque luceret ac splenderet. Constit. Apost. l. 6. c. 24. in principio.*

Les Constitutions Apostoliques ont été attribuées au Pape Clement I. C'est un Recueil de toute la Discipline de l'Egli-

plus magnifique qu'on pouvoit faire du Droit écrit. Rien n'est plus propre à montrer avec quelle pureté, & avec quelles vues sublimes ils dispensent la Justice, que le jugement qu'ils rendront, en s'élevant au-dessus de la tentation séduisante que leur propre Religion leur suggere.

On jugea à Geneve qu'on devoit payer le legs à la Dame Diodaty, sans exiger d'elle qu'elle remplit la condition.

L'Eglise, du moins pour l'Orient; cet Ouvrage a été écrit pour le plus tard dans le troisieme siecle.

Fin du Tome VII.

T A B L E

Du septieme Tome.

M ariage déclaré abusif après 24. ans de cohabitation, & la mort de l'épouse.	Page 11
Histoire de cette Cause.	<i>ibid.</i> & suiv.
Plaidoyer pour le Comte de Crequy, qui soutenoit le mariage abusif.	16
Réponse du Marquis de Sailly.	26
Replique pour le Comte de Crequy.	34
Eloge de Me. Begon, qui défendit le Marquis de Sailly.	42
Arrêt définitif du 19. Juin 1723, de la Cour.	48
Motif de l'Arrêt.	<i>ibid.</i>
Dissertation où l'on démontre que la Défense de se marier dans les degrés d'affinité, n'est pas de Droit divin, mais de Droit positif & Ecclésiastique.	50
Concubine donataire dont l'on a confirmé la donation.	69

Histoire de la Cause.	69
Plaidoyer des héritiers du sieur Perraud , contre la Demoiselle de Grandmaison donataire.	74
Plaidoyer pour Mademoiselle de Grandmaison.	86
Plaidoyer de M. Talon Avocat-Général.	97
Arrêt du 28. Mars 1730.	107
Observations sur l'Arrêt.	ibid.
Les Arrêts qu'un Plaideur cite ne lui sont pas d'un grand usage.	108. & suiv.
Misere des Plaideurs.	109
Pipeurs confondus.	112
Préambule.	ibid.
Mémoire pour le Sieur Pierre Frusery , Bourgeois de Lyon , Accusateur.	
Contre les Sieurs Nadiour , Rocgece , & Ribau , Ac- cusés.	114
Histoire de la Cause.	ibid. & suiv.
Premiere Proposition. Une promesse dont la vérita- ble cause est le Jeu , ne peut jamais causer un vérita- ble engagement.	118
Seconde Proposition. On établit que la promesse qui est l'objet de ce Procès , est l'effet de l'art de tromper au Jeu que les Accusés ont pratiqué , & est nulle par conséquent.	125
Jugement sur ce Procès.	144
Plusieurs artifices des Pipeurs.	145
Jurisprudence sur les Gageures.	147
Loterie qui regne en Italie.	152
Recherches sur les Loteries.	155
Histoire de quelques Gageures sur lesquelles il y a eu des Jugemens.	156. & suiv.
Soufflet donné à une jolie femme dans une rixe.	161
Jugement sur cette Cause.	163
Querelle entre un Seigneur & un particulier.	164
Préambule.	ibid.
Mémoire pour François Brocard , Sieur de la Ribor- diere , Officier dans le Régiment Royal d'Artillerie, Accusé.	

Contre <i>M. le Comte de Nogent</i> , Accusateur.	165
Jugement sur cette Cause.	175
<i>Femme adultere condamnée à la perte de sa liberté, & qui la recouvre après la mort de son mari par un second mariage.</i>	177
Histoire de cette Cause.	<i>ibid. & suiv.</i>
Plaidoyer pour Marie Joyfel, femme adultere.	179
Plaidoyer pour les parens paternels, contre Marie Joyfel.	182
Réponse pour Marie Joyfel.	188
Plaidoyer pour les parens maternels.	206
Plaidoyer de <i>M. Talon</i> Avocat-Général.	208
Arrêt définitif de la Cour, du 21. Juin 1684.	211
Théodore, Bateleuse, épouse Justinien Empereur.	220
Rhodope, Coutifanne, épouse un Roi d'Egypte.	225
Si le pere peut tuer sa fille, & le mari sa femme, surprises en adultere.	228
Comment un mari peut guérir sa femme de la coquerie.	231
Peines de l'adultere chez les Anciens.	234
<i>La fausse Testatrice.</i>	235
Histoire de la Cause.	<i>ibid. & suiv.</i>
Plaidoyer contre la fausse Testatrice, & ses Complices.	244
Copie figurée du Testament	249
Plaidoyer pour les Notaires qui ont reçu le Testament.	252
Sentence du Lieutenant-Criminel du Châtelet, du 18. Avril 1728.	257
Arrêt définitif de la Cour du 11. Mai 1728.	259
Exemples de faux Testateurs, tirés de l'Histoire Grecque & Romaine.	260. 261
<i>Enfant réclamé par deux Meres.</i>	262
Histoire du Procès.	264
Plaidoyer pour Troëlle & sa femme qui réclament l'enfant.	268
Plaidoyer pour Brunot.	285
Plaidoyer de <i>M. Talon</i> Avocat-Général.	300
Arrêt	

Arrêt définitif rendu en cette Cause.	328
Observations sur l'Arrêt.	330
Un pere de quatre enfans à qui on révèle sa fausse paternité.	331
Trait de prudence.	332
Enfant changé en nourrice.	333
Legs fait sous une condition contre les bonnes mœurs.	335
Mémoire pour Dame Diodaty veuve du Sieur de la Roue Ecuyer.	
Contre les héritiers du Sieur Franconi.	ibid.
Jugement sur cette Cause.	341

Fin de la Table du septieme Tome.

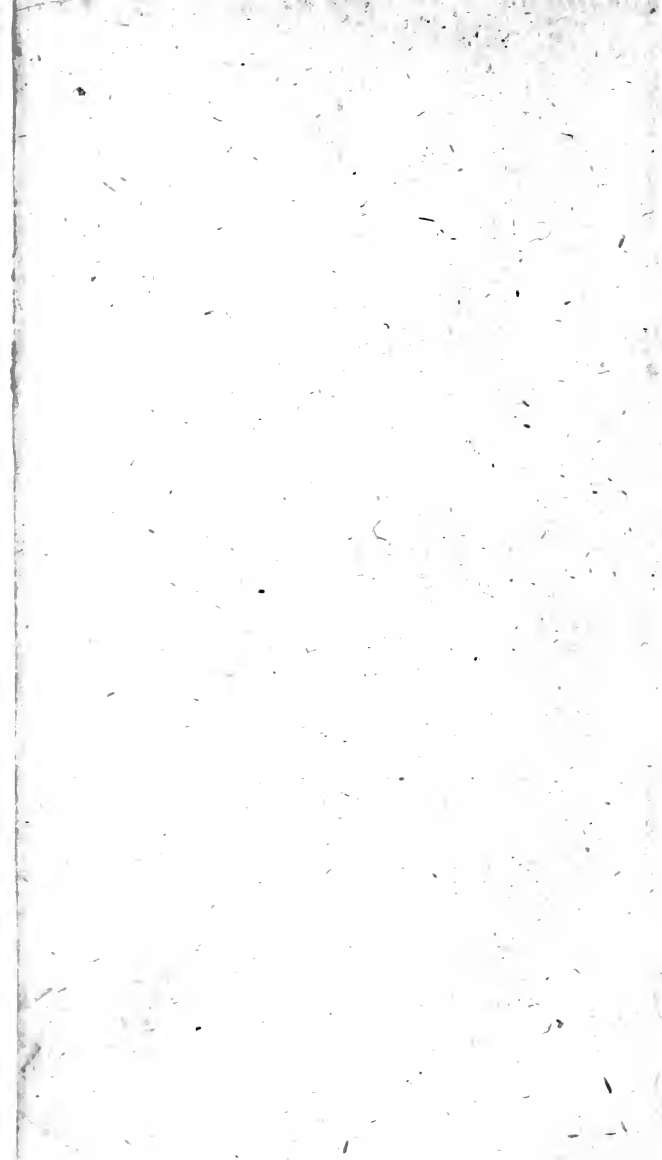
A P P R O B A T I O N.

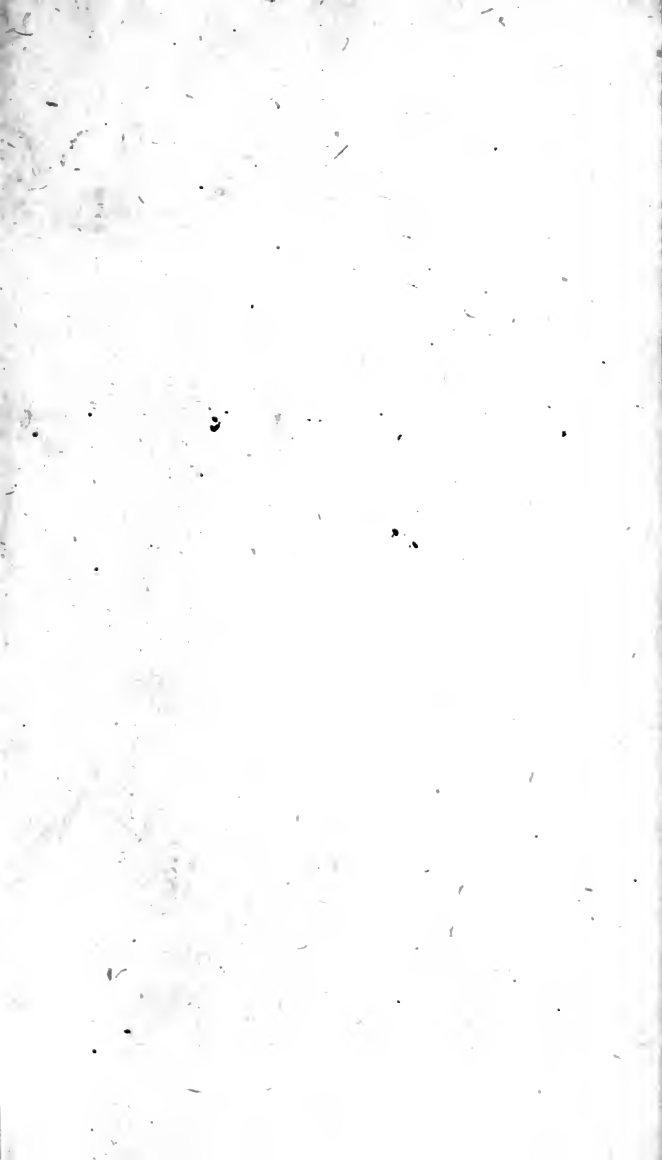
J'AI lu par ordre de Monseigneur le Garde des Sceaux les sept & huitieme Volumes des *Causés célèbres & intéressantes* ; où je n'ai rien trouvé qui doive en empêcher l'impression. A Paris ce 28. Avril 1736.

C A P O N.









**La Bibliothèque
université d'Ottawa**
Échéance

**The Library
University of Ottawa**
Date due

--	--	--	--



